This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.

+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.

+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.

+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`

A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.

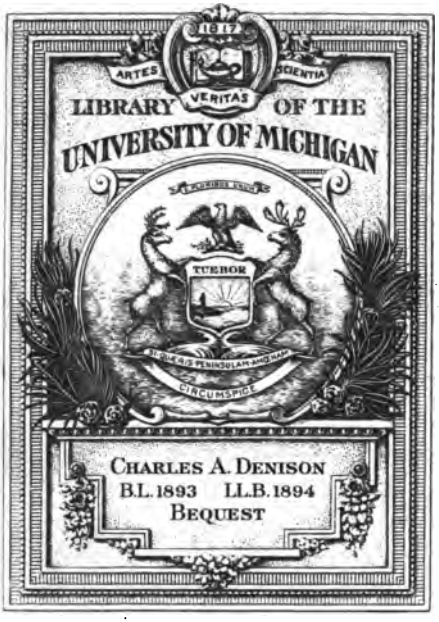
+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.

+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.

+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`


ARTES
VERITAS
SCIENTIA
LIBRARY OF THE
UNIVERSITY OF MICHIGAN
TUEBOR
CIRCUMSPICE
CHARLES A. DENISON
B.L. 1893 LL.B. 1894
BEQUEST

D
22
.G2

MÉMOIRE

SUR LES

OPÉRATIONS MILITAIRES

DES GÉNÉRAUX EN CHEF

CUSTINE ET HOUCHARD,

PENDANT LES ANNÉES 1792 ET 1793,

PUBLIÉ

PAR LE BARON GAY DE VERNON,

ANCIEN OFFICIER D'ÉTAT-MAJOR.

(Avec deux Cartes représentant le théâtre des opérations sur le Rhin et sur la frontière de Flandre entre la Sambre et la mer du Nord.)

> Il y a dans le monde deux espèces de généraux qui ont de la réputation. Les uns sont ceux qui, avec une armée bien disciplinée, ont fait de grandes choses... Les autres sont ceux qui ont eu premièrement à vaincre leurs ennemis; mais, devant que d'en venir là, il a fallu qu'ils aient bien formé et bien discipliné leurs armées; et ceux-là méritent assurément plus de louanges que ceux qui, avec des armées anciennes et bonnes d'elles-mêmes, ont fait de belles actions. (Machiavel, Art de la guerre).

PARIS,

LIBRAIRIE DE FIRMIN DIDOT FRÈRES,

RUE JACOB, 56.

1844.

MÉMOIRE

SUR LES

OPÉRATIONS MILITAIRES

DES GÉNÉRAUX EN CHEF

CUSTINE ET HOUCHARD,

PENDANT LES ANNÉES 1792 ET 1793.

PARIS. — IMPRIMERIE DE FIRMIN DIDOT FRÈRES, RUE JACOB, 56.

MÉMOIRE

SUR LES

OPÉRATIONS MILITAIRES

DES GÉNÉRAUX EN CHEF

CUSTINE ET HOUCHARD,

PENDANT LES ANNÉES 1792 ET 1793,

PUBLIÉ

PAR LE BARON GAY DE VERNON,

ANCIEN OFFICIER D'ÉTAT-MAJOR.

(Avec deux Cartes représentant le théâtre des opérations sur le Rhin et sur la frontière de Flandre entre la Sambre et la mer du Nord.)

> Il y a dans le monde deux espèces de généraux qui ont de la réputation. Les uns sont ceux qui, avec une armée bien disciplinée, ont fait de grandes choses... Les autres sont ceux qui ont eu premièrement à vaincre leurs ennemis; mais, devant que d'en venir là, il a fallu qu'ils aient bien formé et bien discipliné leurs armées; et ceux-là méritent assurément plus de louanges que ceux qui, avec des armées anciennes et bonnes d'elles-mêmes, ont fait de belles actions. (Machiavel, Art de la guerre).

PARIS,

LIBRAIRIE DE FIRMIN DIDOT FRÈRES,

RUE JACOB, N° 56.

1844.

DC
220
.G23

A MONSIEUR

GAY-LUSSAC,

PAIR DE FRANCE ET MEMBRE DE L'INSTITUT,

Comme un témoignage de mon inaltérable amitié & de mon profond respect.

GAY DE VERNON.

Demian
Mayence
6-2 39
3.7.10

TABLE DES CHAPITRES.

Pages.

INTRODUCTION IX
POST-SCRIPTUM XXXI

CHAPITRE Ier.

Position de l'armée du Rhin. — Commencement des hostilités. — Expédition dans le Porentruy. — Sédition des troupes à Neu-Brisach. — Mouvements autour de Landau. — Journée du 3 août 1

CHAPITRE II.

Organisation des troupes, leur esprit public et leur état moral. — Prestation et refus de serments après la journée du 10 août — Custine est nommé commandant du corps des Vosges 33

CHAPITRE III.

Combat de Spire. — Prise de Mayence 52

CHAPITRE IV.

Passage du Rhin. — Occupation de Francfort, de Kœnigstein. — Expédition dans la Vétéravie. — Retour de l'armée prussienne sur la Lahne. — Combats de Limbourg, de Francfort et de Rœdelsheim. — L'armée du Rhin se retire dans Mayence 70

CHAPITRE V.

(CAMPAGNE DE 1793.)

Arrivée des commissaires de la Convention. — Combat de Hochheim. — États-majors. — Licenciement des gendarmes à Landau. — Description de la tête de pont de Cassel.... 98

CHAPITRE VI.

Expédition dans le Hundsrück. — Combats de Stromberg et de Bingen. — L'armée se retire derrière la Nahe. — Combat d'Ober-Flœrsheim. — Retraite sur Weissembourg... 114

CHAPITRE VII.

Rapport de Custine au président de la Convention. — Les armées du Rhin et de la Moselle sont réunies sous le commandement de Custine 136

CHAPITRE VIII. Pages.

Custine est nommé général en chef de l'armée du Nord. — Combat de Rilsheim. — Départ de Custine..... 153

CHAPITRE IX.

Mort de Dampierre. — Retraite sur le camp de César. — Arrivée de Custine à Cambrai. — Dispositions de l'armée. — État des troupes. — Démêlés entre Custine et le ministre de la guerre Bouchotte..... 171

CHAPITRE X.

Custine passe l'inspection de l'armée.— Agitation dans le camp de César causée par les agents des Jacobins et des Cordeliers. — Custine est mandé à Paris; son arrestation....193

CHAPITRE XI.

Sentiments des troupes à la nouvelle de l'arrestation de Custine. — Kilmaine général en chef provisoire. — Houchard est nommé au commandement de l'armée. — Reddition de Valenciennes. — Les coalisés attaquent le camp de César. — L'armée se retire derrière la Scarpe..... 212

CHAPITRE XII.

Arrivée de Houchard. — Mission de Billaud-Varennes. — Loi du 12 août. — Le duc d'Yorck se sépare du prince de Cobourg..... 227

CHAPITRE XIII.

Combats livrés autour de Lille. — Les Anglais commencent le siége de Dunkerque. — L'armée d'observation de Freytag prend position entre l'Yser et la grande Moëre. — Supplice de Custine..... 238

CHAPITRE XIV.

Combats d'Houtkercke, de Bambecke et de Rexpoede. — Victoire d'Hondscoote. — Le duc d'Yorck lève le siége de Dunkerque..... 252

CHAPITRE XV.

Combats de Menin. — Défaite des garnisons de Bouchain et de Cambrai. — Houchard est dénoncé et arrêté..... 276

CONCLUSION..... 288

SUPPLÉMENTS..... 313

INTRODUCTION.

On avait souvent engagé mon père à publier le récit des opérations militaires de Custine et de Houchard pendant les années 1792 et 1793. « Vous avez été, lui disait-on, le fidèle com- « pagnon du premier, un des conseillers du « second, l'ami de tous les deux; votre dé- « vouement à leur cause a été puni par un « emprisonnement de neuf mois sous le régime « de la Terreur (1,2) (*), pourquoi ne seriez- « vous pas l'historien de ces deux généraux, « qui se succédèrent avec une rapidité révo- « lutionnaire dans les mêmes commandements « et sur le même échafaud? »

(*) Les chiffres seront les numéros d'ordre des suppléments réunis à la fin de ce mémoire; l'astérisque indiquera le renvoi à la note placée au bas d'une page.

Mon père avait constamment refusé d'entreprendre ce travail, non qu'il fût effrayé par les difficultés du sujet, mais parce que, sous l'empire et pendant les premières années de la restauration, le moment ne lui semblait pas venu de publier une relation de ce genre.

« La révolution de 1789, répondait-il alors, « a allumé en Europe un immense incendie; « nous en sommes encore trop près: laissons- « le s'apaiser ou se refroidir, et plus tard, j'en « suis persuadé, on recherchera soigneuse- « ment et une à une la trace des étincelles et « des flammes qui ont concouru à cet embra- « sement. D'ailleurs, pour que la vérité puisse « répandre toute sa lumière, il faut attendre « l'époque où les peuples et les individus « consentent enfin à écouter un autre langage « que celui d'une continuelle apologie de « leurs actions. »

Certes, je n'ai pas l'espérance et encore moins la prétention de faire, de mon père, un personnage historique : il a servi avec honneur et utilité son pays comme ingénieur, écrivain militaire et directeur des études de la savante École Polytechnique (3, 4), et,

deux fois, dans sa carrière, il a obtenu, à 63 jours d'intervalle, la fatale distinction de mériter, par sa conduite auprès de Custine et de Houchard, les implacables accusations des orateurs de la Montagne. A la séance du 22 juillet 1793, un grand nombre de députés appuyaient la proposition de mettre en état d'arrestation les membres de l'état-major de l'armée du Nord, qui avaient suivi Custine à Paris, *parce que,* disait-on, *ils appartenaient presque tous à l'état-major du traître Dumouriez.*

Le député Paganel monta à la tribune. « Je « m'oppose, répondit-il, à la proposition qui « vous est faite. Custine n'a auprès de lui aucun « officier de l'état-major de Dumouriez; il n'a « été accompagné à Paris que par l'adjudant-« général Gay-Vernon, frère de notre collè-« gue, du patriotisme duquel personne ne « doute, et par un jeune homme d'un des ba-« taillons de Lot-et-Garonne, qui n'est dans « l'armée de Custine que depuis quinze jours : « je demande l'ordre du jour. »

L'assemblée passa à l'ordre du jour (*).

(*) Voir au Moniteur le procès-verbal de la séance du 22 juillet 1793.

Le 23 septembre suivant, Jean Bon St-André fulmina contre mon père une nouvelle accusation :

« Houchard, arrivé à l'armée du Nord, « s'entoura d'hommes faibles et ineptes ; il « garda près de lui Barthélemy, jeune homme « connu de nous *par son insolence*, *son inca-* « *pacité et son incivisme ;* et, quand nous lui « observâmes combien un pareil homme était « indigne du poste qu'il occupait, il nous ré- « pondit que Barthélemy lui était utile. Hou- « chard conserva également Gay-Vernon, « *homme froid et prudent*, *qui ne demande* « *qu'à cantonner et épargner les troupes.* Par- « tout nous avons vu des hommes qui s'oppo- « sent à ce que le soldat soit vainqueur, et qui « veulent prolonger la guerre, parce qu'elle « leur est avantageuse. »

Cette fois, la Convention ne passa pas à l'ordre du jour, malgré les paroles énergiques du député Gay-Vernon en faveur de son frère (*).

Le maréchal Gouvion-St-Cyr, dans ses Mé-

(*) Voir au Moniteur le procès-verbal de la séance du 23 septembre 1793.

moires, parle de mon père et de l'adjudant-général Barthélemy d'une tout autre manière que ne l'avait fait Jean Bon St-André.

« Pendant l'hiver de 1793, Custine fut se-
« condé au delà de ses espérances par l'activité
« du chef de bataillon Gay-Vernon, officier
« du génie d'un mérite rare, sous les ordres
« duquel les fortifications que l'on avait pro-
« jetées, dès l'arrivée des Français à Mayence,
« s'élevaient avec rapidité (tom. I, p. 23); et,
« à la page 32, Custine désigna un certain
« nombre de capitaines que, sous le nom
« d'adjoints, il attacha au petit nombre d'ad-
« judants-généraux qu'il avait déjà. Ces choix
« furent assez heureux; en peu de temps, des
« officiers généraux sont sortis de cette classe,
« tels que Kléber, Desaix, Barthélemy..... »

Si mon père avait assisté à notre dernière révolution, il aurait reconnu, comme tous les bons esprits, que, depuis ce grand ébranlement, la pensée dominante des historiens a été un retour vers une appréciation plus exacte des hommes et des choses. On met encore trop de persévérance peut-être à exalter certaines réputations équivoques; on a outre-

passé le but en plaçant au Panthéon de la reconnaissance nationale et de la gloire quelques médiocrités; mais il ne faut pas moins dire, à la louange de notre époque, que les couleurs de convention perdent de leur éclat, que les célébrités de bulletins et de gazettes penchent vers leur déclin, et qu'il y a partout une disposition générale à ramener chaque personnage et chaque événement au rang qui lui est propre.

La révolution de 1830 ne procède ni de la République, ni de l'Empire, ni de la Restauration, comme le croient ou feignent de le croire les hommes attachés au triomphe de certains intérêts issus de l'un de ces trois ordres de choses; elle est fille et héritière directe de l'indestructible révolution de 1789; elle doit en être la continuation et le perfectionnement. La France, il y a treize ans, a dit son dernier mot. Dès qu'elle eut jeté à bas les vieux Bourbons, trône et dynastie, que fit-elle? Le peuple légal et la multitude, qui avait vaincu dans les rues, s'entendirent tout de suite pour conserver intégralement la forme monarchique dont ils comprenaient l'excellence, et, malgré

leurs grands, leurs nobles instincts républicains, placèrent au couronnement de l'édifice politique le seul Bourbon qui fût notre roi possible, parce qu'il était Bourbon et qu'il serait roi constitutionnel, tel que l'auraient voulu et que l'avaient rêvé, quarante ans plus tôt, Bailly, la Fayette, Lameth, Mounier, et peut-être Barnave.

Un souverain n'a pas de meilleur moyen d'obtenir une popularité durable et féconde en résultats utiles, qu'en assurant à son royaume un territoire bien composé. Alors, il faut le dire, le prince et le peuple n'éprouvent ni regrets, ni craintes, ni soupçons. Ainsi la France et son roi ne manqueront pas à la foi jurée, mais céderont à ce qu'il y a de plus fort au monde, à la nécessité, lorsqu'ils briseront certains engagements contractés sous l'oppression des baïonnettes étrangères. Le jour viendra où nous exercerons le plus légitime droit de retour : tôt ou tard, nous irons redemander aux Bavarois les clefs de Landau, aux Prussiens Sarrelouis, aux Belges Marienbourg et Philippeville; nous reprendrons Versoix sur notre frontière orientale, et, dût la déri-

soire *neutralité perpétuelle de la Suisse* s'en alarmer, nous relèverons les remparts de la glorieuse Huningue, moins à cause de son importance militaire qu'elle a perdue depuis longtemps, que par un juste sentiment d'orgueil national. Les balles de Juillet n'étaient pas uniquement dirigées contre le trône des vieux Bourbons; elles avaient une plus longue, une plus haute portée; car la majorité de la nation regardait à tort ou à raison ces malheureux princes comme les mandataires des étrangers et les exécuteurs de l'odieux traité du 20 novembre 1815 : le peuple a espéré et espère encore avoir déchiré ce traité; les pavés de Paris devaient écraser l'œuvre qu'accomplirent Razoumoffski, Metternich, Hardenberg, Wellington et Castelreagh. Le ministère anglais, âme de la coalition européenne, était logique dans l'exécution de ses implacables ressentiments nationaux : on abaissait la France, on en diminuait l'étendue, on voulait ainsi souder l'ancienne dynastie royale à l'ancien territoire; cet accouplement était, il faut le dire, une conséquence naturelle du principe; il n'y avait alors rien de mieux à faire,

puisque cette union semblait éterniser en Europe le symbole politique de toute légitimité. Aussi plaignons et n'accusons pas celui de nos ministres qui signa ces funestes conventions. Car M. de Richelieu savait que son nom n'aurait pas dû figurer au bas de ce papier, qu'émigré français et général russe, il devait rentrer en France par une autre porte que sous les fourches caudines imposées à la Patrie. Lui aussi céda à la nécessité : « Tout est consommé, « écrivait-il le 21 novembre, j'ai apposé hier, « plus mort que vif, mon nom à ce fatal « traité. J'avais juré de ne pas le faire, et je « l'avais dit au roi; ce malheureux prince « m'a conjuré, en fondant en larmes, de ne pas « l'abandonner, et de ce moment je n'ai plus « hésité..... » Mais la France expirant en 1815 sous le poids de l'Europe armée et sous les inévitables intrigues d'une restauration monarchique et religieuse, a cru s'être relevée de sa déchéance au bruit de l'éclatante victoire de 1830. Le peuple s'est séparé, par l'intervalle d'une bataille gagnée, de la dynastie des vieux Bourbons; le drapeau tricolore flotte à nos frontières comme une menace pour les uns et

comme une espérance ou un souvenir pour les autres. Que devrait-il donc rester aux mains de la sainte-alliance des rois? Rien qu'un lambeau de parchemin diplomatique. Et voilà le titre qu'on invoque pour faire valoir d'injustes usurpations sur l'intégrité de notre territoire, tel qu'il était avant la catastrophe de Waterloo! Nous faudra-t-il donc respecter éternellement ce traité que Talleyrand avait refusé de signer et que Richelieu lui-même, l'ami et le protégé du tzar Alexandre, *avait juré de ne pas signer?* Non, non; car, à quelque époque et sous quelque forme de gouvernement que ce soit, la France, royaume, empire, république consulaire, directoriale ou conventionnelle, n'a jamais été restreinte à des bornes plus étroites que celles des États de Louis XIV, après la paix d'Utrecht et de Rastadt. Mais, lorsque vinrent les désastres de nos armées, Moscou, Leipsick, Waterloo, on abusa du triomphe, et chaque puissance, suivant sa guise, ses craintes ou ses ressentiments, s'arrangea de manière à entamer, par de profondes échancrures, la belle ceinture de places fortes dont Vauban avait enveloppé la France.

Entre peuples, les affronts ne s'oublient qu'après la réparation de l'injure, et le traité du 20 novembre 1815 est plus qu'une iniquité, c'est un malheur européen, puisqu'il a fait naître un cuisant motif de discorde entre des nations généreuses et disposées à s'estimer réciproquement.

On porte aux hommes et aux choses de notre héroïque révolution un tel sentiment de curiosité, je voulais dire de respect, que le monde entier admire à l'unisson la pensée royale qui a créé les galeries historiques de Versailles. Dans ce Panthéon, où la peinture et la sculpture, sœurs jumelles de l'histoire, ont fait revivre toutes les apothéoses de nos triomphes et de nos revers; dans ce palais, plus riche que ne le seront jamais Greenwich et Westminster, les salles de 1792 et 1793 sont le lieu où la foule se presse plus nombreuse et plus avide d'émotions. Là, tous nos guerriers célèbres, enfants alors, géants dix ans plus tard, sont comme enveloppés des langes de leur gloire : à leur tête l'auguste fondateur, prince si ressemblant à Louis XIV, et comme lui marqué du signe de la royauté, Louis-Phi-

lippe d'Orléans, colonel du 14e de dragons au début de la campagne de 1792, maréchal de camp à Valmy, lieutenant général à Jemmapes et à Neer-Winden; puis Jourdan, Masséna, Oudinot, chefs de bataillon; Hoche, Desaix, Gouvion-Saint-Cyr, Macdonald, capitaines; Bernadotte et Richepanse, lieutenants; Lannes et Ney, sous-lieutenants; Soult, sergent; Maison, grenadier; Reynier, canonnier, et Gérard, volontaire dans le 2e bataillon de la Meuse.

Cette disposition des esprits, comparable au sentiment curieux des voyageurs qui aiment à visiter les grands fleuves à leur source, m'a persuadé que le moment n'était pas défavorable pour publier une relation des premières courses de nos armées dans le Palatinat, la Franconie et la Vétéravie, et qu'on pourrait prendre un intérêt national aux énergiques efforts de nos jeunes soldats et de leurs chefs improvisés, qui, sous Lille et sous Dunkerque, repoussèrent l'invasion anglo-autrichienne. D'ailleurs, au point de vue purement militaire, la victoire de Hondscoote, qui terminera ce mémoire, est à notre avis un événement important, car les journées de

Ste-Euphémie, de Talaveyra, de Busaco et de Waterloo nous ont démontré que battre une armée anglaise est chose difficile, où l'on échoue souvent, lorsque son infanterie et son artillerie ont eu le temps de s'affermir sur une position, et qu'elles ont pris en quelque sorte racine dans la terre.

Dans cette relation, on trouvera ce que mon père a cru être la vérité : quelquefois j'indiquerai ce qui n'aurait pas dû être fait; presque jamais je ne dépasserai cette limite; assez d'autres écrivains ont enseigné ce que nos chefs auraient dû faire. Mon récit sera simple et tel qu'il peut ressortir des documents trouvés dans les papiers de mon père. Pendant sa longue détention, commencée au mois de brumaire an 2, et terminée le 16 thermidor suivant, il avait rédigé trois mémoires qu'il destinait à sa défense. Le manuscrit était partagé en deux colonnes : l'une renfermant l'exposé des événements militaires, l'autre contenant une foule de notes, d'observations et de développements sur certains faits plus particulièrement incriminés dans les procès de Custine et de Houchard.

J'ai étudié et revu avec soin ces trois mémoires, écrits dans le silence de la prison et sous la vive et sincère inspiration d'événements accomplis de la veille. J'ai retranché tout ce qui était relatif aux accusations de détail dirigées contre mon père; mais j'ai précieusement conservé ces détails et les plus minces souvenirs, dès qu'ils m'ont semblé appartenir, ne fût-ce que par le bord, au tableau de cette singulière époque, ou lorsqu'ils faisaient revivre quelques linéaments du caractère de Custine et de Houchard.

Il sera facile d'apprécier la convenance et la mesure des sentiments qui m'ont déterminé à trier les faits de peu d'importance et à rejeter ceux trop personnels aux individus; mais je me suis très-scrupuleusement garanti de la dangereuse tentation de juger les événements d'après les leçons de l'expérience acquise, parce qu'on ne peut pas agir de la sorte sans altérer le fond des choses et sans travestir le caractère des personnages. Ainsi, comme le style n'est pas l'homme même, ce mémoire peut encore passer pour une œuvre posthume de mon père; et j'obtiendrais la

récompense que j'ambitionne le plus, si je parvenais à faire naître cette pensée dans l'esprit des lecteurs.

J'aurais pu, en me conformant à un usage assez généralement suivi, rassembler à la fin de ce mémoire un volumineux recueil de pièces justificatives; je ne l'ai pas fait, parce qu'il m'a toujours semblé qu'elles contribuent moins à rendre témoignage de la bonne foi de l'auteur qu'à grossir d'un bagage inutilement authentique l'épaisseur des livres; elles n'ont une importance réelle que dans les ouvrages de critique, et dans ceux où, le langage étant en quelque sorte officiel, elles établissent une controverse nécessaire : tels sont les Mémoires des maréchaux Jourdan, Suchet, Gouvion-St-Cyr, de l'archiduc Charles; partout ailleurs elles ne servent ordinairement à montrer les faits que sous une face, un angle, et, quand on écrit en faveur de telle ou telle opinion, il n'est pas difficile de rejeter les documents qui contrediraient celle qu'on désire faire prévaloir. Cependant, sous le nom de *Suppléments*, j'ai réuni un petit nombre de lettres, de fragments et d'extraits historiques, afin de bien

constater la position de mon père et de fixer le point de vue où l'on doit se placer. Dans cette relation, l'éloge s'attachera souvent à des actions que d'autres écrivains ont blâmées; en revanche aussi, le blâme tombera sur quelques faits qui ont été loués outre mesure; mais il faut se souvenir que c'est de la tente de Custine et de celle de Houchard que mon père a vu et jugé les événements pendant les campagnes de 1792 et de 1793.

On a publié, en 1794, sous la rubrique de Hambourg et de Francfort, un libelle diffamatoire, ayant pour titre: *Mémoires du général Custine, rédigés par un de ses aides de camp.* Ces Mémoires, réimprimés à Paris, en 1824, sans nom d'auteur, ont été attribués par plusieurs biographes au lieutenant général comte Baraguey d'Hilliers, mort à la fin de l'année 1812. Quant à nous, nous refusons de croire à cette révélation officieuse. Non, non, et mille fois non, il est impossible que le loyal et spirituel Baraguey d'Hilliers ait composé cette monstrueuse rapsodie d'absurdités et d'ignobles mensonges. Baraguey d'Hilliers aimait Custine et le vénérait; il partagea avec

dévouement les périls de son arrestation Pourquoi faut-il qu'un historien, dont l'opinion part de si haut et porte si loin, ait fortifié en partie les flagrantes impostures de l'aide de camp anonyme? Voici en quels termes s'exprime le général Jomini: « Quoique exagéré, « le portrait de Custine, tracé dans les Mé- « moires rédigés par un de ses aides de camp, « sera toujours plus complet que tout ce qu'on « pourrait en dire dans le cadre étroit d'une « histoire générale (*). » A ce jugement, opposons ceux plus graves, portés par Napoléon, par le roi Louis-Philippe et par le maréchal Gouvion-Saint-Cyr. L'Empereur avait désigné Custine au nombre des guerriers ayant bien mérité de la France, auxquels il serait élevé une statue : elle a été exécutée par le célèbre sculpteur Moitte, et le roi Louis-Philippe, si juste appréciateur des hommes avec lesquels il a combattu pour la sainte cause de notre indépendance nationale, a fait placer cette statue dans les galeries historiques de Versailles entre celles de Dugommier et de Dampierre. Enfin, le maréchal Gouvion-Saint-Cyr déclare

(*) Histoire des guerres de la Révolution, t. II, p. 150.

qu'en 1793 l'armée du Rhin *regardait Custine comme le meilleur des généraux que la République possédait à cette époque* (*).

Quant à Houchard, ce n'est pas dans un avant-propos que nous examinerons son plus ou moins de capacité : ses actions et ses discours le feront suffisamment connaître. Mais n'éprouve-t-on pas un sentiment douloureux, lorsqu'on voit certains historiens ou rédacteurs de mémoires authentiques, donner à Houchard l'odieuse qualification de traître? Houchard traître, et traître à prix d'argent!.... lui qui, pauvre et non moins désintéressé que les généraux des plus austères républiques, vivait avec ses rations, et n'avait pas même une table assez bien servie pour offrir habituellement à dîner à ses aides de camp et aux officiers de son état-major. Il est donc des ressentiments qui survivent aux circonstances d'où ils sont nés; il est donc des préventions qui résistent à l'expérience, au temps, et qui ne meurent pas avec l'infortuné qu'elles ont conduit au supplice.

La partie de ce mémoire qui a pour titre : *Armée du Rhin*, comprend à peu près la même

(*) Mémoires du maréchal Gouvion-Saint Cyr, t. 1^er^, p. 62.

période d'événements que les cinq premiers chapitres des Mémoires du maréchal Gouvion-Saint-Cyr. Certes, mon profond respect et mon inaltérable admiration pour les écrits de ce grand capitaine m'auraient interdit de traiter un semblable sujet, si je n'avais pas été soutenu dans ce travail par les exhortations mêmes du maréchal (5).

Une dernière raison m'a décidé. Peu de personnes lisent les ouvrages didactiques sur l'art militaire, et ma détermination me semble implicitement justifiée par ces phrases, que j'extrais des leçons de mon père aux élèves de l'École Polytechnique :

« Malgré la répugnance que nous éprou-
« vons à citer les actions où nous avons coo-
« péré, nous prendrons pour un de nos exem-
« ples la bataille de Hondscoote..... Nous
« sommes conduit par plusieurs motifs : 1° il
« existe contre le général Houchard des pré-
« jugés que nous devons détruire ; 2° la con-
« duite et les détails de cette action étant peu
« connus, il pourrait se glisser involontaire-
« ment des erreurs dans les annales militaires,
« que l'amour de la vérité nous oblige de pré-

« venir; 3° cette affaire est une époque remar-
« quable, parce que, depuis cette bataille, les
« armées de la République ont marché de
« victoire en victoire, et que la guerre a été
« conduite par des principes plus certains et
« des combinaisons plus vastes. »

« Houchard fut probe, loyal et brave, et
« indignement sacrifié, comme le malheureux
« Custine, par les passions humaines : nous
« laissons à l'histoire le soin de leur assigner le
« rang qu'ils doivent occuper parmi les guer-
« riers qui ont bien mérité de leur patrie (*). »

Voilà ce que mon père professait en 1798, dans un cours public, au milieu d'un auditoire passionné; voilà ce qu'il faisait imprimer en 1805 pour l'instruction des jeunes officiers. Et cependant, à ces deux époques, on comptait parmi les dignitaires de l'État un grand nombre d'anciens membres de la Convention, qui avaient voulu que Custine et que Houchard, réputés traîtres à la patrie, périssent par les mains du bourreau. Quatre années plus tard, en 1809, le fils du général Houchard a fait

(*) Traité d'art militaire et de fortification, t. 1er, p. 175 et 183.

imprimer une Notice justificative sur la vie militaire de son père : c'est un témoignage de sa profonde piété filiale, dont il faut respecter même les erreurs. L'auteur les a commises faute d'avoir suffisamment étudié les événements et de connaître les principaux acteurs de ce drame sanglant; aussi l'histoire ne peut tirer de cette relation aucun document de quelque importance réelle : mais on regrette que beaucoup de choses essentielles y soient méconnues, mal jugées ou laissées dans l'oubli (*).

(*) Quant à nous, nous déplorons que M. Houchard se soit fait en quelque sorte l'écho des injustes accusations portées contre les adjudants-généraux Barthélemy et Gay de Vernon, par le député montagnard Jean Bon Saint-André :

« Il fallait perdre un brave militaire (le général Houchard), « estimé de ses compagnons d'armes, mais craint du parti de « *la Montagne*, et peu disposé à seconder les projets des fac- « tieux..... On fulmina un discours plein d'invectives sur la « situation de l'armée du Nord, dans lequel l'orateur finit par « conclure au renouvellement de l'état-major. Cette mesure « mena nécessairement à la destitution de mon père, et cela « par la raison, comme l'a observé Saint-André à la Conven- « tion nationale, que le général Houchard a toujours eu près « de lui des hommes connus ou par leur insolence et leur in- « civisme, ou par leur caractère froid et craintif, et qui ne de- « mandaient qu'à cantonner les troupes. Saint-André avait « principalement en vue deux hommes attachés alors à l'état- « major de mon père : je ne les nommerai pas, mais on peut

Un demi-siècle s'est écoulé depuis les supplices de Custine et de Houchard : eh bien ! disons-le avec douleur, malgré ces cinquante années, remplies par les catastrophes les plus instructives, les mêmes préjugés subsistent contre ces deux généraux. Les écrivains modernes hésitent sur le rang qu'on doit leur assigner, et de graves historiens les placent encore au nombre de ceux qui ont indignement trahi la cause de la Patrie ; car la raison publique n'a fait que d'insensibles progrès contre les calomnies qui pèsent sur la mémoire de ces deux illustres victimes. Est-ce que l'histoire contemporaine, si facile à apprendre lorsqu'on recherche la vérité avec un cœur droit et une conscience éclairée, serait fatalement condamnée à une sorte d'immobilité? Aurait-elle aussi sa borne difficile à remuer? Nous ne le croyons pas.

« consulter le Moniteur de cette époque. » (Notice historique et justificative sur la vie du général Houchard, par son fils, p. 46 et 47.)

POST-SCRIPTUM.

M. Charles Nodier a publié, en 1841, un volume intitulé : *Derniers Souvenirs et Portraits ;* on y trouve les passages suivants :

« Le général Custine, prédécesseur de Pi-
« chegru dans le commandement de l'armée du
« Rhin, et qui était, ainsi que lui, infatigable
« au travail, paraissait avoir employé tous les
« instants que lui laissait la guerre, à la com-
« position de l'histoire de ses campagnes.....
« Mais cet admirable manuscrit avait les dé-
« fauts d'un ouvrage composé à la hâte et
« que l'illustre écrivain ne s'était pas trouvé en
« mesure de rendre plus court. Il était minu-
« tieux, diffus, chargé de longues inutilités et
« de redites fatigantes, surtout pour un lecteur
« dont les minutes sont sans prix, et l'on en
« jugera mieux quand j'aurai ajouté qu'il rem-
« plissait trois volumes in-folio du format des
« atlas et des polyglottes..... Je me trouvai
« heureux d'employer le vaste loisir de mes
« journées à tenter quelques extraits que le
« travail préliminaire de Pichegru m'avait

« d'ailleurs rendus faciles (pages 93, 94, 95, « 96, 97 et 103). »

En présence de ces énonciations nettes, précises, formelles, il me sembla d'abord que je ne devais plus songer à écrire ce mémoire sur Custine, et que ce travail serait une besogne inutile, une peine perdue d'avance. En effet, me disais-je, pourquoi exhumer des papiers de mon père quelques bons matériaux historiques sur nos premières campagnes du Rhin en 1792 et 1793, puisque le général en chef de l'armée du Rhin avait pris soin de composer lui-même cette relation? M. Charles Nodier avait vu et avait lu *l'admirable manuscrit laissé par cet illustre écrivain; il avait employé le vaste loisir de ses journées à en tenter quelques extraits.* Ce manuscrit était, à la vérité, *minutieux, diffus, chargé de longues inutilités et de redites fatigantes*..... Mais qui ne sait pas que de semblables défauts, graves dans une œuvre achevée et destinée à la publicité, deviennent au contraire des qualités précieuses, lorsqu'il s'agit de documents officiels sur la guerre? car, en pareille matière, les plus petits détails, quelle que soit leur abondance, ne peu-

vent jamais être superflus; et ne vaut-il pas mieux qu'un général en chef, écrivant ses commentaires préparatoires, répète deux fois, trois fois la même chose, plutôt que d'en oublier une seule? N'est-il pas souvent obligé de rapporter toute une longue lettre, soit pour rendre un de ses ordres plus intelligible, soit pour justifier une seule de ses paroles.

J'écrivis à M. Charles Nodier: dans ma lettre je lui demandais s'il était en son pouvoir de m'apprendre où se trouvaient ces trois volumes des manuscrits de Custine; je le priais aussi de vouloir bien me communiquer *les extraits qu'il en avait tentés, et que le travail de Pichegru lui avait rendus faciles.*

Je ne reçus pas de réponse; M. Charles Nodier me refusa l'honneur d'une explication sollicitée avec la respectueuse réserve que me commandait le grand nom littéraire de l'auteur des Nouveaux Souvenirs et Portraits. Le silence du docte académicien m'affligea et ne m'étonna pas; car l'incrédulité s'était levée au fond de mon esprit. N'était-il pas évident que M. Charles Nodier avait commis une erreur, et que cette erreur inévitable prove-

nait de la position même où il s'était trouvé; qu'ayant été conduit au quartier-général de l'armée du Rhin à l'âge de quatorze ans, il ne pouvait avoir conservé de ce voyage que des impressions incertaines et trompeuses? Or, dans son inexpérience des choses, il avait pris, en 1793, les registres-journaux d'ordres et de correspondance de l'état-major, véritables in-folio du format des atlas et des polyglottes, pour les mémoires particuliers de Custine. Si cet infortuné général avait été en mesure de réunir trois gros volumes de matériaux relatifs à l'histoire de ses campagnes sur le Rhin, certes il les aurait emportés à l'armée du Nord, où tous ses papiers furent saisis au mois de juillet 1793 par ordre des commissaires de la Convention et envoyés au comité de salut public qui les garda à Paris. En supposant que les manuscrits dont parle M. Charles Nodier eussent existé alors, il n'est pas présumable qu'on les ait adressés trois mois plus tard au général Pichegru, à qui ils étaient complétement inutiles; mais il est certain qu'ils auraient figuré dans les débats du procès de Custine,

et surtout dans les réquisitoires de l'accusateur public Fouquier-Thinville.

Les personnes qui admirent, autant que je le fais, l'irréprochable pureté de style d'un philologue tel que M. Charles Nodier, ne penseront-elles pas comme moi, en lisant la première phrase des passages cités plus haut, que l'ingénieux auteur des Nouveaux Souvenirs et Portraits croyait *que Custine avait été le prédécesseur immédiat de Pichegru à l'armée du Rhin?* Hé bien, entre le départ du premier et l'avénement du second, il s'est passé plus de cinq mois, et le commandement en chef y a été exercé par cinq généraux : Diettmann, qui ne fit que paraître et disparaître; Alexandre de Beauharnais et Landremont, qui périrent tous les deux de la main du bourreau; l'intérimaire Meunier, à qui on ne put arracher ni un ordre ni une instruction, tellement il avait peur de se compromettre; enfin, le malheureux Carleng qui, élevé au généralat, malgré sa profonde ignorance, expia sur l'échafaud la perte des lignes de Weissembourg.

Si une mort prématurée n'avait pas frappé M. Charles Nodier, il aurait été inutile que je

donnasse cette explication préliminaire. La bienveillance qui animait cet excellent homme était si connue et si franche, qu'il se serait hâté, après la publication de ce mémoire, de confesser son erreur, et de prévenir, par un désaveu formel, les erreurs plus graves que, sur la foi de ses assertions positives, quelques écrivains pourront commettre, en croyant à l'existence des manuscrits autographes de Custine.

M. Charles Nodier a été, peut-être, l'homme le plus spirituel de notre époque; mais, dans sa poétique imagination, les idées et les souvenirs se noyaient sous des flots de lumière intérieure, et se produisaient au dehors comme des phénomènes de la plus brillante fantasmagorie: étrange mirage de la pensée qui fascinait l'écrivain autant que l'écrivain fascinait lui-même ses lecteurs. Ainsi les graves enseignements de l'histoire se traduisaient en ingénieux romans psychologiques; et c'est d'après cette manière de voir et de sentir que M. Charles Nodier a refait la biographie de Pichegru, celle du général Malet et celle du Wurtembergeois Euloge Schneider, ce prêtre sanguinaire qui

organisa la Terreur à l'armée du Rhin et épouvanta les patriotiques populations de l'Alsace par son abominable cortége de dénonciateurs, de juges révolutionnaires et de bourreaux.

Mars 1844.

ARMÉE DU RHIN.

Dès la campagne de 1792, la France avait fait voir à l'Europe qu'on l'avait mal jugée, et que l'esprit guerrier qui l'avait animée dans le siècle de Louis XIV, quoiqu'il eût paru éteint sous la fin du règne de son successeur, pouvait se ranimer et jeter un nouvel éclat sous les drapeaux de la Liberté.

(Mémoires du maréchal Gouvion-Saint-Cyr.)

MÉMOIRE

SUR LES

OPÉRATIONS MILITAIRES

DES GÉNÉRAUX

CUSTINE ET HOUCHARD

PENDANT LES ANNÉES 1792 ET 1793.

ARMÉE DU RHIN. — CAMPAGNE DE 1792.

CHAPITRE PREMIER.

Position de l'armée du Rhin. — Commencement des hostilités. — Expédition dans le Porentruy. — Sédition des troupes à Neu-Brisach. — Mouvements autour de Landau. — Journée du 3 août.

Le 25 avril 1792, lorsque la guerre fut déclarée au roi de Hongrie et de Bohême, le maréchal de Luckner commandait l'armée d'Alsace, forte de 33,000 hommes environ : elle observait le cours du Rhin et celui de la Lauter depuis Huningue jusqu'à Weissembourg, et surveillait les mouvements des Autrichiens, qui avaient 9,000 hommes dans le Brisgau, sous les ordres du prince d'Esterhazy, et 20,000 autour de Rastadt, commandés par le prince de Hohenlohe-Kirchberg : le corps de

Condé était cantonné dans le landgraviat de Hesse-Darmstadt, et l'armée des princes français se réunissait à Coblentz.

La gauche de l'armée de Luckner portait le nom de corps des Vosges, et se composait de 21,000 hommes en y comprenant la garnison de Landau : le corps des Vosges occupait Weissembourg, Lauterbourg et les anciennes lignes tracées entre ces deux villes. Le général Kellermann commandait sur cette partie de notre frontière : 12,000 hommes gardaient Strasbourg et les autres places du Rhin ; à notre extrême droite, le camp de Béfort était sous les ordres du général Custine.

ARMÉE DU RHIN.

SITUATION SOMMAIRE AU 25 AVRIL 1792.

Le maréchal de Luckner, commandant en chef. — Le maréchal de camp Victor de Broglie, chef de l'état-major général.

TROUPES CAMPÉES ou en garnison.	BATAILLONS.	ESCADRONS.	NOMBRE d'hommes présents sous les armes.
Corps des Vosges et garnison de Landau	Inf. de ligne..15 Inf. légère.....3 Artillerie.....4 Cavalerie.....	....31.....	.....12,845 .....2,448 4,650
Au camp de Béfort ou laissées pour le service des places dans la 5e division militaire.	Inf. de lig. } 19 Inf. légère. } Cavalerie.....	....13.....	.....10,101 1,529
Totaux...	41	.....44.....	
	Total de la force effective.....		.....32,573 hommes.

Le Maréchal ne songeait pas à faire réparer les lignes de la Lauter et celles de la Queich : il ou-

bliait les leçons du passé et l'expérience si décisive de la campagne de 1744, où 60 mille Impériaux, qui avaient traversé le Rhin à Spire, se trouvèrent tellement gênés par nos Lignes que le maréchal de Coigny avait mises en bon état de défense, qu'ils ne purent effectuer que des mouvements timides, incertains, et se hâtèrent d'abandonner la rive gauche du fleuve dès qu'ils apprirent que les secours arrivaient de l'intérieur du royaume. Luckner disait qu'il n'était ni dans ses idées ni dans son système de guerre de se blottir sur la défensive; qu'il n'aimait pas à voir tant de terre remuée et tant d'inondations répandues entre lui et l'ennemi qu'il fallait combattre; que d'ailleurs il voulait économiser les deniers publics et ne pas mettre inutilement les soldats à la peine.

Quoique la basse Alsace et le Palatinat du Rhin soient bien connus de la plupart des lecteurs, nous ne croyons pas inutile d'en retracer ici les principaux traits topographiques. Cette contrée, que nos armées et les armées des Allemands ont tant de fois envahie, occupée ou défendue, est bordée à l'orient par le Rhin (*), à l'occident par les Vosges.

(*) Le Rhin est sans contredit le fleuve le plus important de la partie occidentale de l'Europe. Son extrême importance s'est révélée dès le moyen âge par l'établissement sur ses deux rives des villes libres et impériales, confédération unie par les liens du commerce, États mixtes où, les chefs étant ecclésiastiques et par conséquent électifs, le gouvernement appartenait aux membres de la cité, ici aux nobles, là aux bourgeois. Il n'est peut-être pas sans intérêt histori-

En descendant de Lauterbourg à Mayence, l'espace compris entre le fleuve et les montagnes est traversé du levant au couchant par des vallées à peu près parallèles, larges de cinq à six cents mètres et ayant un développement de douze lieues environ : ces vallées renferment la Lauter, la Queich, le Speyerbach, la Reebach, la Pfrim, et une foule de ruisseaux secondaires qui coulent dans la même direction que ces rivières, tels que le Klingbach, le Wichrbach et le Spiegelbach, situés entre la Lauter et la Queich, et, au nord de la Pfrim, le ruisseau qui vient des hauteurs d'Ober-Flœrsheim, passe à Osthoffen et se réunit au Rhin près d'Alsheim. Au-dessous de Mayence on rencontre la Seltz, puis la Nahe qu'on passe à Bingen et à Creutz-

que de se souvenir que certaines de ces villes avaient reçu, suivant l'usage du temps, des noms caractéristiques qui semblent leur assigner tant bien que mal le rang particulier qu'elles tenaient dans l'opinion générale. C'étaient Bâle *la joyeuse*, Strasbourg *la noble*, Spire *la dévote*, Worms *la pauvre*, Mayence *la vénérable*, Cologne *la puissante*, et sur la Moselle Trèves *l'antique*. Comme le Rhin était à cette époque tout allemand, ces villes formaient de solides têtes de pont contre la France; aujourd'hui ce fleuve est pour les populations avoisinantes un rendez-vous de commerce; mais ses bords ont été et redeviendront notre inévitable champ de bataille avec les peuples de l'Allemagne. Quel que soit l'empire de la civilisation moderne, quel que soit l'affaiblissement graduel de nos préjugés et de nos ressentiments, il est impossible que la vieille rivalité entre la France et l'Allemagne s'efface, parce que la possession de la rive gauche du Rhin sera éternellement entre elles un cuisant sujet de jalousie. Ni l'une ni l'autre n'ont renoncé et ne renonceront à la domination de ce beau pays qui forme la meilleure et la plus menaçante position militaire.

nach. Là commence le Hundsrück : ce pays âpre, montueux, boisé, baigné par la Moselle, se partage en trois grandes divisions territoriales : le Sohner-Wald, qui s'étend du Rhin à la rivière de Simmeren; le Hohe-Wald, qui forme le centre de la contrée, et le Haart-Wald, où sont situées les villes de Trèves et de Consaarbrück.

On voit à la simple inspection de la carte que cette configuration du terrain entre les Vosges et le Rhin donne à une armée les moyens de prendre successivement d'excellentes bases d'opérations et de bonnes positions intermédiaires, soit que cette armée marche en attitude offensive, soit qu'elle se retire, soit qu'elle s'établisse en attitude défensive ou qu'elle prenne des quartiers de rafraîchissement. A cette époque Landau était regardée comme la clef de la basse Alsace et le pivot de nos opérations militaires dans le Palatinat : Landau, magnifique forteresse française par un siècle et demi de possession, et redevenue allemande depuis que le désastreux traité du 20 novembre 1815 nous a enlevé ce joyau pour l'attacher à la ceinture de la confédération germanique. Lorsque cette place de guerre et le pays qui l'avoisine tombèrent au pouvoir de Louis XIV, ce monarque, qui s'entendait à gagner et à conserver des provinces, fit compléter l'armement défensif de cette portion vulnérable des frontières : Vauban acheva les fortifications de Landau et construisit sur la Queich et sur la

Lauter des lignes couvertes par des inondations artificielles et permanentes.

Landau était susceptible de la plus grande défense, et quoique sa capacité fût médiocre, puisqu'elle n'exigeait qu'une garnison de sept à huit mille hommes, les moyens de résistance de cette place obligeaient les assaillants à déployer des forces considérables et à dépenser dans leurs attaques beaucoup de munitions : pour la réduire il fallait pouvoir disposer d'un énorme attirail de siége. Landau occupait le centre des lignes de la Queich et sa citadelle en formait comme l'angle saillant : à gauche, ces lignes s'enfonçaient assez avant dans les Vosges, dont elles gardaient les passages, et s'appuyaient à la petite ville d'Anweiler, qui fermait la principale vallée par où l'ennemi aurait pu déboucher. Anweiler était un excellent poste servant d'établissement dans les montagnes et mis à l'abri de toute surprise par le mur crénelé qui l'entourait. La droite des lignes touchait au Rhin; elle était couverte par des marais impraticables compris entre le fleuve et les hauteurs boisées de Germersheim : c'est là que s'écoule et se perd le ruisseau de Spiegelbach. Les lignes de la Lauter, en arrière de cette rivière et de la profonde forêt de Bienwald, comprennent Weissembourg et Lauterbourg. Outre ces deux villes, les points principaux à défendre et à occuper sont le village d'Alstadt, les hauteurs de Roth, le fortin Saint-Remy, la montagne du

Geisberg et le moulin de Bienwald. Mais ces ouvrages défensifs, dont la conservation était d'un grand intérêt national, avaient été complétement oubliés sous les gouvernements imprévoyants ou faibles qui succédèrent au règne guerrier de Louis XIV, et les barrières de la basse Alsace étaient presque tombées en ruine pendant la longue paix continentale que la révolution française venait de rompre.

La situation des troupes était tout aussi déplorable : l'armée n'avait pas d'organisation régulière; nos divisions et même nos brigades étaient tout au plus des éléments de divisions, de brigades, incomplets, confus, où chaque arme entrait dans une proportion indéterminée, souvent prise au hasard, selon le caprice ou la convenance du chef qui les commandait. Dans les hôpitaux et dans les magasins il n'existait rien de ce qui est nécessaire aux besoins des troupes; le trésor manquait d'argent pour payer la solde; il n'y avait pas d'équipages formés, pas de moyens de transports suffisants, pas d'effets de campement, et les subsistances mêmes de l'armée n'étaient pas assurées pour trois mois. Cependant les soldats souffraient assez patiemment leur état de misère; ils montraient de la résignation, beaucoup d'ardeur patriotique et parfois une extrême indiscipline. Luckner, qui n'était pas difficile à contenter, s'accommodait de leurs qualités et de leurs défauts; il écrivait au roi *que l'armée était douce et soumise comme des moutons*

Les hostilités commencèrent à notre droite : un rassemblement considérable d'émigrés s'était formé aux environs de Landskroon; il se composait en grande partie de gentilshommes alsaciens, lorrains et franc-comtois, parmi lesquels on remarquait le prince de Montbarrey, ancien ministre de la guerre. Deux bataillons autrichiens et un escadron de dragons du régiment de Toscane, détachés du corps d'Esterhazy, occupaient depuis près d'une année le Porentruy, d'après la demande formelle qu'en avait faite le prince-évêque de Bâle; et à ce sujet, M. Joseph Rengger, syndic des états de Porentruy et délégué par les habitants de Sainte-Ursanne et de Noirmont, s'était présenté, le 19 avril 1791, à la barre de l'Assemblée constituante, et avait dénoncé l'envahissement de ce pays par les troupes impériales, en contravention aux anciens traités.

Le pays de Porentruy ou principauté de Bâle, fief de l'empire germanique, est resserré entre le comté de Valengin et l'arrondissement de Saint-Hippolyte; il forme un débouché si important qu'en vertu des traités renouvelés et confirmés pour cinquante ans le 20 juin 1710, il y avait entre la France et les princes-évêques de Bâle engagement réciproque de s'opposer au passage et à l'établissement de troupes étrangères dans ce pays, et que la France pouvait le faire occuper militairement dès qu'elle était menacée de ce côté par la présence d'une armée allemande. Car cette partie de notre

frontière très-négligée, très-faible, défendue seulement par les deux petits forts de Landskroon et de Blamont, qui tombaient en ruine laissait aux ennemis la facilité de pénétrer dans les départements du Doubs, de la Haute-Saône et des Vosges. En conséquence, le gouvernement, craignant avec raison que les Autrichiens ne réunissent des forces considérables sur ce point et ne tournassent ainsi la position de notre armée derrière le Rhin, si la Suisse était obligée de renoncer à la neutralité qu'elle paraissait avoir adoptée, donna l'ordre de chasser les Autrichiens et les émigrés de la principauté de Porentruy. Dans la soirée du 28 avril, Custine avait rassemblé les troupes du camp de Béfort au village de Rechesi, sur l'extrême frontière de la haute Alsace : sa division se composait du 33e de ligne (ci-devant Touraine), d'un bataillon du 103e (Deux-Ponts), de deux bataillons de volontaires du Haut-Rhin, d'une compagnie d'artillerie et du 14e régiment de dragons (duc d'Angoulême). Cette colonne marcha toute la nuit; de sorte que, le lendemain matin, le général Ferrière, commandant l'avant-garde, put s'emparer à huit heures de la ville de Porentruy, l'ennemi ne lui ayant pas opposé la moindre résistance. Les émigrés, instruits de notre approche, s'étaient dispersés; le plus grand nombre d'entre eux chercha un asile à Lorrach; le prince-évêque se réfugia à Bienne avec sa cour ecclésiastique, et les troupes allemand-

des, qui couvrirent la retraite du prélat, retournèrent ensuite au corps d'Esterhazy, dans le Brisgau, en traversant le territoire des villes forestières.

Custine s'affermit autant qu'il le put dans la possession du Porentruy, plaça à Dellémont le général Ferrière avec 2,000 hommes chargés d'observer la vallée de la Birz, et fit élever quelques retranchements sur les hauteurs où débouchent les routes de Bâle, de Soleure et de Bienne. Comme on devait redouter que les Autrichiens ne revinssent à la charge avec des forces supérieures, Luckner forma un camp de 5,000 hommes à Hœsingen près de Huningue : le général d'Aiguillon en reçut le commandement. On établit deux autres camps pour surveiller les passages du haut Rhin : l'un, sous Neu-Brisach, était composé de 3,000 hommes ; le second, placé à Plobsheim, en comprenait 10,000. En même temps le général Kellermann eut l'ordre de détacher une division de 8,000 hommes du corps des Vosges, et de la conduire sur la position de Neukirchen en avant de Sarreguemines, près du confluent de la Sarre et de la Blies.

L'expédition du Porentruy réussit, et cependant elle fut résolue avec une précipitation vraiment dangereuse : car les troupes du camp de Béfort étaient incapables de livrer le moindre engagement sérieux aux Autrichiens, dont on ne connaissait ni le nombre ni la force réelle. Il aurait fallu donner à Custine le temps de choisir les bataillons qui

pouvaient composer le plus utilement sa colonne : mais Luckner expédia de Strasbourg, le 26 au soir, l'ordre formel d'être maître du Porentruy le 27 au matin, et, lorsque Custine se plaignit de cette manière de servir au moins imprudente dans les circonstances difficiles où l'on se trouvait et à cause de la désorganisation des troupes, le Maréchal répondit avec franchise, on pourrait dire avec ingénuité, qu'il n'avait agi de la sorte qu'afin de mettre à couvert sa responsabilité. Cette idée l'obsédait dans toutes ses déterminations.

Luckner, lieutenant général depuis 1763, avait été appelé en France à la fin des guerres de Hanovre, lorsque les ministres et la favorite de Louis XV ne rougissaient pas de donner à nos troupes des généraux choisis parmi les officiers secondaires de l'armée prussienne; car on croyait ou l'on feignait de croire qu'il suffirait d'initier nos soldats aux habitudes de la tactique allemande pour obtenir le secret des victoires de Frédéric; et soit faiblesse, soit ignorance, soit caprice du temps, on adoptait de gaîté de cœur des institutions contraires au génie particulier de la nation et à son caractère belliqueux. Luckner, brave, actif, robuste malgré ses soixante-dix ans, avait des qualités guerrières; mais il avait aussi un caractère faible, un esprit fort étroit et une obstination peu commune. Plein de jactance dans ses discours, inconsidéré dans ses résolutions, il ne s'effrayait pas de sa

subite élévation, comme si le bâton de maréchal se maniait aussi aisément que le sabre d'officier de partisans. Voilà pourtant le général que certains hommes puissants regardaient ou affectaient de regarder comme devant être l'épée et le bouclier de la France. Aux époques de troubles politiques, avant que l'expérience, le talent et le génie aient pris une place que personne n'essaie de leur contester, les ambitieux, jaloux de briller à peu de frais, se font les trompettes mensongères de quelques médiocrités que tour à tour ils exaltent, ils ridiculisent et finissent par abattre. Tel fut le sort de Luckner, que les intrigues et le bon plaisir de Dumouriez livrèrent tantôt à la niaise admiration des Parisiens, tantôt à leurs risées, sans égard pour le grand âge et les anciens services d'un guerrier qui du moins commandaient le respect.

La difficulté réelle de la position du Maréchal, comme de tous les généraux en chef de cette époque, était de retenir chacun dans le devoir et de résister aux dangers des séductions, des menaces et des corruptions mises habilement en pratique par les princes français ou étrangers, et fomentées à l'intérieur par leurs agents et leurs émissaires. Ainsi l'on disait hautement au quartier général du corps de Condé que la trahison devait ouvrir aux émigrés les portes de Strasbourg : on citait même le 2e régiment de carabiniers et le 7e bataillon de chasseurs comme étant vendus.

Les deux fils de Luckner, qui étaient officiers au service de Danemarck, et le prince de Hohenlohe-Kirchberg, écrivirent au Maréchal pour l'engager à quitter la France. Dans leurs lettres ils parlaient au nom des souverains coalisés; ils lui rappelaient son origine bavaroise, ses intérêts de fortune et la gloire qu'il avait acquise sous les drapeaux du grand Frédéric; pour prix de son retour *à la bonne cause*, on lui offrait dans l'armée autrichienne le grade correspondant à celui qu'il venait d'obtenir : du reste, on ne prétendait pas lui faire des conditions précises; on le laissait maître de les régler lui-même; toutes celles qu'il proposerait seraient acceptées; mais il était menacé, en cas de refus, de perdre ses magnifiques terres du Holstein dès que la guerre éclaterait.

Le Maréchal répondit que depuis trente ans il était Français, que désormais il ne reconnaîtrait pas d'autre patrie que la France, *que ses biens du Holstein étaient taxés et évalués six millions de livres tournois, et que, si quelqu'un osait y porter la moindre atteinte, il saurait bien trouver les moyens de s'en venger et de s'en dédommager amplement.*

Le patriotisme de Luckner était fervent, quoiqu'il prît sa source dans un mécontentement contre la cour. Louis XVI, sur une liste de promotions présentée par le maréchal de Ségur, ministre de la guerre, avait rayé, dit-on, de sa propre main le nom de Luckner, et celui-ci avait gardé rancune

de cette exclusion, qui, à la vérité, ne semblait pas méritée. *J'ai la parre* (barre) *du roi sur le cœur*, répétait-il souvent. On voit que M. de Narbonne avait raison de dire à l'Assemblée législative que Luckner avait le cœur plus français que l'accent.

Ce n'était pas seulement aux généraux et aux officiers que s'adressaient de continuels appels à la révolte ou à la défection : libelles, pamphlets, lettres insidieuses ou menaçantes, promesses d'argent, de grades, tout était mis en usage pour soulever les soldats dans les camps et dans les casernes. Un de ces écrits incendiaires excita, le 2 mai, une violente sédition parmi les carabiniers en garnison à Strasbourg. De graves soupçons de trahison planaient depuis longtemps sur ce corps d'élite ; car les officiers, demeurés en France, ne témoignaient que trop hautement de leurs sympathies pour la cause de l'émigration. Aussi l'insubordination des soldats parut tellement dangereuse, que Luckner ne laissa à personne le soin de rétablir l'ordre : il se rendit, accompagné de sa garde, au quartier des carabiniers. La fermentation était extrême ; elle aurait éclaté de la manière la plus terrible sans la présence d'esprit du Maréchal, la fierté de son maintien et la vigueur de ses discours. Les carabiniers reconnurent leur égarement, obtinrent leur pardon, ne dénoncèrent aucun des instigateurs, mais rapportèrent eux-mêmes au Ma-

réchal plusieurs exemplaires du libelle qui les avait excités à la révolte.

Peu de jours après cet événement, Luckner fut mandé à Paris : il devait aller prendre le commandement de l'armée du Nord, et succédait à Rochambeau, que Biron, plus sage ou mieux conseillé, n'avait pas voulu remplacer. Le Maréchal partit de Strasbourg le 9 mai, et eut pour successeur le lieutenant général Lamorlière. Ici commence la plus déplorable époque d'indiscipline de la part des troupes. Une lutte intestine partout excitée, des agitations sans cesse renaissantes menaçaient de dissoudre complétement l'armée : sous le Maréchal, l'autorité, quoique faible au fond, avait conservé dans les moments de crise quelques accès de vigueur ; sous le nouveau général en chef, vieillard de 85 ans, elle devint timide et même pusillanime. Les énergiques efforts du chef d'état-major Victor de Broglie, militaire ferme, prudent, instruit et loyalement secondé par les généraux Custine, Kellermann, d'Aiguillon et François Wimpfen, remédiaient quelquefois au mal et ne pouvaient pas le prévenir. Des corps entiers de cavalerie Dauphin, Saxe-hussards, duc d'Angoulême-dragons, passèrent à l'ennemi avec leurs armes et leurs chevaux : les officiers du 2e de carabiniers, qui avaient provoqué en secret la sédition si heureusement réprimée par Luckner, donnèrent leur démission collective, et les troupes du camp et de

la garnison de Neu-Brisach demeurèrent pendant quatre jours en pleine insurrection.

Leur mutinerie commença le 4 juin : elle eut pour instigateur apparent un simple boucher aux gages de l'entrepreneur des vivres, et pour prétexte ostensible le passage d'un convoi d'armes à feu venant de l'Allemagne et allant par transit de Strasbourg en Suisse. Les insurgés s'étaient portés à des outrages contre le général d'Herbigny, commandant de la place, et aux violences les plus criminelles envers le maire de Neu-Brisach et le capitaine d'Arlandes, qu'on retenait prisonniers à l'hôtel de ville. Lorsque M. Victor de Broglie, envoyé par le général en chef, arriva à Neu-Brisach le 6 au matin, précédé de deux commissaires du directoire départemental du Haut-Rhin et accompagné du procureur syndic, M. Reubell, le désordre était à son comble ; néanmoins l'élargissement du maire et de M. d'Arlandes, en vertu de la réquisition légale des commissaires civils, s'exécuta sans une grande opposition de la part des troupes. L'effervescence des esprits avait d'autant plus de peine à se calmer, qu'elle prenait sa source dans des soupçons de trahison et qu'elle se rapportait au légitime sentiment de la défense du pays. Quelques officiers supérieurs excitaient l'agitation parmi les soldats ; aussi toutes les mesures de répression ordonnées par M. de Broglie restèrent impuissantes pendant les journées des 6 et 7 juin. Le camp,

formé sur les glacis de la place, était occupé par un demi-bataillon du 13e de ligne (ci-devant Bourbonnais), par les 1er et 4e bataillons de l'Ain, 6e du Jura et une compagnie d'artillerie : la garnison se composait de l'autre demi-bataillon du 13e, du 1er de la Haute-Saône, du 8e de chasseurs à cheval et de 150 canonniers. Toutes les troupes n'avaient pas montré le même degré d'insubordination ; le régiment de chasseurs à cheval et l'artillerie étaient restés simples spectateurs des désordres auxquels leurs camarades se livraient. Les soldats du 13e et principalement les grenadiers de la 2e compagnie avaient été les plus emportés pendant les premières scènes tumultueuses : c'étaient eux qui avaient désarmé le capitaine d'Arlandes, forcé le domicile du maire, frappé ce magistrat, maltraité ses domestiques et qui, geôliers à l'hôtel de ville, gardaient à vue les prisonniers. Mais, depuis l'arrivée de M. de Broglie, leur ancien colonel, ils paraissaient honteux d'avoir tenu une conduite aussi coupable; car ce régiment passait avec raison pour un des meilleurs de l'armée, et s'enorgueillissait d'avoir mérité et obtenu le surnom de *Bourbonnais sans tache;* le général sentit qu'en réunissant dans sa main les deux demi-bataillons de ligne, il aurait le moyen de réprimer les séditieux. En effet, les régiments d'infanterie avaient été morcelés et distribués soit par bataillons entiers, soit par détachements d'une ou de plusieurs compagnies auprès des batail-

lons de volontaires, afin que les anciens corps servissent de modèles et de guides aux nouveaux : les troupes de ligne étaient en réalité les chefs de file de l'armée, et les volontaires manquaient presque toujours à leurs résolutions bonnes ou mauvaises lorsqu'ils étaient abandonnés à eux-mêmes.

Le 7 au soir, M. de Broglie ramena dans la caserne de la ville le demi-bataillon du 13e campé sur les glacis, et, se trouvant ainsi à la tête d'un régiment de cavalerie qui n'avait pas failli à ses devoirs et de vieux soldats égarés mais repentants, il ordonna la dissolution immédiate du camp : tous les corps obéirent sans la moindre hésitation.

Cette insurrection, la plus inquiétante de celles qui se sont manifestées sur la frontière du Rhin, eut un grand retentissement hors du rayon de l'armée et souleva une discussion très-vive au sein de l'Assemblée nationale à propos du rapport fait par le général Mathieu Dumas. On punit avec sévérité plusieurs officiers et les soldats les plus coupables : mais le gouvernement ne put pas ou ne voulut pas atteindre les véritables auteurs de ces scènes de désordre pendant lesquelles beaucoup d'argent et d'écrits séditieux avaient été distribués aux troupes (*).

Ces révoltes étaient évidemment excitées par les

(*) L'Assemblée nationale.... décrète

Que les ministres de la guerre et de la justice lui rendront compte sous trois jours des mesures qui ont dû être prises pour l'exécution

émigrés dont les rassemblements devenaient chaque jour plus nombreux et plus inquiétants ; en effet, ils faisaient face à tous les points que nous occupions : c'était comme une ligne de circonvallation embrassant Worms, Spire, la rive droite du Rhin et une partie des cantons suisses. En conséquence, le ministre de la guerre Servan écrivit à Lamorlière de sommer les Avoyers et Magistrats de Soleure d'expulser hors du territoire de ce canton toutes les personnes suspectes ou coupables d'actes hostiles contre la France.

Nos généraux, quoique franchement dévoués à l'opinion des royalistes constitutionnels, cherchaient néanmoins à flatter le parti populaire, dont la force grandissait à mesure que les bataillons de volontaires rejoignaient l'armée. Lamorlière avait les meilleures intentions du monde : il faisait tous ses efforts auprès des soldats pour les décider à rester fidèles au roi et à la royauté légale ; il les cajolait, les nommait ses *enfants*, et ceux-ci écoutaient avec une sorte de respect leur vieux

des lois en vigueur et pour la punition de ceux qui y auraient apporté quelque obstacle dans les événements qui ont eu lieu à Neu-Brisach les 4, 5, 6 et 7 juin 1792.

L'Assemblée nationale charge son président, Stanislas de Girardin, d'écrire au général Victor de Broglie pour lui témoigner sa satisfaction de la conduite ferme qu'il a tenue et de l'exemple utile qu'il a donné, en y ajoutant l'honorable commission de faire partager ce témoignage au commandant de place d'Herbigny, à l'adjudant-major d'Arlandes et au 8e régiment de chasseurs. (Séance du 6 juillet 1792.)

général qui se glorifiait d'être le *plus ancien soldat français*. Malheureusement ses démarches manquaient d'habileté, d'à-propos et devenaient plus nuisibles qu'utiles à la cause qu'il croyait servir. Le 17 juin, Lamorlière publia l'ordre du jour suivant :

« Soldats,

« Vous avez juré mille fois la constitution ou la « mort. La patrie a reçu vos serments ; elle vous a « inscrits au nombre de ses soldats. Votre général « veut vous le rappeler sans cesse et, persuadé que « le signe de la Liberté sera pour ceux qui ont juré « de la conquérir le signe de la discipline, il faut « que vous l'ayez sans cesse sous les yeux. En con- « séquence, il ordonne ce qui suit :

« 1° Le signe de la Liberté (un drapeau tricolore, « surmonté d'un bonnet rouge) sera arboré dans « chacun des camps de l'armée du Rhin ;

« 2°..... Le signe de la Liberté sera placé au « centre de l'armée.

« 3° Lorsqu'un corps se sera distingué par des « actions éclatantes ou par une conduite soute- « nue, le général pourra lui décerner l'honneur « d'avoir le signe de la Liberté placé devant son « front pendant un nombre de jours déterminé...

« 4° Dans les marches, le signe de la Liberté « sera porté par un sous-officier pris tour à tour « dans tous les corps de la ligne sans distinction « d'armes... »

La création de ce drapeau d'honneur n'excita

dans l'armée ni surprise ni mécontentement : on regarda cette distinction comme inutile et sans conséquence aucune. Cependant le roi, satisfait de la conduite de Lamorlière, l'éleva au troisième degré de la décoration militaire : c'est ainsi qu'on désignait à cette époque l'ancienne grand'croix de l'ordre de Saint-Louis. Cette haute récompense accordée au général en chef, récompense d'autant plus remarquable qu'elle devenait plus rare de jour en jour, exalta l'humeur royaliste de Lamorlière, qui se rendit le 4 juillet en grande pompe au camp de Plobsheim. Là il fit planter au centre du front de l'armée *le signe de la Liberté,* adressa aux troupes une allocution qui n'était que la paraphrase du fameux ordre du jour, et leur donna lecture de la lettre qu'il adressait au roi : elle contenait les protestations les plus explicites de fidélité à propos de l'attentat du 20 juin.

« Sire, les soldats que je commande ne connais-
« saient d'autres ennemis de la constitution que
« ceux rassemblés au delà du Rhin, ils brûlaient de
« les combattre. *Vos dangers leur ont appris qu'il*
« *en existait d'autres* et que vous en aviez été envi-
« ronné. Ils ont frémi d'indignation, Sire... Ces sol-
« dats ont juré... de verser tout leur sang pour dé-
« fendre le roi que la constitution nous a donné...
« Le chef suprême de l'armée peut répondre à la
« nation que l'armée du Rhin sera fidèle à ses ser-
« ments... C'est moi, *le plus ancien des soldats*
« *français,* qui en suis caution. »

Lamorlière ajoutait qu'il n'avait pas cru devoir refuser aux généraux Custine, d'Aiguillon, Martignac et Victor de Broglie *l'honneur de signer avec lui cette profession de foi.*

On donna trop de publicité à ces déclarations royalistes de nos principaux chefs; elles causèrent une extrême fermentation dans l'armée : beaucoup d'officiers et la plupart des soldats en furent émus et s'agitèrent tumultueusement; car les soldats ne sympathisaient que trop avec la population parisienne et applaudissaient à ses mouvements insurrectionnels. Il y eut des scènes de désordre qu'on aurait évitées avec plus de circonspection. Heureusement pour nous le général en chef Biron arriva à Strasbourg le 14 juillet, et sa présence impatiemment désirée calma les inquiétudes soulevées par les imprudences de Lamorlière.

La situation de l'armée, quant à son matériel, présentait le même délabrement qu'au mois d'avril; mais elle s'était numériquement augmentée et comprenait 47,700 hommes, dont 25,000 affectés au service des places; en outre, un détachement de 8,000 hommes de troupes de ligne devait arriver au commencement d'août, de sorte que la force disponible pour défendre la frontière depuis Huningue jusqu'à Bitche aurait été à cette époque de 32,000 hommes environ. Certes il n'était pas possible avec une semblable armée de songer à résister à une attaque sérieuse faite par les 93,000 Autrichiens ou Prussiens réunis dans

le Brisgau, dans le Palatinat et autour de Coblentz : on devait craindre que la plaine du Rhin ne fût envahie au premier mouvement des coalisés. En conséquence, les généraux Biron et Lamorlière eurent recours aux mesures extraordinaires que leur conférait la loi du 10 juillet. Ils se concertèrent avec les directoires des départements des Vosges, du Haut et du Bas-Rhin, du Doubs, de la Haute-Saône et du Jura, et appelèrent sous les drapeaux par voie de réquisitions urgentes un nombre de gardes nationaux égal au sixième des citoyens actifs. Cette levée devait produire 40 mille hommes, auxquels on confierait la garde des places fortes dans les 5e et 6e divisions militaires : on organisa aussi vingt compagnies de chasseurs à pied armés avec des carabines d'un modèle particulier fabriquées à Liége en 1790.

Le départ du Maréchal pour la Flandre avait répandu dans l'esprit des troupes une véritable inquiétude, parce qu'à cette époque l'armée du Rhin se croyait destinée à porter ou à recevoir les premiers coups de la guerre et que Luckner passait encore pour le général le plus capable de la bien conduire. Cette alarme avait grossi de telle sorte que M. Victor de Broglie crut nécessaire de rassurer les têtes et de déclarer dans son ordre du jour du 22 mai *que l'absence du Maréchal ne serait que momentanée et que le généralissime n'était allé sur la frontière de Flandre qu'afin de se concerter avec*

M. le maréchal de Rochambeau et de ramener par leur mutuelle influence à l'armée du Nord l'ordre et la discipline.

Luckner signala sa courte apparition en Flandre par une suite d'opérations déplorables : Dumouriez, placé sous ses ordres au camp de Maulde, avait trop d'ambition personnelle, d'influence politique et de connaissances militaires pour ne pas se lasser promptement du rôle secondaire auquel le condamnait la présence du maréchal; il le fit rappeler et renvoyer à l'armée du Rhin. Le 21 juillet, Luckner était de retour à Strasbourg, où il fut reçu aux acclamations des habitants et des soldats; car en Alsace il possédait encore toute sa fleur de popularité. Ce jour-là il remit à Lamorlière le commandement supérieur de la ville et de la citadelle, qui fut distrait de l'autorité du général Biron : celui-ci ne se plaignit même pas d'un arrangement auquel on donnait sans motif spécieux l'apparence d'une méfiance injurieuse; Luckner était revêtu de pouvoirs extraordinaires, il en abusait souvent. « Général, dit-il à Lamorlière en présence d'un nombreux état-major, vous serez responsable de la « place de Strasbourg à la nation, au roi *et à moi.* »

Cependant le prince de Hohenlohe-Kirchberg rassemblait à Swetzingen près d'Heidelberg son corps d'armée de 30,000 Impériaux : Luckner, obligé de retourner subitement à Metz où le gouvernement lui prescrivait d'établir le point central de la défense

de nos frontières, laissa Biron libre de ses déterminations : celui-ci rappela aussitôt la division de Kellermann, campée sur la Sarre. Elle vint par Bouquemont, arriva, le 26, à Weissembourg par la gorge de Lembach, et le lendemain alla occuper la position d'Herxheim entre Rheinzabern et Landau. Le général en chef s'était porté à la rencontre de Kellermann; il précédait un détachement de 12,000 hommes tirés du camp de Plobsheim et des garnisons de l'Alsace : ces troupes furent réunies le 27 à Weissembourg. Les idées de M. de Biron n'étaient pas bien arrêtées, il flottait entre plusieurs partis à prendre. L'armée, composée de 20,000 hommes, marcherait-elle aux Autrichiens dès qu'ils auraient passé le Rhin? Se bornerait-on à occuper les lignes de la Queich, qui se trouvaient dans le plus mauvais état de défense? Enfin ne valait-il pas mieux, à cause de l'incontestable supériorité de l'ennemi, compléter la garnison de Landau, abandonner cette place à ses propres moyens et porter l'armée derrière la Lauter? Les conseils de Kellermann décidèrent le général en chef à conserver la ligne de la Queich. Pendant la nuit du 31 juillet, les 12,000 hommes venus du camp de Plobsheim s'établirent dans les villages bordant les Lignes; et la division de Kellermann se plaça à gauche de Landau sur la position d'Arzheim.

A cette époque nous eûmes connaissance du trop fameux manifeste signé par le duc de Brunswick

et publié à Coblentz le 27 juillet au nom de la Coalition. Jamais outrage public n'a remué au sein d'une nation plus de généreux sentiments : l'indignation fut au comble, la France se dressa comme un seul homme souffleté au visage; elle arma un million de bras, et dans tous les rangs chacun se promit de prouver qu'on ne traitait pas impunément avec mépris un grand peuple. Comment le duc de Brunswick, qui avait l'âme toute guerrière et qui passait avec raison pour le premier général de l'Europe, a-t-il consenti à placer son nom au bas de semblables écritures? Aussi, lorsque l'heure de la réparation a sonné, cet insolent manifeste a pesé comme un reproche sanglant sur la vie de ce malheureux prince et l'a poursuivi jusqu'à son glorieux lit de mort.

Le 30 juillet, l'armée prussienne, formée en trois colonnes, quitta Coblentz et marcha contre les frontières de la Champagne en remontant la rive gauche de la Moselle. Le premier août, le corps autrichien du prince de Hohenlohe-Kirchberg leva le camp de Swetzingen, traversa le Rhin à Spire et s'établit entre Rehutte et Germersheim; le 2, les 5,000 émigrés français, formant l'armée de Condé, qui avaient leur cantonnement entre Creutznach et Alzey, s'avancèrent jusqu'à la Pfrim; dans la soirée, quelques piquets des hussards de Wurmser parurent à la distance de 1500 toises des glacis de Landau; le lendemain, le général Custine fut en-

voyé en reconnaissance avec une division composée du 1er de dragons, du 21e de cavalerie, des grenadiers réunis commandés par le colonel Ruttemberg et de quatre bataillons de volontaires qu'on se proposait d'essayer. M. Victor de Broglie voulut accompagner Custine et consentit à lui servir de chef d'état-major.

Les Autrichiens ne montraient que peu de monde et cédèrent d'abord tout le terrain qu'on voulut, selon une constante habitude de la tactique allemande : nos troupes marchaient sur la route de Germersheim sans éprouver de résistance, et Custine, qui avait l'ordre de s'approcher le plus près possible de l'infanterie ennemie, s'avança jusqu'à ce qu'il eût découvert Sweingenheim : à ce moment il trouva l'avant-garde autrichienne ; car, pendant la nuit le corps de Hohenlohe-Kirchberg avait quitté sa position de Rehutte et s'était avancé jusqu'à Lingenfeld ; à sa droite le prince de Condé était venu occuper Neustadt. Ces deux généraux avaient concerté leurs mouvements dans l'espérance, dit-on, de surprendre Landau et de s'en emparer à la pointe du jour. L'escadron du 1er de dragons, qui formait notre tête de colonne, fut aussitôt attaqué et ramené par 400 hussards du corps franc de Wurmser : les deux escadrons qui suivaient arrêtèrent les Autrichiens et se mirent en retraite après avoir dégagé leurs camarades. A la vue de ces charges et de notre mouve-

ment rétrograde qui s'exécutait avec l'apparence de désordre inséparable d'une rencontre de ce genre, la frayeur s'empara des volontaires, qui n'aperçurent l'ennemi que pour se débander et se sauver à toutes jambes sans même décharger leurs fusils : la déroute de ces bataillons était si générale qu'on n'eut pas un seul instant la pensée que cette troupe épouvantée reviendrait de sa terreur panique et saurait ou pourrait se reformer plus loin en arrière. Mais le 1er de dragons ne se troubla pas et tint constamment tête à la cavalerie autrichienne ; Custine et Victor de Broglie, demeurés à l'arrière-garde, payèrent plusieurs fois de leur personne : c'est au courage de ce régiment, au dévouement des généraux et des officiers supérieurs, MM. de Muratel et de Tolozan, qu'on doit le salut de cette foule de fuyards. Nos dragons se replièrent en bon ordre sur le village de Damheim où Custine avait placé en réserve le 21e de cavalerie, et derrière ce régiment, les deux bataillons de Ruttemberg occupant les haies, les vergers et les vignes. Nos cavaliers attaquèrent à leur tour les hussards de Wurmser et les chassèrent devant eux : on leur tua une trentaine d'hommes : de notre côté nous perdîmes un officier et cinquante dragons.

A notre droite, le colonel Joseph de Broglie, détaché avec son régiment, le 2e de chasseurs à cheval, pour éclairer les débouchés de la forêt de Germersheim, fut surpris près du village de Ril-

sheim et rudement mené par la cavalerie autrichienne : les postes d'infanterie qui soutenaient nos chasseurs perdirent beaucoup de monde.

La fuite des volontaires avait répandu la consternation dans Landau : un grand nombre d'officiers, ou trompeurs ou trompés, disait que la place n'était pas tenable; les émissaires et les partisans des émigrés augmentaient ou provoquaient secrètement le désordre, et les soldats de ligne eux-mêmes commençaient à abandonner leurs postes et leurs armes. Cependant les généraux Custine et de Broglie parvinrent à apaiser peu à peu la confusion, à rassurer les têtes, le tumulte cessa; chacun revint à son rang, et cette échauffourée, toute fâcheuse qu'elle était, déconcerta néanmoins les projets de surprise qu'avaient organisés les généraux ennemis d'après les renseignements fournis aux émigrés par leur complice Martignac.

Cet officier général entretenait depuis longtemps des intelligences criminelles avec le prince de Condé, à qui il avait promis de livrer Landau : néanmoins il se conduisit avec tant d'adresse et d'habileté qu'il servit les émigrés et les Autrichiens sans se dévoiler; leur entreprise échoua par des causes qu'il ne pouvait ni prévoir ni empêcher, mais, pendant les journées des 1^er^, 2 et 3 août, des émissaires secrets circulèrent sans difficultés du quartier général du prince de Condé au logement de Martignac.

Le Maréchal, inquiet comme tous les généraux investis de commandements qui excèdent la mesure de leurs forces, allait d'une frontière à l'autre avec un empressement plus louable qu'utile : il était parti de Metz dès qu'on lui eut annoncé l'entrée des Autrichiens dans le Palatinat, et arriva le 4 à Weissembourg. Martignac avait inspiré les plus graves soupçons, mais on ne l'avait pas surpris en flagrant délit de trahison; néanmoins Luckner le retira de Landau, et cependant ne voulut ni le destituer ni le renvoyer tout à fait de l'armée : il le remplaça par le général Custine; et Martignac alla commander à Huningue.

Custine désirait emmener quelques officiers du génie (*) dont le besoin se faisait sentir à Landau plus que partout ailleurs, à cause du délabrement de cette place sérieusement menacée : il en fit la demande au Maréchal qui les refusa : Custine partit dans la matinée du 5; le lendemain il écrivait au général en chef Biron :

« J'ai trouvé la place démantelée au point que

(*) C'est ce jour-là que je fus présenté à Custine par mon ami Coquebert de Montbret qui était son aide de camp : le général me demanda si je voudrais le suivre à Landau, et, sur ma réponse affirmative, il ajouta que son intention était de défendre cette clef de l'Alsace jusqu'à extinction et de s'ensevelir sous ses ruines. Je rapporte ses propres paroles. Après le refus de Luckner, on m'envoya à Lauterbourg pour achever de mettre ce gros poste de guerre à l'abri d'un coup de main. (Extrait du manuscrit du général Gay de Vernon.)

« j'y suis entré à cheval par une des brèches des « murailles tombées en masure : quarante hommes « à cheval y seraient entrés de front : les chemins « couverts n'étaient point palissadés, les poternes « étaient ouvertes, la garnison de 4,000 hommes « était sans chef, ses commandants n'avaient point « de lieu de ralliement; rien n'était prévu. »

Il n'entrait pas dans le plan des Coalisés de faire le siége régulier d'aucune des places situées sur le revers oriental des Vosges ni même d'en former le blocus; mais notre armée ne pouvait pas conserver sans danger la ligne de la Queich, puisque les Autrichiens occupaient en force Germersheim et que leurs nombreuses troupes légères couvraient le terrain à notre droite jusqu'à la forêt de Bienwald. Luckner ordonna la retraite sur la Lauter : elle commença dans la matinée du 5. Kellermann quitta la position d'Arzheim et conduisit sa division à Lauterbourg. Pendant cette journée le prince de Hohenlohe-Kirchberg fit exécuter quelques démonstrations d'attaque contre les troupes qui garnissaient les lignes de la Queich : ce mouvement des Autrichiens cachait une nouvelle intrigue, car les émigrés, trompés sans cesse par leurs émissaires, ne se lassaient pas de négocier : la première tentative sur Landau avait échoué : celle-ci, conduite avec une certaine adresse par M. le baron de Fumel, n'eut pas un meilleur sort et tomba devant la vigilance et la loyauté de

Custine. Le 6, le général en chef ramena le reste des troupes à Weissembourg.

Le Maréchal concentra l'armée sur le pied de la plus rigoureuse défensive et ordonna enfin de réparer les lignes de la Lauter : Kellermann les occupa avec quinze mille hommes et fut spécialement chargé de la surveillance des travaux et de leur défense. Comme il aurait été facile de tourner notre gauche par la gorge qui mène de Bitche à Lembach, on assura ce débouché en établissant un camp retranché sur les hauteurs de Roth.

Le 7 août, les corps de Condé et de Hohenlohe-Kirchberg s'étaient réunis dans la position de Neustadt à trois lieues de Landau ; ils observèrent cette place jusqu'au 12 ; le lendemain, ils se séparèrent : le prince de Hohenlohe avec 18,000 Autrichiens passa les gorges des Vosges et se dirigea par Kayserlautern sur Hombourg et Deux-Ponts : le prince de Condé traversa le Rhin à Spire et se rendit dans le margraviat de Bade, où il forma l'extrême droite du corps d'Esterhazy : il ne resta dans le Palatinat sur la rive gauche du fleuve que le feld-maréchal-lieutenant comte d'Erbach, campé à Neustadt avec 12,000 hommes, observant Kellermann et couvrant les grands magasins de Spire et les approches de Mayence.

CHAPITRE SECOND.

Organisation des troupes, leur esprit public et leur état moral. — Prestation et refus de serments après la journée du 10 août. — Custine est nommé commandant du corps des Vosges.

Il était évident que les opérations décisives de la campagne auraient lieu sur la Meuse et sur la Marne et que l'armée du Rhin serait destinée à un rôle secondaire et de simple observation. Cette position nous présentait des dangers particuliers : en effet, la guerre aurait tenu les soldats en haleine, tandis qu'en les laissant dans l'inaction on courait risque de voir leur patriotisme se corrompre. Placées en face de l'armée de Condé, véritable camp de l'émigration et foyer d'intrigues flagrantes, nos troupes étaient plus exposées que les autres à tous les genres de séductions. Aussi le général Biron et principalement M. Victor de Broglie mirent tout en œuvre pour déconcerter les relations coupables qui devaient infailliblement se nouer d'une rive à l'autre du Rhin et, sans entrer à ce sujet dans d'inutiles détails, on peut affirmer qu'aucune démarche ayant une importance réelle n'a échappé à leur active surveillance. D'ailleurs les troupes montraient beaucoup de confiance à ces deux généraux qui se dévouaient corps et âme à une cause dont le triomphe ruinait leurs priviléges aristocratiques en brisant sur leurs fronts deux glo-

rieuses couronnes ducales. Car elle n'avait pas encore universellement prévalu, cette salutaire pensée, que porter les armes contre son pays est un crime, quels que soient les motifs qui vous poussent chez l'étranger. Parmi les officiers de ligne, l'émigration était jugée avec une sorte d'indulgence : le drapeau blanc avait cessé d'être notre drapeau, mais il n'avait été qu'à demi remplacé par le drapeau à trois couleurs ; nos uniformes étaient les mêmes que ceux des émigrés, et puis dans les rangs où l'on comptait trois générations de Condé et les maréchaux de Broglie et de Castries, honneur des guerres de sept ans, n'y avait-il pas beaucoup de souvenirs de gloire et beaucoup d'espérances d'ambition dont il serait injuste de méconnaître le prestige ou l'empire sur les esprits ? L'émigration avait alors un grand caractère ; plus tard nous l'avons accusée et traitée sévèrement lorsqu'elle eut dévoilé ses prétentions, ses intrigues, sa politique vendue aux cabinets de Vienne ou de Londres, ses haines de parti et tous les côtés honteux de la faiblesse unie à l'ambition impuissante. Beaucoup d'entre nous pensaient, je crois avec raison, que la noblesse avait commis une faute en abandonnant le trône de Louis XVI lorsqu'il était encore possible de le préserver du naufrage ; mais cette faute on pouvait l'excuser, puisque dans le principe elle avait été commandée par l'honneur, par le dévouement à d'anciens devoirs, par la sain-

teté des vieilles habitudes, par la reconnaissance due au monarque et par un insurmontable attachement au dogme de la monarchie pure. A ces causes se joignaient des nécessités de position, la contagion de l'exemple, un faux point d'honneur nobiliaire, les dénonciations, les expulsions des officiers par les soldats; mais s'il y eut de légitimes et saints motifs de fuir le sol national, il y eut aussi beaucoup d'émigrations causées par des précautions exagérées de conservation individuelle. L'émigration a eu ses journées de Croisades et ses journées des Éperons : pour les uns c'était un sauve-qui-peut sans honneur, pour les autres une généreuse levée de boucliers contre les invasions de la multitude et ses redoutables déportements. A cette époque la plupart d'entre nous ne distinguaient pas ce qu'était et ce que pouvait être le développement complet de la force démocratique : on ressentait douloureusement chacune des secousses venues de l'intérieur, et l'on ne comprenait pas la portée supérieure du mouvement révolutionnaire. L'émigration avait dépeuplé les états-majors : 12,000 officiers ou gentilshommes formaient à Trèves l'armée des princes : cinq ou six mille composaient le corps de Condé : certes il y avait là suffisamment de motifs pour tout désorganiser, et tout aurait été désorganisé sans la présence des bataillons de volontaires et leur contact avec les troupes de ligne. Ce sont eux, il faut le dire et

les en glorifier, qui conservèrent le feu sacré; ce sont eux qui devinrent, lorsque l'expérience les eut formés, les héros de la cause nationale : leur patriotisme ombrageux étincelait au moindre frottement : cette disposition des esprits produisit des scènes coupables d'indiscipline et de désordre; mais les volontaires tinrent en respect ou firent sortir de nos rangs bon nombre de ceux qui inclinaient soit à la trahison soit à la défection. La révolution avait anobli la condition des soldats, désormais il n'y aurait qu'une même route pour l'avancement. On promettait autant de grades et d'emplois qu'il y aurait de poursuivants, on faisait place aux ambitions de chacun : l'armée ne devait être qu'une famille dont tous les membres seraient récompensés ou punis selon leurs œuvres. Or que fallait-il pour que cette moderne charte militaire reçût son exécution pleine, sincère et entière? La guerre, mais la guerre proportionnée aux prodigieux efforts de la nation, la guerre créant une masse active d'intérêts nouveaux en rapport avec les besoins et la transformation intérieure de la société.

La direction donnée aux choses politiques devait nécessairement amener des changements analogues dans la constitution de l'armée. Le recrutement au moyen des milices provinciales ayant été aboli, on leva dans les départements deux cents bataillons de volontaires de 568 hommes chacun. Les corps de la maison du roi et les troupes étran-

gères furent supprimés; les régiments suisses licenciés, et l'on organisa l'infanterie en 105 régiments de ligne et 14 bataillons de chasseurs à pied. Les anciennes gardes-françaises formèrent les 102e et 103e de ligne et les 13e et 14e bataillons de chasseurs : le régiment du Roi, qui avait perdu son rang d'ancienneté (23e) depuis l'insurrection de Nancy, fut dédoublé et prit les deux derniers numéros 104e et 105e. Chaque régiment se composait de deux bataillons, chaque bataillon de neuf compagnies, dont une de grenadiers. Outre les 200 bataillons de volontaires départementaux, on forma des bataillons francs, des compagnies franches, des légions qui firent le service de troupes légères : il n'y eut plus de compagnies de chasseurs dans les bataillons de ligne, de sorte que l'infanterie légère était entièrement distincte de l'infanterie de ligne.

Les troupes à cheval comptaient 2 régiments de carabiniers, 24 de cavalerie, 18 de dragons, 12 de chasseurs et 6 de hussards. Les régiments de carabiniers, de chasseurs et de hussards, avaient quatre escadrons, ceux de cavalerie et de dragons n'en avaient que trois; l'escadron était de deux compagnies. Cette formation vicieuse des dragons et de la cavalerie datait de l'ordonnance du 17 mars 1788 et ne fut abandonnée qu'après le décret organique du 12 août 1793.

Les régiments d'infanterie renfermaient une espèce d'hommes robustes et instruits, quoique leur

instruction manquât d'uniformité et qu'ils ne connussent que la pernicieuse vie des casernes et les manœuvres de garnison. Les officiers émigrés avaient été bien remplacés, parce qu'à la première distribution des grades on avait donné la préférence aux plus capables sur ceux qui montraient le plus ardent amour du nouvel ordre de choses. Car la chaleur, ou vraie ou affectée, dans l'expression des sentiments patriotiques et les délations ouvertement favorisées et même provoquées à dessein par les secrets agents du gouvernement ne furent pas tout de suite le moyen le plus sûr et le plus facile de parvenir : plus tard les soldats le mirent en pratique contre leurs officiers de compagnie et ceux-ci contre leurs supérieurs; alors les chefs de corps suspects à leurs subordonnés et sans cesse surveillés ou dénoncés tombèrent sans considération et sans autorité.

Les premiers bataillons de volontaires étaient bien commandés par des officiers qu'ils avaient choisis eux-mêmes : ces bataillons avaient une instruction suffisante et plus de tenue qu'on ne le croit communément. Leur patriotisme était fervent et leur courage appelait la guerre ; voilà leurs beaux côtés. Mais ils arrivaient de leurs départements chacun avec un esprit différent, et un fonds de turbulence mal aisé à contenir. A la menace de l'invasion étrangère, ils s'étaient levés avec enthousiasme et accoururent aux frontières, enorgueillis

de leur nom, de leur nombre et de leur union : cette exaltation se refroidit avec le temps; et ces bataillons devinrent le noyau de l'armée nationale qui sauva le sol de la patrie. Car l'enthousiasme est une corde difficile à toucher : c'est un auxiliaire dont il faut se méfier et user avec précaution : les soldats persévérants procurent seuls des succès durables; et ce n'est que dans la fable que les armées sortent de dessous terre toutes formées et prêtes à combattre.

Dès l'arrivée des premiers bataillons de volontaires il y eut rivalité et désaccord entre eux et les régiments : l'habit national était bleu, le vieil habit des troupes de ligne était blanc, et cette bigarrure ne contribua pas médiocrement à empêcher leur union. Les régiments avaient perdu leurs glorieux noms de Champagne, de Navarre, de Bourbonnais, d'Auvergne; ils regrettaient d'être réduits à un chiffre bien sec, au simple numéro d'ordre qu'on leur avait attribué : les volontaires au contraire se distinguaient par les noms des départements récemment substitués à ceux des provinces. L'irritation entre les corps produisit une sorte de guerre intestine moins vive à l'armée du Rhin que partout ailleurs, parce que cette armée fut constamment la plus disciplinée et la moins tourmentée par les secousses révolutionnaires.

La cavalerie avait une instruction parfaite, instruction que dans cette arme les Français ne peu-

vent atteindre qu'à la suite d'une longue paix. En effet, nos cultivateurs et les artisans des villes sont lents à s'identifier avec les chevaux : d'ailleurs le sol de la France n'est pas habité comme la Hongrie, la Pologne et l'Ukraine, par des races d'hommes cavaliers de naissance.

L'artillerie comprenait 7 régiments à 20 compagnies chacun, 6 compagnies de mineurs et 9 compagnies d'ouvriers. Cette arme et le corps du génie ne laissaient rien à désirer, et la France ne devait pas redouter que l'art de Vauban et la science de Gribeauval tombassent en décadence entre les mains des généraux Champmorin, Meunier, D'Arçon, Doyré, D'Hangest, d'Aboville, Durtubie et de leurs successeurs les plus proches et les plus illustres, Marescot, Dejean, Chasseloup, Tholosé, Eblé, Songis, Lariboissière, Sénarmont. L'émigration n'avait pas fait de grands vides dans les états-majors de ces deux armes : quelques officiers se retirèrent, mais un très-petit nombre d'entre eux transporta la patrie hors du sol matériel de la France : dans ces corps spéciaux le service et le genre d'instruction tenaient éloigné de la cour et rapproché du territoire national. L'exemple des seigneurs de Versailles et des oisifs gentilshommes de province ne pouvait donc pas être contagieux pour des militaires occupés de travaux utiles. D'ailleurs les souvenirs et les habitudes font partie du patriotisme, un ingénieur s'attache au sol qu'il a fouillé, l'ar-

tilleur à l'arsenal qu'il a construit; et on aime doublement son pays quand on l'a retranché et armé. Nos officiers généraux étaient d'excellents manœuvriers, admirateurs outrés de la tactique prussienne et connaissant à fond l'ensemble et les détails des évolutions de parade ou de garnison. Leurs services dataient des guerres de Hanovre, d'Amérique ou de Corse : quelques-uns comptaient trois campagnes, beaucoup n'en avaient pas fait une seule.

Le 15 août, les quatre commissaires de l'Assemblée nationale, Carnot, Coustard, Ritter et Prieur de la Côte-d'Or, arrivèrent à Weissembourg : ils venaient promulguer les décrets relatifs à la suspension provisoire du roi. La plupart des officiers d'état-major professaient les opinions des royalistes constitutionnels, et la catastrophe du 10 août allait soumettre l'armée à une épreuve difficile et précipiter le dénoûment des menées contre-révolutionnaires réunies dans les mains de Lafayette. Il était le plus influent des généraux en chef, et sa conduite au 20 juin faisait présager qu'il embrasserait ouvertement la cause du monarque déchu. Luckner avait déclaré au camp de Fontoy qu'il ne reconnaîtrait pas d'autre autorité que celle du roi et qu'il résignerait son commandement plutôt que de prêter un nouveau serment : M. de Biron annonçait, il est vrai, qu'il obéirait aux ordres du gouvernement quels qu'ils fussent; mais le général Victor de Broglie prêchait la fidélité à la royauté

légale et cherchait à soulever des manifestations publiques en faveur du malheureux Louis XVI. Il est assez ordinaire que dans un état-major chacun conforme ses sentiments politiques à ceux du chef, surtout lorsque ce chef est d'un mérite incontestable; on avait donc inspiré des soupçons aux commissaires de l'Assemblée nationale qui croyaient rencontrer une forte résistance et doutaient de la docilité des officiers de toutes armes attachés en grand nombre à l'état-major général.

M. de Biron les réunit et Carnot posa à chacun d'eux la question suivante :

« Vous soumettez-vous purement et simplement « aux décrets de l'Assemblée nationale ? oui ou « non? »

Le général en chef, interrogé le premier, répondit : « Oui, sans restriction. »

M. Victor de Broglie et de Briche, capitaine adjoint, donnèrent d'abord leur adhésion conditionnelle, puis se rétractèrent formellement : quand vint le tour de Caffarelli du Falga, capitaine du génie, il déclara de la manière la plus positive qu'il ne reconnaissait pas au Corps législatif le droit de changer les pouvoirs constitutionnels de l'État, et que, prêt à combattre les factieux de toute espèce, il marcherait également contre les ennemis extérieurs et contre Paris, dès qu'il en aurait l'ordre.

A Lauterbourg et à Landau, la division de

Kellermann et la garnison, commandée par Custine, prêtèrent le nouveau serment sans la moindre opposition; mais Joseph de Broglie suivit l'exemple de son frère aîné, exemple qui fut imité par le lieutenant-colonel Villantroys du 2e régiment de chasseurs à cheval.

Les commissaires visitèrent successivement les places et les camps des 5e et 6e divisions militaires et, en vertu de leurs pouvoirs extraordinaires, prononcèrent la suspension des généraux Victor de Broglie, d'Aiguillon, d'Harambure et celle de MM. Joseph de Broglie, de Villantroys, de Briche et Caffarelli du Falga. Le général Martignac à Huningue, les généraux de Guelb, de Balthazard et le maréchal de camp d'artillerie Saint-Paul à Strasbourg n'attendirent pas l'arrivée de la commission, ils émigrèrent (*) : Houchard, aide de camp de Custine, fut nommé colonel du 2e de chasseurs à cheval, et Ferrière succéda à M. d'Aiguillon dans le commandement du camp d'Hœsingen.

Ce fut avec un regret profondément senti que l'armée vit partir le général Victor de Broglie, et lui-même ne quitta pas ses camarades sans éprouver une douleur vraie. Dans tous les temps les militaires de cette trempe sont rares et, au moment de sa retraite, il était, par ses connaissances et

(*) Les généraux de Guelb et de Martignac étaient étroitement unis d'amitié : ils émigrèrent le même jour et furent tués le même jour de l'année suivante (8 décembre 1793) à la seconde affaire de Berstheim.

par son expérience, le premier officier de son grade. Il possédait l'instruction supérieure, le grand caractère et le courage de tête qui constituent le général en chef : certes son nom et le commandement élevé que son père exerçait à l'armée des princes pouvaient inspirer au nouveau gouvernement une légitime méfiance, qui augmenta lorsqu'il demanda à prendre rang comme simple soldat. Mais si M. de Broglie n'avait pas été arraché violemment à la carrière des armes, il aurait ajouté plus d'un glorieux fleuron à la couronne de lauriers que trois générations de maréchaux de France ont placée dans cette illustre famille.

Pendant leur tournée, les commissaires, au nombre desquels se trouvaient deux officiers du génie très-distingués, Carnot et Prieur de la Côte-d'Or, purent juger du dénûment extrême des troupes et du mauvais état des places fortes.

« Il semble, mandaient-ils au président de l'As-
« semblée nationale, que le but constant des mi-
« nistres ait été jusqu'ici d'amener les troupes à
« faire ce raisonnement : Nous ne manquions de
« rien sous l'ancien régime, nous manquons de
« tout sous celui-ci ; retournons donc à l'ancien.....
« Nous avons vu en particulier le 2e bataillon de
« la Charente-Inférieure qui est dans un état de
« délabrement inexprimable ; ce bataillon est tel-
« lement dénué d'habillements, d'armes et d'ef-
« fets de campement, qu'on est obligé de le laisser

« en cantonnement dans un village, tandis que l'ar-
« mée est si faible.... La garnison de Landau n'est
« pas à beaucoup près ce qu'elle devrait être, vu
« l'importance de sa position. Il manque beaucoup
« de choses à son approvisionnement; il n'y a plus
« d'argent pour continuer les travaux de fortifica-
« tion; une multitude de plaintes se font enten-
« dre de toutes parts. Nous invitons l'Assemblée à
« prendre ces plaintes en considération (*). »

A la fin du mois d'août, Dumouriez remplaça Lafayette, proscrit et fugitif chez les Autrichiens; Kellermann succéda au maréchal de Luckner, et le gouvernement prononça la séparation définitive de l'armée du Rhin d'avec celle de la Moselle. Le général en chef Biron se rendit à Strasbourg pour surveiller l'organisation de deux détachements, l'un de 4,000 hommes d'infanterie et de 15 escadrons destiné à renforcer le corps d'armée de Kellermann, l'autre de 8,000 hommes dirigé sur le camp de réserve de Châlons. Le 2 septembre, Custine fut nommé au commandement du corps des Vosges, composé de la garnison de Landau et des divisions des généraux François Wimpfen, Neuwinger et Munier (**), placées à Weissembourg, à Roth,

(*) Lettres des 17 et 19 août. (Extraits.)

(**) Il y eut pendant longtemps à l'armée du Rhin trois officiers généraux portant à peu près le même nom : aussi la plupart des écrivains militaires, étrangers ou nationaux, ont involontairement confondu leurs services. C'étaient *Munier*, qui devint lieutenant général après le combat de Limbourg (9 novembre 1792); *Meynier*,

à Geisberg et à Lauterbourg. Ainsi Custine n'avait plus qu'un pas à faire pour atteindre le dernier but de son ambition; car le commandement ne lui plaisait à exercer que seul et en chef.

Dès ce moment nous ne vîmes plus M. de Biron qu'à de rares intervalles : l'armée du Rhin l'a peu connu; il l'a quittée avant qu'on ait pu juger de sa capacité sur un champ de bataille; mais les militaires qui ont eu l'honneur de servir le plus près de sa personne vantaient son esprit, sa grâce, son désintéressement, son amour de la justice et sa sollicitude pour le bien-être du soldat. Malheureusement, disaient-ils, M. de Biron s'était trop occupé d'aventures et de voyages romanesques dont l'enivrement prolongé avait perpétué jusqu'à l'âge mûr sa scandaleuse réputation de duc de Lauzun : il portait à l'armée les défauts naturels aux gens de cour, et, comme Vendôme, il avait l'extrême paresse des voluptueux.

Le général en chef ne se réservant qu'un rôle secondaire, celui d'observer avec la droite de l'ar-

qui défendit Kœnigstein et mourut en 1813 général de division et commandant d'armes de Mayence; enfin le célèbre ingénieur *Meunier* qui, s'il eût vécu, aurait peut-être égalé Vauban et Newton. Au siége de Mayence il dirigeait les opérations autour de Cassel, et mourut le 13 juin 1793 des suites d'une blessure qu'il avait reçue en passant le Mein. Les Français et les Prussiens lui rendirent des honneurs funèbres; le jour de son convoi, il y eut une suspension d'hostilités qui dura deux heures; nos soldats baignaient de larmes son cercueil et ne voulaient pas croire que la mort d'un tel homme fût naturelle.

mée les corps d'Esterhazy et de Condé, se réduisait volontairement à une position sans éclat. Il abandonnait à son lieutenant tout l'honneur des opérations dans le Palatinat; c'était une abnégation complète, une espèce de dépendance du chef titulaire envers son subordonné. Jamais dévouement ne fut plus attentif et plus absolu que celui de M. de Biron : il renouvela à l'égard de Custine ce noble exemple d'union, de confiance et d'amitié qu'avait si glorieusement et si utilement offert sous l'ancienne monarchie le patriotisme éclairé de Boufflers et de Villars, de Broglie et de Coigny.

Philippe Adam de Custine, élevé pour le métier des armes, avait assisté au siége de Maëstricht à l'âge de sept ans, et, colonel de dragons à vingt et un, donna à son régiment la meilleure instruction et la plus ferme discipline. Conduit à Vienne et à Berlin par le désir d'étudier la tactique des troupes allemandes, il fut tellement charmé de l'éducation que les jeunes gentilshommes recevaient en Prusse qu'il plaça son fils à l'Académie militaire des nobles. L'assiduité de Custine aux revues de Postdam fut l'objet des remarques du grand Frédéric, qui lui adressa plusieurs fois des paroles flatteuses. Aussi rapporta-t-il de ses voyages le plus vif enthousiasme pour les institutions du maréchal de Lascy et du roi de Prusse, et comme toutes les idées nouvelles de perfectionnement germaient vite dans sa tête, il devint bientôt un

des plus intolérables novateurs de cette époque où l'on fatiguait ridiculement nos soldats en s'efforçant de les tailler et de les instruire à l'allemande. Un des premiers il rechercha l'honneur d'aller combattre sous les drapeaux de l'indépendance américaine, et n'obtint pas sans difficulté l'autorisation d'échanger le régiment de dragons qui portait son nom pour le régiment de Saintonge infanterie qui s'embarquait avec le comte de Rochambeau. En 1792 Custine avait fait trois campagnes : il aimait à le dire et se montrait fier d'avoir été complimenté par le roi de Prusse et d'avoir combattu dans les deux hémisphères sous les ordres de Maurice de Saxe et de Washington. La vive impression de leur gloire faisait bouillonner ses esprits, et ce ne serait pas un reproche qu'on pût lui adresser avec raison, si cette chaleur de tête, ce désir immodéré de célébrité ne l'avait pas entraîné dans de funestes égarements; car n'est pas un héros qui veut et la nature avait refusé à Custine le génie des grands capitaines : mais il possédait à un haut degré les qualités les plus estimables de l'homme de guerre : il était sobre, robuste, généreux de ses deniers, sévère, actif, soigneux du bien-être des soldats : il avait du coup d'œil, de la pratique dans le maniement des troupes et d'excellentes connaissances en administration militaire : il aimait les conseils des officiers instruits et savait s'approprier avec habileté

et sans ingratitude l'opinion d'autrui. Custine s'était formé des idées justes sur le caractère de nos armées et sur les parties que les écrivains modernes appellent la métaphysique de la guerre : il savait qu'avec les Français il importe de débuter par un succès, parce qu'au début de toute entreprise nos soldats sont susceptibles des plus grands efforts. Dès son arrivée à Weissembourg, Custine s'appliqua à gagner l'amour des troupes par sa tenue, ses discours, son air martial et ses habitudes guerrières. Ces premières impressions, toutes en sa faveur, ont été durables, et les vétérans de l'armée du Rhin gardèrent un profond souvenir d'affection à l'infortuné général qui mit constamment une noble coquetterie à leur plaire (*).

Le 11 septembre, le général comte d'Erbach quitta Lingenfeld et alla rejoindre le prince de Hohenlohe-Kirchberg chargé de diriger le siége de Thionville : son départ découvrait Spire, Worms, Mayence et le cours inférieur du Rhin; car il ne demeurait dans le Palatinat qu'un faible détachement de 5 à 6,000 Impériaux. Le 16, Custine demanda au général Biron l'autorisation de marcher sur Spire; en même temps il proposait au ministre de la guerre Servan de porter les

(*) C'est aux généraux Dumouriez, Custine et Dugommier que la France doit, sinon l'invention, du moins l'exécution en grand de cette belle manœuvre (*l'emploi des tirailleurs en grandes bandes*) qu'ils furent les premiers et longtemps les seuls à faire exécuter dans nos armées. (G^al^ M. Marbot, *Remarques critiques*, p. 62.)

12,000 hommes disponibles du corps des Vosges sur les derrières de la grande armée des Coalisés. Le ministre répondit le 21 à Custine qu'il approuvait le plan de ces deux opérations, mais qu'il donnerait la préférence à la seconde, parce que c'était la véritable destination du corps des Vosges : qu'au reste il fallait tout soumettre à l'approbation du général Biron. Le lendemain, Servan écrivait à Biron que, pour exécuter le mouvement indiqué par Custine, il serait nécessaire de renforcer le corps d'armée que celui-ci commandait avec 12,000 hommes que fourniraient les troupes cantonnées en Alsace et les principales garnisons de la basse Lorraine, qu'on réunirait ainsi 24 à 25,000 hommes qui, sous la conduite d'un général intelligent, inquiéteraient la ligne d'opérations des Prussiens et leur causeraient beaucoup d'embarras; qu'on serait même en mesure de pousser une invasion en Allemagne, et que, dans le cas d'événements malheureux, on aurait toujours la ressource de revenir promptement derrière le Rhin. Mais le général en chef fut effrayé avec raison de dégarnir les places sur la Moselle et sur la Sarre, et jugea imprudent d'aventurer de la sorte les 12,000 hommes rassemblés entre Lauterbourg et Weissembourg. On renonça donc à ce projet, et Custine reçut l'ordre de faire ses dispositions pour attaquer Spire.

CORPS DES VOSGES.

SITUATION SOMMAIRE AU 20 SEPTEMBRE 1792.

Le général Custine, commandant en chef; Chennevière, adjudant général, chef d'état-major; Grosmarre, maréchal de camp, commandant l'artillerie; Doyré, maréchal de camp, commandant le génie.

GÉNÉRAUX commandant les divisions.	GÉNÉRAUX commandant les brigades.	ADJUDANTS généraux.	BATAILL.	ESCADR.	NOMBRE d'hommes.
Munier.	De Blou.	Custine fils.	»	»	
Fr. Wimpfen.	Vieusseux.	Laubadère.	35	.....	14,746
Neuwinger.	Sédillot.	Schers.			
	Falck.	Guieux.	»	»	
	Cavalerie.				
	Lafarelle.				
	Houchard, colonel.	.....	»	13	1,383
	Artillerie.	.....	1	»	720
		Totaux...	36	13	16,849
GARNISON LAISSÉE A LANDAU.					
Général Gilot, commandant supérieur.		Devrigny, commandant les troupes.	13	4	5,100 450
		Artillerie et gendarmerie.....	.....	.....	320
		Totaux...	13	4	5,900

CHAPITRE TROISIÈME.

Combat de Spire. — Prise de Mayence.

Le 28 septembre, à huit heures du soir, l'avant-garde, qui occupait Nieder-Ottersbach, Schaidt et Bergzabern, reçut l'ordre de quitter ses postes et de se réunir sous Landau. Elle était commandée par Houchard, et se composait de quatre bataillons d'infanterie et des 2e et 7e régiments de chasseurs à cheval; son mouvement fut terminé le lendemain à la pointe du jour. Dans la soirée du 29, Custine se dirigea sur Spire. Le général en chef fit marcher ses troupes ensemble sur la même route, jusqu'à la hauteur de l'abbaye d'Heimbach; là, elles se partagèrent en trois colonnes : celle de droite, sous les ordres du général Munier, ayant Houchard à sa gauche, marcha par Lingenfeld et Heiligelsheim sur Berghausen : le centre, commandé par le général de Blou, suivit la route qui mène droit à Spire : la colonne de gauche, que conduisaient Custine et les généraux Neuwinger et Lafarelle, devait traverser les bois de Marientaut et gagner le bord du Rhin par la ferme de Rhingenbergerhoff, afin de couper aux ennemis les communications avec Manheim et Worms.

Le général de Blou n'avait ni cavalerie pour s'éclairer, ni artillerie pour attaquer un ennemi qui en était armé. Notre marche avait été rapide, elle

aurait dû être secrète; cependant la garnison de Spire la connaissait; car, le 30, à neuf heures du matin, lorsque la colonne du centre déboucha la première au coin de la chapelle de la Vierge, nous trouvâmes les Autrichiens et leurs batteries en position de nous repousser vigoureusement. Le 2e régiment de grenadiers marchait en tête; il recula. Sa retraite précipitée aurait pu jeter la confusion dans les bataillons qui suivaient; on se souvenait de la déroute sous Landau; les officiers coururent en avant, appelant à eux leurs soldats, et les troupes se déployèrent avec beaucoup de hardiesse. Peu de temps après, Houchard et Munier arrivèrent sur les hauteurs de Heiligelsheim; et la colonne de gauche, qui avait perdu trois heures à pousser des reconnaissances contre quelques piquets de hulans qui se retiraient sur Franckenthal et Worms, parut et prit aussitôt part à l'action.

La garnison de Spire, formée de treize cents Hongrois du régiment de Julay et de 2,500 hommes de troupes mayençaises, sous les ordres du colonel Wickelmann, était en bataille en avant des fossés de la ville, et couvrait les portes sur lesquelles se dirigèaient nos colonnes. Son artillerie se composait de huit canons de moyen calibre et de quatre obusiers. Protégé par ses batteries extérieures, l'ennemi fit d'abord face partout et garda sa position. Neuwinger occupa avec le 13e de ligne et de l'artillerie un mamelon qui dominait

la droite des Autrichiens. Mais nos canonniers avaient peu d'expérience ; ils placèrent leurs pièces beaucoup trop loin, tâtonnèrent à plusieurs reprises pour choisir un emplacement convenable; de sorte qu'ils avaient dépensé inutilement presque toutes leurs cartouches, lorsqu'ils arrivèrent enfin à la portée de huit cents mètres de l'ennemi. Les Autrichiens, dès les premiers boulets tombés dans leurs rangs, se retirèrent derrière les murs de Spire, dont ils barricadèrent les portes. Elles furent brisées, et un vif combat s'engagea dans les rues entre l'arrière-garde de Wickelmann et les premières troupes de Neuwinger. Custine fit alors passer en tête de la colonne deux pièces de huit et un obusier qui décidèrent l'ennemi à la retraite : il l'effectua en bon ordre par la porte du haut Rhin. Wickelmann et sa garnison croyaient encore pouvoir se sauver et gagner, à la faveur des vignes et des bois, l'île qui se trouve sous Berghausen, où ils auraient rassemblé des bateaux : mais les bateliers, dès le commencement du combat, avaient fui sur l'autre bord. Le Rhin était l'espoir des Autrichiens : ils y trouvèrent leur perte. En effet, leur colonne, pressée en queue par Neuwinger, chargée à gauche par Munier et Houchard, mit bas les armes à huit heures du soir : ils étaient au nombre de 2,900. Nous prîmes cinq drapeaux, mais pas un canon, l'ennemi ayant eu le temps de jeter son artillerie dans le Rhin. Notre

perte fut de cent hommes environ, dont six officiers.

Spire, grande ville de forme presque circulaire, était entourée de murs élevés et d'un fossé profond à contrescarpe revêtue. Elle renfermait en magasins pour cinq à six millions de farines, fourrages et munitions de guerre. L'importance de leur conservation aurait dû engager les généraux de l'armée coalisée à ne pas découvrir le Palatinat comme ils le firent, et à ne pas abandonner le colonel Wickelmann à ses propres forces. Mais celui-ci, de son côté, n'a su tirer aucun parti des moyens défensifs que la ville présentait. En effet, si le commandant de Spire eût bien apprécié sa position, il aurait forcé Custine à ouvrir la tranchée, eût résisté pendant trois ou quatre jours derrière de bonnes murailles, et se serait ainsi ménagé le temps de détruire une partie de ses magasins et de sauver la garnison.

Custine conduisit cette opération avec vigueur, et dans les moments où il eut besoin de déployer la bravoure d'un soldat, il y mit un à-propos digne d'éloges. Car, à cette époque critique et avec des troupes novices et soupçonneuses, il fallait qu'un général donnât l'exemple presque aussi souvent que la direction.

L'armée passa la nuit dans Spire et, le lendemain, alla camper sur la route de Worms : le général en chef ne garda avec lui que trois bataillons, qui formèrent la garnison de la ville. Pendant la jour-

née du 1er septembre, il y eut quelques scènes de tumulte que la présence de Custine apaisa facilement : mais, dans la matinée du 2, un bataillon de grenadiers nationaux et un de volontaires, excités par un capitaine et plusieurs sous-officiers, se livrèrent aux plus grands désordres, pillant les boutiques des horlogers, les maisons religieuses, les églises, brisant et s'appropriant les vases sacrés. Custine accourut, rassembla la garnison et la conduisit dans une petite plaine près de la porte du bas Rhin. Là nos troupes se formèrent en carré; et, après une harangue menaçante, le général donna l'ordre d'arrêter l'officier et les deux sergents que leurs camarades dénoncèrent comme étant les instigateurs du pillage : on trouva sur ces malheureux quelques effets précieux, entre autres des pièces d'argenterie appartenant au prince-évêque de Spire. Custine, qui était autorisé par un décret à prendre des mesures ayant provisoirement force de lois, condamna à mort ces trois militaires. Cette sentence fut exécutée sur-le-champ, sous ses yeux, par les soldats du bataillon où ces hommes avaient trouvé le plus de complices. Ce terrible exemple arrêta le désordre, qui prenait un caractère alarmant; mais on combattit un excès par un autre non moins coupable. L'armée du Rhin n'oublia jamais cet expéditif moyen de rappeler à l'ordre ceux qui s'en écartaient; et les soldats, justement effrayés par cette discipline de fer et

de sang, campaient au milieu des vignes et des vergers sans oser cueillir les fruits suspendus au-dessus de leurs têtes.

La Convention approuva la conduite de Custine; plus tard elle la blâma et cette exécution arbitraire fut un des principaux motifs de la mise en accusation de notre malheureux général. Mais à l'époque de la prise de Spire, le gouvernement, malgré sa répugnance pour l'emploi des moyens trop violents, voulait maintenir dans les armées une certaine mesure d'ordre; car on n'ignorait pas à Paris que les émissaires du parti le plus ardent poussaient les soldats au pillage et aux violences. Le sang qui coula n'était certes pas innocent, et cependant on n'aurait pas dû le faire couler de cette manière. Presque toujours la forme constitue la justice ou l'injustice des actions humaines; et les hommes, revêtus du commandement en chef des armées, sont placés dans une sphère trop élevée pour qu'on doive leur laisser un pouvoir discrétionnaire sur la vie de leurs subordonnés. La discipline militaire n'est pas pour les inférieurs une dure servitude, mais une noble soumission à la loi, et cette soumission, quelque rigide qu'elle puisse être, fait leur grandeur, leur honneur et leur force.

L'armée avait trouvé dans Spire tout ce qui lui manquait; les soldats ne songèrent pas à ce qu'avaient eu d'illégal et d'horrible les exécutions du 2 octobre : les officiers blâmèrent en secret le géné-

ral, mais se turent en public par devoir, et Custine n'entendit que la voix de ses flatteurs qui, dans les camps ainsi que dans les cours, est toujours approbatrice.

Dès notre entrée à Spire, le général en chef avait eu soin d'envoyer une sauvegarde au prince-évêque, moyennant que ce prélat verserait 300,000 francs à la caisse de l'armée : cette somme servit à payer l'arriéré de la solde; et c'était une juste indemnité, car le prince-évêque avait manqué le premier aux conditions des pays neutres en souffrant, sans protestation de sa part, que les Autrichiens occupassent son territoire et établissent dans sa résidence même un de leurs plus importants dépôts. Le combat de Spire devait produire et produisit à Paris une vive impression : l'enlèvement de cette ville et la destruction complète d'un corps de 4,000 Impériaux parurent être les résultats d'un de ces rapides mouvements offensifs qui plaisent tant au caractère national. Le gouvernement exalta donc l'importance de ce succès et, lorsque le lieutenant-colonel Champeaux, aide de camp de Custine, vint, le 6 octobre, présenter à la Convention les cinq drapeaux de la garnison de Spire, on lui décerna de grands honneurs. Les députés et les spectateurs des tribunes éclatèrent en applaudissements frénétiques à la vue des aigles autrichiennes déployées à la barre, et l'Assemblée décréta que ces drapeaux seraient suspendus aux

voûtes de la salle où se tenaient les séances publiques.

Le clergé et la régence de Worms avaient accueilli à bras ouverts le prince de Condé; cette ville était une succursale de Coblentz, Custine avait l'ordre de l'en punir. Aussi, tandis qu'on évacuait sur Landau les prisonniers faits à Spire et les magasins de cette ville, tandis que Chevardin (*) et son corps de partisans, les chasseurs de Saône-et-Loire, allaient occuper Philipsbourg, le général Neuwinger partit le 3 au soir pour Worms avec les troupes de l'avant-garde et le 1er régiment de grenadiers.

(*) Chevardin périt glorieusement dans la Vendée : nous empruntons au Mémorial du dépôt de la guerre (n° 4) le récit de sa mort.

« Le 19 septembre 1793, au combat de Torfou, Kléber, avec 5,000 « hommes de la garnison de Mayence, formant l'avant-garde de « Canclaux, avait tenu en échec pendant six heures l'armée ven- « déenne que commandaient Charette, Lescure et Henri de Laro- « chejacquelein. Débordé par sa gauche et n'ayant qu'un long dé- « filé pour retraite, le général républicain blessé appelle à lui un « chef de bataillon des chasseurs de Saône-et-Loire pour lequel il « avait une amitié et une estime particulières : c'était Chevardin. « Prends, lui dit-il, une compagnie de grenadiers; arrête l'ennemi « devant ce ravin : tu te feras tuer et tu sauveras tes camarades. — « Oui, mon général, répondit ce brave. — Il remet sa montre et « son portefeuille à son domestique : il exécute l'ordre, meurt, et « par son dévouement arrête l'ennemi. »

Quel dialogue et quels hommes tout uniment sublimes! L'antiquité aurait élevé des statues à Chevardin et à ses compagnons : le grand Frédéric en a décerné une au maréchal de Schwerin pour un trépas moins généreux ; depuis dix années le gouvernement a dressé une foule de monuments commémoratifs : combien peu rappellent des services et des guerriers aussi héroïques!

Il s'empara d'un petit dépôt d'habillements et de munitions que les émigrés y avaient laissé et frappa la ville d'une contribution de 1,400,000 fr., dont 220,000 seulement à la charge des bourgeois; 1,180,000 fr. devant être acquittés par les magistrats, l'évêque, les abbayes et les chapitres nobles. Les célèbres statues en argent des douze apôtres, qui ornaient la cathédrale, servirent à payer une partie de cette somme.

Neuwinger se replia, le 7 octobre, sur Spire, et, le lendemain, suivit le mouvement rétrograde de l'armée, qui vint prendre position à la hauteur d'Edesheim, la droite placée à Essingen. Houchard, avec l'avant-garde, resta derrière la Reebach et occupa les villages de Rehutte et de Schifferstadt. Avant de quitter Spire, Custine indemnisa de ses propres deniers de pauvres ouvriers qui avaient tout perdu pendant les journées des 1er et 2 octobre.

Cette retraite était au moins intempestive; un tel acte de prudence, puisque c'est le nom qu'on voulait lui donner, s'alliait mal avec le ton de hardiesse et de témérité que le général en chef affectait. L'armée s'attendait à marcher sur Mayence; car on n'ignorait pas que Custine s'était ménagé des intelligences dans cette place où les principes avoués par la révolution avaient trouvé de nombreux partisans. L'ingénieur-major Eickenmayer entretenait avec le général en chef une correspon-

dance active par l'intermédiaire de MM. Daniel Stamm, Bohmer, professeur à l'université de Worms, et Dorsch, savant théologien et ancien vicaire général de l'évêque constitutionnel du Bas-Rhin. Ainsi pourquoi Custine s'éloignait-il de Mayence, dont la conquête était le but de ses opérations? Dans une entreprise où le temps devait être le principal élément de succès, ne pouvait-il pas attendre à Spire le résultat des négociations entamées, appeler ses renforts et donner le change à l'ennemi en faisant exécuter quelques travaux à Philipsbourg et en menaçant Manheim? Ne courait-il pas au contraire le risque d'affaiblir le moral de ses troupes par une retraite inutile et de perdre leur confiance qu'il venait d'acquérir?

Ces réflexions furent écoutées, discutées et rejetées par Custine, qui attachait alors trop de crédit aux rapports et à l'opinion de certains officiers de son état-major. Le général en chef avait raison de ne pas se fier à la neutralité de l'électeur palatin et aux assurances amicales de cette cour; mais devait-il se retirer précipitamment parce qu'on débitait sans cesse autour de lui que 25,000 Autrichiens des corps de Wallis et d'Erbach passaient la Nahe à Creutznach, et que les princes allemands de la rive droite du Rhin réunissaient leurs troupes à celles du landgrave de Hesse-Darmstadt? Or, tandis que Custine se repliait en hâte sous Landau, le comte d'Erbach arrivait devant Thion-

ville, et la brigade hessoise du général Cochenhausen, ce noyau de la prétendue coalition rhénale, recevait de son souverain l'ordre de reculer jusqu'à Giessen sur la Lahne.

Cependant les reconnaissances revenues de Kayserlautern, d'Alzey et de Worms, ainsi que les émissaires Stamm et Bohmer, arrivés de Mayence, rapportèrent les avis les plus favorables. Tout était disposé pour la réussite de l'entreprise qu'on méditait contre Mayence, et, à l'exception de quelques partis de hussards, l'ennemi ne se montrait en force d'aucun côté. Dans la nuit du 14, l'avant-garde de Houchard se porta à Ogersheim et à Franckenthal; et le lendemain au matin, Custine envoya la brigade du général Falck sur la route de Durckeim à Grunstadt. Ce détachement devait éclairer le flanc gauche de l'armée, et occuper les hauteurs d'Alzey, afin d'observer le débouché de Creutznach; car le général en chef était persuadé que l'ennemi ne tarderait pas à paraître de ce côté.

Le 16, à huit heures du soir, Custine leva le camp d'Edesheim : le lendemain, Houchard se porta en avant de Worms sur le petit ruisseau qui va de Gundersheim à Osthoffen et fit marcher sur Oppenheim un bataillon d'infanterie légère et un escadron du 7e régiment de chasseurs à cheval. Dans la matinée du 18, ce détachement s'empara du pont volant qui mène dans le landgraviat de Darmstadt. Le même jour, à la nuit tombante, l'a-

vant-garde de Houchard arriva à Weissenau. Le 19, le corps d'armée déboucha à la vue de Mayence et s'établit autour de la place; notre droite s'appuyait au village de Hechtsheim, notre gauche au Rhin; nous occupions Bretzenheim, Zalbach, le moulin et les hauteurs de Gonsenheim et la tête des bois de Montbach; le quartier général se plaça à Marienborn. Une de nos colonnes allant de ce village à Zalbach, marchait à portée du canon de la ville; les troupes mayençaises, qui garnissaient les ouvrages avancés, firent feu et nous blessèrent quelques hommes. Cette espèce d'investissement terminée, on éleva des batteries d'obusiers qui tirèrent sur le fort du Haupstein et sur le corps de la place; mais ce n'étaient que des pièces de campagne, et comme les ouvrages de fortification qui enveloppent la principale enceinte de Mayence sont très-étendus, on reconnut promptement l'impossibilité de porter dans la ville des obus de six pouces. Le commandant du génie Clémencey proposa de se servir de boulets rouges; mais Custine lui répondit en riant qu'il aurait *la ville sans recourir à ce moyen incendiaire*. En effet, le général en chef comptait intimider la garnison et les habitants en leur faisant croire à la présence d'une armée considérable : en conséquence, il fit exécuter aux troupes des marches et des contre-marches pendant toute la journée et donna à ses camps une extension démesurée : il pensait aussi que ses émissaires et

leurs partisans auraient plus d'autorité à la vue d'un grand déploiement de forces. Daniel Stamm et Bohmer avaient reçu des indications précises de la part d'Eickenmayer sur les points les plus négligés et les plus faciles à attaquer : nos colonnes s'étaient munies d'échelles, et l'avant-garde avait rassemblé sur le Rhin un grand nombre de bacs et de bateaux. En présence des formidables remparts de Mayence, nos soldats qui, en deux marches de nuit, avaient fait vingt-deux lieues par des chemins détestables et sous une pluie battante, montrèrent néanmoins beaucoup de décision ; car ils avaient pris confiance en leur chef, et les grenadiers de Ruttemberg, campés sur les hauteurs de Gonsenheim, demandèrent à monter aussitôt à l'escalade, promettant à Custine de lui rapporter les clefs de la ville.

Cependant Houchard, qu'on avait envoyé en parlementaire pour sommer la place de se rendre, était revenu à Marienborn avec la réponse du gouverneur, le baron de Gimnich. Ce dernier déclarait qu'il défendrait jusqu'à la dernière extrémité la capitale de l'électeur, son souverain, et, pour appuyer sa résolution, il ordonna à la garnison de tirer sur nos postes avancés : pendant la nuit, la canonnade s'engagea des deux côtés et nos patrouilles reçurent de nombreux coups de fusil. Custine, qui savait bien que ce ne serait pas en employant la force qu'il réussirait dans son entreprise, envoya

de nouveau Houchard, avec une seconde sommation adressée au gouverneur mayençais et une lettre pour les membres de la régence. Le style menaçant du général en chef, l'éloquence rude et tranchante de notre parlementaire et les insinuations d'Eickenmayer firent impression sur M. de Gimnich, qui convoqua un conseil civil et militaire où furent appelés le baron de Stein, ministre de Prusse, le baron de Fechenbach, chanoine du chapitre cathédral, le baron d'Albini, chancelier de la cour, et M. de Kalkhoff, conseiller intime du prince-archevêque. Ces trois dignitaires de la cour ecclésiastique soutinrent qu'il fallait défendre Mayence, mais le gouverneur, le ministre de Prusse et les députés de la bourgeoisie ouvrirent un avis contraire, et, dans une dernière conférence où l'on convoqua les chefs des corps militaires, la reddition de la place fut motivée et résolue.

A sept heures du soir on vit arriver à Marienborn le major Eickenmayer, porteur d'une lettre écrite à Custine par M. le baron de Gimnich; le choix du principal envoyé indiquait assez l'issue que devait prendre la négociation. Eickenmayer était accompagné par M. de Kalkhoff : tous deux munis de pleins pouvoirs pour conclure la capitulation. Custine, de son côté, chargea le maréchal de camp Munier et le commissaire des guerres Pétigny d'entrer en conférence avec les députés

mayençais. Après quelques heures de pourparlers, les quatre commissaires réglèrent une convention définitive en huit articles (6). Pendant la nuit du 20, un brave capitaine autrichien, nommé Andujar, qui n'avait point été appelé au conseil et qui trouvait honteuse la conduite du général Gimnich, s'échappa avec les 1,300 hommes qu'il commandait, traversa le Rhin et se retira par Cassel.

En vertu de l'article 6 de la capitulation, deux compagnies de grenadiers occupèrent, dans la matinée du 22, la porte du Rhin et celle de Gau; à midi, 5,000 hommes entrèrent dans la ville; la garnison se rendit en grande partie à Aschaffenbourg où l'électeur s'était réfugié. Mayence renfermait 180 bouches à feu et un grand approvisionnement de fers coulés, de munitions et d'armes de toute espèce qui tombèrent en notre pouvoir.

La défense de cette place sur les deux rives du Rhin, depuis les crêtes de Sainte-Croix jusqu'à Biberich embrasse un développement de 12,000 mètres de longueur sur près de 8,000 de largeur depuis Hocheim jusqu'au vallon de Zalbach-Dalheim. Le Hartemberg et les hauteurs de Weissenau sont les points principaux sur la rive gauche du fleuve. La forme générale des fortifications de Mayence est une demi-ellipse dont le grand diamètre serait la ligne tracée par le cours du Rhin. La portion du périmètre qui faisait face à la France

était hérissée de moyens défensifs. L'enceinte proprement dite comprenait un bon système bastionné, enveloppé de murs épais et de fossés profonds; les demi-lunes en étaient cependant trop petites. Cette enceinte avait son aile à l'amont du Rhin construite en citadelle : l'autre aile n'était pas revêtue en entier, mais elle avait des fossés pleins d'eau, et le terrain qui descendait à Montbach était marécageux. Cette première enveloppe se terminait par un beau glacis contre-miné; à la queue de ce glacis se trouvait un cordon de cinq forts. Ces forts, qui s'appelaient Saint-Charles, Sainte-Élisabeth, Saint-Philippe, Saint-Joseph et le Haupstein, renfermaient les moyens de chicane d'une guerre souterraine bien entendue. Nous trouvâmes les défenses extérieures de la place palissadées dans toutes leurs parties.

La garnison se composait de 1,400 hommes des troupes de Fulde, de Nassau et de Salm; de 1,300 Autrichiens et de 4,000 volontaires mayençais; c'était assurément plus qu'il n'en fallait pour faire échouer notre entreprise; d'ailleurs, le général Gimnich et la régence avaient d'autres ressources. Dès qu'ils connurent notre apparition dans le Palatinat, ne devaient-ils pas se tenir sur leurs gardes, et demander des secours aux landgraves de Hesse-Darmstadt et de Hesse-Cassel? Il n'est pas douteux que ces deux princes, dont les États étaient protégés par l'occupation de Mayence,

ne se fussent empressés d'y envoyer un renfort de troupes.

Custine, à notre avis, eut tort de ne pas se faire suivre dans cette expédition par un petit attirail de siége qui n'aurait pas ralenti sa marche et qui cependant aurait tiré l'armée d'embarras, si la place avait essayé de résister. En effet, dans le cas où le baron de Gimnich n'aurait pas cédé aussi promptement qu'il le fit aux menaces du général français et aux suggestions d'Eickenmayer et des magistrats de la régence, Custine, malgré l'ardeur de ses troupes, aurait été forcé de se retirer ou de tenter un coup de main dont la réussite n'était rien moins que certaine; tandis qu'en se montrant avec les moyens de porter l'incendie dans la ville, la bourgeoisie, déjà disposée en notre faveur, eût obligé la garnison à se rendre, ou bien eût établi une diversion qui pouvait assurer le succès de l'escalade. Néanmoins Custine mérite de grands éloges pour s'être emparé sans coup férir d'une place qui, l'année suivante, coûta aux Prussiens tant de sang et de travaux.

La prise de Mayence fut un sujet d'effroi et de douleur pour les princes allemands. Les uns crièrent à la trahison, les autres à la corruption, tous à la lâcheté du baron de Gimnich. Celui-ci publia un mémoire justificatif qui ne prouvait autre chose que son incapacité pour remplir les fonctions dont on l'avait chargé. Mayence était une des clefs de

l'empire germanique : lorsque cette place tomba au pouvoir des Français, tous les petits souverains de l'Allemagne, voyant cette barrière renversée, crurent que l'esprit révolutionnaire allait déborder sur leurs États. Il convenait aux intérêts de l'armée d'exploiter ce moment de terreur, et Custine n'hésita pas.

CHAPITRE QUATRIÈME.

Passage du Rhin, occupation de Francfort, de Kœnigstein. — Expédition dans la Vétéravie. Retour de l'armée prussienne sur la Lahne. — Combats de Limbourg, de Francfort et de Rœdelsheim. — L'armée du Rhin se retire dans Mayence.

Le jour même de notre entrée dans Mayence, Neuwinger avait passé le Rhin à Oppenheim et s'était porté sur Francfort avec le 13e de ligne, un bataillon de chasseurs et quatre pièces d'artillerie : en même temps Houchard, à la tête du 2e de chasseurs à cheval et du corps de grenadiers, prenait la route qui conduit de Mayence à Francfort par Cassel, Hocheim et Hœchst. Le 22 au matin, il arriva avec sa cavalerie devant la porte de Bockenheim : les habitants s'effrayèrent, les magistrats accoururent et demandèrent les motifs de cette subite invasion : Houchard leur donna des raisons plausibles, parlementa et obtint l'autorisation d'acheter des rafraîchissements pour sa troupe. Il put donc gagner du temps sous prétexte de se réunir à l'infanterie qui le suivait et fit admettre dans la ville quelques officiers, chargés de s'assurer qu'elle ne renfermait pas des émigrés français. A trois heures de l'après-midi, Neuwinger parut à la porte de Sachsen-Hausen et demanda qu'on reçût dans la ville ses troupes et l'avant-garde de Houchard. Pour toute réponse, les magistrats, revenus de leur sécurité, ordonnèrent de fermer la porte et de lever le pont.

Neuwinger mit aussitôt en batterie ses quatre pièces de canon; cette démonstration fut décisive, et nos deux colonnes entrèrent dans Francfort musique en tête. Houchard fit occuper les rues et les places principales, tandis que Neuwinger allait au Römer et remettait à la régence assemblée une lettre de Custine.

Ces magistrats avaient fait aux émigrés l'accueil le plus favorable et leur avaient prodigué tous les genres de secours : les princes français, les ducs de Nassau et les landgraves de Hesse-Cassel et de Hesse-Darmstadt s'étaient adressés aux banquiers de Francfort, qui se chargèrent de dépôts considérables en argent monnayé et en lettres de change au profit de ces souverains actuellement en guerre avec la République : la régence avait souffert en outre qu'on effectuât des fournitures d'armes et d'effets de campement, des enrôlements d'hommes et des achats de chevaux de remontes, soit pour l'armée de Condé, soit pour le compte du prince de Sayn-Wittgenstein, qu'on savait bien n'être qu'un prête-nom. Custine, s'autorisant de ces actes d'hostilité, imposa à la ville, sous peine d'exécution militaire, l'obligation de payer à titre de dédommagement une somme de 2,000,000 de florins. Le lendemain 23, il y eut un premier versement de 500,000 florins, et Neuwinger annonça que les trois autres quarts de la contribution seraient payés exclusivement par les familles nobles et par les éta-

blissements religieux situés sur le territoire de Francfort : la régence envoya une députation à Custine, et obtint une remise de 500,000 florins.

Le 26, Houchard s'avança du côté de Giessen, occupé par la brigade du général Cochenhausen, s'empara des riches salines de Naüheim entre Friedberg et Butzbach et fit prisonnier le détachement de Hessois chargé de les défendre. Nos troupes légères se répandirent sur la Lahne et mirent à contribution tout le pays de Nassau; mais la neutralité absolue de Wetzlar fut respectée, et Custine adressa une sauve garde à cette ville et à la cour impériale dont elle était le siége.

Le 7e bataillon de chasseurs entra, le 25, dans Kœnigstein, qui capitula aux mêmes conditions que Mayence. La garnison sortit avec les honneurs de la guerre et conserva la faculté de se retirer où bon lui semblerait en emmenant une pièce de canon. Kœnigstein, situé à deux lieues de Francfort et à quatre de Mayence, assurait nos communications entre ces deux villes: sa défense fut confiée à 400 volontaires commandés par le capitaine de grenadiers Meynier du 82e régiment de ligne, ci-devant Saintonge. Le 31 octobre, Neuwinger laissa dans Francfort une garnison de quatre bataillons et échelonna le reste de sa division à Berghen et à Weilbell sur la Nidda, afin de soutenir Houchard.

Maître de Mayence, Custine s'y crut invincible: pour le récompenser de cette conquête qui avait

excité au plus haut degré l'enthousiasme des Parisiens, la Convention nationale le nomma général en chef de l'armée du Rhin. Dès ce moment il devint seul responsable de ses opérations; néanmoins M. de Biron ne quitta Strasbourg qu'au mois de décembre suivant (7).

L'active imagination de Custine, relevée par le fumet de la victoire et par le charme de sa nouvelle position, se laissait entraîner à des chimères : il se persuada que le délabrement de l'armée de Brunswick était tel que de longtemps la possession du Palatinat et de la rive droite du Rhin ne nous serait disputée; en conséquence, il fit réunir de grands magasins d'approvisionnements dans les villes ouvertes de Worms et de Franckenthal. Custine croyait garder tranquillement ses conquêtes, prendre ses cantonnements d'hiver sur le pays ennemi et continuer à lever de fortes contributions dans l'Allemagne rhénale. A ses projets il ne manquait que d'être exécutables. En effet, Custine ne pouvait disposer que de 24,000 hommes au plus, quoiqu'il eût dégarni de troupes le département du Bas-Rhin, qu'il n'eût laissé à la hauteur de Franckenthal qu'un seul bataillon, le 4e des Vosges, pour couvrir l'intervalle entre Landau et Mayence, et que, dans cette dernière place, il ne restât que 3,000 hommes sous le commandement du général François Wimpfen. Cependant le moment approchait où nous aurions à tenir tête à la grande armée prussienne du duc de Brunswick.

Notre expédition sur la rive droite du Rhin, toute d'un intérêt pécuniaire, était une faute grave, si on l'examine aux points de vue politique et militaire : il est facile néanmoins d'indiquer la véritable cause qui décida Custine à prendre ce mauvais parti : les caisses de l'armée étaient vides, les troupes ne recevaient pas de solde ou seulement de faibles à-compte. Or nos courses dans une contrée riche et sans défense devaient nous procurer l'argent dont nous avions si grand besoin, et Custine pensa qu'il n'avait rien de mieux à faire pour s'attirer la confiance du gouvernement que de recourir à ce moyen. Toutes les raisons militaires lui prescrivaient au contraire d'agir par la rive gauche du fleuve, d'occuper en force le Hundsrück et de s'établir sur la droite de la Moselle, de manière à harceler les mouvements des Prussiens ; car il fallait craindre que le duc de Brunswick, dont les généraux Dumouriez et Kellermann avaient cessé de suivre la retraite, ne se ravisât et ne vînt de Trèves sur Mayence, où il serait arrivé avant que cette place eût reçu un approvisionnement convenable. Il était non moins impolitique de rançonner Francfort et d'imposer de grosses contributions sur les abbayes et les principautés situées entre le Mein et la Lahne, parce que ces exécutions fiscales allaient soulever infailliblement contre la République de nouveaux ennemis. En effet, le Corps germanique ne tarda pas à protester que nous avions été les premiers à violer les conditions de

la neutralité et la Diète ordonna de tripler la force militaire des contingents ordinaires et d'accélérer les autres préparatifs de guerre.

Quelques historiens prétendent que les dépouilles des palais de l'électeur de Mayence, des châteaux des ducs de Nassau et des abbayes de la Franconie n'ont servi en grande partie qu'à enrichir Custine et ses favoris, entre autres Houchard, qui avait été son aide de camp de prédilection. M. de Jomini, qui l'inculpe à cet égard, semblerait néanmoins prêt à l'excuser si Custine, égal par le génie militaire à Marlborough ou à Villars, avait pu, comme ces grands généraux, cacher ses rapines sous une voûte de lauriers. Cette injuste accusation est contredite par les faits les mieux établis. L'argenterie et les autres objets précieux enlevés aux résidences princières et aux riches établissements religieux furent soigneusement inventoriés, numérotés et réunis en ballots cachetés par les commissaires des guerres Blanchard et Villemanzy. Au mois de janvier 1793, Custine les remit aux représentants du peuple Reubell et Merlin de Thionville, qui les envoyèrent au président de la Convention. Les habitudes du général en chef étaient simples, sa dépense modérée, son équipage peu nombreux : il se composait de deux fourgons particuliers, dont un contenait ses livres, ses cartes et ses registres de correspondance : sa fortune personnelle était considérable, et cependant ce n'est

pas une raison pour qu'on ne lui sache pas gré de son inaltérable désintéressement : car dans tous les temps et sous tous les régimes, assez d'exemples ont prouvé que les généraux les plus riches ne sont pas toujours ceux qui pratiquent la plus sévère probité.

Tout le monde pensait que Custine marcherait sur Coblentz, et cette opinion s'était tellement accréditée qu'une députation de la régence de cette ville arriva au quartier général peu de jours après la capitulation de Mayence. Ces députés venaient traiter des intérêts de leurs concitoyens; à Coblentz on redoutait de terribles représailles de notre part, motivées sur la protection hautement accordée aux princes et aux émigrés français; et la régence offrait de payer une contribution volontaire de quatre millions de francs pour que notre occupation fût paisible; car la majorité des habitants détestaient l'électeur de Trèves, leur souverain, à cause de son excessive avarice. Custine renvoya ces députés sans vouloir donner une réponse positive; ils partirent le plus secrètement qu'ils purent, craignant beaucoup que leur démarche inutile ne fût dénoncée à l'électeur et sévèrement punie.

Le duc de Brunswick avait aussi des inquiétudes pour Coblentz; car il savait que nous ne rencontrerions pas d'obstacles sérieux sur notre passage, puisque le cours du Rhin, dans le Hundsrück, était libre, que Rheinfeld ne contenait qu'une

faible garnison, Erhenbresthein une compagnie d'invalides, et que la vallée de la Lahne n'était observée que par la seule brigade du général Cochenhausen : aussi, dès que ce prince fut informé de notre entrée dans Mayence, il détacha les 8,000 Hessois et Saxons de la division auxiliaire des Cercles et les fit voyager jour et nuit sur des charrettes, afin de sauver Coblentz et Erhenbresthein.

Cependant le général Biron pressait Custine de revenir sur la rive gauche du Rhin et de se porter contre la ligne d'opérations des Prussiens avec les 24,000 hommes dont il pouvait disposer : il l'engageait à abandonner Mayence, à ruiner les fortifications de cette place et à compléter l'approvisionnement de Landau et des postes sur la ligne de la Queich avec les magasins de Worms et de Franckenthal. La proposition de détruire les remparts de Mayence fit jeter les hauts cris à tous les ingénieurs de l'armée : à leurs yeux c'était du vandalisme le plus pur; et cependant le conseil de Biron était le meilleur qu'on pût alors donner et le moins dangereux à suivre; mais il fut inutile, parce qu'il s'adressait à un général qu'avait enivré un premier sourire de la victoire. D'ailleurs Custine était à juste titre trop fier et trop jaloux de cette conquête pour qu'il osât toucher à sa belle ceinture de remparts; il ne se croyait pas autorisé à démanteler une place aussi magnifique, soit qu'il fût effrayé de cette grande destruction, soit qu'il eût deviné tout

de suite le parti qu'on pourrait tirer de l'occupation de Mayence en cas de revers. Il lui semblait aussi trop dangereux de s'aventurer sur la rive gauche du Rhin entre ce fleuve et l'armée de Brunswick sans être appuyé par Kellermann et Kellermann par Dumouriez. Or Dumouriez, pressé de retourner sur la frontière du Nord, avait en quelque sorte disloqué, dès le 5 octobre, l'armée de Champagne, et après en avoir envoyé une partie dans les Ardennes avec Valence et une autre dans la Flandre sous Beurnonville et d'Harville, s'était rendu à Paris, où il s'occupait à rompre les négociations entamées avec le roi de Prusse. Kellermann, réduit à 15,000 hommes de troupes harassées, leur donnait du repos sur la Moselle et les avait cantonnées entre Sarrelouis et Longwy.

Custine, décidé à conserver Mayence et à se maintenir sur la rive droite du Rhin, fit tracer une grande tête de pont autour de Cassel : à la fin du mois d'octobre, 2,500 paysans ouvrirent les travaux sous la direction du chef de bataillon du génie Gay de Vernon : dans le même but, le général en chef engagea Kellermann à marcher sur Trèves et Coblentz, afin que l'armée du centre et l'armée du Rhin se trouvassent à la même hauteur. Mais Kellermann ne crut pas devoir obtempérer aux sollicitations de son collègue et demeura dans ses cantonnements sur la Moselle : Custine, hautain avec ses égaux et violent par caractère, adressa à la Convention na-

tionale des plaintes amères contre le vainqueur de Valmy. Le Conseil exécutif accueillit favorablement les accusations de Custine : l'armée de la Moselle changea de chef : Beurnonville en reçut le commandement.

La division hessoise, détachée de l'armée du duc de Brunswick, était arrivée le 27 à Coblentz, avait passé le Rhin le même jour et rejoignit à Marbourg la brigade du général Cochenhausen : ce qui forma sur la haute Lahne un corps de 18 bataillons. Le 7 novembre, on apprit que l'avant-garde de Kalkreuth bordait le cours inférieur de cette rivière depuis la Dill jusqu'au Rhin et que ce général avait placé dans Limbourg la brigade de Wittingshoff.

Custine, qui avait laissé les Prussiens effectuer tranquillement leur mouvement rétrograde, songea à les attaquer lorsqu'ils étaient réunis et en position derrière la Lahne. Le 8 novembre, il quitta Mayence où l'on attendait 12,000 hommes de renfort amenés du haut Rhin par le général Van-Helden et rassembla en avant de Kœnigstein la division entière de Neuwinger et la brigade de cavalerie de Lafarelle : Munier et Houchard rallièrent tous leurs détachements et reçurent l'ordre de marcher sur Limbourg et d'en chasser Wittingshoff. De son côté, le général en chef se porta par Usingen au-dessus de la droite de Munier dans la direction de Weilbourg et de Wetzlar, afin de menacer la gauche de l'armée prussienne.

La ville de Limbourg, enfoncée dans un vallon, est couverte sur la rive gauche de la Lahne par des hauteurs appelées le Capellenberg : c'est là que les Prussiens avaient construit une redoute, désignée pour être leur place d'armes en cas d'attaque. Wittingshoff se trouvait détaché à la pointe la plus saillante des cantonnements de son armée, il occupait Limbourg avec 2,000 hommes d'infanterie, 500 hussards et 4 pièces de canon. L'avant-garde de Munier se composait des 2e et 7e de chasseurs à cheval, du 7e bataillon des chasseurs à pied et du 1er bataillon des volontaires du Jura. Houchard, qui en était le chef, connaissait parfaitement le genre de guerre qu'on pouvait faire avec des avant-gardes et manœuvrait avec beaucoup d'habileté et de précision toutes les fois que le nombre de ses troupes ne dépassait pas certaines limites. Ce jour-là, il avait marché avec tant de précaution qu'il était parvenu à cacher son mouvement aux Prussiens : il voulut même attendre, pour commencer son attaque, que leurs patrouilles fussent rentrées, après la reconnaissance du matin. Le 9 vers midi, lorsqu'une partie de l'infanterie prussienne était occupée à nettoyer ses fusils, Houchard arriva si brusquement qu'il surprit et enleva la grand'garde près du Capellenberg. L'infanterie de Wittingshoff courut aux armes, et nos deux bataillons se formèrent au pied de la montagne. Cependant les volontaires montrèrent de l'hésitation à la vue de ces hau-

teurs qu'il leur fallait gravir sous le feu de la mousqueterie ; mais Houchard les rassura par son exemple et ses paroles : il s'adressa à leur intelligence, moyen de succès toujours certain avec des Français, parce qu'il est approprié à l'esprit national. Il fit observer au lieutenant-colonel Sibaud, qui conduisait la colonne d'attaque, que son bataillon, le 1er du Jura, pouvait monter à la redoute du Cappellenberg sans éprouver aucune résistance de la part des feux ennemis qui seraient directs et par conséquent peu dangereux à cause de la roideur des pentes : qu'ainsi un combat à l'arme blanche deviendrait le seul obstacle à vaincre. L'événement justifia les prévisions de Houchard ; et les volontaires du Jura gravirent la montagne presque sans perte, malgré la fusillade bien nourrie des Prussiens. Le 7e bataillon de chasseurs attaqua la redoute en flanc, et l'enleva en forçant la barrière qui était mal disposée et qui ne put pas être défendue. Les Prussiens se retirèrent dans Limbourg où ils furent suivis par le bataillon du Jura ; Wittingshoff repassa aussitôt la Lahne. Dans cette action vive, mais courte, puisqu'elle ne dura qu'une heure environ, les Prussiens perdirent 150 morts ou blessés et 200 prisonniers, parmi lesquels trois officiers. Notre avant-garde eut 60 hommes tués ou hors de combat ; au nombre des blessés était M. de Becdelièvre, lieutenant-colonel du 7e bataillon de chasseurs. Le lieutenant-

colonel Sibaud et l'adjoint à l'état-major Barthélemy, qui remplissait auprès de Houchard les fonctions d'adjudant-général d'avant-garde, se distinguèrent l'un par la manière dont il conduisit la tête de notre colonne, l'autre par l'habilité qu'il mit dans l'ensemble des dispositions.

Wittingshoff se retira dans Montabauër où le duc de Brunswick arriva, le 10, avec une division; les Hessois retournèrent à Marbourg et, le même jour, Houchard et Munier marchèrent sur Weilbourg et se réunirent à Neuwinger.

Custine ne pouvait pas avec ses 24,000 hommes continuer à garder l'offensive, il se replia et, le 17, vint prendre position dans les montagnes entre Kœnigstein et Homhourg.

Le duc de Brunswick passa la Lahne le 25 : son armée était partagée en trois corps principaux : l'avant-garde, sous les ordres du prince héréditaire de Hohenlohe-Ingelfingen, se dirigeait de Limbourg sur Camberg : le 27, elle rencontra les avant-postes de Houchard qui se replièrent à son approche. Le centre où se trouvait le roi de Prusse suivait l'avant-garde à un jour de marche, et la gauche, commandée par Kalkreuth, s'était réunie à Butzbach aux Hessois et se portait par Assenheim et Bergen sur Francfort.

Les mouvements de l'armée prussienne se dirigeaient plus particulièrement contre notre droite, et il n'est pas facile de comprendre pourquoi le

duc de Brunswick employait tant de précautions pour éviter un combat dans les montagnes et comment, avec 50,000 hommes des meilleures troupes de l'Europe, ce prince s'obstinait à nous manœuvrer au lieu d'attaquer et d'enlever de front une position défendue par 24,000 soldats dont un tiers au moins de nouvelle levée.

Le 26, Custine fit exécuter à son armée un changement de front l'aile droite en arrière et la porta derrière la Nidda entre Kœnigstein et Hochst : les deux régiments de grenadiers furent placés dans Rœdelsheim et Neuwinger se mit en seconde ligne avec le reste de sa division : à notre gauche, Houchard s'était retiré devant le prince de Hohenlohe-Ingelfingen et avait successivement occupé Usingen, Hombourg et Ober-Ursel où sa droite se retrancha dans les montagnes. Pour couvrir cette aile, Custine donna ordre d'armer trois fortes redoutes sur les hauteurs de Cronenbourg : ces travaux ne furent qu'ébauchés faute de temps et de bras.

Dans cette position l'armée prêtait le flanc gauche aux corps ennemis et faisait face à Francfort. Custine avait laissé dans cette grande ville, peuplée de 40,000 habitants, une faible garnison de 2,300 hommes commandés par le maréchal de camp Van-Helden. Ces troupes étaient un bataillon du 82e de ligne, trois bataillons de volontaires, au nombre desquels le 6 de la Haute-Saône, et un es-

cadron de dragons. Dans la matinée du 28, les éclaireurs ennemis chassèrent le détachement qui occupait Bergen; et l'avant-garde de Kalkreuth parut à la vue de Francfort. Le général prussien fit aussitôt sommer le commandant français de lui rendre la place et Van-Helden, suivant l'usage, refusa d'entrer en pourparler.

Van-Helden, Hollandais réfugié en France, avait été l'élève du célèbre ingénieur Dumoulin. Recommandé par les généraux Biron et Alexandre de Beauharnais, il avait plu dès le premier moment à Custine qui le crut un homme de guerre consommé parce qu'il en avait le langage. Mais cet officier, si fort dans le cabinet, montra bientôt à ses dépens et aux nôtres quelle différence existe entre bien faire la guerre et en bien parler.

Le lendemain de la sommation de Kalkreuth, c'est-à-dire le 29 au matin, Van-Helden pensa qu'il pouvait être temps d'organiser quelques-uns des moyens de défense prescrits par Custine (8). En conséquence il envoya un détachement à l'arsenal de Francfort pour s'emparer de toute l'artillerie qu'on y trouverait. Mais les habitants s'attroupèrent, arrêtèrent nos soldats, les magistrats survinrent et Van-Helden, qui n'avait pris cette résolution que trop tard et à contre-cœur, y renonça dès la première démonstration de résistance.

Entre quatre et cinq heures du soir, Custine se rendit à Francfort et alla descendre droit au

Rômer. Son arrivée imprévue jeta l'inquiétude parmi les habitants; car ils redoutaient que le général en chef, instruit des scènes tumultueuses qui avaient eu lieu à l'arsenal, n'en demandât raison aux membres de la régence. Custine au contraire eut l'air d'ignorer ce qui s'était passé et témoigna aux magistrats beaucoup de confiance et les meilleures dispositions. Il venait au milieu d'eux, disait-il, pour les rassurer et leur promettre que dans le cas où il serait contraint par les événements à livrer un combat dans le voisinage de la ville, il aurait soin de la préserver de tous les dommages qui ne sont pas inséparables de l'état de guerre, et que même, si le roi de Prusse voulait consentir à neutraliser Francfort, il était tout prêt à conclure cet arrangement. Après ces déclarations amicales, il quitta le Rômer et se rendit chez Van-Helden auquel il annonça des renforts. Custine ne revint que le lendemain matin à son quartier général et fit occuper Bockenheim par le 3e bataillon des Vosges et le 7e de chasseurs à cheval. Dans la journée il reçut une longue lettre de Van-Helden et lui envoya de nouvelles instructions (9).

La population de Francfort, ville riche et commerçante, est ordinairement grossie par des milliers de Hessois, de Palatins et de Prussiens qui viennent y exercer leur industrie. A l'arrivée du parlementaire de Kalkreuth, ces hommes avaient fait éclater une joie bruyante et des cris menaçants

que Van-Helden dut laisser impunis; car la bourgeoisie et les magistrats, aigris par la cupidité de nos agents, refusèrent leur assistance pour contenir cette populace.

Le 2 décembre, le duc de Brunswick, informé de l'état intérieur de la ville et des dispositions des habitants, dirigea trois colonnes de Hessois sur Francfort : l'une devait attaquer la porte Neuve; l'autre celle de Tous-les-saints; la troisième se portait au débouché du pont de Sachsen-Hausen sur la rive gauche du Mein.

Van-Helden, qui dans sa lettre du 30 novembre avait développé avec une extrême lucidité tous les genres de périls qui le menaçaient, et cela à grand renfort de citations historiques, n'avait réuni près des portes aucun bon moyen de défense. Elles étaient gardées comme à l'ordinaire, c'est-à-dire plutôt mal que bien : car on négligea les consignes au point qu'un grand nombre de soldats hessois s'introduisirent dans Francfort à l'aide de déguisements : la garnison était éparpillée le long des remparts, quoiqu'il n'y eût à craindre ni une surprise, puisqu'il faisait grand jour, ni une escalade, puisqu'il aurait fallu jeter sur le fossé un pont de fascines : la milice bourgeoise avait conservé ses armes; les habitants ne reçurent pas l'ordre de rester dans leurs maisons et la foule encombrait les rues, les places et les alentours de nos corps de garde. Le général Wimpfen, en parlant de cette

affaire, déclare *que Van-Helden se conduisit comme un franc écolier.* Aussi lorsque Van-Helden voulut employer sa réserve, qui se composait de deux canons de petit calibre et de trois pelotons d'infanterie pour secourir le détachement occupé à la défense de la porte Neuve, la populace se précipita sur les pièces, les dételа, les renversa de leurs affûts et dispersa l'escorte et les canonniers. Ce premier acte de violence fut le signal d'une insurrection presque générale. La multitude, précédée des garçons de métiers, courut à la porte Neuve, désarma nos soldats et livra l'entrée de Francfort aux Hessois. Nos troupes se battirent avec acharnement : les bourgeois montrèrent envers nos blessés beaucoup d'humanité ; ils les reçueillirent et souvent les préservèrent du massacre. Enfin, après une heure et demie de lutte opiniâtre où l'adjudant-général Custine déploya beaucoup d'habileté et le plus brillant courage, la garnison se rendit prisonnière de guerre au nombre de 1,158 hommes. Van-Helden fut arrêté dans son logement : nos dragons et environ 300 hommes d'infanterie sortirent par la porte de Bockenheim et rejoignirent le 1er bataillon du 2^{e} de grenadiers au poste de la Potence : ce fut encore le fils de Custine qui guida leur retraite. Le 6^{e} bataillon de la Haute-Saône, qui s'était fait remarquer par son intrépide résistance, passa le pont de Sachsen-Hausen dont la colonne hessoise, venant par la rive gauche du Mein,

ne s'était pas emparée à temps, et rentra par Oppenheim. Nous perdîmes dans cette action, outre les prisonniers, près de 400 hommes, les Hessois 200; le prince de Hesse-Philipstadt fut tué à l'attaque de la porte Neuve.

Dans la matinée du même jour, le prince de Hohenlohe-Ingelfingen, fidèle à son système de tourner un adversaire qu'il pouvait aborder de front, essaya de déloger Houchard de la position que celui-ci tenait entre Ober-Ursel et Cronenbourg. La colonne, dirigée contre notre extrême gauche, gravit avec peine un mauvais sentier qui menait sur la crête de la montagne de Cronenbourg et, après avoir brûlé quelques cartouches, revint sur ses pas lorsqu'elle eut reconnu l'impossibilité de franchir les ravins et les bois qui couvraient notre flanc. Les troupes, qui attaquèrent la droite de Houchard à Ober-Ursel, furent repoussées à la suite d'un engagement assez vif où se distingua le 1er bataillon des chasseurs de Paris, corps de nouvelle formation récemment arrivé à l'armée. Notre gauche ayant ainsi repoussé l'ennemi, le général Houchard put faire retirer son infanterie et son artillerie sans être inquiété; il couvrit leur mouvement avec le 2e régiment de chasseurs à cheval et vint prendre position au village d'Eschborn, derrière le ruisseau qui descend de Cronenbourg.

A la nouvelle de l'attaque de Francfort, Custine

avait fait passer la Nidda à la division de Neuwinger, à la brigade de cavalerie de Lafarelle, et s'était avancé jusqu'à Bockenheim. Là il sut la victoire des Prussiens et mit ses troupes en position. Le roi Frédéric-Guillaume et le duc de Brunswick traversèrent Francfort sans s'y arrêter; Kalkreuth, à la tête d'une forte avant-garde et de dix escadrons de hussards et de dragons, marcha sur Bockenheim. Notre artillerie, habilement placée en avant de ce village, arrêta par une canonnade très-meurtrière le mouvement de la cavalerie prussienne qui ne put même pas se déployer : à la nuit tombante, Neuwinger se retira dans le village et dans les bois de Rœdelsheim et le général en chef revint à Höchst dont le pont fut abattu. Le lendemain, l'armée rétrograda sur Mayence : les Prussiens nous suivirent à une assez grande distance et de manière à ne pas inquiéter notre marche. Le 3 au soir, l'armée repassa le Rhin : Custine plaça une garnison de 10,000 hommes dans Mayence et cantonna les divisions de Neuwinger et de Munier, la première sur la Nahe à Bingen et à Creutznach, la seconde à Oppenheim, Franckenthal et Worms. Il ne demeura sur la rive droite que la garnison de Kœnigstein et une arrière-garde de trois bataillons qu'on laissa à l'aventure dans Hochheim; car elle était insuffsante pour protéger la construction de la tête de pont de Cassel.

Le général en chef fit évacuer sur Mayence les

restes de quelques magasins prussiens pris dans le Rhingau : on commença aussi à retirer des moulins de Nieder-Walluf les grains et les farines qui s'y trouvaient amassés : mais cette opération fut interrompue par l'ennemi qui, grâce à la négligence et à l'extrême lenteur de nos commissaires et employés aux vivres, s'empara d'une quantité considérable de subsistances. Les blessés et les malades étaient en si grand nombre que les hôpitaux de Mayence n'avaient pu suffire à les recevoir et on avait été contraint de les loger dans les maisons des habitants. Cependant, malgré le zèle des médecins et chirurgiens, soit militaires, soit de la ville, le service était en souffrance à cause de la dissémination des malades, et Custine forma un grand hôpital dans le palais de l'Électeur ; on ne conserva pour le quartier général que les appartements particuliers du prince-archevêque.

Les travaux de Cassel avaient été conduits en trente-six jours de manière à soutenir l'armée dans sa retraite. La portion élevée du rempart présentait déjà sept emplacements de batteries ainsi que des gradins et des banquettes pour l'infanterie.

Depuis le combat de Limbourg, Custine se sentit comme frappé par le contre-coup de la faible atteinte qu'il avait portée à l'avant-garde prussienne. En rendant compte de cette affaire au ministre, il terminait ainsi le rapport du 10 novembre : « Je voudrais n'avoir jamais que de bonnes

nouvelles à vous annoncer, et que la fortune secondât toujours mes entreprises, mais elle est femme et mes cheveux grisonnent. » A partir de ce jour Custine devint plus timide et plus indécis : car il est des sentiments que l'âge et l'expérience ne sauraient changer. Il s'était accoutumé à considérer les lieutenants du grand Frédéric comme les plus redoutables généraux de l'Europe; et il jugeait les troupes prussiennes bien moins d'après leurs récentes défaites en Champagne que d'après les souvenirs des triomphes de Rosbach et de Leuthen. Ce n'est pas à nous, hommes du XIX^e^ siècle, à méconnaître le prestige qui environne de vieilles bandes, vaincues un jour, mais auparavant victorieuses dans cent rencontres. Les mouvements de Custine sur la rive droite du Rhin ne manquèrent pas de précision, si ce n'est cependant la double détermination de conserver Francfort et Kœnigstein. Tant il est vrai qu'en toutes choses les leçons du passé, même les plus récentes, ne sont que bien rarement profitables.

En effet, pourquoi imiter la faute commise six semaines auparavant par les Hessois, et laisser en enfants perdus 400 hommes dans le petit fort de Kœnigstein, que les cantonnements prussiens étaient au moment de cerner? La conduite du commandant Meynier et de sa brave garnison fut glorieuse, ainsi que nous le verrons plus tard, mais de quelle utilité fut-elle aux intérêts de l'armée? Quant au

parti de garder Francfort, Custine est sans excuses. En effet, pour contenir la population turbulente de cette ville et, en même temps, résister aux Prussiens, il aurait fallu pouvoir disposer de 15,000 hommes au moins, c'est-à-dire des trois cinquièmes de l'armée. Dans son rapport au président de la Convention nationale (10), Custine attribue à la trahison la reprise de Francfort, et dénonce l'assassinat de nos soldats. La trahison de Van-Helden n'était que de la faiblesse et de l'imprévoyance; mais le massacre des Français par les habitants et la fabrication des 10,000 poignards sont deux assertions contraires à la vérité. Cependant il est très-vrai qu'à Bockenheim un volontaire remit à Custine un poignard qu'il affirmait avoir enlevé pendant le combat à un homme vêtu en bourgeois. Ce poignard fut envoyé au président de la Convention, et déposé sur le bureau de l'assemblée. On fit grand bruit à Paris et à Mayence de cet événement, qui s'explique d'une manière bien simple. Il suffit de se rappeler que, dans la matinée du 2 décembre, beaucoup de Hessois, soldats et ouvriers, les uns déguisés, les autres avec leurs habits de travail, avaient eu la facilité de s'introduire dans Francfort. Or, ces hommes n'étaient pas venus sans dessein, et se mêlèrent à la lutte dès qu'elle fut engagée : ils avaient des armes cachées et quelques-uns d'entre eux portaient de longs coutelas. On en prit un ; et Custine, qui cédait trop aisément aux

impressions violentes, et qui craignait de s'être attiré les reproches du gouvernement, laissa accréditer cette fable *des Vêpres francfortoises*. Il croyait aussi donner aux soldats un désir plus vif de venger leurs camarades; et, d'après cette pensée, il permit *à l'administration publique de Mayence de faire célébrer une messe solennelle des morts pour les citoyens français traîtreusement assassinés dans la ville impériale de Francfort.* En même temps on répandit dans l'armée une foule de relations exagérées de ce malheureux événement; et Custine ne désavoua que faiblement la plus calomnieuse de toutes, celle qui portait la signature de son aide de camp, Daniel Stamm. Mais les véritables habitants de Francfort réclamèrent avec force contre ces imputations; et ils avaient raison : car ils s'étaient montrés bons, humains, généreux envers nos blessés, et s'étaient même exposés à des périls réels pour dérober plusieurs de nos soldats soit à la mort, soit à un combat inégal.

Dans les débats de son procès, Custine a développé les motifs qui l'avaient déterminé à conserver Francfort : il a prétendu qu'il avait voulu faire de cette ville un poste avancé pour couvrir le front de sa position sur la Nidda et les travaux de fortification entrepris autour de Cassel. Si cette explication n'est pas l'excuse d'une faute qu'on craignit d'avouer en présence de juges impitoyables, comment le général en chef a-t-il pu confier à une faible

garnison et à un commandant pusillanime la garde d'un poste auquel il attachait tant d'importance? Van-Helden, dira-t-on, était arrivé de l'armée du Haut-Rhin avec la réputation d'être un excellent officier : MM. de Biron et de Beauharnais vantaient son instruction et sa capacité ; ses premiers discours et ses manières confirmèrent d'abord cette opinion. Ainsi le choix de Custine doit paraître suffisamment justifié : car à cette époque, où chefs et soldats n'avaient presque aucune expérience de la guerre, il fallait bien croire que ceux-là étaient réellement les plus habiles qui parlaient le mieux d'une science que personne n'avait encore que peu ou point pratiquée. Néanmoins Van-Helden montra, dès l'apparition des Prussiens, tant de trouble et d'impéritie que Custine, qui passa à Francfort la soirée du 29 et la matinée du 30 novembre, est blâmable de n'avoir pas augmenté la garnison et changé le commandant, s'il voulait garder la ville. Mais le meilleur parti à prendre était de quitter Francfort et d'en retirer nos troupes, comme le conseillaient les adjudants-généraux Custine et Beaurevoir. Le général en chef se rangea d'abord à leur avis, hésita pendant les journées des 30 novembre et 1^er^ décembre; et l'on peut affirmer que s'il n'a pas suivi le conseil de son fils et de Beaurevoir, impérieusement dicté par les circonstances, c'est parce qu'il redouta de s'attirer les reproches de la Convention, en abandonnant

une prise aussi considérable que Francfort sans avoir été attaqué par les Prussiens. Custine se trouvait dans une de ces positions critiques pour un général en chef où certaines considérations étrangères à la guerre prévalent sur les meilleures déterminations; il fallait qu'il commît une faute ou qu'il encourût une disgrâce : il n'eut malheureusement pas la force de renoncer à la faveur dont le gouvernement le comblait.

Van-Helden a publié en 1798 une relation justificative de sa conduite. Dans cet écrit, imprimé à la Haye, l'ancien commandant de Francfort accuse le général Custine de connivence avec le roi de Prusse; cette inculpation n'est qu'un écho tardif de l'acte d'accusation de Fouquier-Thinville, et la calomnie prend un caractère doublement odieux lorsqu'elle frappe sur un tombeau : Van-Helden n'avait nul besoin de recourir à ce moyen pour justifier la plupart de ses opérations; car il lui était facile d'attribuer au général en chef toute la responsabilité de la catastrophe de Francfort.

Le 6 décembre, le roi de Prusse fit investir Kœnigstein et somma le capitaine Meynier de lui remettre ce fort. Notre brave commandant mena le parlementaire prussien au milieu de la garnison formée en carré; là il déclara qu'il aimerait mieux mourir que de capituler sans avoir résisté jusqu'à la dernière extrémité. Les soldats répondirent par acclamations qu'ils partageaient les sentiments et

la résolution de leur chef. Alors Meynier se tourna vers l'adjudant du duc de Brunswick ; « Allez, mon-« sieur, lui dit-il, allez rapporter au roi, votre « maître, ce que vous avez vu et entendu. Voilà « ma seule réponse. » Les Prussiens, qui voulaient assurer à leurs quartiers de rafraîchissements entre le Mein et la Lahne la tranquillité dont ils avaient grand besoin, ne nous laissèrent maîtres que du poste de Cassel, sur la rive droite du Rhin. Le 14, ils s'emparèrent de la petite ville d'Hochheim, que nos trois bataillons d'arrière-garde eurent le bon esprit d'évacuer sans résistance. Le même jour, Custine déclara Mayence en état de siége.

Vers la fin du mois, nous apprîmes la mauvaise issue de l'expédition de Beurnonville. Ce général s'était décidé à remplir strictement les ordres du pouvoir exécutif, et avait en conséquence levé ses cantonnements sur la Sarre. Il partit de Saint-Wendel pendant une saison affreuse, et s'enfonça dans un pays âpre et ruiné, pour aller combattre le prince de Hohenlohe-Kirchberg sur la position qu'il occupait dans les défilés en avant de Trèves.

Certes, les registres militaires d'aucun peuple de l'Europe ne contiennent rien de plus incroyable que les rapports de Beurnonville à la Convention. C'est un tissu de combats opiniâtres et de prodiges de valeur : on croirait que l'Ajax de la république en était aussi le Roland. On y voit que, *grâce à la maladresse des Autrichiens, qui tirent trop haut*

ou trop bas, nos soldats remportaient des victoires sans éprouver de perte, et qu'ils tuaient 1200 hommes aux ennemis sans avoir *à regretter autre chose que le petit doigt d'un chasseur* (*). Le bon sens national et la malignité parisienne firent justice de ces ridicules fanfaronnades; on se moqua des bulletins de Beurnonville et de la Convention, qui eut la maladresse de les répandre avec profusion. Cependant l'armée de la Moselle se perdit dans les neiges, s'épuisa de marches et de fatigues inutiles, et, après les sanglants combats de Pellingen et de Wavren, fut obligée de revenir derrière la Sarre, où elle prit ses quartiers d'hiver. Ainsi tombèrent les espérances que Custine avait fondées sur la coopération de l'armée de Beurnonville.

La rigueur de la saison était excessive : le Rhin charriait d'énormes glaçons, et la garnison de Mayence avait levé le pont de bateaux. Huit bataillons furent désignés pour travailler aux fortifications de Cassel; ils se mirent à l'ouvrage avec un zèle admirable : nos soldats, malgré le froid et la neige qui les accablaient, ne laissèrent échapper ni plaintes ni murmures; ils montrèrent un dévouement et une persévérance au-dessus de tout éloge : nous regrettons de ne pouvoir pas donner les noms ou les numéros de ces intrépides bataillons.

(*) Rapport de Beurnonville en date du 20 décembre 1792.

CHAPITRE CINQUIÈME.

(CAMPAGNE DE 1793.)

Arrivée des commissaires de la Convention. — Combat de Hochheim. — États-majors. — Licenciement des gendarmes à Landau. — Description de la tête de pont de Cassel.

Le 1 er janvier 1793, les commissaires de la Convention Reubell, Haussmann et Merlin de Thionville arrivèrent à Mayence ; Custine leur fit décerner les plus grands honneurs militaires, et les logea dans le palais électoral de Saint-Martinsbourg.

Selon nous, on a beaucoup trop vanté la résolution que la Convention adopta d'envoyer à chaque armée une commission de représentants du peuple; sans doute il est bon, peut-être même indispensable, dans un gouvernement purement démocratique, où le droit de souveraineté appartient à une assemblée toujours divisée en deux factions rivales, que le pouvoir, c'est-à-dire l'expression de la volonté de la majorité, ait un symbole vivant auprès des agents de la force publique : car il serait à craindre, en l'absence de cette autorité vigilante, que l'unité d'action et d'impulsion ne vînt à s'altérer parmi les troupes, et que celles-ci, se conformant aux sentiments de leurs généraux, ne professassent dans telle armée l'opinion de la majorité de l'Assemblée, dans telle autre celle de la minorité. Les premiers Conventionnels n'avaient reçu que des pouvoirs

limités et spéciaux; leur autorité, resserrée dans un cercle assez borné, ne se manifestait que par des conseils; néanmoins leur présence ne produisit pas tout le bien qu'on s'en promettait, et ils devinrent pour les généraux en chef de continuels sujets d'inquiétude et de tracasseries. Plus tard, le décret du 30 avril 1793 investit les représentants en mission d'une omnipotence dictatoriale; alors ces vizirs de la souveraineté du peuple personnifièrent partout où ils se trouvaient réunis ou isolés l'entier despotisme de la Convention. On a prétendu qu'ils avaient organisé la victoire sur nos frontières, deviné le génie de nos plus célèbres capitaines et qu'ainsi la France devait à Levasseur de la Sarthe, Jourdan et Macdonald; à Hentz, Gouvion-Saint-Cyr; à Saint-Just, Hoche et Marceau; à Gasparin et à Salicetti, Bonaparte. L'histoire contemporaine, qui avant tout veut être vraie, a rendu la plus éclatante justice aux vertus patriotiques et aux qualités guerrières de la plupart des représentants; mais elle a détruit une partie de leurs prétentions déraisonnables : car la victoire ne s'improvise pas; elle s'organise à l'aide de bonnes institutions militaires; elle s'est rangée sous nos drapeaux lorsque l'expérience et l'instruction des troupes ont été de pair avec leur courage et leur patriotisme. Non, Jourdan, Moreau, Bonaparte, et leurs principaux lieutenants, Kléber, Marceau, Saint-Cyr, Desaix, Masséna, Augereau, Bernadotte, n'avaient besoin ni de

l'assistance ni de l'intervention des commissaires de la Convention pour discipliner leurs soldats, les animer aux combats, fixer la fortune, ou, ce qui est plus difficile encore, résister savamment aux revers. Par quel étrange entraînement le général Foy a-t-il été conduit à fortifier de l'autorité de ses paroles l'opinion que certains esprits superficiels ou amis du merveilleux s'étaient formée de la manière de combattre suivie dans les armées républicaines? Est-ce à Jemmapes, à Fleurus, à Neresheim, à Biberach, que le général Foy a vu Jourdan, Pichegru ou Moreau pratiquer la singulière tactique à laquelle il attribue nos victoires avant la venue de Bonaparte en Italie?

« On entamait l'action avec des nuées de tirail-
« leurs à pied et à cheval;... ils harcelaient l'ennemi,
« échappaient à ses masses par leur vélocité, et
« à l'effet de son canon par leur éparpillement.....
« Toutes les positions renferment en elles-mêmes
« ou dans l'arrangement des troupes qui les défen-
« dent quelques lacunes qui favorisent l'assaillant.
« Les tirailleurs s'y précipitaient par inspiration....
« L'artillerie volante accourait au galop, et mitrail-
« lait à brûle-pourpoint. Le corps de bataille s'é-
« branlait dans le sens de l'impulsion indiquée :
« l'infanterie en colonnes, la cavalerie intercalée,
« afin d'être disponible partout et pour tout.
« Quand la pluie des balles et des boulets de l'en-
« nemi commençait à s'épaissir, un officier, un

« soldat, quelquefois un représentant du peuple « entonnait l'hymne de la victoire. Le général met- « tait sur la pointe de son épée son chapeau sur- « monté du panache tricolore, pour être vu de loin « et pour servir de ralliement aux braves. Les « soldats prenaient le pas de course; ceux des pre- « miers rangs croisaient la baïonnette; les tam- « bours battaient la charge... Pour résister aux en- « fants de la patrie, il aurait fallu être aussi pas- « sionnés qu'eux-mêmes... Nos fantassins... rame- « naient par centaines les colosses d'Allemagne. « Nos chasseurs à cheval s'emparaient du canon... « Les fuyards devaient leur salut... le plus souvent « à la mollesse de nos poursuites, conséquence né- « cessaire du décousu de nos attaques.... Bona- « parte vint,.... et renversa un système vicieux. » —(*Histoire de la Guerre de la Péninsule*, tom. 1er, pag. 102, 103, 104, 105, et 106.)

A la lecture de ce brillant tableau, devenu populaire malgré son peu de vérité, ne semblerait-il pas que nos premières armées républicaines se conduisaient au hasard, sans chefs pour les commander, sans états-majors pour coordonner les dispositions de détail et l'ensemble des affaires? Ne dirait-on pas que pendant les campagnes de 1792, 93, 94 et 95 les soldats entraînaient leur général au lieu d'être guidés par sa volonté? Ce mémoire servira peut-être à prouver que nos troupes, malgré leur inexpérience, n'agissaient

pas d'une manière aussi tumultueuse. M. le général Foy le savait mieux que personne, et certes il est raisonnable de croire que ce grand orateur eût changé les couleurs de cette description, et les eût remplacées par d'autres plus fidèles, si l'Histoire des guerres dans la Péninsule espagnole avait été achevée et publiée de son vivant. Nos armées obtinrent des succès, pendant les premières campagnes de la révolution, toutes les fois que leurs chefs suivirent de plus ou moins loin les leçons et les exemples donnés par Turenne, Luxembourg, Maurice de Saxe ou Frédéric; elles éprouvèrent des défaites lorsqu'on s'éloigna des règles d'un art, le plus difficile de tous, parce qu'il les comprend tous. Et certes la conduite de la plupart des représentants du peuple ne servit pas médiocrement à corrompre les bonnes traditions militaires. Parmi eux, il en est qui n'usèrent pas de l'omnipotence qu'on leur avait attribuée, et ceux-là firent peu de mal ou de bien, car ils ne firent rien ou presque rien. Mais ceux qui voulurent se mêler de tout, et ce fut le plus grand nombre, introduisirent la confusion, l'espionnage et la délation. L'esprit continuellement préoccupé par des soupçons de trahison, ils relâchèrent les liens de la discipline, de cette discipline qui règle les rapports entre le supérieur et le subordonné, en élevant écharpe contre écharpe, pouvoir contre pouvoir, et en exerçant leur action à tout propos

et dans toutes les questions. Enfin, c'est à la suite de ces magistrats du peuple que parurent au milieu des camps l'attirail de la guillotine et son affreuse escorte. S'il est vrai que plusieurs de nos succès ont été produits par la présence des commissaires de la Convention, il faut néanmoins se bien persuader que la France ne doit ses plus durables triomphes qu'au génie de ses généraux et à l'héroïsme de ses soldats. Mais ce qui appartient sans réserve aux représentants du peuple, ce sont ces déplorables mesures qui poussèrent au commandement des armées cette tourbe d'ignorants et d'obscurs ambitieux dont la subite élévation fut une honte pour la République.

Custine n'avait pas vu arriver sans douleur les commissaires du gouvernement; néanmoins il eut la prudence de cacher son déplaisir sous les dehors du respect, de la déférence et quelquefois sous les formes de la flatterie. De leur côté, les Conventionnels se montrèrent pleins d'égards et d'attentions pour le général en chef, qui les appelait dans tous ses conseils et leur faisait part de toutes ses déterminations. Le surlendemain de l'arrivée des représentants, Custine ordonna une sortie, et chargea Houchard, qui était l'officier général auquel il accordait le plus de confiance, d'aller avec douze bataillons et deux batteries reprendre la petite ville d'Hochheim. On a prétendu qu'il avait voulu faire sa cour aux nouveaux venus et célébrer leur entrée

dans Mayence par un succès militaire. Si tel fut le motif de cette expédition, il n'était pas possible de choisir un moment plus inopportun pour une action de ce genre : car on avait été obligé de lever le pont du Rhin, à cause de l'énorme quantité de glaçons que ce fleuve charriait, et la communication entre les deux rives était presque interrompue.

Les Prussiens gardaient faiblement le poste d'Hochheim, ils en furent chassés; Houchard y établit le général Sédillot, ayant sous ses ordres le 2e de grenadiers, quatre bataillons de ligne et 12 pièces d'artillerie; lui, se plaça de sa personne à Costheim avec le reste des troupes en réserve.

Le 6 janvier, 8,000 Prussiens et Hessois, favorisés par une neige si épaisse qu'on pouvait à peine se distinguer à vingt pas de distance, avaient marché pendant la nuit de manière à entourer Hochheim. A trois heures du matin, les Hessois attaquèrent Sédillot, tandis qu'une colonne prussienne, prenant notre gauche à revers, marchait contre Houchard par le chemin de Costheim : heureusement, cette colonne s'égara dans l'obscurité, perdit son point de direction, tourna sur elle-même et revint sans s'être engagée. Ces mouvements incertains des Prussiens furent ignorés de nos généraux; ce qui les délivra de beaucoup d'inquiétude, et leur donna le moyen de sortir de la mauvaise position où ils étaient placés. Sédillot n'eut à résister qu'à l'attaque de front des Hessois; et bien que, supérieurs en nom-

bre, ils la fissent avec vigueur, nos troupes se seraient tirées de là sans de trop grands efforts si le 2e de grenadiers n'avait pas abandonné le poste principal d'Hochheim. Les autres bataillons soutinrent courageusement une lutte où l'on combattit souvent corps à corps. Houchard, averti par la vivacité du feu que son avant-garde était sérieusement attaquée, quitta Costheim, traversa, sans le savoir, sans voir et sans être vu la colonne prussienne, et rejoignit Sédillot lorsque ce général, cerné de tous les côtés, se frayait à la pointe de la baïonnette et de l'épée un chemin au milieu des Hessois. Nos troupes se replièrent en assez bon ordre sur Cassel, où Custine venait d'arriver; il donna des éloges aux soldats, réprimanda sévèrement le 2e de grenadiers, et, peu de jours après, mit à l'ordre de l'armée et dénonça à la Convention les noms de six officiers de ce régiment qui, retenus à Mayence par une affaire de plaisir, étaient absents de leurs compagnies au moment du combat. Le général en chef cajolait en toute occasion les soldats, et affectait de la dureté, quelquefois même de la grossièreté, envers les officiers; il rejeta donc sur eux la faute commise par le régiment entier. Notre perte fut de 600 hommes environ, dont 400 prisonniers; mais toute l'artillerie placée à Hochheim tomba au pouvoir de l'ennemi, parce qu'on avait négligé de faire ferrer les chevaux à glace.

Ce revers termina la campagne. Pendant les

mois de janvier et de février, les Prussiens demeurèrent tranquilles dans leurs cantonnements, et la garnison de Mayence continua la construction de la tête de pont de Cassel.

Malgré les déférences réciproques que se témoignaient à l'envi les commissaires de la Convention et le général en chef, il était aisé d'apercevoir que le caractère hautain et despotique de ce dernier ne s'accommoderait pas longtemps de cet état de soumission. Custine, pour se dérober à la gêne d'une autorité et d'une surveillance qui chaque jour lui devenaient de plus en plus insupportables, inspectait les places de l'Alsace, celles de la Franche-Comté, et faisait de fréquentes visites aux divisions de Munier et de Neuwinger. Il changea aussi quelques-unes de ses habitudes : il se mêla beaucoup moins de politique, et il fit bien, car la politique est assez ordinairement funeste aux militaires; il parut plus rarement dans les clubs et laissa à Reubell le soin et l'honneur de diriger et de haranguer l'administration républicaine qui s'était formée sous la présidence du citoyen Dorsch. En revanche, Custine donna tout son temps à l'armée. L'état-major était ce qu'il y avait de plus défectueux dans notre organisation. L'Assemblée constituante avait créé des adjudants-généraux et des adjoints qui remplissaient les fonctions auparavant exercées par les membres de l'état-major général et des états-majors particuliers de l'infan-

terie et de la cavalerie. Mais les premiers choix avaient été presque tous si mauvais, que pour effectuer les reconnaissances un peu difficiles, il fallait sans cesse avoir recours aux officiers du génie ou de l'artillerie. Ces derniers suffisaient à peine au service journalier dans leurs armes spéciales; et Custine s'occupa pendant l'hiver de trouver de bons adjoints aux adjudants-généraux : il donna l'ordre de rechercher dans les corps, et principalement parmi les volontaires, les officiers qui, ayant pratiqué les arts graphiques, seraient disposés à se livrer aux études et au travail de l'état-major. Il s'en présenta un grand nombre.

Parmi ceux que désigna Custine, il en est deux qui se sont élevés à la plus haute renommée. L'un était Kléber dont le rude génie et la taille athlétique rappelaient les héros d'Homère : esprit vaste, généreux, lucide, sommeillant quelquefois, se réveillant toujours à l'approche de la tempête, et se mouvant à l'aise dans nos armées républicaines ; superbe audacieux, atteignant sans effort au sublime, et grand homme incomplet, parce qu'il ne voulait pas occuper le premier rang pour lequel la nature l'avait fait, qu'il s'ennuyait au second, et qu'il aspirait à rester parmi ses égaux, mais comme un drapeau, en s'élevant au-dessus d'eux. L'autre est ce guerrier qui reçut de Bonaparte, premier Consul, le titre de *premier lieutenant de l'armée*, qui, devenu général en chef, ambassadeur, ministre, législateur,

fut plus heureux, aussi sage et non moins habile que Catinat; qui demeura insensible à la faveur des cours et amant de la patrie et du devoir en face des enivrantes séductions de la grandeur; qui donna une charte militaire à la France et laissa après lui d'utiles et d'admirables écrits pour l'instruction des hommes d'État et des hommes d'épée, auxquels sa vie doit servir de modèle : chacun sent que je veux parler de Gouvion-Saint-Cyr.

A cette époque, Kléber était adjudant-major du 4e bataillon des volontaires du Bas-Rhin, et Gouvion-Saint-Cyr capitaine dans les chasseurs à pied de Paris. Ils devinrent ainsi les camarades de Desaix, qui plus tard fut leur ami, leur émule, leur frère d'armes, qui vécut comme Paul-Émile, mourut comme Décius et mérita par ses vertus le surnom de *Sultan juste*, que lui décernèrent les peuples de la haute Égypte. Desaix avait été aide de camp de M. Victor de Broglie, et, depuis la suspension de son général, faisait partie de l'état-major en qualité d'adjoint.

Le 26 janvier, nous apprîmes le supplice de Louis XVI : les commissaires de la Convention et les membres mayençais du club rhéno-germanique ordonnèrent des réjouissances publiques, où l'allégresse officielle ne fit pas faute : à la nouvelle de ce terrible événement, Custine, qui était à Spire auprès de la division de Munier, *fut comme abasourdi*. En effet, malgré son zèle pour la cause de

la République et ses ardentes déclamations contre la royauté, le général en chef n'avait même pas des rancunes de courtisan contre le malheureux Louis XVI : il croyait que la mise à mort de ce prince était un acte aussi détestable qu'impolitique, et aurait voulu qu'on le gardât en otage, parce qu'on se serait ménagé ainsi une puissante garantie contre certaines éventualités de l'avenir, et que les souverains alliés nous auraient fait une guerre moins acharnée.

Le supplice du roi fournit une preuve du secret désaccord qui existait entre les sentiments politiques des régiments de ligne et ceux des bataillons nationaux : les uns regrettèrent un souverain que pendant longtemps on leur avait appris à vénérer et à aimer; les autres fêtèrent la catastrophe du 21 janvier comme la plus glorieuse victoire sur l'esprit monarchique. Cette différence d'opinions inspira des inimitiés si vives, que Custine et les représentants du peuple eurent recours à des mesures de police extraordinaires : elles étaient indispensables, car les officiers de tous grades, et même quelques généraux, tenaient des réunions secrètes où il fut mis en délibération si l'on émigrerait, si l'on enverrait des démissions collectives ou individuelles, enfin si l'on devait continuer à rester au service. Le maréchal de camp Alexandre Berthier était au nombre de ceux les plus disposés à adopter le premier parti : cet officier général et le lieutenant général Jarry

avaient eu la confiance entière de Luckner, et, après les événements du 20 juin et du 10 août, avaient vivement excité l'indécis maréchal à imiter la conduite de Lafayette. Il est certain que beaucoup d'officiers auraient quitté l'armée si la présence de l'ennemi ne les avait pas retenus à leur poste, en faisant regarder toute retraite, quel qu'en fût le motif, comme une véritable désertion. Néanmoins, le général Ruttemberg émigra et alla rejoindre le corps de Condé.

Custine mit si bien à profit le repos de l'hiver, qu'à la fin du mois de février il avait terminé ses préparatifs militaires, réorganisé toutes les administrations, le service des vivres, celui des fourrages, complété le matériel de l'artillerie, l'équipement des troupes et rétabli la plus sévère discipline. Un dernier exemple de désordre fut donné par les gendarmes nationaux cantonnés à Ogersheim : ce corps, réputé d'élite, demandait une augmentation de solde.

Custine fit venir chaque division, l'une après l'autre, sur la place d'armes de Landau, au centre de la garnison assemblée, et leur signifia la réquisition des représentants du peuple en vertu de laquelle il prononçait leur licenciement; puis, s'adressant aux escadrons réunis :

« Déposez vos armes et vos chevaux, car vous « êtes indignes de demeurer dans nos rangs : je ne « connais que des esclaves qui marchandent leurs

« services. Or, sachez-le bien, ce n'est pas à moi « qu'on dictera des lois. Vous parlez de déserter « vos drapeaux! Vous ouvrirez donc un passage à « l'ennemi! Eh bien! si vous avez conçu ce lâche pro- « jet, si la Patrie n'est rien pour vous, si l'honneur « est mort dans vos âmes, partez, partez tous : mes « lettres, mes vengeances vous poursuivront dans « vos départements : je m'attacherai à vous comme « une Furie..... » (*)

Ces paroles menaçantes ayant produit quelque impression sur les mutins, Custine leur offrit de continuer à servir moyennant une paye de 20 sous par jour; et, montrant le flanc gauche de la place, il ajouta que ceux qui accepteraient sa proposition n'avaient qu'à passer de ce côté. Le plus grand nombre obéit, et alla se ranger à l'endroit que le général avait désigné.

Au commencement de mars, les travaux de Cassel avaient acquis le degré de force dont leur construction en terre et en fascines devait les rendre susceptibles. Cette tête de pont s'était élevée en cinq mois, on l'avait tracée de manière à pouvoir faire combattre vingt mille hommes sur la position, con-

(*) Custine leur tint parole, car on trouve dans le livre d'ordres de l'armée des Pyrénées à la date du 4 avril 1793 :

« La seule frayeur de ces braves militaires (gendarmes du « 3e escadron) est qu'on leur envoie des gendarmes de rem- « placement, de ceux qui se sont déshonorés dans l'armée « du général Custine.

« *Signé* Lacuée. »

sidérée comme un camp retranché, et à pouvoir la défendre avec 3000 hommes. Sa gorge fut fixée à 900 mètres, et le tracé général était le périmètre d'un demi-polygone aplati, composé de quatre côtés de 330 mètres chacun. Chaque côté fut bastionné et couvert d'une grande demi-lune. Ce tracé général produisit une couronne à trois bastions centraux très-ouverts et à deux demi-bastions collatéraux. Le profil avait un rempart de 15 décimètres de haut, et les fossés en avaient 28 de profondeur : ce qui produisit un relief total d'environ 64 décimètres. L'aile droite fut dirigée sur le fort de Mars qu'on arma de dix pièces de canon; cette batterie prenait à revers les approches des bastions de droite : l'aile gauche fut conduite sur l'extrémité de l'île Saint-Pierre, garnie d'une batterie de neuf pièces qui flanquait les bastions de la gauche. La plaine qui séparait l'aile droite du fort de Mars fut coupée par deux retranchements profilés sans fossés et avec gradins, derrière lesquels on établit des camps. Enfin on fortifia et on arma de batteries toute l'île Saint-Pierre. Quatre-vingt-dix bouches à feu défendaient les remparts de Cassel. On enveloppa la contrescarpe par une ligne souterraine de fougasses établies avec des comminges trouvées dans les arsenaux de Mayence.

Les dépenses de ces travaux jusqu'au moment où l'on cessa de considérer la tête de pont comme un ouvrage de campagne, pour la transformer en

un ouvrage plus solide et permanent, s'élevèrent à la somme de 228 mille francs pour plus de 2000 mètres de développement de retranchements de toute espèce; et nous comprenons dans cette dépense ce qu'ont coûté les abatis et les palissades dont Cassel fut enveloppé pendant sa construction. (Traité d'Art militaire, par Gay de Vernon, t. 1^er^, p. 264.)

CHAPITRE SIXIÈME.

Expédition dans le Hundsrück. — Combats de Stromberg et de Bingen. — L'armée se retire derrière la Nahe. — Combat d'Ober-Flœrsheim. — Retraite sur Weissembourg.

Custine avait profité des derniers jours de la mauvaise saison pour se rendre à Paris. A son retour, il apprit la reddition de Kœnigstein : le brave Meynier avait capitulé, le 9 mars, faute de vivres. La perte de ce fort et de sa valeureuse garnison ne parut pas à Custine un malheur capable de dissiper l'espèce d'enivrement qu'il rapportait de Paris. On lui avait promis plus qu'il n'avait demandé ; le ministre s'était empressé d'approuver toutes ses mesures et tous ses plans ; la commune de Paris l'avait accueilli avec enthousiasme et fêté avec transport ; la Convention l'avait comblé d'éloges.

Custine, plein de confiance dans les offres et les belles paroles du conseil exécutif, se méprit d'abord sur les causes de l'excessive bienveillance que le gouvernement lui témoignait. Son imagination, toujours ardente, fermentait pour mille projets. Mais l'illusion fut de courte durée : elle se dissipa à mesure que nous avançâmes sur le théâtre de la guerre ; et l'abondante récolte de promesses faites et reçues à Paris ne produisit presque pas de bons fruits.

L'armée du Rhin se composait de 43,000 hommes, en ne comprenant pas dans ce nombre les 35,000 qui gardaient les places fortes de l'Alsace et des Vosges, depuis Huningue jusqu'à Bitche. L'armée de la Moselle était de 30,000 hommes, que Ligniville, successeur provisoire de Beurnonville, tenait blottis derrière la Sarre. Ce général semblait craindre de découvrir les villes de Metz et de Thionville, qui certes, abandonnées à leurs propres moyens, pouvaient bien se défendre contre les 20,000 Autrichiens du prince de Hohenlohe-Kirchberg. Ainsi la France avait, à l'ouverture de la campagne de 1793, près de 108,000 bons soldats placés entre la Moselle et le Rhin. Cependant jamais la position de ces deux armées ne fut plus critique qu'à cette époque, à cause des fâcheuses mesures adoptées par le gouvernement. Le système qu'on suivait alors est empreint d'un tel esprit de vertige, qu'on ne saurait trop le blâmer et en déplorer les funestes conséquences. Après la malheureuse expédition sur Trèves, Beurnonville avait obtenu le portefeuille de la guerre, et n'en demeurait pas moins chargé du commandement en chef de l'armée de la Moselle. Cette bizarre combinaison, qui transférait à Paris le quartier général d'une armée campée sur la Sarre, réduisait Ligniville à un rôle passif, celui d'exécuter des mouvements et des dispositions militaires conçus dans le cabinet ou dans les salons du ministre. Pour com-

ble d'embarras, Custine ne pouvait, sans l'ordre exprès de Beurnonville, tirer aucun renfort des garnisons de l'Alsace et de la Lorraine, qui, malgré l'urgence et les besoins imprévus de la guerre, devaient continuer à n'être soumises qu'aux règlements ordinaires. L'armée du Rhin était numériquement trop faible pour rester isolée et sans appui en face des 60,000 Hessois, Prussiens et Autrichiens, répandus dans les vallées de la Lahne et du Mein. A notre droite, la division de Munier, cantonnée entre Oppenheim et Spire, observait Wurmser et le prince de Condé : à notre gauche, Bingen était couvert par Neuwinger, et Creutznach par Houchard qui avait passé la Nahe. Notre position ne pouvait pas être plus fausse, puisque les détachements des corps ennemis, laissés à Coblentz et à Trèves sous les ordres du général Romberg et du prince de Hohenlohe-Kirchberg, s'avançaient, sans être inquiétés, jusqu'à Simmeren et Lauterecken.

Le 14 mars, 1,200 partisans prussiens, commandés par Sczékuly, et soutenus par une des brigades de Romberg, se portèrent contre notre division de gauche, dont les avant-postes se replièrent et abandonnèrent la position qu'ils tenaient aux environs de Stromberg. Houchard crut qu'il avait affaire à toute l'avant-garde du duc de Brunswick et se retira un peu trop précipitamment; mais il reconnut assez vite son erreur; et, le 17, attaqua

Sczékuly, le battit et le poursuivit au delà de Stromberg sur le chemin de Baccharah.

Custine, voulant s'opposer aux progrès des Prussiens dans le Hundsrück, invita le général Ligniville à se porter avec l'armée de la Moselle jusqu'à Bickenfeld et Lauterecken, afin qu'elle se trouvât placée à la hautéur de Houchard et appuyât notre gauche. Mais Ligniville avait reçu l'ordre de ne pas quitter la défensive derrière la Sarre, et crut avoir fait au delà de ce qu'il devait faire en laissant à Saint-Wendel la division Destourmelle pour établir la communication entre les deux armées.

Le 19, Custine partit de Mayence avec 10,000 hommes. La veille de son départ, il remit le commandement supérieur de la place au général Doyré. Le célèbre Meunier, arrivé depuis peu de temps à l'armée, fut spécialement chargé de défendre Cassel et de diriger les opérations des troupes sur la rive droite du Rhin.

Doyré et Meunier étaient les ingénieurs les plus instruits de l'armée : le premier, d'un esprit méthodique et froid, d'un caractère ferme et d'une prudence consommée, manquait de forces et d'activité physiques; déjà avancé en âge, il ne pouvait même que difficilement monter à cheval; l'autre, encore jeune, d'une robuste organisation, d'une humeur impétueuse, était avide de tout connaître et de tout entreprendre; génie sublime, recherchant

avec l'infatigable persévérance de l'académicien et du militaire la solution de ce grand problème: De quelle manière et jusqu'à quelles limites les sciences mathématiques peuvent-elles contribuer au perfectionnement du métier et de l'art de la guerre?

Custine laissait dans Mayence 22,000 bons soldats, ayant des chefs habiles et jaloux de se faire une glorieuse réputation, tels qu'Aubert-Dubayet, Schaal, Beaupuy, Kléber et Boisgérard, le plus entreprenant des officiers du génie après Meunier. Les magasins de la place contenaient 20,000 sacs de farine et 24,000 de blé; il y avait 14 moulins, dont la moitié réservée aux habitants. L'armement des remparts était incomplet: il se composait de 270 bouches à feu, dont 130 pièces de canon dites électorales, 60 en fer vieilles et presque hors de service, et 80 canons français, tirés des arsenaux de Strasbourg et de Landau.

Le 20, Custine arriva à Creutznach, et fit aussitôt marcher sur Stromberg la division de Houchard, forte de 6,000 hommes. Ce général y trouva Sczékuly, qui était revenu la veille occuper cette petite ville avec son corps de partisans et deux bataillons. Les Prussiens n'étaient pas en mesure de nous résister; leur chef eut l'imprudence de les engager à fond; aussi furent-ils complétement battus, perdirent 300 hommes, et se retirèrent en désordre sur le chemin de Taxweiler. La montagne au-dessus de Stromberg est couronnée par un vieux

château que les troupes de Sczékuly défendirent avec opiniâtreté. Le 5e bataillon d'infanterie légère, et le 1er des volontaires de la Corrèze, commandé par Delmas, qui faisait ce jour-là ses premières armes, se conduisirent avec une vigueur et une intelligence rares. Le capitaine-adjoint Barthélemy combattit au milieu de ses compatriotes et partagea avec eux les honneurs de la journée: c'est à cette rencontre que le 1er de la Corrèze commença sa belle réputation, que, dans le reste de la campagne, son chef et ses soldats ont si glorieusement étendue.

Sczékuly ne fut que faiblement poursuivi, et se replia du côté de Simmeren qu'occupait la division du général Romberg.

Custine, encouragé par les premiers succès de Houchard, s'apprêtait à marcher sur Saint-Goar où les Prussiens avaient établi de grands magasins. Déjà nos têtes de colonnes s'étaient portées dans cette direction, lorsqu'à la nuit tombante elles reçurent l'ordre d'arrêter leur mouvement; car, tandis que notre armée s'avançait dans le Hundsrück, Destourmelle, cédant aux instances réitérées de Custine, s'était enfin décidé, presque à l'insu de son général en chef, à occuper le revers occidental des Vosges; il avait même poussé un détachement jusqu'à Lauterecken, et des avant-postes jusqu'à Messenheim sur la basse Glann. Mais au quartier général de l'armée de la Moselle

on n'exécutait que les ordres venus de Paris, et Beurnonville prescrivait de surveiller toutes les gorges de la frontière, de ne les dégarnir sur aucun point, et de bien se garder d'entreprendre aucun retour offensif. En conséquence, Ligniville venait de rappeler Destourmelle derrière la Sarre : deux officiers d'état-major, arrivés à Creutznach, portaient la nouvelle de cette intempestive retraite.

Il était évident que Custine ne pouvait se maintenir dans le Sohner-Wald, qu'autant que l'armée de la Moselle se fût avancée au delà des sources de la Nahe, et qu'elle eût occupé, à la hauteur de notre gauche, le Hohe-Wald. Le mouvement rétrograde de Destourmelle découvrait complétement notre gauche, et Custine conçut d'abord l'excellente idée de repasser sur la rive droite de la Nahe, et d'aller occuper les hauteurs d'Alzey : il fit même exécuter la reconnaissance à fond de cette position, par deux de ses officiers de confiance, l'adjudant-général Gay de Vernon et le capitaine-adjoint Gouvion-Saint-Cyr (*). Mais ce projet fut abandonné aussitôt que formé, et Custine se décida à prendre la position la plus fâcheuse

(*) Le talent du dessin que possédait Saint-Cyr le fit désigner comme adjoint aux adjudants-généraux : il fut d'abord attaché en cette qualité à l'officier du génie Gay de Vernon, chargé des reconnaissances militaires. (Notice biographique jointe aux Mémoires du maréchal Gouvion-Saint-Cyr, p. 13.)

lorsqu'on tient la défensive : il commit la faute d'adosser son armée à la Nahe.

Le plateau très-élevé de Hungergriwerwoff, entre Bretzenheim et Sponheim, sépare la Guilbach d'avec la Grevebach : c'est là que le général en chef établit le centre de l'armée, en arrière des défilés de Stromberg et de Schonnenberg ; à gauche, Houchard surveillait le passage de Sobernheim, et à droite la division de Neuwinger occupait Bingen et les collines de Wald-Algesheim. Le camp de Hungergriwerwoff fut placé sur le sommet de la montagne, et comme le plateau allait en pente douce du côté de Stromberg et de Schonnenberg, on couvrit le front du champ de bataille par des redans et par un système de batteries dont les feux se croisaient sur les débouchés des défilés et des routes qu'allait occuper l'ennemi.

En effet, le roi de Prusse et le duc de Brunswick quittaient la rive droite du Rhin : ils laissèrent autour de Cassel la division du général Schœnfeld, composée de 12,000 hommes, ayant en réserve la brigade des gardes, cantonnée à Wisbaden. Le 25 mars, l'avant-garde prussienne, commandée par le prince héréditaire de Hohenlohe-Ingelfingen, passa le fleuve sur un pont de bateaux jeté à Baccharah, et vint occuper dans la soirée Stromberg, où elle se réunit à la division du général Romberg et au corps de Székuly : les éclaireurs s'avancèrent jusqu'à Roth. Toute la

journée du lendemain fut employée par le prince de Hohenlohe à pousser des reconnaissances contre notre position : elle s'allongeait sur un développement de quatre lieues : au centre elle offrait quelques obstacles naturels et artificiels à forcer, mais elle était faible aux extrémités, surtout à droite du côté de Bingen. Le 27, l'avant-garde prussienne se dirigea sur Wald-Algesheim : les chemins traversaient un sol naturellement gras, ils étaient presque impraticables; les colonnes du prince héréditaire de Hohenlohe eurent de la peine à s'en tirer, et, pendant toute la matinée, ne purent effectuer que des attaques partielles où nos troupes gardèrent constamment l'avantage. Dès les premiers coups de canon, Custine mena au secours de la droite le 13e de ligne, régiment qui méritait toute sa confiance. Lorsque le général en chef arriva auprès de Neuwinger, celui-ci avait conservé toutes ses positions; l'ennemi se retirait dans les bois, et la fusillade n'était entretenue des deux côtés que par des tirailleurs. Les mouvements des Prussiens se prolongeaient sur leur gauche; Custine le fit remarquer à Neuwinger, en l'engageant à se renforcer en face d'eux, et à ne pas trop compter sur les difficultés du terrain qui protégeaient notre droite. Neuwinger répondit que les Prussiens avaient éprouvé trop de pertes dans la matinée pour renouveler la même manœuvre et recommencer le combat, que la journée était finie,

qu'il avait suffisamment de troupes pour répondre de sa position, et qu'il priait le général en chef de retourner sans inquiétude au camp de Hungergriwerwoff, et d'y ramener les deux bataillons du 13e de ligne. Custine se laissa persuader et vaincre par les raisons de Neuwinger. Ce vieux militaire, plein d'honneur et de bravoure, était d'une obstination insurmontable; on ne rectifia aucune des mauvaises dispositions prises à notre droite, et le général en chef revint au camp de Hungergriwerwoff avec le 13e de ligne. A quatre heures du soir, Neuwinger était attaqué de nouveau. Le prince héréditaire de Hohenlohe avait partagé ses troupes en deux colonnes; l'une, dont il s'était réservé la direction, marchait le long du Rhin, l'autre, sous les ordres du prince de Wurtemberg, se portait contre Wald-Algesheim, que défendaient le 2e régiment de grenadiers et le 1er bataillon des volontaires de la Corrèze.

Au moment d'être abordé par les Prussiens, le 2e régiment de grenadiers lâcha pied sans combattre et abandonna ses canons; mais le commandant Delmas et le bataillon de la Corrèze ne se laissèrent pas décourager par cet exemple, et tinrent bon sur les hauteurs de Wald-Algesheim. La résolution de cette vaillante troupe pouvait ramener les fuyards; et il faut admirer la constance et l'intelligence de ces sept cents jeunes soldats qui résistèrent à la contagion d'une terreur panique,

éprouvée par un régiment qui devait être l'élite de l'armée. Le courage que déploya ce bataillon ne lui fut pas inutile : il put se retirer sur Bingen en bon ordre, sans avoir été entamé, et en faisant face partout et toujours. Pendant cette retraite, les volontaires de la Corrèze perdirent leur drapeau; mais le brave Delmas le reprit à la suite d'un combat corps à corps, où il tua le hussard prussien qui s'en était emparé.

Cependant Neuwinger chercha à rallier les grenadiers; mais leur déroute était trop complète, il fallut renoncer à tirer aucun parti de ces hommes tellement effrayés, qu'ils traversèrent Bingen à toutes jambes, et *continuèrent à fuir sans s'arrêter jusqu'à Mayence* (*). A ce moment, la cavalerie prussienne, protégée par une batterie placée sur les hauteurs de Wald-Algesheim, débouchait en forces supérieures; nos dragons exécutèrent une charge à fond qui fut vigoureusement repoussée par les hussards de Wolfradt; dans le désordre, Neuwinger tomba au pouvoir de l'ennemi.

Ce combat, honorable pour Delmas et son bataillon, fut moins meurtrier que honteux pour les autres corps de la division de droite, qui se laissèrent ébranler par la fuite du deuxième régiment de grenadiers. Nous perdîmes environ 400 morts, blessés ou prisonniers.

(*) Voir le rapport de Custine au président de la Convention.

Custine voulut d'abord marcher contre les Prussiens et essaya de reprendre les positions qu'ils avaient enlevées ; mais, dans la soirée, lorsqu'il eut reçu tous les rapports, il changea de résolution, et donna l'ordre de mettre aussitôt l'armée en retraite. A onze heures, le parc d'artillerie et les équipages traversèrent la Nahe.

Le lendemain 28, à la petite pointe du jour, le prince de Hohenlohe fit attaquer Bingen et s'en empara. Nos troupes ne résistèrent que faiblement et à coups de canon : elles se hâtèrent de se retirer sur le chemin de Mayence, où l'avant-garde prussienne les serra de près. Cependant le duc de Brunswick achevait de traverser le Rhin ; ses troupes s'établirent entre Stromberg et Schonnenberg. A cinq heures du matin, Custine avait levé le camp de Hungergriwerwoff ; et, dans la journée, notre armée arriva sur la position d'Alzey où elle passa tranquillement la nuit. Houchard, qui couvrait la retraite, fut suivi par la cavalerie du général Eben et le corps franc de Sczékuly qui engagèrent de petites escarmouches et disparurent lorsqu'ils eurent éprouvé de notre part une canonnade assez vive.

Notre gauche était complétement découverte et près d'être tournée par la division du général Kalkreuth, qui se dirigeait de Trèves sur Baulmhölder et Lauterecken sans être inquiétée, grâce à l'inaction inqualifiable de l'armée de la Moselle.

Le 29, Custine se replia à Pffedersheim derrière la Pfrim et l'arrière-garde de Houchard occupa la position d'Ober-Flœrsheim. Le 13e de ligne, le 8e de chasseurs à cheval et une compagnie d'artillerie volante (c'est ainsi qu'on appelait alors l'artillerie à cheval), s'établirent en corps intermédiaire à Nieder-Flœrsheim; dans la soirée trois officiers furent envoyés à Mayence. L'un d'eux, le capitaine Brou, aide de camp du général en chef, était chargé d'annoncer aux représentants du peuple que l'armée se retirait sur Landau; il portait à Doyré l'ordre de former une division de 7,000 hommes, avec les troupes inutiles à la défense de la place; de les diriger sur Worms et de faire suivre cette colonne par tous les détachements disséminés le long de la rive gauche du Rhin; en effet, ce jour-là, le roi de Prusse et le duc de Brunswick avaient passé la Nahe et occupaient les deux rives de la Seltz : le lendemain matin, le général Eben vint attaquer notre arrière-garde. Houchard avait ordre de faire la plus vive résistance; ses troupes étaient bien établies, la gauche sur le plateau d'Ober-Flœrsheim, et la droite au village de Gundersheim; il ne lui fut donc pas difficile de repousser la cavalerie d'Eben et le corps léger de Sczékuly. Custine espérait attirer de ce côté toute l'attention des Prussiens et faciliter la sortie du convoi de Mayence : car le général en chef pensait que le capitaine Brou serait arrivé le 29

à sept heures du soir, et que Doyré aurait été en mesure d'exécuter tout de suite les instructions qu'on lui portait. Dans cette hypothèse, il était indispensable que Houchard demeurât maître des hauteurs d'Ober-Flœrsheim, car si l'ennemi s'emparait pendant la journée de cette position, sa vue plongerait dans le vallon qui descend à Osthoffen, et il découvrirait à l'œil nu tout ce qui se passait sur la chaussée d'Oppenheim à Worms. Le duc de Brunswick, étonné d'une résistance à laquelle il ne s'attendait pas, vint de sa personne sur le champ de bataille avec un renfort de 4,000 hommes et fit à notre arrière-garde l'honneur de diriger lui-même tous les mouvements d'attaque. Deux de ses bataillons se portèrent contre le village de Gundersheim, et sa cavalerie se lança sur notre gauche où le terrain était favorable aux manœuvres de cette arme. Houchard craignit d'être débordé de ce côté; il envoya coup sur coup demander du secours. Custine n'ajouta pas tout de suite une foi entière aux rapports de son commandant d'avant-garde et crut qu'il exagérait le danger de sa position : car l'extrême célérité des Prussiens en cette circonstance lui semblait contraire à leurs habitudes. Mais le bruit du combat augmentant sans cesse et les sollicitations de Houchard devenant de plus en plus instantes, le général en chef mena au secours de l'avant-garde le 9^{e} de cavalerie et les troupes postées à Nieder-

Flœrsheim. Lorsqu'il arriva, à deux heures de l'après-midi, Houchard commençait à céder une partie du terrain que le 7e bataillon d'infanterie légère et le bataillon des chasseurs de ligne avaient occupé le matin.

Custine plaça le 8e de chasseurs à cheval et la compagnie d'artillerie volante sur le plateau d'Ober-Flœrsheim qui dominait la pente opposée : les hussards de Wolfrath, en tête de la colonne prussienne, descendaient cette pente; ils furent arrêtés par notre feu et changèrent de direction en obliquant à droite. Notre artillerie volante suivit leur mouvement : à cet instant le 13e de ligne déboucha sur le plateau, et le 9e de cavalerie chargea les hussards de Wolfrath : il le fit avec une telle vigueur que ceux-ci ne purent même pas se déployer sur le terrain qu'ils avaient choisi : dans le combat, le colonel Laubé du 9e de cavalerie tomba grièvement blessé d'un coup de sabre. Cependant l'infanterie prussienne, protégée par une forte canonnade, arrivait en ordre admirable et gravissait, sans se rompre, la montagne d'Ober-Flœrsheim : son front était étroit, parce qu'elle marchait entre un escarpement élevé et un ravin profond : l'avantage se trouvait donc de notre côté : le colonel d'Arlanges en profita habilement : il porta à la rencontre des Prussiens le 13e de ligne, et les arrêta par une fusillade bien nourrie. Il était cinq heures du soir, l'obscurité approchait; l'en-

nemi ne jugea pas prudent de recommencer le combat et se retira : notre arrière-garde reprit toutes ses positions, et nos troupes, qui étaient accablées de fatigue, se reposèrent jusqu'à minuit sur le champ de bataille.

Ce combat fit le plus grand honneur à Houchard et aux soldats qu'il commandait. Ils déployèrent beaucoup de fermeté et d'aplomb; ils avaient gagné en qualité, et, dans les engagements de ce qu'on est habitué de nommer la petite guerre, on pouvait les croire supérieurs aux Prussiens. Le 1er bataillon du Haut-Rhin se distingua; et, parmi les officiers de ce corps, le capitaine Soult fut complimenté par le général en chef qui avait remarqué l'intelligence et la bravoure de ce jeune officier.

Le même jour, le prince de Hohenlohe-Ingelfingen avait quitté Alzey, et fit un mouvement par la gauche sur Obernheim pour gagner de ce côté la route directe de Mayence à Worms qu'il rejoignit à quatre heures du soir au village d'Alsheim. Là il surprit deux bataillons de la division de Munier qui se repliaient sur Worms : c'étaient le 4e des Vosges et le 1er du régiment de Nassau. Le bataillon de ligne capitula sans combattre, et son commandant remit lâchement son épée au général prussien. Mais les volontaires des Vosges, attaqués à Guinsheim par l'infanterie du prince de Wurtemberg, coupés dans les bois de Mettenheim par les dragons d'Anspach-Bayreuth, firent,

malgré leur petit nombre, la plus intrépide résistance, et ne se rendirent qu'après avoir perdu leur chef, qui, blessé et renversé sous son cheval, fut pris par le prince Louis de Prusse. On mena ces deux officiers supérieurs au quartier du roi de Prusse. Ce monarque, élève du grand Frédéric, entendait le véritable honneur militaire : il admit à sa table le chef de bataillon des Vosges, le complimenta sur son courage et lui fit rendre son épée et son cheval : mais il tourna le dos au commandant du bataillon de Nassau et ne voulut pas écouter les basses flatteries que cet officier lui adressait. L'armée perdit dans cette malheureuse affaire onze cents hommes et quatre pièces de canon.

Le capitaine Brou était arrivé à Mayence le 30 à neuf heures du matin; et Doyré se trouva prêt à exécuter sur-le-champ les ordres trop tardifs de Custine. La colonne, commandée par les généraux Schaal et de Blou, partit à midi, menant avec elle les représentants du peuple Reubell et Merlin de Thionville. Elle se composait de 6,000 hommes d'infanterie, du 14e régiment de cavalerie, de 400 chariots d'équipages et d'un train considérable d'artillerie. Ce convoi marcha d'abord sans trouver d'obstacles; mais à Guntersblum, après avoir dépassé Oppenheim, il rencontra le corps d'armée du prince de Hohenlohe-Ingelfingen. Le général Schaal manœuvra sur sa droite et s'éten-

dit autant qu'il le put sans danger, espérant gagner quelque communication libre ou s'ouvrir de vive force un passage : toutes ses tentatives furent inutiles et il se vit obligé de rebrousser chemin, de sorte que la garnison de Mayence et de la tête de pont de Cassel fut définitivement composée de 18,700 hommes d'infanterie, 1,150 canonniers et 1,600 cavaliers : le nombre des chevaux enfermés dans la place s'élevait à 3,000.

Dans la soirée du 31, l'armée acheva de détruire les magasins de Worms ; à onze heures du soir elle se mit en route pour Franckenthal, et, le lendemain, incendia les dépôts de vivres et de fourrages que cette ville et Spire renfermaient. Le 1er avril, Custine rentrait à Landau, que cinq mois auparavant il avait quitté avec bonne espérance de vaincre, et où il revenait vaincu. Le général en chef crut sans doute à tort qu'il ne lui était pas possible d'établir sa défensive sur la Queich, puisque le maréchal de Wurmser et le prince de Condé faisaient leurs préparatifs pour passer le Rhin. Pendant cette journée, l'acte le plus étrange d'insubordination éclata à Billickheim, dans la division que commandait le général Alexandre de Beauharnais.

Le 1er bataillon du 36e de ligne arrivait dans ce village situé entre Landau et Weissembourg ; la troupe demande à s'arrêter : le colonel et le général de brigade Isambert ont l'inconcevable fai-

blesse d'accorder cette permission. Dès que les rangs sont rompus, les soldats, excités par M. de Nattes, capitaine de grenadiers, s'assemblent, délibèrent sur la conduite du général en chef, et décident qu'elle est celle d'un traître à la patrie. La halte de ce bataillon forçait la queue de la colonne à s'arrêter ; la route fut encombrée, et Custine, informé tout de suite de ce fait, accourut à Billickheim, ordonna aux soldats de reprendre leurs armes et de se remettre en marche, suspendit provisoirement de ses fonctions le général Isambert, et fit arrêter le colonel du 36e qu'il remplaça sur-le-champ par M. de Ferrette, lieutenant-colonel de ce régiment.

Le 2 avril, l'armée reprit ses anciennes positions derrière la Lauter : la division de droite, commandée par Ferrière, gardait l'espace entre le moulin de Bienwald et Lauterbourg ; elle observait aussi les passages du Rhin au-dessous du fort Vauban et les deux camps de 4,000 Autrichiens chacun, laissés dans le pays de Bade, à Carlsrühe et à Solingen. Au centre, les divisions de Beauharnais, de Munier et de Houchard occupèrent la montagne du Geisberg, Weissembourg et les hauteurs de Roth ; Landremont, demeuré sur la rive gauche de la Lauter, avec une avant-garde de six bataillons et de 2,000 chevaux, cantonnés à Steinfeld, Schaidt, et Frekenfeld, couvrait la communication entre Weissembourg et Landau ; à gauche,

le général Falck, placé à Lembach, gardait les débouchés des Vosges. Custine établit son quartier général à Weissembourg.

Le corps d'armée du feld-maréchal de Wurmser et celui du prince de Condé, réunis sur les deux rives du Necker, passèrent le Rhin à Ketsch, près de Swetzingen, et prirent leurs cantonnements à Spire, à Neustadt et aux débouchés des montagnes. Ces 25,000 Impériaux ou auxiliaires observaient Landau et couvraient les opérations du blocus de Mayence. Cette place fut investie le 6 avril par une armée de 40,000 Prussiens, auxquels se joignirent une division autrichienne et les troupes des cercles de Saxe et de Hesse : en tout 60,000 hommes; le général comte de Kalkreuth en avait le commandement en chef sous les yeux du roi Frédéric-Guillaume, dont la présence semblait nécessaire pour donner plus d'ensemble et plus d'ordre aux mouvements des coalisés. Le général Schœnfeld cernait la tête de pont de Cassel; le duc de Brunswick occupait le revers oriental des Vosges, et le prince héréditaire de Hohenlohe-Ingelfingen traversait les montagnes et se dirigeait par Kayserlautern vers le duché de Deux-Ponts et la Sarre.

Cependant des bruits sinistres s'étaient répandus dans l'armée et avaient soulevé une indignation générale: on disait que les hussards et dragons prussiens de l'avant-garde du prince de Hohen-

lohe-Ingelfingen avaient massacré de sang-froid, après le combat d'Alsheim, les blessés du 4e bataillon des Vosges. Nos soldats criaient vengeance; et, le 4 avril, Houchard écrivit, par ordre de Custine, au roi de Prusse. Voici les termes de sa lettre :

« Sire, le 4e bataillon des Vosges s'est défendu « contre vos troupes avec le courage qu'inspire « l'amour de la liberté : et lorsque, après avoir usé « ses cartouches, il ne lui est plus resté que le parti « de se rendre, il a été massacré alors qu'il avait « mis bas les armes. Cet événement m'étonne à « tel point, qu'il est pour moi un besoin de vous « en écrire. Dans toutes les circonstances, Sire, et « notamment à Limbourg, loin d'en agir ainsi, la « générosité et l'humanité ont réglé nos mouve- « ments. J'ai moi-même, ainsi que les officiers ser- « vant près de moi, embrassé vos prisonniers pour « arrêter l'impulsion de mes soldats, et leur ai « rappelé qu'il fallait respecter un ennemi vaincu: « vos blessés ont même été pansés avant les « nôtres.

« Serait-ce une invitation que vous nous auriez « faite de nous traiter réciproquement sans quar- « tier? Nous l'accepterions : les Français veulent « être libres, et la mort est pour eux du moindre « prix. Soyez assuré, Sire, que ce sentiment est bien « gravé dans les cœurs, et qu'aucune puissance ne « leur fera accepter de milieu. Un intérêt contraire

« vous dirige, si vous pouvez en avoir à nous faire « la guerre. Cependant ne peut-on pas la faire sans « se rendre cruel? Pour moi, j'aimai toujours à « me battre loyalement..... Sire, pardonnez ma « franchise, elle ne peut m'ôter votre estime, alors « que je m'en estime moi-même davantage. »

Le prince de Hohenlohe-Ingelfingen répondit, au nom du roi de Prusse, que les bruits du massacre de nos blessés par les troupes qu'il commandait, étaient odieux et mensongers; que ces calomnies avaient été inventées et colportées à dessein par des hommes qui cherchaient à envenimer la querelle entre les deux armées, afin de soulever une guerre d'extermination, et il joignit à sa dépêche plusieurs lettres particulières des officiers du 4^{e} bataillon des Vosges, qui tous se louaient de l'humanité des Prussiens à leur égard.

CHAPITRE SEPTIÈME.

Rapport de Custine au président de la Convention. — Les armées du Rhin et de la Moselle sont réunies sous le commandement de Custine.

Le 1er avril, Custine avait adressé de Neustadt au président de la Convention son rapport sur les dernières opérations de la retraite; il éclatait en reproches contre Beurnonville, *dénonçait aux représentants du peuple, à la France et à la postérité ce général-ministre,* et accusait le fournisseur Baruch Cerf-Beer d'avoir entassé, à son insu et malgré ses ordres, d'immenses approvisionnements en farine et fourrages dans les magasins de Worms, de Franckenthal et de Spire. Le général en chef terminait l'exposé de ses griefs par l'envoi de sa démission. Mais la Convention, sur la demande des députés Boyer-Fonfrède et Rhül, déclara que Custine avait obtenu l'estime et mérité la confiance de la nation, qu'ainsi il resterait à la tête de l'armée avec laquelle il avait glorieusement servi la République. Sur la proposition d'Albitte, les généraux Destourmelles et Ligniville, reconnus personnellement responsables des faux mouvements de l'armée de la Moselle, furent décrétés d'arrestation, et ce dernier eut pour successeur provisoire le général d'artillerie d'Aboville.

La Convention venait à peine de rendre justice

à Custine, que déjà Marat le dénonçait comme traître, dans sa feuille du 5 avril, avec tant de force, que Clavière, président du pouvoir exécutif, se crut obligé d'en écrire au président de la Convention, et de demander qu'on examinât avec soin la conduite du général, afin que, si elle paraissait également irréprochable à l'assemblée et au conseil, on le proclamât hautement. Une discussion violente s'éleva entre les députés Boyer-Fonfrède, Haussmann, Ruamps, Sers et l'implacable Marat, qui criait sans cesse à la trahison, parce qu'il savait bien, ce terrible alchimiste des mauvaises passions de la populace, que la répétition continuelle d'une même accusation, quelque absurde qu'elle soit, finit toujours par triompher, et que la calomnie est indestructible, comme certains gaz qui se retrouvent partout et toujours, fugitifs et inaperçus dans un temps, et mortels dans un autre.

Le 8 avril, le maréchal de Wurmser fit sommation au général Gilot, commandant de Landau, de lui remettre cette place.

« Vous savez, Monsieur, écrivait-il, que le gé-
« néral Dumouriez, à la tête de son armée, vient
« de faire arrêter les commissaires de la Conven-
« tion nationale, qu'il les a envoyés au quartier
« général de M. le prince de Cobourg à Mons,
« d'où ils ont été transférés à Maëstricht. Le gé-
« néral Dumouriez a mis son armée sous la pro-

« tection de l'armée impériale, et a fait proclamer « Louis XVII roi de France. Vous voyez, Mon- « sieur, que vous n'avez pas un moment à perdre « pour prouver que vous vous réunissez à la « bonne cause. Né Français, je me trouve heureux « de commander l'armée de Sa Majesté Impériale, « qui est prête à tendre une main bienfaisante à « une nation que des insensés ont égarée : suivez « l'exemple d'une armée revenue de ses erreurs ; « remettez-moi une place qui ne peut manquer « d'être soumise par les armées qui vont l'entou- « rer ; épargnons le sang que des enragés ont versé « avec profusion ; mettez-moi à même de faire « éprouver au peuple français la bienveillance des « souverains qui ne veulent que l'ordre dans le « système politique de l'Europe, mais songez que « vous n'avez pas un moment à perdre. »

Gilot envoya cette étrange sommation à Custine, qui répondit sur-le-champ au feld-maréchal autrichien :

Weissembourg, 8 avril 1793, an II de la République.

« La proposition du général Wurmser est au « moins le comble de la jactance. Le général Cus- « tine s'empresse de lui apprendre que les Fran- « çais n'ont besoin de la protection de qui que ce « soit, et que ceux qui sont actuellement à Landau « n'oublieront pas leurs serments, et sauront dé- « fendre la liberté trahie par Dumouriez dans la

« Belgique. Le général Wurmser connaît trop bien « la nation française pour ignorer que 24 millions « d'hommes ne reçoivent la loi de personne. »

Custine mit à l'ordre du jour cette correspondance avec le comte de Wurmser : c'est ainsi que l'armée apprit officiellement la défection de Dumouriez. Ce général avait rompu depuis longtemps avec la faction dominante à Paris, et le moment était venu pour lui, ou de porter sa tête sur l'échafaud ou de tirer l'épée contre la Convention : il fallait choisir d'être traîné comme un coupable à la roche Tarpéienne ou de franchir le Rubicon. Dumouriez n'hésita pas. Vainqueur dans l'Argonne et à Jemmapes, ne pouvait-il pas se croire de force à devenir le César ou le Monck d'une république dont Beurnonville avait été proclamé l'Ajax? Mais il ne pouvait pas briser la Convention sans une armée dévouée, et l'armée du Nord répudia la folle ambition du vaincu de Neer-Winden. Dumouriez, fugitif et impuissant, arriva presque seul au quartier général du prince de Cobourg. Cette trahison ne porta qu'un faible coup au gouvernement conventionnel ; dans l'ordre politique, elle se classa parmi ces crimes douteux qu'un plein succès peut seul ennoblir et légitimer ; mais dans les camps l'alliance avec l'étranger parut la plus monstrueuse perfidie : la loyauté des troupes éclata en cris d'indignation, et les re-

présentants du peuple exaltèrent avec habileté ces nobles sentiments.

Tandis que l'armée du Nord se séparait de Dumouriez, Custine s'appropriait chaque jour davantage la confiance des troupes. C'était sans arrière-pensée qu'il se consacrait à la cause de la liberté. Néanmoins, son dévouement ne semblait pas assez absolu à un grand nombre d'officiers entraînés, les uns par un patriotisme trop chatouilleux, les autres excités en secret et à leur insu par un homme qui, malheureusement pour Custine et Alexandre de Beauharnais, conserva trop longtemps à l'armée du Rhin une influence mortelle. On tint de fréquentes conférences, on s'anima mutuellement au nom de Dumouriez; son exemple paraissait devoir être contagieux, et le style que M. de Wurmser avait employé dans sa sommation au général Gilot, fortifiait l'opinion que beaucoup de nos généraux restaient attachés au régime monarchique et qu'ils ne servaient qu'à contre-cœur dans les armées républicaines. A cette occasion, personne ne montra plus d'impatience et d'emportement que le chef de bataillon Coquebert de Montbret, aide de camp de Custine. Cet officier avait la tête ardente et le cœur haut placé; ses intentions étaient pures et du plus généreux patriotisme. Pendant deux jours il tint à Custine et à ses deux camarades, Baraguey-d'Hilliers et Gay de Vernon, les propos les plus extra-

vagants. Il disait au général en chef : « Je sais votre « plan; il est lié avec celui de Dumouriez; vous « voulez livrer l'armée de la république.... » Dans les bureaux de l'état-major, il accusait tous les officiers d'être des agents de la Prusse et de l'Autriche, et d'avoir été placés là par l'influence du fils de Custine, dont le projet bien connu était de décerner la couronne de France au duc de Brunswick. Nous ne fîmes d'abord pas grande attention à ses propos, qui nous semblaient être ceux d'un insensé, lorsque, le 9 au matin, il entra dans l'appartement de Custine, et l'accabla de reproches et de menaces. Le général en chef, justement indigné, se leva pour faire arrêter Coquebert de Montbret; celui-ci se saisit d'un pistolet chargé, qui se trouvait sur un des meubles de la chambre, l'arma, et s'écria, en le dirigeant à trois pas sur la poitrine du général : « La balle « sera pour vous! » Custine, debout, ouvrit son habit, et répondit froidement : « Tirez donc, Co- « quebert..... » Cette scène avait eu lieu en moins de temps qu'il n'en faut pour la raconter, car le retour de Coquebert à la raison fut aussi rapide que la menace avait été violente; il vit l'énormité de sa faute, et la jugea irréparable. « La balle sera « donc pour moi, » dit-il, et il se frappa avec l'arme qu'il tenait à la main : le coup fut mal dirigé, et ne produisit à la joue qu'une blessure large, mais peu dangereuse; cependant il tomba

évanoui et baigné dans son sang. Dès que Coquebert de Montbret fut en état de voyager, il quitta l'armée du Rhin; Custine l'envoyait à Paris, et écrivait au président de la Convention : « Coque-« bert est vertueux et excellent citoyen; les trahi-« sons et nos malheurs lui ont fait perdre la rai-« son... Je n'ai qu'un regret, c'est de voir la « république privée d'un homme qui aurait été « un de ses plus zélés défenseurs. »

Custine n'ignorait pas qu'un habile système de séduction et d'intimidation avait été organisé de longue main dans les départements du Bas et du Haut-Rhin par les émigrés et les princes d'Allemagne récemment dépossédés de leurs biens en Alsace et en Lorraine. Leurs nombreux agents ne négligeaient aucun moyen pour égarer l'opinion des habitants, de sorte que chez les riches négociants et les personnes aisées de l'ancienne bourgeoisie, les esprits avaient été jusqu'alors, sinon malveillants, du moins peu disposés à adopter les principes de la révolution. Mais, à l'approche des armées prussienne et autrichienne, et à la vue des dangers que courait le pays, un élan patriotique souleva cette brave population; Custine mit en réquisition permanente toutes les gardes nationales des départements des Vosges, du Haut et du Bas-Rhin : leur levée s'opéra sans difficultés; partout on prit les armes; partout les paysans vinrent aux corvées sans se plaindre; partout on ne

voyait que citoyens prêts à secourir l'armée dans ses travaux et dans ses besoins. Cette généreuse intervention des citoyens et des administrations locales nous était indispensable; car, malgré le décret du 11 avril, qui établissait un service en poste pour transporter des magasins de l'État à l'armée du Rhin les trains d'artillerie, les munitions de guerre les effets de campement, les fourrages et les subsistances nécessaires, tous ces objets n'arrivaient qu'avec une extrême lenteur, et quelquefois manquaient entièrement.

Custine renvoya à leurs bataillons respectifs les différentes compagnies de grenadiers dont il avait formé trois régiments distincts pendant la campagne. Le général en chef leur avait choisi, avec un soin particulier, des commandants, dont plusieurs répondirent mal à ses espérances; car il s'était persuadé, comme tant d'autres généraux d'armée l'avaient fait avant lui, et comme tant d'autres l'ont fait depuis, qu'en réunissant toutes les compagnies d'élite des bataillons de ligne, il obtiendrait de redoutables réserves sur lesquelles il pourrait infailliblement compter dans les postes périlleux et dans les circonstances critiques. L'émigration de Ruttemberg et d'un grand nombre d'officiers du 1er régiment, la mauvaise conduite du 2e aux combats de Hochheim et de Bingen changèrent totalement les idées de Custine, et le décidèrent à dissoudre ces corps dès que l'armée fut

rentrée dans ses cantonnements. Et, chose dont il ne faut pas s'étonner pour peu qu'on ait étudié les ressorts du cœur humain, ces mêmes hommes, qui dans leur formation temporaire en régiments distincts s'étaient fait remarquer par leur peu de discipline, et qui deux fois en moins de trois mois avaient honteusement tourné le dos à l'ennemi, redevinrent des modèles de qualités guerrières dès qu'ils eurent retrouvé leurs véritables chefs et leurs anciens camarades.

L'armée avait exécuté la retraite du Palatinat avec beaucoup d'ordre : les troupes étaient irritées plutôt qu'abattues par leurs défaites et gardaient une excellente discipline. Les renforts arrivèrent, les cadres se remplirent, on reçut jusqu'à 800 recrues par jour, et Custine fit venir tout ce qui était disponible dans les garnisons et les dépôts des places sur le Rhin, depuis Weissembourg jusqu'à Besançon. Cependant Beurnonville, prisonnier des Autrichiens, laissait en France deux hautes fonctions vacantes : le 4 avril, le portefeuille de la guerre avait été remis à Bouchotte : le nouveau ministre décida sur-le-champ que les armées du Rhin et de la Moselle seraient réunies. Cette combinaison, trop longtemps différée, éleva à plus de 60,000 le nombre des combattants placés sous les ordres de Custine. Il remit aussitôt le commandement particulier de l'armée de la Moselle à Houchard : celui-ci la rassembla en hâte dans le

duché de Deux-Ponts afin de s'opposer au mouvement du prince de Hohenlohe-Ingelfingen qui commençait à déboucher sur le revers occidental des Vosges. Le 10, Houchard s'empara de la ville de Deux-Ponts; le 11, il fut rejoint à Bliescastel par un détachement de la division du général Pully, venu de Saarbrück, et chassa de Hombourg l'avant-garde prussienne : elle se retira sur Landsthüll et Kayserlautern.

Le 15 avril, Custine se rendit à Sarrelouis et inspecta en détail l'armée de la Moselle. Quelles revues à passer! Les hommes et les chevaux étaient exténués, le matériel ruiné, la moitié des soldats marchaient pieds nus : beaucoup d'entre eux n'avaient ni fusils ni gibernes; il fallait tout relever, armement, remontes, habillement et discipline. Il y avait donc beaucoup à faire; et, pour avoir cette armée plus sous sa main, Custine en rapprocha les divisions et serra leur droite sur nos cantonnements autour de Weissembourg. Houchard évacua le duché de Deux-Ponts et concentra un corps de 12,000 hommes à Neu-Hornebach, derrière le confluent de la Horne et de la Swalbe : le général Pully quitta Meddelsheim, Saarbrück et Forbach, et vint occuper, à la même hauteur que la droite de Houchard, les gorges entre Bitche et Pirmasens; il se lia avec la division de Falck, dont les postes s'étendaient jusqu'à Fitschbach de manière à garder cette importante position aux sources de la Lauter.

Le prince de Hohenlohe-Ingelfingen se rendit maître, sans combat, des villes de Hombourg et de Deux-Ponts : le duc de Brunswick, dans le Palatinat, avait placé la gauche de son armée entre Neustadt et Anweiler, et sa droite entre Siebellingen et Weidinthal; les émigrés français et les 30,000 Autrichiens du maréchal de Wurmser campaient sur les deux rives de la Queich : on avait détaché, sur la rive droite, la brigade du général-major Hotze, composée de 1,500 pandours, d'un bataillon de chasseurs et d'un régiment de hussards, qui occupaient Herxheim, Knittelsheim et Bellheim, et celle formée de 3,000 émigrés sous les ordres du maréchal de camp de Viomesnil, qui avait ses premiers postes dans Rheinzabern, trois bataillons et sa cavalerie dans Rilsheim, et sa réserve à l'abbaye de Hœrdt. Le quartier-général du comte de Wurmser était à Spire et celui du duc de Brunswick à Edickoben. Tous ces mouvements de troupes ne furent terminés de part et d'autre que vers le 1er mai.

L'activité du général en chef, sa vigueur dans le commandement, sa constance pour le bien-être des troupes et son horreur pour le désordre et pour tout ce qui en avait l'apparence ne le dérobaient pas aux continuelles tracasseries et aux dénonciations des représentants du peuple Ruamps, Montaut et Soubrany en mission à l'armée du Rhin. Il est vrai qu'il fournissait lui-même des

prétextes à leurs soupçons : il aimait trop à écrire, et écrivait sans cesse à tout le monde et à tout propos. Le 14 avril, le président de la Convention avait reçu de Custine une longue profession de foi politique où le général passait en revue toutes les actions de sa vie depuis qu'il était entré à l'assemblée constituante : cette lettre contenait en outre le blâme le plus amer de la conduite de la Convention, *arène*, disait-il, *où les passions se heurtent avec effort, où quelques hommes prostituent à un parti la liberté publique, où l'on n'entend que les hurlements de la fureur, les invectives de la haine, où les résolutions les plus exagérées tiennent lieu de discussions réfléchies...* (Voir le Moniteur du 14 avril 1793.)

Custine partageait les opinions modérées des Girondins et même on l'accusait de faire partie des *hommes politiques* qui auraient voulu décerner la couronne de France au duc de Brunswick. Cette lettre était donc la plus dangereuse provocation, puisqu'à ce moment éclatait à Paris la rupture entre les Girondins et les Montagnards, et que lui-même commençait à devenir suspect à ces derniers. Jetée comme une acerbe critique au sein de la Convention, cette lettre, d'une audace maladroite, peint d'un seul trait les habitudes hautaines et inconsidérées de notre général qui, penchant déjà vers sa ruine, se croyait de force à enrayer le char de la révolution. Cet incident aurait

dû attirer sur Custine toutes les rigueurs d'une assemblée souveraine et jalouse de ses droits : on écouta cependant la lecture de cet étrange message sans qu'un seul député en exprimât le moindre mécontentement.

Quelques jours après, Custine se compromit de nouveau aux yeux des commissaires : il écrivit en secret au roi de Prusse et au duc de Brunswick afin de remercier personnellement ces deux princes de leur humanité envers nos blessés, et leur proposer un cartel d'échange pour les prisonniers. A peine cette démarche fut-elle connue que les représentants du peuple traduisirent en jugement devant eux le général en chef et lui donnèrent pour accusateur le lieutenant-colonel Offenstein. Ces déplorables débats eurent lieu le 27 avril; en les terminant, Montaut dit à Custine : « Général, « vous avez eu tort d'écrire ces deux lettres, at- « tendu que mes collègues et moi ne croyons ni à « la philanthropie du duc de Brunswick ni à l'hu- « manité du roi de Prusse. »

Le 3 mai, la Convention nationale nomma pour représentants du peuple près l'armée du Rhin les députés Reubell, Merlin de Thionville, Haussmann, Ruamps, Pflieger, Duroy, Louis, Laurent, Ritter et Ferry. Les commissaires Soubrany et Montaut furent envoyés à l'armée de la Moselle.

Le 7 mai, Ruamps, le plus fougueux des hom-

mes, interpella vivement le général en chef au milieu d'un grand nombre d'officiers et le somma de s'expliquer au sujet d'une seconde lettre écrite peu de jours auparavant au duc de Brunswick :

« Vous avez donné à ce prince le titre d'Altesse « Sérénissime, s'écriait-il, vous avez fait l'éloge des « grands talents qu'il prodiguait à la cause des « rois, et moi je vous affirme que ces éloges-là « sont indignes d'un vrai républicain. »

Custine était effectivement coupable d'avoir employé les expressions dont le puritanisme républicain de Ruamps s'indignait; mais nous ne sachons pas qu'il fût possible d'écrire en d'autres termes à un prince souverain; et ces titres honorifiques, insignifiantes formules d'étiquette, ne prouvent, de la part des personnes qui s'en servent, ni faiblesse de l'âme, ni abaissement de l'esprit. Le général dédaigna de répondre à la violente et injuste apostrophe de Ruamps. Il envoya la lettre incriminée au président de la Convention, qui la fit publier dans le Moniteur (*). Cette correspondance trop active avec le duc de Brunswick se rapportait au projet de rendre Mayence aux coalisés, moyennant la conclusion d'un armistice général de plusieurs mois et le retour en France de la garnison. Le ministre des affaires étrangères,

(*) Voir le numéro du 14 mai 1793.

Tondu-Lebrun, avait autorisé Custine à faire sonder à cet égard les dispositions du roi de Prusse; car le conseil exécutif espérait que ce prince accepterait un tel arrangement, à cause du grand intérêt qu'avaient les armées alliées et les souverains d'Allemagne à nous voir abandonner une place dont l'occupation interceptait la navigation du Rhin, et empêchait tous les arrivages par le Mein. Custine entra donc en pourparler avec le duc de Brunswick et avec le général Doyré; cette négociation, conduite en partie double, donna lieu, de part et d'autre, aux démarches les moins justifiables. En effet, le commandant de Mayence et le représentant Reubell, sur le refus de son collègue Merlin de Thionville, se rendirent, accompagnés des chefs de brigade Kléber et Dazincourt, à deux conférences tenues hors des ouvrages de Cassel, le 12 et le 13 avril, avec nos parlementaires vrais ou supposés; car, dans cette malencontreuse affaire, le vrai et le faux s'enchevêtrent à chaque pas. Un grand nombre d'officiers hessois assistaient à ces entretiens. Le capitaine Boos, du 83e de ligne, prisonnier des Prussiens, remit secrètement à Doyré un billet que Custine, pendant les débats de son procès, ne reconnut pas, et que les experts déclarèrent n'avoir été ni écrit ni signé de sa main. Ces négociations embrouillées furent sans résultats, et finirent, comme toutes celles de ce genre, en compromettant les personnes

qui s'y trouvèrent mêlées, le général en chef, le lieutenant-colonel d'artillerie Corbau et le capitaine Boos.

Ainsi s'organisait hautement la funeste lutte entre les commissaires de la Convention et le général en chef. La résistance de Custine à l'ordre de choses qu'on cherchait à faire prévaloir, était qualifiée d'excessif amour pour le despotisme militaire; car c'était à qui se mêlerait du service intérieur des corps, de leur organisation et des mouvements de l'armée (*). Les représentants prenaient des arrêtés pour la plupart inexécutables; ils faisaient des règlements ou prescrivaient des mesures en contradiction avec celles du général en chef; enfin, ils formaient des plans d'opérations que Custine ne se sentait pas les moyens d'entreprendre. Dans leurs conseils, on le traitait d'homme sans audace; car, disait-on, il fallait marcher sur l'armée du roi de Prusse, l'attaquer, le vaincre en bataille rangée et délivrer Mayence par ce coup décisif. Sans doute Custine paraissait découragé

(*) On ne récusera pas, en pareille matière, l'opinion du conventionnel Maignet. Ce député avait été commissaire près de l'armée de la Moselle, et, dans le procès de Custine, il déposa devant le tribunal révolutionnaire que *les choses à la guerre iraient toujours de mal en pis tant qu'il y aurait un si grand nombre de personnes qui se mêleraient de la marche des armées : ce sera la tour de Babel. Il faudrait un ministre intelligent dans le cas de comprendre un plan, et les généraux n'auraient qu'à l'exécuter.*

par ses revers; mais il savait se rendre justice, et, malgré sa présomption naturelle, ne se croyait pas en état de diriger l'ensemble d'une grande bataille.

CHAPITRE HUITIÈME.

Custine est nommé général en chef de l'armée du Nord. — Combat de Rilsheim. — Départ de Custine.

Le 6 mai, Landremont attaqua la brigade de Hotze et la chassa de la position d'Herxheim. Notre avant-garde eut jusqu'à 4,000 hommes engagés, et conduisit à Landau un convoi considérable de munitions de guerre et de farine, ainsi qu'un détachement de 800 recrues destinées à compléter les corps de la garnison. Au commencement de cette affaire, nous perdîmes le brave capitaine Fouchy, du 1er de dragons, jeune officier de beaucoup d'espérance.

Le 15, Custine reçut la nouvelle de la mort du général en chef Dampierre; le ministre de la guerre lui donnait en même temps l'ordre de partir sans le moindre délai pour aller prendre le commandement de l'armée du Nord. Bouchotte lui annonçait les derniers désastres éprouvés en Flandre, et mandait qu'afin de proportionner le remède au mal, le conseil exécutif avait jeté les yeux sur le général le plus expérimenté et le plus énergique; qu'ainsi sa présence réparerait tout. Ces éloges et ces témoignages de la confiance du gouvernement auraient exalté en d'autres circonstances l'amour-propre de Custine; mais, soit pressentiment des embarras qui l'attendaient, soit crainte d'agir sur

une frontière qu'il ne connaissait pas avec des troupes démoralisées qu'il verrait pour la première fois, le général en chef parut accablé de la douleur de quitter l'armée du Rhin. La lettre qu'il écrivit le même jour aux représentants du peuple se ressent du trouble de son esprit.

« En républicain, je ne sais servir que mon « pays partout où sa confiance, qui seule doit dic- « ter ses choix, m'appelle et me juge utile. Mais je « dois vous faire observer qu'autant que ma pré- « sence pouvait l'être dans les départements du « Rhin et de la Moselle, que je connais et où j'ai « toujours servi depuis le commencement de cette « guerre, autant mes services seront peut-être de « peu d'effet dans les départements que je ne con- « nais pas. Je pense donc que tout autre que moi « serait plus utile à la place à laquelle on m'ap- « pelle. J'en ai déduit les raisons, auxquelles je « crois devoir conserver le secret, à votre comité « de salut public. Cependant je pars, pour vous « prouver mon obéissance, et je passe par Paris « pour y puiser les notions qui me manquent sur « les nouvelles fonctions qui me sont destinées. »

Le général Diettmann, successeur de Custine à l'armée du Rhin, restait néanmoins subordonné à Houchard, qui réunissait le commandement supérieur des deux armées du Rhin et de la Moselle.

Le gouvernement montrait une excessive im-

prudence ou une excessive confiance dans ses propres forces, en remettant les immenses intérêts d'une armée de 60,000 hommes à ces nouveaux généraux en chef. Certes, le dévouement et la bravoure ne manquaient ni à Diettmann ni à Houchard; mais le premier, déjà vieux, n'avait fait, pendant toute sa vie, que diriger les manœuvres et le service de la petite gendarmerie à Lunéville : il ne savait pas autre chose; et Houchard, excellent officier de cavalerie, serait parvenu à la plus haute réputation de général d'avant-garde, si on l'avait constamment laissé à la tête d'un corps de troupes légères. L'un et l'autre n'étaient pas de ces hommes qui, à tout âge, apprennent rapidement l'art de la guerre et s'instruisent en vieillissant. Custine adressa de sages représentations au ministre Bouchotte sur ces deux choix, contre lesquels s'élevaient les murmures et le mécontentement de l'armée.

« Je dois vous dire avec franchise, écrivait-il, « que la conduite des deux armées que vous avez « confiée au général Houchard, est fort au-dessus « de ses forces, et je dis avec la même franchise « que la conduite d'une seule armée serait même « au-dessus de ses forces s'il n'était pas dirigé. Il « en était si persuadé lui-même, qu'il avait refusé « le commandement, et qu'il ne l'a conservé sans « m'en parler que, parce qu'étant mon ami et vou- « lant me seconder, il avait appris qu'un intrigant

« faisait des démarches pour obtenir ce comman-
« dement. »

Cette lettre, d'une nature confidentielle, fut rendue publique; et lorsque Houchard passa à Paris au mois d'août suivant, on abusa cruellement de sa faiblesse de caractère et de son amour-propre pour l'irriter contre Custine, dont on instruisait le procès. Et cependant Custine, bien loin d'être jaloux de l'avancement extraordinaire et des honneurs qu'on accordait à son lieutenant de prédilection, se montrait en cette circonstance, plus qu'en toute autre, son ami le plus clairvoyant et le plus vrai.

Le général en chef voulait qu'une victoire couronnât la fin de son commandement; il résolut donc, avec Diettmann, d'enlever par un coup de main les brigades de Hotze et de Viomesnil, placées avec une sorte d'imprudence sur la rive droite de la Queich. Dans ce dessein, pour l'exécution duquel il fallait faire des dispositions secrètes, promptes et par conséquent décisives, avec un nombre suffisant de troupes éprouvées, nos généraux crurent nécessaire de mettre en mouvement non-seulement 40 bataillons et 30 escadrons de l'armée du Rhin, mais encore presque toutes les forces qu'on avait en ligne dans les Vosges, à Neu-Hornebach, à Landau et même au fort Vauban. Dans la soirée du 15, Custine prescrivit à Houchard de chasser le prince de Hohenlohe-Ingelfin-

gen de Deux-Ponts et de Hombourg; au général Pully d'inquiéter le détachement prussien réuni à Pirmasens; à Falck de marcher sur Anweiler (*). C'est à cette occasion que Custine écrivit à Houchard ce billet, qui; trois mois plus tard, devint une des pièces mortelles de son procès:

« Après l'expédition finie, vous vous retirerez « dans votre position actuelle : emmenez avec « vous le plus de Prussiens que vous pourrez; ce « sont des Prussiens; il ne faut pas tout tuer; « mais, quant aux Autrichiens et aux Hessois, « faites-en chair à pâté. »

On comprendra pourquoi Custine établissait cette distinction entre les troupes que nous avions à combattre, si l'on n'a pas oublié que les Prussiens soignaient avec humanité nos blessés et nos prisonniers, tandis que les Autrichiens et surtout les Hessois les traitaient d'une manière presque barbare.

Le 16 au soir, le général Houchard leva le camp de Neu-Hornebach, et occupa pendant la nuit la ville de Deux-Ponts. Le 17 au matin, nos troupes légères délogèrent l'avant-garde prussienne des hauteurs de Limbach, et s'emparèrent des villages retranchés d'Ober-Bischbach et d'Altstadt; à notre droite le prince de Hohenlohe-Ingelfingen aban-

(*) Voir dans le Moniteur du 23 mai 1793, le rapport de Custine adressé au ministre de la guerre sous la date du 18 du même mois.

donna Hombourg et se replia sur Landsthüll. Le même jour, Falck exécuta quelques démonstrations d'attaque dans les gorges du côté d'Anweiler; mais Chambarlhiac, qui commandait le fort Vauban, et Pully n'exécutèrent pas les ordres de Custine, on ne sait trop pour quel motif, et demeurèrent sans bouger, le premier dans sa place, le second dans sa position entre Bitche et Pirmasens.

Tous ces mouvements contre la droite des Prussiens devaient apprendre nécessairement à Wurmser que nous allions former une entreprise contre le corps d'armée autrichien, et cependant Custine s'étonna de trouver l'ennemi préparé à nous recevoir. La matinée du 17 mai fut fixée pour l'exécution de notre attaque.

« L'historien militaire le plus exercé, dit M. de « Jomini, aurait peine à rendre un compte exact « de cette affaire (*). L'affaire du 17 mai, écrivait « le général Gay de Vernon, a longtemps été mal « expliquée et mal jugée. Custine, et surtout son « chef d'état-major Baraguey-d'Hilliers, y commi- « rent beaucoup de fautes : je ne me charge pas « de les relever une à une, mais je raconterai ce « combat avec le plus de sincérité qu'il me sera « possible. Comme acteur, je suis resté constam- « ment auprès du général en chef, et tout ce que

(*) Histoire critique des guerres de la Révolution, t. III, page 226.

« contiendra ma relation, je l'ai vu de mes pro-
« pres yeux. »

La brigade de Hotze avait pris position à droite de la route de Weissembourg à Landau, sur le plateau d'Inflingen, entre les ruisseaux du Klingbach et du Wichrbach. Le 16 au matin, le chef de brigade du génie Clémencey porta à Ferrière les instructions du général en chef : huit bataillons de notre droite devaient traverser la Lauter, débusquer l'ennemi de la forêt de Bienwald, enlever Rheinzabern, attaquer de front les troupes de Viomesnil à Rilsheim et à Hœrdt, et les poursuivre vigoureusement sur la route de Germersheim.

A huit heures du soir, Custine et Diettmann partirent du camp de Geisberg et se dirigèrent sur Steinfeld : arrivés à ce village, ils furent obligés de faire une halte de plusieurs heures, pour que l'avant-garde de Landremont, qui avait reçu trop tard l'ordre de marche, pût effectuer son mouvement. La colonne expéditionnaire se composait de 26 bataillons, 3 régiments de cavalerie, 3 de dragons et 2 de chasseurs à cheval. L'adjudant-général Viennot-Vaublanc fut laissé avec 3 bataillons entre Minfeld et Langen-Candel, et la brigade de Hatry fut placée en réserve à Balbelroth. Le 17, à quatre heures du matin, notre avant-garde, menée par Custine et les généraux Landremont et Lafarelle, arriva à la hauteur d'Inflingen. La co-

lonne d'infanterie, conduite par Diettmann, était encore à plus d'une lieue derrière nous; ce général la tenait trop à droite, dans les bas-fonds qui bordent le Klingbach : la marche avait été fatigante comme toutes celles exécutées de nuit; la matinée était chaude, et nos soldats n'avaient même pas d'eau dans leurs gourdes. Il aurait fallu s'arrêter, donner du repos aux troupes, et rétablir des distances convenables entre les différentes colonnes. Custine, au contraire, commanda à Landremont et à Lafarelle de marcher plus vite; notre avant-garde fit donc tête de colonne à droite.

Au delà du village d'Insheim, nous rencontrâmes les premiers postes de Hotze; ils étaient sous les armes, et se replièrent à notre approche. Custine, en voyant leur bonne contenance, dit à Baraguey d'Hilliers et à l'adjudant-général Gay de Vernon : « Les Autrichiens sont prévenus de notre « attaque, nous ne trouverons rien. » Un détachement de pandours fit quelque résistance dans Herxheim, qui fut enlevé par le chef de brigade Delmas. Landremont appuya à gauche vers le ruisseau du Wichrbach, dans la direction de Knittelsheim et de Bellheim, où le général Hotze avait placé ses principales forces. Le 10e de chasseurs à cheval venait de dépasser Herxheim, lorsque débouchèrent à droite de Rilsheim le régiment de hussards de la brigade autrichienne et trois escadrons de la légion de Mirabeau. Cette dernière

troupe, qui avait été cantonnée auprès de Rilsheim, faisait partie du corps d'avant-garde de Viomesnil. Or ce général, dès que Ferrière parut devant Rheinzabern, envoya sa cavalerie couvrir la route de Germersheim et le pont de Spiegelbrück où passait sa ligne de retraite. Le 10e de chasseurs chargea aussitôt l'ennemi sans l'avoir reconnu et sans l'avoir compté. Cette imprudence nous coûta cher, car nos chasseurs furent rompus et ramenés. Custine fit avancer à leur secours une compagnie d'artillerie volante et le 9e de chasseurs. Ce régiment souffrit d'abord beaucoup du feu de deux pièces de canon et d'un obusier placés en avant de Rilsheim, qu'il ne vit pas à cause de seigles élevés qui les cachaient; il s'engagea néanmoins avec la plus grande résolution, culbuta les hussards autrichiens et les hulans de Mirabeau, et s'acharna, malgré les ordres de Custine et de Lafarelle, à poursuivre les fuyards jusqu'auprès des retranchements de Rilsheim. Là, il reçut presqu'à bout portant une fusillade bien nourrie, et fut chargé à son tour par la réserve de la cavalerie ennemie; il tourna bride et abandonna même les deux pièces de canon dont il s'était emparé. Custine, qui avait rallié le 10e de chasseurs à cheval, arrêta la poursuite des Autrichiens, et se replia, non sans apparence de désordre, sur la colonne d'infanterie de Diettmann. Elle commençait enfin à sortir des bas-fonds où sa marche avait été

des plus pénibles ; son bataillon de tête, nouvellement arrivé à l'armée, n'avait pas encore vu le feu : c'était le 11e des volontaires du Doubs, commandé par le lieutenant-colonel Pergaud ; il commençait à se déployer, lorsque deux pièces d'artillerie et leurs caissons, menés au galop et soulevant un nuage épais de poussière, vinrent se jeter dans les rangs de ce bataillon et culbutèrent quelques hommes. Les volontaires du Doubs, effrayés par cet accident et à la vue du 9e de chasseurs qui revenait en pleine déroute, prirent le 10e de chasseurs, l'escorte et l'état-major de Custine pour une troupe autrichienne, et firent sur nous un feu roulant de toutes leurs armes. Après cette décharge dans laquelle un capitaine et plusieurs chasseurs du 10e furent tués, le bataillon du Doubs se mit à fuir et se précipita sur ceux qui le suivaient : à leur tour ils furent entraînés par l'exemple ; les cris de *sauve qui peut* se répandirent de rang en rang, et le désordre le plus épouvantable gagna de la tête à la queue de la colonne de Diettmann. Dans l'espace d'un quart d'heure, six mille hommes au moins de bonne infanterie s'éparpillèrent sur tous les sentiers de la vallée du Klingbach, fuyant à toutes jambes et se dirigeant vers la route de Weissembourg. Les soldats quittaient leurs havresacs, leurs gibernes et même leurs fusils pour courir plus vite.

Les officiers, les généraux et les représen-

tants du peuple Haussmann, Duroy et Ferry essayèrent en vain de dissiper cette terreur panique; il fallut renoncer à tout, hors à suivre le torrent. Le désordre de notre infanterie demeura caché aux ennemis, qui n'étaient pas placés de manière à s'en apercevoir et par conséquent à en profiter. Delmas tint bon dans Herxheim; le 46e de ligne, qui ne s'était pas débandé, protégea, sinon la retraite régulière, du moins le mouvement rétrograde de quelques fractions de bataillons et de compagnies moins épouvantés que les autres. Landremont repoussa avec vigueur les Autrichiens qui s'efforçaient de déboucher du côté de Germersheim, et se retira sans être entamé. Dans ce combat de notre arrière-garde, le colonel Labarbette du 11e de dragons, le lieutenant-colonel Neuilly et le chef d'escadron Clarke se distinguèrent par leur courage. La réputation bien méritée de Landremont en augmenta; Custine demanda et obtint pour lui le grade de général de division.

A notre droite, les mouvements avaient été conduits avec une extrême lenteur; et Ferrière, au lieu de marcher rapidement contre la brigade de Viomesnil, ainsi que ses instructions le lui prescrivaient, avait perdu son temps à attaquer avec des précautions exagérées et inutiles les postes ennemis disséminés dans la forêt de Bienwald. Il s'arrêta même à l'entrée du bois d'Herxheim près

de la rive droite du Klingbach, de sorte que son avant-garde seule s'engagea avec les émigrés entre Rheinzabern et l'abbaye de Hœrdt. A midi, Custine, atteint par une violente colique rhumatismale, remit la direction de la retraite à Diettmann : celui-ci instruisit aussitôt Ferrière de la déroute de notre gauche et lui ordonna de rentrer à Lauterbourg par Jockrim. Le soir, toutes les troupes étaient revenues dans leurs cantonnements. Cette malheureuse affaire nous coûta 500 hommes, dont 120 chasseurs, dragons et cavaliers.

Custine avait espéré un beau succès; et le plus déplorable revers marquait au contraire le dernier jour de son commandement sur le Rhin. Il arriva à Weissembourg, aussi malade d'esprit que de corps; et, bien loin d'attribuer le désastre de la journée à ses propres fautes, à celles de son état-major et à des malheurs causés par l'inexpérience des troupes, il rejeta tous les torts sur un officier-général dont la conduite, quoique faible et intempestivement circonspecte, n'avait eu rien de coupable. Le lendemain, Ferrière fut mandé à Weissembourg.

Ferrière, colonel au moment où la Révolution éclata, avait gagné ce grade dans les gardes de M. le duc d'Orléans. Le patronage de ce prince le mêla nécessairement à un grand nombre d'intrigues politiques dont on prétendait qu'il avait retiré beaucoup d'argent, ce qui était faux; mais on s'accor-

dait à dire qu'il devait à cette position de faveur son rapide avancement. On accusait Ferrière d'aimer à se tenir à l'écart, non par timidité et modestie, mais parce qu'à une certaine distance on observe mieux les hommes et les événements, et qu'on ne se jette pas mal à propos à la rencontre des uns et au milieu des autres. Ferrière avait un esprit naturellement défiant, un caractère soupçonneux et une bravoure non suspectée; il entretenait une correspondance directe avec Bouchotte et des relations peut-être trop fréquentes avec Ronsin, Hébert et Vincent. Que fallait-il de plus pour justifier l'espèce de crainte qu'il inspirait à ses camarades et l'aversion que lui témoignait hautement le général en chef? Aussi beaucoup d'entre nous redoutaient Ferrière parce que ses protecteurs étaient redoutables, et Custine le haïssait. Il aurait bien fait d'en cacher le motif, et, après un revers comme celui de la veille où tant de fautes avaient eu lieu, c'était à notre avis mal choisir son moment pour éclater en reproches.

La plus vive altercation s'éleva entre les deux généraux. Dès les premiers mots d'explications, Custine s'emporta avec une violence déraisonnable : alors Ferrière l'écouta sans s'émouvoir, répondit froidement, et finit, en mesurant chacune de ses expressions, par braver ouvertement le fougueux mécontentement de son ancien chef : il déclara que, Diettmann étant arrivé et reconnu

Custine n'avait aucune autorité dans l'armée, qu'en conséquence il ne lui devait aucun compte de ses opérations de la veille, et qu'il ne s'était rendu au quartier-général qu'afin de constater ses habitudes de facile obéissance dans le service : puis il ajouta qu'on l'avait appelé pour contrôler sa conduite, mais que ce serait lui qui contrôlerait les actions des autres ; qu'il ne citerait qu'un trait entre beaucoup d'autres semblables; qu'ainsi le service à l'état-major-général se faisait avec une telle négligence qu'on avait oublié de lui envoyer la série des mots d'ordre pour la dernière quinzaine de mai; et malheureusement ce reproche était fondé. Custine répliqua avec dureté, prétendit que ses instructions pour le combat de la veille étaient demeurées sans exécution, qu'on avait montré ou de l'impéritie ou de la mauvaise volonté, et finit par accuser Ferrière de se rendre l'agent de certains hommes puissants et d'exercer sur ses camarades et sur les chefs de l'armée une coupable surveillance.

Ferrière, comme on le pense bien, ne demeura pas sans réponse; il repoussa avec hauteur l'odieuse inculpation dont Custine le flétrissait : ils se séparèrent, l'un bouillant de colère, l'autre aigri par une profonde et froide haine.

Le rapport du général en chef, adressé au président de la Convention, renfermait de graves accusations contre Ferrière : celui-ci dénonça Cus-

tine, et, quelque temps après, obtint de Diettmann l'autorisation d'envoyer à Paris l'adjudant-général Cousso, chargé de soutenir la dénonciation.

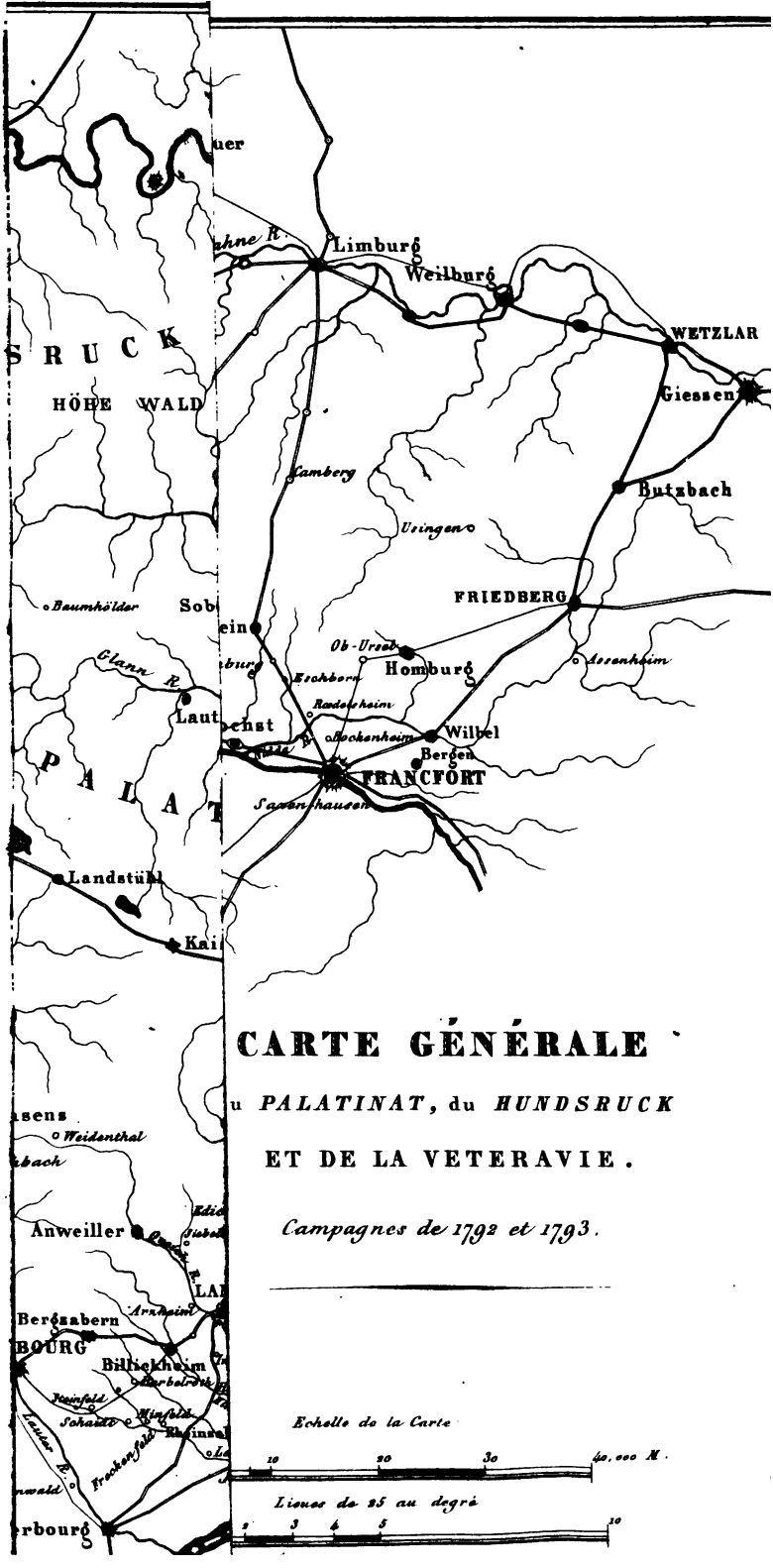
Les premières impressions qui frappent les hommes sont fortes, saisissantes et presque toujours ineffaçables : aussi, à l'armée du Rhin où officiers et soldats aimaient Custine et le regrettaient malgré ses récentes défaites, tous ont accusé Ferrière et Cousso, tous ont frappé ces deux officiers d'une longue réprobation et ont applaudi à leur chute, lorsque, dénoncés à leur tour par leurs propres soldats, ils furent renvoyés de l'armée du Rhin.

Bien des années après les événements dont il est ici question, nous avons eu l'occasion de voir le général Ferrière et de l'entretenir sur ces tristes circonstances. Vieux, retiré du service depuis longtemps et presque oublié dans l'armée, il habitait la petite ville de Luxeuil en Franche-Comté. Là, nous l'avons entendu se justifier, du moins par la direction de ses intentions, du fait odieux que ses camarades lui imputaient : il donnait d'honorables regrets à la mémoire de Custine et déplorait avec nous sa destinée malheureuse.

L'adjudant-général Cousso professait, en 1817, avec une ferveur tout exemplaire les opinions des ultrà-royalistes : cette conversion ne semblait pas lui avoir été fort utile, lorsqu'il se présenta, un soir, à l'audience publique de M. le maréchal Gouvion

Saint-Cyr, ministre de la guerre. M. Cousso devint à l'instant le centre d'un cercle nombreux d'officiers ayant tous appartenu à la première armée du Rhin; parmi eux, le loyal et brave général Rapp se faisait remarquer par l'extrême vivacité des reproches qu'il adressait *au dénonciateur de Custine.* L'accueil que M. Cousso reçut de ses anciens camarades, fut tel qu'il sortit du salon d'audience sans avoir parlé au ministre, qui nous parut charmé de son départ.

Dans la nuit du 18 mai, Custine se rendit à Strasbourg : il était accompagné de son fils, de son neveu, de ses aides de camp, de son chef d'état-major Baraguey d'Hilliers, et de l'adjudant-général Gay de Vernon.



CARTE GÉNÉRALE

u *PALATINAT*, du *HUNDSRUCK*

ET DE LA VETERAVIE.

Campagnes de 1792 et 1793.

ARMÉE DU NORD.

Qui n'aurait cru qu'au Nord les armées prussiennes et autrichiennes, grossies de tous les contingents de l'Empire et de la meilleure partie des forces de terre de l'Angleterre et de la Hollande, allaient écraser la France, qui, dans ses premiers troubles, venait de perdre par l'émigration la plus grande partie des chefs de ses armées de terre? On connaît le résultat de cette première lutte, la plus forte et la plus inégale qui ait jamais été engagée.

(Général Mathieu Dumas, Précis des événements militaires.)

CHAPITRE NEUVIÈME.

Mort de Dampierre. — Retraite sur le camp de César. — Arrivée de Custine à Cambrai. — Dispositions de l'armée. — État des troupes. — Démêlés entre Custine et le ministre de la guerre Bouchotte.

Le brave Dampierre, plus soldat que général d'armée, avait eu la cuisse emportée par un boulet de canon, le 8 mai, pendant l'attaque des retranchements que les Autrichiens défendaient aux débouchés de la forêt de Vicogne : transporté à Valenciennes, il y mourut le lendemain des suites de sa blessure, et ce trépas glorieux le déroba certainement à l'échafaud, où deux de ses successeurs devaient monter à tour de rôle.

Lamarche, vieux général qui s'était distingué à la tête de l'avant-garde de Dumouriez pendant la campagne de Belgique, prit le commandement de l'armée et ordonna aussitôt la retraite. Le 9, la division de gauche, sous le général Chaumont, occupa Maulde, Mouchin et Orchies; Lamarlière demeura entre l'Escaut et la Scarpe, un peu en arrière du terrain où Dampierre avait été blessé à mort; la division de Béru se plaça en avant du faubourg des Marlis sous le canon de Valenciennes et Lamarche, avec le gros de l'armée, campa à Famars sur la rive gauche de la Ronelle. Nos trou-

pes eurent le temps de se retrancher et de rétablir les redoutes que le maréchal de Rochambeau avait fait élever au commencement de la campagne précédente; car les chefs des coalisés, qui attendaient l'arrivée du grand attirail de siége tiré de Vienne et de la Hollande, employèrent treize jours en conférences politiques et en mouvements de troupes assez insignifiants. Ainsi, malgré la faiblesse de notre armée, toute tentative directe sur Valenciennes était encore impossible, et nous n'avions pas entièrement perdu les moyens de secourir la place de Condé, bloquée par le corps d'armée aux ordres du duc de Wurtemberg.

Dans la réunion diplomatique et militaire tenue à Anvers, pendant les journées du 7 et du 8 avril, le prince d'Orange, lord Auckland, le général prussien Knobelsdorf, le feld-maréchal de Cobourg et les comtes de Metternich et de Stharemberg avaient réglé l'ensemble des opérations sur la frontière de Flandre et la force des contingents que chacune des puissances belligérantes devait fournir : ils furent à peu près fixés de la manière suivante :

Autrichiens (armée du feld-maréchal prince de Cobourg)	50,000	hommes.
Anglais, Hanovriens et Hessois (duc d'Yorck).....	30,000	
Hollandais (prince d'Orange).....	15,000	
	95,000	

Report.....	95,000
Prussiens (général Knobelsdorf)..	8,000
Corps du prince de Hohenlohe-Kirchberg.....	30,000
Total.....	133,000

Les membres de cette espèce de congrès crurent aussi que, dans la situation politique où se trouvait l'Europe envers la France, il fallait prendre, à notre égard, des indemnités pour le passé et des garanties pour l'avenir; ils déterminèrent, en conséquence, les prétentions respectives de chaque puissance sur le territoire de la République. On n'a jamais bien connu quelle a été l'étendue de ces stipulations; car les chances de la guerre, qu'on supposait devoir être favorables à l'invasion anglo-autrichienne, tournèrent contre les coalisés et rompirent les arrangements formés par les généraux et les ministres étrangers.

Le plan des opérations à suivre était dicté par les cabinets de Londres et de Vienne; il fut donc convenu que l'on s'emparerait d'abord de Condé et de Valenciennes, et que ces deux places seraient remises à l'Autriche, toujours avide de ressaisir les villes dont elle avait été dépossédée dans l'antique succession de Marie de Bourgogne. L'Angleterre recevrait Dunkerque; mais le Stathouder dut se contenter de la protection dont le couvraient ses formidables alliés.

Le 23 mai, les armées combinées de Hollande,

d'Angleterre et d'Autriche reprirent simultanément l'offensive : depuis Maubeuge jusqu'à Orchies et depuis Orchies jusqu'à Ypres, notre ligne fut assaillie sur tous les points à la fois ; mais les colonnes principales, dirigées par le duc d'Yorck et le maréchal de Cobourg en personne, se portèrent, dès la pointe du jour, contre les camps des Marlis et de Famars. Clairfayt attaqua la division de Béru, tandis que le duc d'Yorck essayait de prendre notre droite à revers. Dans l'armée française très-inférieure en nombre, chefs et soldats, tous combattirent avec une grande résolution. Les redoutes en avant de la Ronelle furent les premières enlevées par le corps autrichien aux ordres du général Ferraris ; néanmoins l'action dura jusqu'à la nuit, et les coalisés ne furent maîtres de nos retranchements qu'après les avoir baignés du sang de leurs plus braves soldats. Lamarche laissa près de 12,000 hommes de garnison dans Valenciennes (*), et se retira en bon ordre par Denain et

(*) Composition de la garnison laissée dans Valenciennes.

État-major.

Commissaires de la Convention	Les députés Briez et Charles Cochon-Lapparent.
Commandant de la place...	Le général de division Bécays-Ferrand.
Commandant supérieur du	

Bouchain, sur la position du camp de César, situé au-dessous de Cambrai. Le général Lamarlière, qui, plusieurs jours auparavant, avait exécuté sa retraite, en suivant la route de Douai à Pont-à-Marque, occupait, avec deux divisions de 6,000 hommes chacune, le camp de la Madeleine en avant de Lille.

Le 24, les coalisés terminèrent l'investissement de Valenciennes; le maréchal de Cobourg établit son quartier-général à Errin; 35,000 Autrichiens et Hessois, formant l'armée d'observation, vinrent

génie et de l'artillerie..... Le général de brigade Tholosé.
Officiers du génie..... Les capitaines Dembarrère et d'Hautpoult.
Officiers supérieurs d'artillerie..... Les lieutenants-colonels Law de Lauriston et Monceaux.

Effectif des troupes.

4 bataillons de ligne.....	1,980 hommes.
14 — de volontaires.....	7,890
Cavalerie (détachements des 24e et 25e de dragons).....	400
Artillerie (détachements des 3e et 6e régiments).....	350
Artillerie des gardes nationales.....	750
Mineurs et Pompiers.....	546
Total.....	11,916

La place était armée de 172 pièces d'artillerie.

camper sur la rive droite de la Selles, et le duc d'Yorck commença le siége régulier de Valenciennes avec son corps d'armée de 30,000 Anglais et Hanovriens, renforcé par une division de 12,000 Impériaux. Ce prince avait auprès de lui, pour conseil, l'habile général Ferraris, et, pour diriger les opérations du génie et de l'artillerie, le général-major Unterberger, ingénieur autrichien d'un grand mérite.

Le prince d'Orange, qui commandait à Tournai, fit sortir de Menin une division hollandaise dans le but de couvrir la droite de ces divers mouvements; elle fut attaquée par Lamarlière, qui lui prit ou tua 900 hommes.

Lamarche avait ramené dans les camps de César et de Paillencourt 38 bataillons et 3,000 chevaux environ; c'étaient les débris et le noyau de l'armée du Nord. Custine arriva le 25 à Cambrai; le lendemain, on nous informa que la division de Ferraris avait enlevé et incendié le faubourg des Marlis. Le 1er juin, le général en chef adressa aux troupes un ordre du jour des plus sévères; nous en citerons quelques passages :

« Je suis obligé, disait-il, de vous parler en chef, « moi qui voudrais vous parler en père; car, sa- « chez-le bien, je suis par mes services le plus « vieux soldat de l'armée. »

Custine annonçait qu'il punirait avec rigueur les habitudes de maraude; « *car ce n'est jamais*

« *qu'une armée indisciplinée qui éprouve une dé-* « *tresse de vivres;* » puis il s'étonnait que, dans le 2e bataillon de Saône-et-Loire, on eût entendu des cris de Vive le roi!

« La trahison de l'infâme Dumouriez aurait-elle « conduit quelques-uns de vous à cet état de dé- « gradation de l'âme qui la porte à vouloir se « donner un maître? L'homme vraiment digne de « la liberté n'a recours, pour se protéger, qu'à sa « force..... Plutôt mourir que de recevoir la loi « d'aucun roi.....»

Dans la situation des choses, la tâche imposée à Custine était difficile. Il l'entreprit avec courage, et l'accomplit par son énergie. Aucun des généraux en chef, à cette époque, n'aurait fait aussi résolûment, aussi vite et aussi bien que lui.

Custine était notre plus grande renommée militaire; dans l'armée, nulle tête ne s'élevait aussi haut que la sienne, nul bras n'était aussi ferme que le sien; aujourd'hui même, on ne pourrait lui refuser le premier rang parmi les généraux qui ont maintenu ou rétabli dans nos armées les règles sévères de l'administration et de la discipline.

La position du camp de César, située derrière l'Escaut et appuyée à deux bonnes places de guerre, Cambrai et Bouchain, avait une force intrinsèque connue. Notre gauche s'étendait le long des marais de la Censée et le canal de communication avec la Scarpe. De ce côté, on avait retran-

ché et armé d'artillerie les hauteurs d'Oisy et les postes de Pallué et d'Arleux; le village d'Aubigny-au-Bac fermait le débouché qui vient de Douai. La droite se retournait sur Cambrai et bordait la rive gauche de l'Escaut; au-dessous de cette place, on traça huit emplacements pour des batteries de gros calibre, dont les tirs allongés et à ricochets devaient défendre les approches du fleuve: la cavalerie se cantonna dans les villages de Cantain, Marcoing et Crèvecœur, et se disposa de manière à pouvoir déboucher rapidement dans la plaine de Solesmes. La division du général Ilher fut envoyée à Hecq, sur la lisière de la forêt de Mormal. Ce détachement de 7,000 hommes était destiné à former un camp qui couvrirait Landrecies, et porterait, au besoin, du secours à la garnison du Quesnoy.

C'était une faute, et une faute bien grande, que d'aventurer un corps aussi faible à douze lieues du gros de l'armée, et de le placer hors de toute relation de défense avec les troupes du camp de César. On ne doit cependant pas attribuer ce tort tout entier à Custine, qui savait parfaitement que 15,000 hommes au moins étaient nécessaires dans une semblable position. Et, quand même il eût pu disposer de ces 15,000 hommes, ne valait-il pas mieux les garder près de lui? Mais quel autre parti pouvait-il prendre, puisque le conseil exécutif lui envoyait ordre sur ordre pour qu'il fît occuper, coûte que

coûte, un poste intermédiaire entre le Quesnoy et Landrecies? Il aurait été plus utile d'occuper la position du Castelet, afin que notre extrême droite fût à portée de disputer avec succès les passages près des sources de l'Escaut. Mais Custine ne voulut pas y consentir, et s'obstinait à blottir son armée dans un camp retranché de toutes parts. Malgré les plus sages observations, il donna l'ordre de tracer une ligne d'ouvrages fortifiés dont le front faisait face en arrière, et qui, comprenant le village et le bois de Bourlon, tirait droit sur Marquion et finissait au bord de la Gache, petit affluent de la rive droite de la Censée.

Pendant ce temps, on fit transporter les malades et les blessés à Péronne et à Saint-Quentin; et Custine envoya l'adjudant-général Gay de Vernon à Lille, pour prendre dans cette place la quantité d'artillerie de position nécessaire à l'armement complet des camps de César et de la Madeleine. Lille renfermait un matériel immense et même superflu; l'adjudant-général Gay de Vernon fit, de concert avec le commandant du génie Marescot, le relevé des bouches à feu qu'on pouvait retirer des arsenaux sans dégarnir la place. Cet état fut envoyé à Custine, qui autorisa Lamarlière à prendre 30 canons de 12 et de 48, et donna l'ordre de diriger tout de suite sur le camp de César 46 pièces de gros calibre, dont 8 obusiers.

Lille avait pour commandant le général de di-

vision Favart, vieil ingénieur fort instruit, mais d'une si grande circonspection qu'on pouvait la qualifier de timidité : dès qu'il connut le projet de Custine, il crut la ville livrée ou perdue, adressa des réclamations directes au ministre de la guerre et écrivit au général en chef :

Lille, le 25 juin 1793.

« J'ai reçu la lettre que vous m'avez fait l'hon-
« neur de m'écrire, le 23 du courant, par laquelle
« vous m'apprenez que vous autorisez le général
« Lamarlière à tirer de la place de Lille, 30 pièces
« de 48 et de 12, pour armer les redoutes et re-
« tranchements du camp de la Madeleine. Je crois
« devoir vous faire observer, mon général, que
« je ne vois pas sans crainte la place de Lille se dé-
« sarmer d'une manière aussi vigoureuse. Vous le
« dirai-je? cette grande sortie d'artillerie me paraît
« contraire à la circonstance; car enfin, si vous
« m'enlevez 46 bouches à feu, dont 38 canons et
« 8 obusiers, et qu'à l'instant même vous donniez
« pouvoir au général Lamarlière d'en prendre de
« son côté trente, ce qui fait en totalité 76, vous
« conviendrez, mon général, que cette violente
« soustraction réduit les forces répressives de cette
« place à un degré bien au-dessous de ce que les
« maîtres de l'art ont jugé nécessaire, et on ne
« peut se dissimuler que, si le camp de la Made-
« leine, par des forces supérieures ou par des

« malheurs imprévus, venait à recevoir un grand « échec, il serait impossible de faire rentrer cette « artillerie dans la place; car où trouver à la minute « 200 chevaux avec des charretiers fermes et cou- « rageux? Ce ne serait pas assurément avec des « valets de brasseurs, meuniers, etc., qu'on pour- « rait se flatter d'y réussir. C'est même ce qu'on « aurait peine de se promettre, dans une pareille « circonstance, avec les agents de l'artillerie. Il ne « faut, pour être bien convaincu de cette vérité « que se remettre sous les yeux ce qui vient de se « passer à Famars, et se rappeler les désordres qui « résultent d'un camp forcé. »

Custine répondit au général Favart :

Cambrai, le 2 juillet 1793.

« Je persiste dans mes précédentes dispositions, « général, et pour peu que vous veuillez y réflé- « chir, il vous sera très-aisé de vous convaincre « combien il sera facile, même dans le cas désas- « treux que vous supposez, d'exécuter la manœu- « vre de retraite des pièces de canon, des routes « vers le chemin couvert de la place. »

Le déplacement de cette artillerie, destinée à renforcer la seule armée capable de résister sur la frontière de Flandre aux armées coalisées, a été le prétexte d'une foule de critiques et de calom-

nies. On a grossi les résultats de cette opération; on en a dénaturé les motifs; on l'a qualifiée de manière à la faire paraître criminelle; au sein de la Convention et dans les clubs de Paris, Robespierre et ses adhérents en dévouaient les auteurs à la peine capitale, et prouvaient que Custine avait voulu *désarmer Lille*. La place de Lille désarmée parce qu'à la suite des défaites, essuyées par Dumouriez, Dampierre et Lamarche, on tirait de son immense arsenal 76 pièces de canon ou obusiers! En vérité il fallait bien compter sur la légèreté des esprits et sur leur disposition naturelle à croire les choses que les chefs d'un gouvernement, quels qu'ils soient, répètent et qu'ils appuient sans cesse des mêmes arguments. Et cette absurde opinion a trouvé de l'écho parmi nos historiens modernes; et le prétendu désarmement de Lille en 1793 a passé longtemps pour une vérité incontestable. De nos jours, cette erreur n'est pas complétement détruite; et en 1805, Napoléon lui-même n'était pas détrompé; tellement les hommes, quels que soient d'ailleurs la supériorité de leur génie et l'éclat de leur rang, ont de peine à renoncer aux idées généralement adoptées. A ce sujet on ne lira peut-être pas sans intérêt l'anecdote suivante, qui se rapporte directement à l'événement que nous racontons.

Lorsque Napoléon institua la Légion d'honneur, l'adjudant-général Gay de Vernon était comman-

dant de l'École polytechnique : il ne fut pas compris dans les premières promotions. Une semblable exclusion affligeait vivement cet officier qui se trouvait le seul colonel, employé à Paris, auquel on ne donnait pas cette décoration si recherchée par tous les militaires; plusieurs personnages haut placés, et se disant bien informés, affirmèrent à M. Gay de Vernon, que l'Empereur l'avait nominativement rayé de la liste des présentations où il était porté. Quel pouvait être le motif d'une exclusion qu'on ne croyait pas méritée ? En 1805, M. de Champagny, ministre de l'intérieur, dans les attributions de qui l'École polytechnique était placée, pensa que cet officier n'avait été privé que trop de temps d'une décoration accordée à tous ses camarades, et la demanda formellement à l'Empereur : cette proposition eut lieu à l'issue d'un conseil, en présence du général Dejean, ministre de l'administration de la guerre. L'Empereur interrompit M. de Champagny et lui dit avec un ton d'humeur : « Non, j'ai refusé d'accor-« der la croix et je le refuse encore, parce que « Vernon a donné au général Custine le conseil « de désarmer Lille et qu'il a exécuté ce désarme-« ment. Dejean, ajouta-t-il, vous étiez employé à « la même époque à l'armée du Nord, et certes vous « n'auriez pas contribué à faire adopter une sem-« blable mesure. »

« Sire, répondit le général Dejean, ce qu'a fait

« Vernon, il l'a fait de concert avec Marescot, et « nous en eussions tous fait autant. Pour mon « compte, si je m'étais trouvé en position d'être « consulté par Custine, je lui aurais donné le « même conseil que Vernon. »

L'Empereur crut sans la moindre hésitation le général Dejean, et signa la nomination que lui avait présentée M. de Champagny.

Cette anecdote n'a aucune importance historique; mais les détails en sont honorables pour Napoléon et pour ses ministres : pour Napoléon, qui répara tout de suite une injustice dont il était seul responsable; pour ses ministres, qui remplirent un devoir en lui montrant la vérité; et je ne pense pas qu'on nous sache mauvais gré de cette digression, quoiqu'elle ait interrompu le récit des événements militaires.

La détresse de l'armée était affreuse : les bataillons de ligne n'avaient pas au delà de 250 à 300 hommes. Chez les volontaires, il est vrai, ce dépérissement n'était pas porté aussi bas, et leurs bataillons comptaient 400 combattants. Encore, parmi ces hommes qui gardaient leurs rangs, beaucoup étaient sans chaussure ou sans habits; et un grand nombre avaient perdu quelques pièces de leur armement. La cavalerie se traînait avec un tiers de son monde sans chevaux et formait soixante-dix escadrons, présentant moins de 4,000 sabres.

Parmi tant de maux et de misères, les liens de

la discipline s'étaient nécessairement très-relâchés : ils menaçaient de se rompre. Les soldats, faute de distributions régulières, s'étaient organisés en bandes de maraudeurs qui, d'abord dans les cantonnements, ne cherchèrent que des vivres. Mais ils se fatiguèrent promptement de leur modération; et, l'amour du mal venant avec l'habitude de le commettre, ils se rendirent les auxiliaires des habitants qui avaient quelques vengeances particulières à exercer. Imitateurs outrés des mœurs publiques du gouvernement, ils se crurent le droit de piller ceux qu'on leur dénonçait comme aristocrates; et ils traitaient d'aristocrates ceux chez qui ils trouvaient des objets à leur convenance. Cet état de violences, qui faisait du soldat l'ami ou l'ennemi de son hôte, devait ruiner le peu d'autorité que les chefs conservaient; car les coupables étaient en trop grand nombre pour qu'il fût possible de prévenir ou de punir leurs excès. En fait de désordres, les bataillons de volontaires et de fédérés surpassèrent de beaucoup les régiments de ligne : il y eut entre eux inégalité pour le mal, et les moins payés furent en général les plus modérés.

La différence de solde entre les soldats de ligne et les volontaires n'était pas la seule cause du désordre intérieur des troupes et de la rivalité qui les divisait. Les volontaires s'assemblaient sans autorisation, avaient des clubs, délibéraient sur les affaires de l'État et dénonçaient les chefs qui leur

déplaisaient : les soldats de ligne, au contraire, ne s'étaient détachés qu'à demi des liens de l'ancienne discipline. Les premiers portaient avec jactance l'habit national, et affichaient en toute occasion le plus violent amour du nouvel ordre de choses ; mais les régiments n'avaient entièrement quitté ni leurs noms, ni leurs souvenirs, ni leurs vieux uniformes blancs, ni leurs drapeaux empreints encore de fleurs de lis mal effacées : de là des menaces, des injures, des querelles et une haine violente tous les jours ensanglantée par des duels. C'était une guerre intestine, ouverte, hautement déclarée : chacun sachant dans quels rangs et sous quelles tentes il devait chercher son ennemi.

La vue d'un désordre aussi effrayant n'intimida pas Custine ; il était l'homme de la circonstance, car il se sentait le courage de vaincre l'excès du mal. Il réussit ; mais en ayant recours à des moyens qui lui étaient malheureusement trop familiers, à des exécutions horribles parce qu'elles étaient illégales, et qui, répétées quatre fois dans le cours de sa vie, chargent péniblement sa mémoire. Beaucoup de gens ont blâmé Custine sans l'accuser : beaucoup d'autres l'accusèrent après l'avoir approuvé. Cependant, s'il pouvait être vrai, comme le prétendent certains législateurs et publicistes, que, dans de graves occasions, il est permis aux dépositaires du pouvoir de s'élever au-dessus des lois et de se débarrasser des formes trop lentes d'un tri-

bunal; s'il pouvait être vrai que les résultats heureux justifient toujours les moyens, il faudrait peut-être absoudre Custine d'avoir disposé sans jugements et à son gré de la vie de quelques soldats coupables.

Ainsi cessèrent la maraude et le vagabondage; ainsi s'apaisa la fureur des duels; en même temps, l'ordre se rétablissait dans les rangs; on reprenait confiance; la discipline se ranimait et rendit quelque énergie aux troupes. Mais, pour compléter la réorganisation de l'armée et la mettre en état de reprendre l'offensive et de secourir Valenciennes, il fallait de nombreux renforts. Le général en chef ne croyait pas à la possibilité d'agir contre les coalisés à moins que le comité de salut public n'envoyât 20,000 hommes d'infanterie, 10,000 de cavalerie et 200 attelages au moins pour le service de l'artillerie et des charrois. Ses demandes, fortement appuyées par le représentant du peuple Courtois, ne parurent pas exagérées aux membres du comité de salut public. Mais le comité était à la veille d'être renouvelé, et les décisions de la majorité tombant du pouvoir grâce aux intrigues des Cordeliers unis aux Jacobins, allaient être remises à Bouchotte qui, plié sous la surveillance et la tyrannie subalternes de Vincent, son premier commis, ne déguisait pas la haine qu'il portait à Custine. Le général en chef avait inspiré des craintes au parti politique dont Bouchotte était le favori, et Vincent

l'agent le plus frénétique et le séide le plus dévoué. Cet effroi, ou vrai ou affecté, on avait soin de le faire sonner bien haut dans les clubs de Paris, afin d'excuser une haine privée par le culte de certaines croyances politiques hors desquelles, disait-on, il ne pouvait pas y avoir de salut pour la République. Mais l'animosité de Bouchotte venait d'autre part. Il n'ignorait pas que le général en chef travaillait à s'emparer du portefeuille de la guerre. Car, ambitieux de tous les genres de célébrité et se croyant fait pour toutes les gloires, Custine aspirait à être à la fois ministre et général, à diriger les armées dans les conseils et sur les champs de bataille; enfin à devenir le bras et la tête de la République. Bouchotte sentit le coup dont il était menacé, et le para en se retranchant derrière l'omnipotence du parti qui l'étayait au ministère. Custine, trop fier pour ne pas être imprudent, se crut de force à renverser un ennemi qui, avant le combat, se plaçait hors de ses atteintes.

La lutte entre Custine et Bouchotte était trop inégale, et l'armée en éprouva les funestes effets. Une division de 6,000 soldats aguerris partit pour la Vendée, et fut remplacée par 6,000 recrues. On forma ce détachement en prenant, dans chaque bataillon de ligne et de volontaires de 1791, 57 hommes, savoir : 3 officiers, 3 sergents, 6 caporaux, 44 soldats et 1 tambour. Le rendez-vous gé-

néral était à Cambrai et ces troupes furent transportées jusqu'à Orléans sur des chariots menés en poste. Les cavaliers démontés reçurent l'ordre de rentrer dans leurs dépôts, de sorte qu'on nous laissa avec moins de 4,000 chevaux en face d'un ennemi qui avait plus de 300 escadrons, et ce ne fut pas sans peine qu'on obtint l'autorisation d'acheter ou de requérir quelques attelages pour l'artillerie qui en avait un pressant besoin. Les bataillons de renfort n'arrivaient que lentement, les uns sans officiers, les autres à demi équipés, beaucoup sans armes et sans uniformes. Sur les 36,000 soldats qui occupaient le camp de César au commencement de juin, 6,000 étaient sans fusils, et un pareil nombre n'avait que des fusils sans baïonnettes.

Custine se plaignit avec aigreur de l'injustice qu'on déployait à l'égard de son armée. Le ton hautain de sa correspondance acheva d'exaspérer ses ennemis; les choses continuèrent à aller comme par le passé, c'est-à-dire de mal en pis, et chacun dut prévoir que le général en chef était un homme perdu.

Sur ces entrefaites le général Sauviac arriva de l'armée des Ardennes. Il venait proposer à Custine un plan d'opérations offensives.

Voici en quels termes il a raconté lui-même les motifs et l'issue de sa mission :

« J'avais été député vers *le général Custine* par

« les représentants et le général en chef de l'armée « des Ardennes pour lui communiquer un plan « *d'attaque* qu'ils avaient adopté à l'unanimité. Le « général Custine le traita de projet de partisans, « quoiqu'il fût question de faire mouvoir 300,000 « hommes entre mer et Rhin, et que, par consé- « quent, rien ne ressemblât moins à une petite « guerre.

« Fâché d'un refus qui paraissait compromettre « la sûreté de nos frontières, le représentant La- « porte, en mission à Sedan, rédigea un mémoire « sur cet objet, avec des développements intéres- « sants, qu'il me chargea de porter au comité de « salut public. Malgré les vues excellentes que ren- « fermait ce mémoire, les représentants Danton « et Lacroix, chargés alors de la partie militaire « dans le comité, le rejetèrent, disant que le gé- « néral Custine en avait un différent, que l'inten- « tion du comité était de n'y rien changer; le re- « présentant Delmas, attaché aussi à la section de « la guerre du comité, fut le seul qui parut « écouter avec intérêt le développement que je « lui en fis (*). »

Le général Sauviac n'eut pas tout à fait tort d'être blessé de la manière dont Custine écouta et discuta cet inexécutable projet; mais on ne le traita

(*) Aperçu des deux dernières campagnes de l'armée du Nord, pour servir de réponse à une satire contre le général Pichegru, par le général J. A. L. Sauviac (pages 6 et 7).

pas de guerre de partisans; car il aurait fallu être insensé ou ignorer la valeur des expressions de notre langue, pour donner un pareil nom aux mouvements bien ou mal combinés de 300,000 hommes sur une aussi vaste frontière.

Custine avait d'autres pensées, pensées moins gigantesques; il croyait qu'on ne pouvait pas, sans un péril imminent, dégarnir le camp de César ou découvrir les places de la Flandre; qu'il y aurait plus que de l'imprudence à s'adosser à la Sambre, en la passant sous Maubeuge, dans un pays découvert, avec une armée faible en cavalerie, au milieu d'un ennemi qui, de Mons à Tournai, avait 32,000 chevaux. En conséquence, il proposait au comité de réunir une masse de 50,000 hommes à la hauteur de Courtrai, entre la Lys et l'Escaut, en laissant, à portée de cette armée, 15,000 hommes en observation sur la Marque.

Nous serons favorisés dans ce mouvement, écrivait-il, par la direction des canaux et le cours des rivières qui faciliteraient et même défendraient nos convois; nous ne découvririons aucun des points importants à conserver; nous couperions la communication de l'ennemi avec la mer; ce qui affaiblirait le moral de l'armée anglaise et lui ôterait de son assurance; et, comme les coalisés ne sont pas en force du côté de la Flandre maritime, ils devront détacher de leur armée principale un corps nombreux pour s'opposer à nos progrès, ce

qui dérangera leur système de subsistances. Enfin, dès notre troisième jour de marche, nos partis de cavalerie s'avanceraient très-près de Bruxelles, et l'ennemi, crainte de perdre ses relations avec cette grande ville de dépôt, rappellerait infailliblement sur les derrières toutes ses troupes légères, et peut-être abandonnerait le siége de Valenciennes.

CHAPITRE DIXIÈME.

Custine passe l'inspection de l'armée.— Agitation dans le camp de César causée par les agents des Jacobins et des Cordeliers. — Custine est mandé à Paris; son arrestation.

La dénonciation de Ferrière avait éveillé dans Paris beaucoup d'échos tout prêts à répéter les inculpations de trahison lancées contre Custine. Les bureaux de la guerre servaient activement la cause du ministre Bouchotte; les clubs des Cordeliers et des Jacobins s'étaient émus; les feuilles publiques envenimaient la question. Marat, dans son *Ami du peuple*, Laveaux, dans le *Journal de la Montagne*, répétèrent leurs terribles accusations; et Ferrière, qui était un des rédacteurs du *Républicain français*, fit insérer, dans le numéro du 12 juin, une critique amère des mouvements prescrits aux armées du Rhin et de la Moselle pendant les journées des 16 et 17 mai, et un plan très-développé des dispositions qu'il aurait fallu adopter. Selon Ferrière, c'était trop peu que l'enlèvement d'une brigade ou même la surprise d'une division autrichienne; on devait prétendre à des résultats plus décisifs; et Ferrière, tranchant du général en chef, disait qu'on aurait dû porter les deux armées au delà de Landau et de la Queich, et combattre le duc de Brunswick et le feld-maréchal de Wurmser en bataille rangée. Ces projets

de grandes batailles à donner plaisaient à l'ignorance de la multitude et séduisaient l'imagination ardente des membres de la commune de Paris.

L'adjudant-général Cousso n'ignorait pas que certains noms propres ont le pouvoir de soulever les passions populaires; il affirmait donc que, sans les détestables manœuvres de Custine, et peut-être ses trahisons cachées, nos troupes se seraient infailliblement emparées des princes de Condé et de Lambesc, drapeaux et symboles de l'émigration armée. Le général en chef était à Aire lorsqu'il apprit toutes ces intrigues; il écrivit, le 21 juin, au président de la Convention, et demandait des juges.

« Il faut que Ferrière et moi comparaissions de-
« vant un conseil de guerre. La Convention doit
« un exemple; il faut que ma tête ou celle de Fer-
« rière tombe..... Ferrière s'est lâchement conduit
« à l'affaire du 17 mai : il devait tourner la gauche
« des Autrichiens et les poursuivre à travers les
« bois d'Herxheim : il s'est arrêté à l'entrée. Pour-
« quoi n'a-t-il pas exécuté mes ordres? »

Puis, revenant à ses plaintes habituelles contre Bouchotte : « Je le répète, il faut à la République
« des ministres purs et habiles, et, conséquem-
« ment, bien différents de ceux que l'intrigue ou
« les passions nous ont donnés jusqu'à ce jour. »

A la fin du mois de juin, Custine remit au général Leveneur le commandement provisoire du

camp de César et alla passer l'inspection des quartiers de l'armée et des places fortes situés dans la Flandre maritime: Les troupes et les habitants le reçurent partout avec enthousiasme, et le gouvernement permit qu'on insérât l'article suivant dans le *Moniteur* du 2 juillet:

« Le général Lamarlière et le général en chef « ont toute notre confiance, écrivait-on du camp « de la Madeleine. L'austérité républicaine du gé- « néral Custine a quelque chose qui inspire la « confiance à la première vue; aussi a-t-il été reçu « dans ce camp avec toutes les démonstrations de « la joie. Il n'a pas été moins bien reçu dans toute « sa tournée sur la frontière, et particulièrement « à Dunkerque, où il est dans ce moment. Là, il « a dû se consoler des calomnies (11) au milieu des « hommages qui lui ont été rendus par tous les « citoyens et par les corps administratifs aussi bien « que par l'armée. »

Les troupes étaient distribuées de la manière suivante, depuis Yvoy-Carignan sur le Chier jusqu'à Dunkerque.

SITUATION SOMMAIRE DE L'ARMÉE DU NORD A LA FIN DU MOIS DE JUIN 1793.

Custine, général en chef. — Le général de brigade Desbrulys, chef de l'état-major-général.

EMPLACEMENTS des troupes.	FORCE numér. des troup.	GÉNÉRAUX.	OBSERVATIONS.
	hommes		
Camp d'Yvoy-Carignan.	4,500	.....	Ce corps surveillait le cours de la Sémoy.
A Sedan.	2,000	Beauregard.	
Givet.	2,300	Delâge.	
Philippeville.	900	Vich.	
Camp de Maubeuge.	10,000	Montchoisy. Tourville.	Ces 2 divisions observaient les mouvements des corps autrichiens cantonnés à Bavay et à Bettignies.
Avesnes.	500	.....	
Le Quesnoy.	1,600	Goulus.	Cette garnison fut augmentée de 2,400 hommes au moment du siége.
Camp de Hecq.	7,500	Ilber.	Ce camp tenait la défensive derrière les lignes d'abatis qui traversaient la forêt de Mormal.
Camp de César.	36,000	Leveneur, d'Hédouville Lamarche, Chaumont, Kilmaine.	
Cambrai. Bouchain.	6,000	Declaye.	
Camp de la Madeleine.	12,000	Lamarlière. Béru.	
Lille (*garnison*).	6,000	Favart.	
Camp de Bailleul.	3,000	Dumesnil.	
Camp de Cassel.	2,000	O. Moran.	
Camp de Ghivelde.	4,000	Souham.	
Bergues (*camp*, *garnison*).	3,500	Leclair. Steenhoffen.	
Dunkerque.	3,000	O. Méara.	
Douay, Arras, etc.	7 000	.....	
Condé (1).	3,000	Chancel.	(1) Pour mémoire.
Valenciennes (2).	12,000	Ferrand.	(2) Pour mémoire.
Total.....	126,800		

A l'exception des garnisons qui occupaient les places fortes, l'armée était établie presque partout

sur la plus pauvre défensive; nos troupes n'avaient ni assez d'instruction, ni assez d'expérience, pour livrer de grands combats à l'ennemi; celles des camps de César et de Paillencourt, les seules qui, jusqu'à un certain point, auraient pu effectuer des retours offensifs de quelque importance, manquaient de cavalerie, et le ministre, au lieu de renforcer les régiments de cette arme, en diminuait chaque jour le nombre. Les recrues et leurs officiers avaient besoin de se connaître mutuellement, de s'instruire et de se discipliner ensemble; aussi Custine croyait-il qu'il fallait, avant toutes choses, les garder dans les camps dont il avait fait de véritables places d'exercices. Là, nos troupes s'aguerrissaient par de continuels engagements de postes, des combats d'avant-garde et des affaires de canon prudemment dirigées. Dans cette tâche utile et sans éclat, il fut efficacement secondé par le zèle et l'activité des généraux Leveneur, Lamarlière, d'Hédouville, Béru, Kilmaine, Souham, et par Baraguey d'Hilliers, dont l'esprit organisateur et un peu novateur servait à développer à merveille les idées du général en chef.

Le 8 juillet, Custine revint de son inspection et rentra au camp de César après une absence de treize jours. Ce temps avait été mis à profit par ceux qui méditaient sa perte, et nous trouvâmes, au milieu de l'armée, une foule d'agents et d'émissaires qui semaient des soupçons de trahison, ré-

pandaient des libelles ou affichaient, dans les cantonnements, des placards injurieux pour le général en chef. Dans plusieurs de ces écrits sanguinaires, on vantait le patriotisme éclairé des soldats de Lille, qui avaient immolé deux traîtres, Théobald de Dillon et le colonel du génie Berthois; et l'on se plaignait qu'un aussi noble exemple ne trouvât plus d'imitateurs. L'armée ne voyait dans ces ignobles menées que des calomnies atroces unies à l'invitation maladroitement déguisée d'une révolte et d'un assassinat. Les troupes se méfièrent de ces sinistres orateurs, et conçurent du mépris pour leurs personnes. Ils coururent souvent des dangers; Baraguey d'Hilliers fut obligé de s'interposer pour soustraire un de ces misérables à la fureur des soldats et, au camp de Paillencourt, les adjudants-généraux Jarry et Chérin servirent de sauvegarde au commissaire du pouvoir exécutif Scellier et à son secrétaire, qui distribuaient des exemplaires de *l'Ami du peuple*, du *Républicain français*, du *Père Duchesne* et du *Journal de la Montagne*. Car les troupes aimaient et vénéraient Custine; leurs manifestations en sa faveur devenaient tellement vives, que les représentants du peuple eux-mêmes furent contraints de désavouer, par un ordre du jour, certains agents secrets du gouvernement et de flétrir un de ses organes semi-officiels (11).

Ainsi grondait parmi nous la foudre que les

Cordeliers et les Jacobins de Paris appelaient à grands cris sur la tête de Custine.

Vétérans de l'armée du Nord, c'est à vous que je m'adresse; j'adjure votre témoignage; vous confirmerez, j'en suis certain, les paroles de mon père; vous rendrez pleine justice à la noble conduite de votre général en chef. Vous direz qu'à l'apparition des signes avant-coureurs de sa catastrophe, il se montra insensible à d'atroces calomnies, méprisant ceux qui les proféraient et mettant leurs personnes sous la sauvegarde de son autorité. Vous direz que Custine ne songea ni à fuir sa patrie ni à tenter votre attachement; que, général français, il voulut rester Français, en dépit des dangers qu'il courait, et que, insensible aux séductions de ses amis qui lui prêchaient la révolte, il s'occupait de ses devoirs sans effort, sans trouble et avec activité. Et cependant combien d'exemples contraires donnés par d'illustres fugitifs!

Le 12 juillet, Condé capitula faute de vivres; le blocus avait duré quatre-vingt-quatorze jours; nos soldats en étaient réduits à une ration de dix onces de mauvais pain et de deux onces de viande de cheval; un jour plus tard, ils auraient été forcés de se rendre à discrétion. Le général Chancel et sa brave garnison sortirent de la place le 13, avec tous les honneurs de la guerre; les soldats demeurèrent prisonniers des Autrichiens et furent dirigés sur l'Allemagne, en passant par Liége,

Aix-la-Chapelle et Cologne. Le même jour, le maréchal de Cobourg fit connaître quels étaient les desseins des coalisés sur les pays *soumis par leurs armes.*

PROCLAMATION.

« Frédéric, duc de Saxe-Cobourg, de Clèves, de « Juliers, Eugerne et Westphalie, grand-croix de « l'ordre militaire de Marie-Thérèse, maréchal, « commandant en chef les armées de S. M. l'empe- « reur et roi, etc.

« Les ville, forteresse et districts de Condé ayant « été soumis au pouvoir de l'empereur et roi par « les valeureuses troupes que j'ai l'honneur de « commander, je déclare, par la présente procla- « mation, que j'en prends possession au nom de « S. M. I. et R.; et que j'accorde à tous les habi- « tants paisibles des pays conquis toute sûreté et « toute protection, etc., etc. »

La prise de Condé épouvanta la commune et les clubs de Paris; elle fut le prétexte d'un plus grand déchaînement contre Custine dans les feuilles publiques dévouées au parti démagogique; et le gouvernement ne se donna plus la peine ou les faux-semblants de défendre le général, accusé de tous les côtés. Ces injustices acharnées n'étaient pas sans danger pour ceux mêmes qui les soulevaient; car, à force de crier à la trahison et à la complicité de Custine avec les ennemis de la Ré-

publique, on pouvait lui en suggérer la pensée; or jamais, il faut en convenir, l'occasion ne parut plus favorable pour détacher le général de la chaîne de ses devoirs et le pousser à la révolte. La défaite des Girondins était complète à Paris et au sein de la Convention; mais, à la vue et à l'appel des députés proscrits, le 31 mai, les départements de la Normandie, de la Bretagne, de l'Anjou, de l'est et du midi de la France, s'étaient insurgés contre les proscripteurs; dans le Calvados, dans l'Eure, à Rennes, à Bordeaux, les fédérés s'organisaient en *assemblées nationales de résistance à l'oppression;* de nombreux bataillons se levaient, s'équipaient, et le général Félix Wimpfen, célèbre par sa belle défense de Thionville, prenait le commandement en chef de cette *armée départementale.* Pour triompher de la Convention mutilée, que manquait-il à cette coalition patriotique, née des entrailles mêmes de la République? Deux choses grandes quelquefois, misérables souvent, et toujours faciles à rencontrer aux époques de trouble dans les États démocratiques; un général ambitieux et une armée régulière soumise à l'influence de ce chef. Dumouriez avait échoué dans une entreprise de ce genre, quoiqu'il possédât bien des éléments de succès; et cependant il est vraisemblable, en examinant la situation des choses et la disposition des esprits, que les troupes, fatiguées de leur misère croissante, et aspirant à un repos

sans cesse promis et sans cesse refusé ; se seraient prononcées pour le parti politique qu'aurait adopté Custine. Les préliminaires d'une révolte contre la Convention étaient nécessairement une trêve ou une alliance avec les armées étrangères, et il repoussa toute tentation de ce genre. Il n'y a qu'un ambitieux vulgaire qui se jette à corps perdu dans cet abîme. Custine, au contraire, tout en déplorant les luttes intestines des partis, accomplissait religieusement ses devoirs envers la République. Il aimait les Girondins, leurs personnes, leurs opinions modérées et leurs talents de tribune ; on le savait, et l'assemblée centrale de Bordeaux, présidée par le député Grangeneuve, lui avait écrit le 30 juin :

« Général, frère et ami, puisque tous les tyrans « de l'Europe coalisée contre la République fran- « çaise sont forcés de déplorer le mauvais succès « de leurs armes, une horde de brigands ne voit « d'autres moyens de servir le despotisme que celui « d'introduire au sein de la République l'anarchie « et le désordre ; mais ils se trompent ; les Fran- « çais ont juré d'être libres, ils n'auront pas juré « en vain. Les factions du dedans, liguées avec « celles du dehors, viennent de commettre un « dernier attentat. Le 31 mai, les 1^er^ et 2 juin, ces « factions, secondées par le canon et les poignards, « ont arraché à la Convention un décret d'arres- « tation contre les membres qui avaient le mieux

« servi la liberté par leurs talents et leurs vertus. « A cette nouvelle, un cri de fureur et d'indigna- « tion s'est fait entendre dans les départements; « les citoyens sont arrivés de toutes parts, ils veu- « lent la république, une et indivisible; une armée « s'organise pour marcher contre Paris; 80,000 « hommes s'y rendront sous peu de jours. La so- « ciété populaire de Bordeaux s'empresse de se « réunir à vous; elle veut la république une et « indivisible, vous l'avez jurée aussi. Bravez les ca- « lomnies, attachez-vous à votre poste, combattez « au dehors les ennemis de la liberté, tandis que « nous les poursuivrons au dedans. Notre cri « de guerre doit être à vous : *Guerre aux tyrans!* « et à nous, *Guerre aux royalistes, aux anarchistes « et aux tyrans!* »

Le général Félix Wimpfen, à la suite de ses premiers succès sur l'Eure, mandait à Custine :

« Je profite de l'occasion, mon cher maître, pour « me rappeler à votre souvenir; la nouvelle de « la prise de Pacy vous est sans doute parvenue. « Plaise au ciel que la cruelle anarchie soit anéantie « par vos soins : vous avez l'admiration de toute « l'Europe militaire, vous mériterez la reconnais- « sance de tous les hommes libres. »

Le 14 juillet, Custine répondit aux membres de la société populaire de Bordeaux :

« Puisque, au milieu des violentes secousses « qui vous agitent, vos regards se portent sur les

« armées, écoutez la vérité. On désire en vain « l'unité et l'indivisibilité de la République, lors- « qu'on ne lui fait pas le sacrifice de son opinion, « lorsqu'une société populaire prétend qu'on lise « la volonté générale dans ses écrits et ses pas- « sions, lorsqu'elle oublie ses serments et ses de- « voirs jusqu'à se liguer contre les représentants « du peuple. Si la loi n'est pas un point de ralliе- « ment, nos ennemis sont invincibles et la liberté « nous échappe. Dites aux bataillons de la Gironde, « qui veulent rentrer dans leurs foyers, que la « patrie les retient auprès de leurs drapeaux; à ce « prix je suis attaché à vous. »

Le lendemain, il écrivit au général Wimpfen : « La nouvelle de la prise de Pacy ne m'est point « parvenue; mais j'avoue que je la regarde comme « un attentat à l'unité et à l'indivisibilité de la Ré- « publique. Vous m'avez mal jugé : du moment « où vous êtes revêtu d'une qualité que vous ne « tenez pas de la loi, je dois vous regarder comme « le chef des factieux. Je romps toute correspon- « dance avec vous jusqu'à ce que vous vous mon- « triez vraiment républicain et digne des lauriers « de Thionville. »

Le même jour, Custine envoya au président de la Convention ses réponses ainsi que les lettres et les imprimés qui lui avaient été expédiés par les diverses sociétés populaires, la commission de Caen et le général Wimpfen : il terminait sa dépê-

che par des plaintes contre le ministre Bouchotte: c'était une idée fixe, enracinée dans son esprit, préoccupation fatale qui fut une des causes de son arrestation.

« Je dois vous dire que le ministre de la guerre, « ignorant ou coupable, semble marcher sur les « traces de ses prédécesseurs. Il enlève des bataillons entiers et la cavalerie à l'armée du Nord, « pour les faire marcher d'un autre côté. Dussé-je « en être *la victime*, je déclare que je donne les « ordres les plus exprès pour empêcher qu'aucun « des corps des deux armées que je commande se « mette en mouvement sans une autorisation de la « Convention. »

Dans la soirée Custine reçut l'ordre de se rendre à Paris. Le ministre l'engageait à venir coordonner ses plans avec ceux du comité de salut public, sur la campagne qui allait s'ouvrir. Le stratagème était grossier, le prétexte maladroitement choisi: on avait évidemment combiné ce moyen pour séparer le général d'avec l'armée, puisque l'armée refusait de se séparer de lui. Cependant il se hâta d'obéir, car il est des positions si incertaines et si pénibles qu'on se presse d'en sortir à tout prix, quel que soit le danger qui vous menace. Dès ce moment, Custine cessa de se montrer dans le camp: non qu'il redoutât de voir ses paroles et ses actions mal interprétées, puisqu'elles restaient pures; mais il craignait que les troupes, qui toutes persévéraient

dans leur dévouement à sa personne et qui pressentaient instinctivement les périls du voyage de Paris, ne fissent éclater à sa vue des regrets et des démonstrations d'attachement, que plus tard on leur imputerait à crime s'il succombait dans la lutte qu'il allait soutenir. Car le général en chef, tout en convenant du danger de sa position, se persuadait que sa présence au comité de salut public suffirait pour confondre Bouchotte et lui faire perdre son portefeuille.

Le 17 juillet, Custine quitta Cambrai : il avait d'abord voulu partir seul, et ne se décida qu'avec peine à emmener le général Baraguey d'Hilliers, l'adjudant-général Gay de Vernon et le capitaine-adjoint Dorie.

A son arrivée à Paris, le 18 juillet, il écrivit au président de la Convention, Jean Bon St-André, ce singulier billet :

« Citoyen président, appelé par les ordres du « comité de salut public, je ne veux pas exister « dans les lieux des séances de la Convention sans « lui offrir, par votre organe, l'hommage de mon « respect et de mon obéissance aux lois qui consti- « tuent la République, et de mon inviolable atta- « chement à son unité et son indivisibilité. »

Le même jour, il se rendit au comité de salut public; tous les membres et le ministre de la guerre étaient présents. Là, Custine accusa Bouchotte de haine personnelle, d'inhabileté et de faiblesse.

Le soir, il nous raconta les détails de ce fatal entretien : voilà à peu près dans quels termes il s'était passé :

Le général disait à Bouchotte : « Votre inimitié « date de l'époque où j'ai quitté le commandement « de l'armée du Rhin et Moselle. Votre inhabileté, « et sachez-moi gré de l'expression, votre inhabi- « leté, je le répète, est telle, qu'on pourrait la « croire l'effet du plus honteux calcul. Depuis trois « mois passés, vous abandonnez à un incroyable « dépérissement la seule armée qui puisse sauver « Valenciennes ou fermer aux coalisés la route de « Paris. Prétendrez-vous que vous n'aviez à votre « disposition ni armes, ni hommes, ni argent, ni « munitions de guerre? Mais ici chacun est prêt « à vous démentir. D'ailleurs les armées du Rhin, « de la Moselle et de la Vendée ne recevaient-elles « pas chaque jour abondamment ce que vous re- « fusiez à la mienne? Si vous ne vouliez pas m'en- « voyer de renforts, du moins il ne fallait pas « m'affaiblir d'une division entière d'infanterie et « m'enlever deux régiments de cavalerie lorsque « je n'avais que 4,000 chevaux à opposer aux « 32,000 chevaux de l'ennemi. Votre intention se- « crète était, je le sais, de me perdre et de me per- « dre seul; mais ne risquiez-vous pas de compro- « mettre ainsi le salut de la République? Vous « avez cru que je laisserais périr mon armée sans « me plaindre. Non, non : j'ai écrit contre vous,

« je vous ai dénoncé. Votre autorité ne doit pas « s'étendre jusqu'à faire le mal impunément, et j'ai « essayé de montrer dans quelles mains pitoyables « était tombée la confiance du gouvernement. « Obéissez à Vincent, puisque votre faiblesse et « votre intérêt vous condamnent à cette soumis- « sion : moi, tant que je serai revêtu d'un com- « mandement en chef, je me croirai au-dessus du « pouvoir d'un de vos commis. »

Bouchotte ne prit ni la peine de se disculper, ni le soin de justifier ses affections politiques. Il vanta les travaux administratifs de Vincent, son zèle et son ardent amour de la République : c'était son ami, son collègue, son adjoint, plutôt que le secrétaire-général du ministère; il devait beaucoup à ses lumières et à son activité infatigable. Quant à lui, Bouchotte, il s'était personnellement attiré l'inimitié des généraux à cause de son patriotisme, de sa haine pour toute espèce de despotisme et principalement par sa clairvoyance à découvrir certaines trames secrètes. Puis il reprocha à Custine de montrer un esprit inquiet, jaloux, déréglé, qui voulait s'approprier tous les genres d'autorité. « Il ne fallait pas, disait-il, attacher trop de « confiance au zèle qu'affectait le général pour la « chose publique; car il avait l'âme remplie d'une « ambition dangereuse qui tôt ou tard serait fa- « tale à la patrie. »

A ces mots, Custine éclata d'indignation, et la

conférence finit au bruit de la plus déplorable querelle. Le gant était jeté ; les deux adversaires, mis en présence, s'étaient accablés d'ardentes récriminations ; l'un et l'autre ne pouvaient plus reculer : mais la raison politique ne permettait pas que le ministre fût sacrifié. D'ailleurs la présence de Custine excitait de l'agitation dans Paris, et la Convention en conçut de l'inquiétude. Les sections royalistes de la Butte-des-Moulins et des Filles-St-Thomas l'entouraient, comme elles avaient entouré Lafayette et Dumouriez, et le prenaient en quelque sorte pour chef ; dans les lieux publics, il avait été fêté et applaudi : au Palais-Royal, quelques jeunes gens, appartenant à la faction *dite de la résistance*, crièrent : *Vive Custine*. Le 21 au soir, il reçut du comité de sûreté générale la défense de sortir, à moins qu'il ne fût accompagné par un gendarme. Mais cette précaution sembla bientôt insuffisante, on y trouva des dangers ; et, le lendemain, sur la motion d'ordre de Bazire, qu'appuya Danton, la Convention décréta la mise en arrestation de Custine. Plusieurs membres demandèrent que les trois officiers de l'armée du Nord, qui avaient suivi leur général, fussent compris dans le même décret : mais la majorité de l'assemblée repoussa cette proposition (*). La Convention n'avait pas encore achevé de délibérer, que déjà de

(*) Voir dans le Moniteur les séances des 22 et 23 juillet 1793.

nombreux colporteurs répandaient avec profusion d'infâmes libelles contre Custine et les distribuaient gratis dans les rues. Hébert courait aux Jacobins, et Vincent aux Cordeliers : là, ces tribuns de la populace tenaient des discours qu'on croit par la seule raison qu'ils sont absurdes, et s'écriaient que *soixante adjudants-généraux et aides de camp avaient accompagné Custine pour lui créer un parti dans Paris ; que ces hommes, vendus à leur général, dont ils partageaient les forfaits, les rapines et les débauches, étaient tous complices de Lafayette et de Dumouriez ou agents de Cobourg ; que, gorgés de richesses, ils soulevaient les filles publiques, les femmes de mauvaise vie, et se répandaient chez les boulangers, achetant les approvisionnements, les payant au poids de l'or et faisant jeter dans la Seine le pain dont le pauvre peuple manquait.*

Ces absurdités étaient avidement écoutées et applaudies avec transport par une multitude toujours disposée à croire aux crimes, toujours prête à insulter au malheur, lorsque les hommes puissants lui en donnent l'exemple et le signal.

Le même jour, le conseil exécutif destitua Custine et proposa à la Convention de le remplacer par Diettmann : l'assemblée approuva cette nomination. Pendant la nuit, des gendarmes cernèrent l'hôtel où Custine logeait, rue Grange-Batelière, et le conduisirent à l'Abbaye. Les pièces relatives à

son procès furent envoyées le lendemain au parquet du tribunal révolutionnaire, à la suite d'un rapport de Barrère et d'une proposition de Billaud-Varennes, qui s'écria à la tribune que, *toute autre affaire cessante, on devait juger Custine pendant la semaine, pour que dimanche le traître ne vît plus le jour.*

Baraguey d'Hilliers fut mis en surveillance à Paris, et, trois mois après, entra à Bonaye. On renvoya à l'armée du Nord l'adjudant-général Gay de Vernon et le capitaine-adjoint Dorie : ces deux officiers partirent avec le chef de brigade Coquebert de Montbret.

CHAPITRE ONZIÈME.

Sentiments des troupes à la nouvelle de l'arrestation de Custine. — Kilmaine général en chef provisoire. — Houchard est nommé au commandement de l'armée. — Reddition de Valenciennes. — Les coalisés attaquent le camp de César. — L'armée se retire derrière la Scarpe.

Lorsque les troupes apprirent que Custine avait été arrêté et mis en jugement, elles éprouvèrent une véritable consternation : leurs murmures dégénérèrent promptement en projets menaçants, et nos généraux durent craindre des mouvements séditieux ou des désertions en masse à l'intérieur. Dans tous les quartiers, ce n'était qu'un même cri, qu'un même sentiment : les officiers et les soldats redemandaient leur général; les nombreux bataillons d'Ille-et-Vilaine, du Finistère et des Côtes-du-Nord se faisaient remarquer parmi les plus exaspérés et s'écriaient : *Point de général, point d'armée;* et les officiers annonçaient hautement *qu'ils iraient le chercher à Paris.*

Le comité de salut public se hâta d'envoyer les députés Delbrel et Levasseur de la Sarthe, revêtus de pouvoirs illimités, afin de rétablir l'ordre coûte que coûte : ces deux commissaires de la Convention ne parvinrent que difficilement à calmer les esprits et auraient peut-être échoué dans leur tâche, qu'ils remplirent, il faut le reconnaî-

tre, avec beaucoup d'énergie et d'habileté, si l'armée n'avait pas été si près de l'ennemi : dans cette position, il est toujours plus aisé d'agir efficacement sur le moral de bonnes troupes et de les ramener au devoir par le point d'honneur militaire et le secret appât des dangers à affronter.

Le général Kilmaine commandait par intérim l'armée, et n'exerçait qu'à regret ces fonctions : car rien n'est plus pénible qu'un commandement provisoire, genre d'autorité presque sans avenir, toujours sur le point d'être interrompu brusquement et qui impose néanmoins une double charge de responsabilité. Le ministre avait annoncé l'arrivée prochaine de Diettmann ; mais celui-ci refusa le poste dangereux que la Convention lui assignait : Houchard, moins prévoyant ou plus dévoué, avait accepté, et ne devait pas se rendre à l'armée avant le 9 ou le 10 d'août. On informait aussi Kilmaine que des troupes, tirées des armées de la Moselle et du Rhin, étaient en marche et rejoindraient sous peu de jours le camp de César ; qu'alors nous aurions des forces suffisantes pour reprendre l'offensive ; qu'il faudrait dans ce cas se conformer au plan d'opérations remis à l'adjudant-général Gay de Vernon, abandonner la trouée entre Landrecies et Cambrai, se réunir sous Lille aux divisions des généraux Lamarlière et Béru, prendre cette grande place pour point de départ, se jeter entre l'Escaut et la Lys, tomber sur Tournai, Furnes,

Nieuport, et mettre tout le pays à contribution jusqu'à Gand ; qu'alors l'ennemi, menacé dans ses communications les plus importantes, serait obligé de quitter le siége de Valenciennes, ou se condamnerait à souffrir les plus grands ravages sur son propre territoire.

Ces instructions prouvaient que le ministre ignorait complétement le véritable état des choses : car Valenciennes était à la veille de se rendre.

Dans la nuit du 25, l'ennemi fit sauter trois fourneaux de mines qu'il avait dirigés sur le saillant de l'ouvrage à cornes de Mons ; leur explosion se communiqua à notre mine de St-Saulve et y mit le feu : deux larges brèches étaient ouvertes à nos remparts ; 10,000 Anglais et Autrichiens montèrent à l'assaut, et, après un combat des plus opiniâtres où la garnison fut frappée d'une terreur panique, les assiégeants se logèrent dans l'ouvrage à cornes et au fond du fossé.

Le lendemain matin, le duc d'Yorck fit distribuer aux troupes et aux habitants une nouvelle sommation de se rendre, et les offres que fit ce prince furent accueillies avec une sorte de reconnaissance. La position de Ferrand et de son conseil de défense était affreuse : la population et un grand nombre de soldats ameutés cernaient l'hôtel de ville où le conseil était réuni et demandaient impérieusement qu'on capitulât : les généraux ne devaient plus raisonnablement compter sur de nou-

veaux efforts d'une garnison épuisée de sang, de fatigues et de privations : elle avait fait courageusement son devoir jusqu'au bout ; il ne restait donc qu'à sauver l'honneur des armes. Car les troupes n'avaient pas eu seulement à résister aux attaques des assiégeants, il leur avait fallu chaque nuit combattre les incendies allumés par le bombardement, et, chose non moins pénible, contenir une population séditieuse de 16,000 individus. Valenciennes renfermait beaucoup de partisans de l'étranger : ses habitants, excités par de secrets émissaires, trompés par leurs propres officiers municipaux, et furieux à l'aspect de leurs maisons et de leurs fabriques en flammes, s'attroupaient à chaque instant dans les rues, sur les places, et criaient, suppliaient, ordonnaient d'ouvrir les portes aux assiégeants. Le 26, lorsqu'on connut la dernière sommation du duc d'Yorck, ce ne fut pas sans peine qu'on déroba à l'exaspération de la population les représentants du peuple Briez et Cochon de Lapparent. Le 28, Valenciennes capitula après 56 jours de tranchée ouverte.

Les coalisés perdirent dans ce siége près de 30 mille hommes tués ou blessés : ils employèrent contre la place le plus formidable attirail d'artillerie, composé de 347 bouches à feu, dont 124 mortiers ; Valenciennes fut battue par 84,191 boulets, 20,795 obus et 47,562 bombes ; en tout 152,548 projectiles. Le bombardement dura 43

jours et 43 nuits. La garnison, réduite à 451 officiers et 3,546 soldats et sous-officiers, sortit avec tous les honneurs de la guerre, et rentra en France sous la condition de ne pas servir pendant une année contre les armées des coalisés : 5,000 gardes nationaux ou citoyens des villes voisines, accourus volontairement pour coopérer à la défense de la place, suivirent la garnison; ces braves gens quittaient leurs foyers dans la crainte de la réaction royaliste qu'organisaient ouvertement les agents des princes émigrés; car M. de Lambesc était venu à l'état-major du duc d'Yorck.

Le général Ferrand a mérité beaucoup d'éloges; quelques historiens les ont exagérés : son activité ne se ralentit jamais; jour et nuit on le voyait sur pied, on le rencontrait partout, et sa conduite fut un modèle de constance et d'intrépidité personnelles : mais il manquait des connaissances nécessaires, et, dans le cercle étroit de ses combinaisons de défense, ne comprenait rien aux rapports de service avec les officiers du génie et ceux de l'artillerie. Il voulait tout voir, tout ordonner; il s'occupait des plus minutieux détails, et, ancien major de place à Valenciennes pendant vingt ans, n'avait pas perdu l'habitude de poser lui-même des sentinelles sur les remparts. Sous le rapport de la science militaire, le mérite de la défense de Valenciennes appartient au général Tholosé, qui plusieurs fois dans le conseil eut à lutter contre les

exigences de Ferrand, et qui dirigea toutes les opérations du génie et de l'artillerie avec une rare habileté et la plus haute raison : il fut parfaitement secondé par les capitaines Dambarrère et d'Hautpoult et par les lieutenants-colonels Law-Lauriston et Manceaux.

Le comité de salut public ordonna l'arrestation des généraux Ferrand et Tholosé, qui furent menés dans les prisons de Paris, l'un à l'Abbaye, l'autre à la maison d'arrêt du Luxembourg. Car le tout-puissant Robespierre feignit de s'étonner qu'on eût renoncé, sans combattre, aux moyens que la citadelle de Valenciennes offrait pour prolonger la résistance, et que, pendant le dernier assaut, la garnison n'eût tiré aucun parti du système de guerre souterraine que cachaient les chemins couverts de la place.

Les députés Briez et Cochon-Lapparent, qui avaient partagé les périls de la défense, firent à la Convention un rapport justificatif de la conduite du général Ferrand et repoussèrent, autant qu'ils le purent, les haineuses allégations de leur terrible collègue. Ils disaient avec raison que l'occupation de la citadelle n'aurait pas rendu meilleures les conditions de la capitulation; que les trois fourneaux de mines, pratiqués par l'ennemi et allumés pendant l'attaque nocturne du 25 juillet, se trouvaient, il est vrai, à peu de distance de nos mines, qui, dans cette partie, n'avaient pas de galeries

d'écoutes, et que leur explosion eut lieu au moment même où nos travailleurs creusaient des rameaux pour éventer les fourneaux des assiégeants. Cette lutte de tribune ne fut pas sans dangers pour Briez et pour Cochon-Lapparent; car Robespierre avait déjà conquis une sorte d'omnipotence sur la direction des affaires militaires. « Toutes les ré-
« flexions critiques qui ont été faites sur le jeu
« de nos mines à Valenciennes, écrivait le général
« Tholosé, seront mises à néant si l'on considère
« 1° qu'avant l'attaque de la nuit du 25 on ne pou-
« vait les faire jouer sans tomber dans une grande
« faute, puisque l'ennemi, qui en était à 12 toises,
« n'en aurait pas souffert, mais qu'au contraire il
« en aurait profité en se logeant dans les enton-
« noirs pour exécuter avec sécurité le jeu des bat-
« teries de la brèche, pour lesquelles l'explosion
« des fourneaux était préparée; 2° que la nuit de
« l'attaque on n'a pas pu les faire sauter, puisque
« la déroute fut si complète que, presque au
« même instant, assaillants et fuyards étaient pêle-
« mêle dans le fossé où se trouvait l'entrée des
« mines. »

Dans la journée du 29, le duc d'Yorck, accompagné du prince de Lambesc et du général Ferraris, entra dans Valenciennes. Les rues que le cortége devait traverser étaient pavoisées et la municipalité avait fait élever en l'honneur du vainqueur un énorme trophée d'armes, de lau-

riers et de drapeaux blancs avec cette inscription : *A notre libérateur.* Le soir, un compliment fut adressé en plein théâtre au duc d'Yorck.

Au lever du rideau, l'acteur chargé de débiter ce compliment, se tourna vers la loge du prince, et, d'un air embarrassé, prononça presque en balbutiant ces trois mots : « Monseigneur, Votre Altesse..... Votre Altesse, Monseigneur,..... » puis il s'arrêta comme un homme tout à fait effrayé. On lui cria du parterre : « Avez-vous donc peur? « — Eh! quand j'aurais peur, répondit-il, qu'y « aurait-il d'étonnant? Son Altesse a fait peur à « bien d'autres. » Cette petite scène, préparée d'avance, formait le compliment: il fut gracieusement agréé par le prince; et l'acteur se retira au milieu des applaudissements unanimes de l'assemblée.

Le lendemain, le feld-maréchal de Cobourg annonça qu'à Valenciennes, de même qu'à Condé, il prenait possession de la ville au nom de l'empereur son maître. En conséquence on installa une junte composée de sujets autrichiens; et l'aigle impériale fut arborée sur les remparts et sur les principaux édifices publics.

Nous apprîmes presque en même temps la reddition de Mayence et la prise de Valenciennes. Ainsi tombaient la première conquête de Custine et la dernière forteresse qui couvrait Paris. L'armée du Nord ne pouvait pas opposer plus de 40 mille hommes aux 100 mille Impériaux, Anglais et

Hollandais prêts à marcher. Dans cette circonstance où tout semblait désespéré, les sentiments des troupes et ceux de la population furent aussi grands que les dangers; dans tous les rangs et dans toutes les classes, chacun envisagea le péril et ne se découragea pas.

La position de Kilmaine était des plus critiques. Le moment approchait où il serait assailli par une armée triple de la sienne. Le camp de César, placé à 50 lieues en avant de Paris, formait la dernière défense de la frontière du Nord. Derrière nous, il n'existait pas une réserve, pas un véritable obstacle pour secourir ou rallier nos troupes après une bataille perdue. Aussi Kilmaine était-il resté sans bouger le plus de temps qu'il avait cru pouvoir le faire impunément, craignant de toujours trop risquer et de compromettre une armée qu'il regardait comme le noyau des forces de la République (12).

Enfin, le 6 août, il se décida à s'étendre sur sa droite, et voulut occuper, avec 18 bataillons, la position entre Hennecourt et le Castelet. Mais cette résolution avait été prise trop tard et ce mouvement de troupes ne put pas être exécuté. En effet, lorsque Coquebert de Montbret alla reconnaître les emplacements où cette division devait s'établir, on apprit que l'armée autrichienne commençait à s'ébranler, et que son avant-garde se rassemblait dans la plaine d'Avesne-le-Sec, tandis que

le corps du duc d'Yorck traversait la rivière de Selles. Le prince anglais ne termina son mouvement que bien avant dans la soirée, et campa entre Villers-en-Cauchie et Solesmes.

Cette marche des coalisés annonçait de leur part le projet de tourner notre gauche, en passant l'Escaut à Cambrai ou près de Cambrai, et de nous placer dans la nécessité d'évacuer le camp de César, si nous ne voulions pas accepter le combat sur la position retranchée de Bourlon à Marquion. Dans la soirée, Kilmaine réunit ses principaux officiers ainsi que les commissaires de la Convention Marin et Scellier, pour que chacun donnât son opinion sur le meilleur parti à prendre. Les uns dirent qu'il fallait tenir dans la position que nous occupions; mais on leur répondait que l'ennemi se rendrait maître des routes de Bapaume et d'Arras, et ne tarderait pas à nous resserrer de telle sorte qu'en cas de malheur nous ne pourrions sortir de notre camp retranché que par la seule communication d'Arleux à Douai, étroite chaussée où il serait absurde de vouloir engager une armée avec tous ses bagages et sa grosse artillerie. Quelques officiers, auxquels se joignirent les représentants Scellier et Marin, proposèrent d'aller prendre position entre Péronne et Saint-Quentin, pour couvrir Paris dont le salut importait avant tout. Au premier aspect ce parti sembla le plus direct, le plus rassurant et le plus

convenable à l'état des choses, mais il fut combattu par l'adjudant-général Gay de Vernon qui conseilla de porter l'armée derrière la Scarpe, entre Douai et Arras. « Par cette marche, disait cet offi- « cier, nous nous attacherons aux places de la Flan- « dre maritime; nous aurons Lille derrière nous, « et là, comme dans le camp de César, nous serons « protégés par deux places fortes et par un bon « cours d'eau. Nous abandonnerons, il est vrai, « un riche pays aux courses des coalisés, mais en « revanche nous nous plaçons dès le premier jour « sur le flanc de leur ligne d'opérations. » Cette opinion était celle du général en chef; il n'avait pas voulu être le premier à la développer; elle finit par obtenir l'unanimité des suffrages.

Nos troupes reçurent, pendant la nuit, l'ordre de se préparer à la retraite pour le 8 au matin.

De Solesmes à Cambrai, il y a une plaine de huit lieues environ : le 7, l'armée du duc d'Yorck, en mouvement depuis la pointe du jour, s'avançait lentement, en trois colonnes marchant à égale hauteur et couvertes par une nombreuse cavalerie que soutenaient 30 pièces d'artillerie légère. La chaleur était excessive : elle accablait tellement les troupes que dans les deux armées un grand nombre d'hommes et de chevaux périrent, frappés par l'ardeur du soleil.

Kilmaine s'était avancé à la rencontre du prince anglais, et avait formé une division de 3,000 chevaux

qu'il opposa avec beaucoup d'habileté et de succès aux colonnes ennemies, retardant leur marche, forçant leurs premiers régiments à se déployer, et feignant d'attaquer lorsqu'il ne songeait qu'à se défendre et à gagner du temps. Au commencement de la soirée, il revint au quartier-général, et donna ordre à l'avant-garde de contenir l'ennemi et de prendre position de manière à rester jusqu'au lendemain maîtresse des passages sur l'Escaut en amont de Cambrai. Mais notre cavalerie ne put pas ou ne sut pas exécuter les ordres de Kilmaine et abandonna sans résistance Noyelle, Marcoing et Crèvecœur : elle vint se former à Fontaine-Notre-Dame, à la gauche de Bourlon.

Pendant le mouvement du duc d'Yorck contre notre droite, le prince de Cobourg faisait replier tous nos postes en avant de l'Escaut, de la Censée et du canal d'Arleux. Le front du camp de César, entre Bouchain et Cambrai, fut assailli par deux colonnes autrichiennes : l'une tenta le passage de l'Escaut aux villages de Hordaing et de Juvy, l'autre près d'Escaudœuvre. Ces attaques ne furent ni bien vives, ni bien alarmantes : elles semblaient avoir pour but d'attirer de ce côté l'attention de Kilmaine. Le principal effort des coalisés s'était porté vers les sources de l'Escaut; l'ennemi croyant ainsi nous fermer la retraite, car il avait la pensée que l'armée chercherait à se retirer sur Paris.

A l'entrée de la nuit, le duc d'Yorck parut devant Cambrai, et, suivant l'usage, fit sommer cette place de se rendre. Le général Declaye, qui la commandait, répondit en homme qui connaît l'importance de ses devoirs.

Il écrivit au général d'avant-garde de l'armée anglaise :

« J'ai reçu votre sommation de ce jour, et je « n'ai pour toute réponse à vous faire, que je ne « sais pas me rendre, *mais que je sais bien me* « *battre.* » Et, pour soutenir la fierté de ses paroles, Declaye ordonna deux sorties où les Anglais perdirent une centaine d'hommes et un drapeau.

Le duc d'Yorck, obligé d'allonger sa marche et de faire un grand circuit autour de Cambrai, étendit sa gauche et déboucha au delà de l'Escaut par Noyelle, Marcoing et Crèvecœur. Il était près de minuit lorsque l'armée anglaise eut terminé son mouvement et qu'elle s'établit sur les hauteurs de Cantain, Graincourt et de Ribecourt, en travers de nos communications avec Péronne et Saint-Quentin : l'armée du prince de Cobourg campa autour de Thun-Saint-Martin.

Nous passâmes la nuit sans inquiétudes ; le lendemain, Kilmaine mit à l'arrière-garde 2,500 chevaux et 12 pièces d'artillerie volante. A la pointe du jour, les bagages, les parcs de réserve, quatre divisions d'infanterie et un régiment de chasseurs à cheval traversèrent la Censée au bac d'Auban-

cheuil et à Pallué, et se dirigèrent sur Douai, Brebières, Vitry et Biache; les corps de gauche, appuyés par 8 bataillons, couvrirent les postes d'Arleux et de Pallué, et, en se retirant, défendirent Lécluse, Sailly et Guemapes; le général en chef s'était placé à l'arrière-garde. Une seule affaire sérieuse s'engagea pendant la retraite; deux bataillons de la division d'Hédouville, partis de Thun-Lévêque, devaient passer la Censée au bac d'Aubancheuil; ils se trompèrent de chemin, suivirent la route d'Arras et vinrent à Marquion, où ils furent aussitôt enveloppés par la nombreuse cavalerie anglaise. Ils se défendirent avec le plus grand courage; mais, accablés par le nombre, ils étaient près de mettre bas les armes, lorsque le général en chef, averti de leur danger, arriva pour les secourir. L'ennemi n'avait pas de canons sur ce point; une de nos batteries se forma près de la route, au centre de notre arrière-garde; ses feux bien dirigés et une charge heureuse, conduite par Kilmaine en personne, arrêtèrent la poursuite des Anglais. Dans ce choc court et violent, nous leur prîmes ou tuâmes 60 cavaliers, et nos deux bataillons dégagés purent continuer leur marche sur Arras.

La retraite de notre arrière-garde s'exécuta avec beaucoup d'ordre et de fermeté; partout nos troupes à cheval firent la meilleure contenance; nulle part elles ne furent entamées par l'ennemi;

mais, à la fin de la journée, au moment d'arriver sur la Scarpe, il y eut un fâcheux désordre à la tête de la colonne; les funestes cris de *sauve qui peut* se firent entendre, et plusieurs bataillons de l'avant-garde prirent la fuite jusqu'à Arras. Le soir, le quartier-général s'établit à Vitry; le lendemain, 9 août, l'armée était réunie sur la position de Gaverelle, ayant sa gauche appuyée à Douai, sa droite à Arras, et son front couvert par la Scarpe (13).

CHAPITRE DOUZIÈME.

Arrivée de Houchard. — Mission de Billaud-Varennes. — Loi du 12 août. — Le duc d'Yorck se sépare du prince de Cobourg.

Houchard arriva le 9 à Vitry, et l'annonça aussitôt au ministre de la guerre; voici en quels termes :

« Kilmaine m'a remis le commandement en chef « de l'armée. Je ne puis rien vous en dire. Je « compte beaucoup sur les talents du général Flers. « On ne connaît pas parfaitement la position des « ennemis; ils se renforcent vers Bavay; l'exécu- « tion de la retraite dernière ne prouve que trop « l'ignorance de beaucoup d'officiers. L'ennemi at- « taque surtout les communications entre Lille et « Douai; mais il y a là de bonnes troupes qui dé- « fendront bien leurs postes. Je vous demande, « citoyen ministre, de me rendre le brave officier « Barthélemy que l'on retient je ne sais pourquoi, « et de me donner l'étonnant régiment des cara- « biniers de l'armée de la Moselle, inutiles où ils « sont, et qui feront ici le plus grand bien; accor- « dez-moi aussi Schaüenbourg, chef de division de « l'armée de la Moselle, et tout changera bientôt « de face dans l'armée du Nord. »

Houchard était fils de ses œuvres. A cette époque personne n'était encore parvenu si rapidement et

n'était monté si haut que lui. Officier de fortune dans le régiment de Bourbon-dragons, la Révolution l'avait pris au grade de capitaine, et, dans l'intervalle de moins de deux ans, l'avait fait général en chef. Les troupes le suivaient avec confiance, parce qu'il montrait cette vigueur de corps qui rend un sabre si léger à manier, ce courage de tête et de cœur qui ne faillit jamais et cette hardiesse naturelle qui rend un chef si brillant aux yeux de ses subordonnés; en toute rencontre, ses actions ne démentaient pas ses paroles, tant soit peu fanfaronnes. Les soldats aimaient sa rudesse, sa jactance, sa pauvreté républicaine, ses habitudes guerrières, et jusqu'à la profonde et longue balafre qui sillonnait son visage. Houchard possédait à un degré très-élevé les qualités d'un général d'avant-garde; mais le poids d'un commandement en chef excédait sa capacité; dès les premiers jours, il en parut anéanti. Arrivé trop vite et trop haut, il se troubla; ses facultés l'abandonnèrent; et, lorsque toute force et toute décision devaient venir de lui, il chercha parmi ceux qui l'entouraient des conseils et des appuis. Les officiers qui avaient vu Houchard à l'armée du Rhin connaissaient sa bravoure, son désintéressement et sa loyauté; on savait son dévouement illimité au gouvernement conventionnel; car il croyait que jamais ses services ne pourraient égaler les bienfaits qu'il en avait reçus. Aussi ne fut-il pas difficile à certaines personnes de lui

persuader qu'il devait se montrer à l'armée dans l'ignoble costume que les Jacobins affectaient de porter. Houchard parut à une revue, la tête coiffée d'un énorme bonnet rouge; mais ses prédécesseurs, Rochambeau, Dumouriez, Dampierre et Custine, n'avaient pas accoutumé les troupes à voir de semblables mascarades; les soldats rirent, et Houchard ne tarda pas à comprendre combien cette démarche leur avait semblé ridicule.

Dans la soirée du 9, arrivèrent aussi les représentants du peuple Niou et Billaud-Varennes. Ils venaient faire proclamer la constitution, dont la France entière devait, le lendemain, solenniser l'acceptation par des fêtes nationales. Mais le redoutable Billaud-Varennes n'avait pas quitté sa chaise curule pour se borner à remplir les fonctions d'un messager d'état. Il ne se déplaçait pas pour si peu de chose, et il fallait à cet homme soupçonneux d'autres occupations que le stérile soin de recueillir des acclamations de soldats ou des protestations de la part des officiers. Ministre de la terreur, Billaud-Varennes avait réveillé tous les espions de l'armée et enregistré leurs dénonciations; il ne lui restait plus qu'à appesantir sa main de fer sur les personnes auxquelles il supposait les sentiments de je ne sais quelle prétendue aristocratie militaire.

Pendant la nuit, et sans avoir averti Houchard, on arrêta, pour être conduits à Paris, le général Des-

brulys, chef de l'état-major, 22 adjudants-généraux ou adjoints à l'état-major, et on fit apposer les scellés sur nos registres d'ordres et de correspondance. En même temps le prévôt de la gendarmerie partait pour se saisir du général O'Moran, qui commandait le camp de Mont-Cassel.

Le lendemain, à son réveil, Houchard ne trouva à l'état-major ni chef, ni officiers. Arrivé de la veille, il ne connaissait dans l'armée que les deux adjudants-généraux Coquebert de Montbret et Gay de Vernon. Il dit à ce dernier de courir vite chez Billaud-Varennes pour redemander au moins les registres. Mais Billaud-Varennes répondit qu'il ne les rendrait pas; qu'il les avait trouvés dans une cuisine, et qu'il se proposait de les envoyer au Comité de salut public, afin qu'on sût à Paris avec quelle coupable négligence on servait à l'armée du Nord. En vain l'adjudant-général Gay de Vernon lui fit observer que, dans un bourg et dans un premier moment d'installation, on se logeait comme on pouvait et non pas comme on voulait; que le bureau avait été établi dans une cuisine, parce que cette cuisine avait paru la seule pièce assez grande dans la maison qu'occupait le chef d'état-major; que, d'ailleurs, deux sentinelles en gardaient les portes, et que deux officiers couchaient dans l'intérieur. Billaud-Varennes fut inflexible, et les registres de l'état-major firent le voyage de Paris. Mais le Comité de salut public se

hâta de les renvoyer à Houchard. En même temps, le nouveau chef d'état-major, Barthélemy, rejoignait l'armée et prenait la direction des affaires. Billaud-Varennes nous débarrassa de sa redoutable présence; il partit, et chacun se remit de la chaude alarme qu'avait répandue, pendant quelques jours, le terrible dépositaire de l'autorité de la Convention.

Houchard, trop faible pour ne pas être indécis, s'abandonnait aux conseils d'autrui. Ainsi font tous les hommes que les événements ou le hasard élèvent mal à propos au-dessus de leur sphère. Le général en chef, croyant alléger sa responsabilité, abdiqua une portion de son pouvoir et s'entoura d'un conseil de guerre où s'élaboraient chaque plan et chaque projet. Là, délibéraient les commissaires de la Convention, le chef d'état-major Barthélemy, et les adjudants-généraux Ernouf, Dupont de l'Étang, Coquebert de Montbret et Gay de Vernon. Cet arrangement, qui substituait l'opinion collective et toujours incertaine d'une majorité à la volonté précise d'un chef, décelait le peu de capacité de Houchard pour le commandement d'une armée, mais témoignait hautement de son zèle, de son ardeur pour le bien et de son désintéressement absolu dans les occasions où son amour-propre était en jeu.

Le 12 août, on promulgua la loi si impatiemment attendue qui formait l'infanterie de ligne en

198 demi-brigades, et l'infanterie légère en 30 demi-brigades. De ce décret organique date la véritable constitution de la force nationale. Jusqu'à ce jour on avait eu à attaquer à la fois tant de choses et tant d'hommes, que, dans l'armée, les modifications s'arrêtèrent, lorsqu'on eut détruit les corps privilégiés, licencié tous les soldats étrangers et organisé en bataillons nationaux les deux premiers bans de la population. Mais nous avons déjà vu combien ces éléments étaient confus et présentaient peu de cohésion entre eux.

En face de l'ennemi, il avait bien fallu, sous peine de désastres, mettre de l'ordre dans ces masses. Les généraux et les membres du conseil exécutif avaient eu d'abord l'idée de composer des brigades en réunissant un égal nombre de bataillons de ligne et de bataillons de volontaires. Mais on reconnut promptement que ces agrégations provisoires n'avaient ni assez de liens, ni assez de consistance, ni assez de solidité. Enfin la Convention rétablit dans toute l'infanterie le *système régimentaire*. Elle ne conserva pas la vieille dénomination de régiment, mais elle introduisit le nom fractionnaire de demi-brigade, soit qu'elle voulût proscrire jusqu'au plus petit souvenir de l'ordre de choses qu'elle avait abattu, soit qu'elle considérât le bataillon de 700 hommes comme l'unité de force.

Chaque demi-brigade se composa d'un batail-

lon de ligne, de deux bataillons de volontaires et d'une compagnie d'artillerie de 75 hommes, dont 66 canonniers, destinés à servir six pièces de campagne.

Les légions et autres corps légers devinrent les noyaux des 30 demi-brigades d'infanterie légère, dont la formation fut la même que celle de la ligne (*). Chaque demi-brigade devait présenter

(*) Malgré notre respect pour la mémoire de M. le duc d'Orléans, malgré notre profonde vénération pour ses vertus privées et ses éminentes qualités publiques, nous ne pouvons pas nous empêcher de déplorer amèrement qu'après des exemples pris dans une période de 50 années, dont 23 ont été employées à soutenir les guerres les plus opiniâtres, et par conséquent les plus instructives, contre toutes les armées de l'Europe, ce jeune prince ait décidé par son crédit l'organisation des bataillons permanents de chasseurs. Quel a été le résultat immédiat de la création de ces nouveaux corps ? D'énerver encore l'infanterie de bataille et d'amoindrir virtuellement l'admirable institution des voltigeurs régimentaires. Et cependant on sait que les compagnies *de carabiniers à pied, de francs-tireurs, de flanqueurs, de traqueurs, de braconniers*, etc., rendirent peu de services, n'eurent qu'une existence de dix-huit mois au plus, et furent incorporées dans les demi-brigades aussitôt que l'instruction des troupes et la pratique de la guerre eurent appris qu'il ne faut en France qu'une seule espèce d'infanterie et qu'elle suffit à tous les besoins.

« En 1789, a dit Napoléon, l'armée française se composait « de régiments de ligne et de bataillons de chasseurs qui, à la « Révolution, formèrent des demi-brigades d'infanterie lé- « gère...; mais la prétention n'était pas d'avoir deux infante-

3,200 combattants, ce qui portait l'effectif de l'infanterie nationale à 729,600 hommes.

La dignité de maréchal de France n'existait plus : Luckner et Rochambeau étaient les derniers généraux en chef auxquels on l'avait conférée. Le gouvernement changea aussi les dénominations vagues de maréchal de camp et de lieutenant-général pour adopter celles de général de brigade et de général de division qui exprimaient d'une manière plus précise la nature et l'étendue de chaque commandement.

Cette complète réorganisation, qui devait s'effectuer au milieu des hasards d'une guerre acharnée et comme à la lueur des bivouacs, éprouva des lenteurs et des retards dans son entière exécution. Mais la Convention eut la gloire de recomposer les troupes de manière à ne laisser en ce genre presque rien à faire à ses successeurs. Ainsi fut reconstituée l'infanterie ; ainsi cette *nation des*

« ries distinctes, puisqu'elles étaient élevées de même, instruites de même, armées de même... *Il n'y a, il ne peut y avoir qu'une espèce d'infanterie.* » (Mémoires de Napoléon, t. 1er, p. 240 et 241.) Et l'empereur était tellement pénétré de cette idée fondamentale qu'il l'a répétée une seconde fois à la page 167 du tome second. Comment cette opinion si formelle, si positive, n'a-t-elle exercé aucune influence sur l'esprit de messieurs les organisateurs de 1840, puisqu'à cette époque et à propos des fortifications régulières de Paris, on proclamait l'infaillibilité et la quasi-divinité des sentiments de Napoléon ?

camps devint une, compacte, homogène, la loi ne reconnaissant qu'une seule classe de soldats, et, parmi eux, une même nomenclature de numéros, une même couleur d'habit, une même solde, et détruisant à jamais cette monstrueuse bigarrure de noms, d'uniformes, de paye, de discipline, de formation et de commandement distincts.

Dans nos revers, il n'y avait donc rien de désespéré, puisque le gouvernement conservait tant d'énergie et prenait des résolutions aussi salutaires. Désormais moins divisés et moins divisibles, nous pourrions donner à notre manière de combattre jusqu'alors timide et embarrassée, une allure plus vive et plus hardie. Au même instant, une sorte de désunion commençait à se manifester dans le conseil de nos ennemis. Condé et Valenciennes pris, Cambrai bloqué, l'armée du Nord battue, les coalisés devaient cerner ou assiéger avec vigueur les autres places entre la Sambre et l'Escaut, puis se porter en masse sur Paris.

C'était du moins l'avis du prince de Cobourg, de Clerfayt, de Beaulieu, de Ferraris et des autres généraux allemands qui, se voyant maîtres de la frontière à 40 lieues de la capitale, s'indignaient de ne pas marcher sans délai à la délivrance de la reine Marie-Antoinette. Mais les conquêtes de la coalition n'avaient jusqu'à ce jour profité qu'aux Impériaux; et le ministère britannique n'entendait pas prodiguer ses subsides et ses soldats pour servir

uniquement l'ambition ou les affections de famille de l'empereur d'Allemagne. L'égoïsme du cabinet de Saint-James eut l'air de s'alarmer de l'égoïsme autrichien; et le duc d'Yorck, invoquant les conventions d'Anvers, exigea que le siége de Dunkerque fût entrepris aussitôt. Cette ville maritime était, depuis le traité d'Utrecht, comme une paille dans l'œil de nos jaloux voisins. L'Angleterre voulait que rien ne manquât au prince chargé de la relever d'une de ses plus vives humiliations; et une flottille de siége, armée dans l'arsenal de Wolwich, se préparait à descendre la Tamise sous le pavillon de l'amiral Mackbridge.

Le 10 août, les Anglo-Hanovriens traversèrent la Censée à Aubigny, et furent renforcés par les Hessois des généraux Wurmb et d'Alton et par la division autrichienne d'Alvinzy. Cette réunion de troupes porta à 42,000 hommes l'armée du duc d'Yorck. Ce prince se dirigea sur Orchies, et d'Orchies sur Furnes. Le maréchal de Cobourg reprit position à Errin, et concentra sa gauche autour de Bavay. Le comte de Latour continua à observer Maubeuge et les divisions françaises campées auprès de cette place; d'Erbach s'empara de la forêt de Mormal dont le général Ilher fut déposté à la suite de quelques affaires peu importantes, et Clerfayt ouvrit le siége du Quesnoy avec 20 bataillons, 12 escadrons et une partie de l'attirail d'artillerie qui avait servi à réduire Valenciennes. Les

généraux Bellegarde, Otto et Collorédo firent face à Bouchain et à Cambrai, et cantonnèrent leur nombreuse cavalerie sur la rivière de Selles, dans les villages de Douchy, de Haspres, du Saulzoir, de Villers-en-Cauchie et de Solesmes.

Les haines nationales sont donc bien aveugles et bien impérieuses, puisqu'un intérêt aussi médiocre que la conquête de Dunkerque décida les coalisés à se désunir et à s'arrêter sur la route de Paris.

CHAPITRE TREIZIÈME.

Combats livrés autour de Lille. — Les Anglais commencent le siége de Dunkerque. — L'armée d'observation de Freytag prend position entre l'Yser et la grande Moëre.— Supplice de Custine.

Le duc d'Yorck descendait à Dunkerque en suivant la route qui passe à Menin, Dixmude et Furnes. L'armée anglo-hanovrienne marchait lentement et formée en deux colonnes : celle de gauche défilait presque en vue de nos camps; elle était harcelée depuis le 11 par les 8,000 hommes que commandait Jourdan. Cette division s'appuyait aux 4 bataillons du général de brigade Alexandre Dumas, placés à Mons-en-Puelle, et au corps d'observation sous Lille.

Le 18, le prince d'Orange, enhardi sans doute par l'arrivée de l'avant-garde anglaise, attaqua la gauche du camp de la Madeleine. Deux colonnes hollandaises, parties pendant la nuit de Roncq et de Turcoing, surprirent à la pointe du jour le village de Linselles et enlevèrent le Blaton. Les bataillons qui défendaient ces postes se retirèrent en désordre et perdirent 8 pièces de canon. Mais, à Bondue et à Mouveaux, nos troupes repoussèrent l'ennemi.

Jourdan, arrivé à la hauteur de Lille, s'était réuni au général Béru; et, à trois heures de l'après-

midi, marcha contre les Hollandais qu'il chassa de Linselles, tandis que le chef de brigade Macdonald rentrait à la baïonnette dans le Blaton. Cette seconde affaire de la journée fut meurtrière et conduite avec vigueur; le 12e de ligne montra beaucoup d'instruction et de valeur à l'attaque de Linselles. Le duc d'Yorck détacha au secours du prince d'Orange la brigade des gardes anglaises et trois régiments hessois. Le général Lacke, qui commandait ces troupes, parvint, à l'entrée de la nuit, à se rendre maître de Linselles; Macdonald évacua le Blaton; les Hollandais s'établirent dans ces deux villages, et, le lendemain, rasèrent les retranchements qu'on y avait élevés.

Les pertes furent à peu près égales des deux côtés, et chaque armée eut environ mille hommes tués, blessés ou prisonniers. Les gardes anglaises souffrirent beaucoup, mais elles s'emparèrent de douze de nos canons.

Ce combat ne retarda pas la marche du duc d'Yorck sur Dunkerque. Le 20, il quitta Menin et vint camper en avant d'Ypres : là, il partagea son armée en deux corps principaux.

Le 21, Jourdan se sépara de Béru et rétrograda sur la position de Cassel qu'il reçut l'ordre d'occuper jusqu'au moment où la division du général Landrin serait en mesure d'aller le relever.

La résolution qu'avaient prise les coalisés de se jeter sur deux lignes d'opérations divergentes, dont

l'angle comprenait l'armée française et dont les extrémités aboutissaient à deux places qu'il fallait assiéger, doublait notre force. Houchard comprit tout l'avantage de sa position centrale. Les mouvements des coalisés et l'accomplissement de leurs projets devaient nous donner près de trois semaines de répit. C'était laisser au gouvernement le temps nécessaire pour réunir une armée de 60,000 hommes qui, prenant sa base d'opérations à Lille, allât détruire les Hollandais dans Menin, puis tournant par Loo et Dixmude, se rejetât sur les Anglais. Ce plan avait été à peu près conçu par le Comité de salut public qui, depuis l'entrée de Carnot dans le conseil, commençait à se former des idées saines sur la conduite de la guerre. Les représentants du peuple Jean Bon Saint-André et Prieur de la Marne furent envoyés à l'armée du Nord; ils annoncèrent qu'avant la fin du mois d'août nous serions rejoints par 40,000 hommes tirés des frontières du Rhin et de la Moselle; que ce corps nombreux viendrait par les Ardennes avec ses canons et ses équipages : une lettre de Bouchotte confirma ces heureuses nouvelles et informa le général en chef que, d'après sa demande, la brigade des carabiniers avait ordre de se rendre à l'armée du Nord.

Le 21 au matin, le corps anglo-hanovrien du maréchal Freytag s'avança entre l'Yser et la grande Moëre, occupa Hondscoote, Oost-Capelle, et poussa

ses troupes légères jusqu'à Houtkercke, Herzèle, Bambecke et Rexpoede. Les détachements que nous avions dans ces villages se retirèrent du côté de Bergues et de Cassel. Le lendemain, à trois heures après midi, le duc d'Yorck déboucha en deux colonnes sur Adinkercke et le long de la rive occidentale de la grande Moëre. L'armée anglaise marchait à droite et à gauche du canal, et se dirigeait sur le camp et le village retranchés de Gyvelde qu'occupaient les 4,000 hommes de la division Souham. Ce général engagea une vive canonnade avec l'ennemi; mais, à la nuit tombante, le feu cessa et le duc d'Yorck fit établir ses bivouacs.

Le 23, Souham abandonna la position de Gyvelde et se replia sur Dunkerque qui fut sommé de se rendre. Voici en quels termes :

Au quartier-général devant Dunkerque, le 23 août 1793.

« Monsieur, je vous préviens que l'armée que je « commande est à vos portes; votre ville, sans dé- « fense réelle, ne peut opposer aucune résistance « aux armées victorieuses que je pourrais sur-le- « champ employer contre elle, si je ne voulais évi- « ter la ruine totale d'une ville florissante, et si « l'humanité et la générosité ne me faisaient désirer « d'épargner le sang humain.

« Je vous somme donc, Monsieur, de rendre la « ville à Sa Majesté britannique avant que j'aie dé- « ployé contre elle les forces qui sont à ma dispo-

« sition..... Je veux bien vous accorder un délai de « vingt-quatre heures pour délibérer sur la pré- « sente sommation. »

FRÉDÉRIC, duc d'Yorck.

Le vieux général O'Méara, commandant de la place, repoussa les menaces et les insinuations du prince anglais :

Dunkerque, le 23 août, l'an II de la République française.

« Général, investi de la confiance de la Répu- « blique française, j'ai reçu votre sommation de « rendre une ville si importante. J'y répondrai en « vous assurant que je saurai la défendre avec les « braves républicains que j'ai l'honneur de com- « mander. »

O' MÉARA, général de brigade.

Le même jour, Houchard vint à Cassel pour recueillir de plus près des renseignements sur les mouvements de l'armée anglaise.

Le duc d'Yorck et les princes Adolphe et Ernest (*), ses frères, étaient campés avec 22,000 hommes en avant des dunes sur le fond de terre sablonneuse que resserrent l'Océan et la grande Moëre. Leur première ligne avait sa gauche entre Teteghem et Uxem, et sa droite au fort de Lefferynchoucke, sur le canal de Dunkerque; la seconde

(*) Le duc de Cambridge et le roi de Hanovre.

ligne occupait Zuytcoote et Gyvelde; 16,000 Autrichiens, Hessois, ou Hanovriens composaient le corps d'observation de Freytag. Dans la matinée, la division de Walmoden s'était emparée de Wilder et de Wormhout, et avait ainsi coupé la communication directe entre Bergues et Cassel.

La position de l'ennemi laissait Houchard libre de ses mouvements sur Menin. Dans la pensée du général en chef, Lille était le point de réunion et le point de départ de l'armée avec laquelle il devait ouvrir prochainement ses opérations; et le corps de Freytag, placé en avant des marais de Dunkerque, ne pouvait pas le gêner ni porter secours au prince d'Orange. L'armée hollandaise avait à sa gauche la division autrichienne de Beaulieu, qui était venu occuper le camp de Cisoing, lorsque les Prussiens du corps de Knobelsdorf furent appelés en Lorraine.

Houchard destinait à Jourdan le commandement principal dans l'attaque projetée; mais, lorsqu'il croyait pouvoir ramener à Lille ce général et sa division, le représentant du peuple Duquesnoy venait de faire décider par un conseil de guerre qu'O'Méara serait remplacé dans son commandement par le général Souham, que Jourdan prendrait la défensive derrière la haute-Colme et serait chargé de protéger Dunkerque et d'en rafraîchir la garnison. L'autorité des commissaires de la Convention était au-dessus du contrôle d'un général

en chef; Custine avait osé leur résister, et son procès s'instruisait. Houchard, plus soumis, approuva la destination donnée sans son consentement à la division de Jourdan; c'était tout ce qui lui restait de mieux à faire. Mais il ne renonça pas à aller attaquer les Hollandais, et mena avec lui, au camp de la Madeleine, 6 bataillons de la division Landrin. Houchard, homme d'action avant tout, était impatient d'en venir aux mains; et ce fut inutilement qu'on lui fit observer que cette démonstration prématurée et partielle ne servirait qu'à découvrir nos projets, en donnant l'éveil à l'ennemi.

Dans la nuit du 26 au 27, le général en chef mit en mouvement 15,000 hommes, partagés en trois colonnes, qui se dirigèrent sur les cantonnements du prince d'Orange. Le général Alexandre Dumas marcha avec sa brigade sur la route de Menin. A la pointe du jour, il surprit les avant-postes placés à Roncq et s'empara de ce village. Au centre, Houchard et Dupont attaquèrent Turcoing, tandis qu'à leur droite, le chef de brigade Macdonald inquiétait du côté de Sailly et de Lannoy le prince Frédéric, frère du Stathouder.

Turcoing, couvert par un bon retranchement armé de 12 canons ou obusiers, contenait 4,000 Suisses ou Hollandais. Il était plus de onze heures lorsque les tirailleurs de la colonne de Dupont eurent chassé les tirailleurs ennemis des bois et des nombreuses censes qui entourent cette petite

ville. Partout la résistance fut opiniâtre; et nos troupes en vinrent à la baïonnette pour enlever le retranchement. Les Hollandais continuèrent à combattre dans les rues; enfin, à deux heures après midi, ils lâchèrent prise, et se retirèrent sur la route de Courtrai. Nos soldats, maîtres de Turcoing, et échauffés par un engagement meurtrier, se débandèrent, et, malgré leurs chefs, coururent au pillage. Ce fut en vain que les officiers, et Houchard lui-même, se jetèrent au milieu d'eux pour les retenir à leurs rangs et leur montrer l'ennemi prêt à revenir à la charge; ils méconnurent la voix de leurs officiers, la voix des représentants Levasseur et Bentabole, et la voix de Houchard, qui n'avait ni assez de force, ni assez d'autorité pour imposer au désordre. Heureusement le prince d'Orange n'eut pas connaissance de la confusion qui régnait dans Turcoing, car il ne fit aucune entreprise de ce côté; mais il revint par sa droite sur la brigade d'Alexandre Dumas, la chassa de Roncq et s'empara de deux pièces de canon. Le lendemain, chacun rentra dans ses anciennes positions. Après ce combat inutile et sanglant, où la colonne de Dupont prit aux Hollandais un obusier et son caisson, où nous perdîmes 800 hommes tués ou blessés, et l'ennemi un peu plus de 1,000, Houchard renvoya au camp de Cassel les 6 bataillons de Landrin, et revint à Gaverelle.

Là, il reçut de nouvelles lettres de Bouchotte.

Le ministre lui mandait que les renforts, tirés des armées du Rhin et de la Moselle, ne s'élèveraient pas à 40,000 hommes, ainsi qu'on l'avait d'abord annoncé, mais à 28,000, dont 16,000 étaient destinés aux camps sous Maubeuge; que ces troupes ne viendraient pas en masse par les Ardennes, mais que 12,000 hommes, formés en deux colonnes, arriveraient, du 5 au 6 septembre, par Soissons et Arras; enfin, qu'on avait cru nécessaire de laisser la brigade des carabiniers à l'armée du Rhin, et que nous recevrions en échange le 17e de cavalerie et le régiment des cuirassiers.

Le désappointement du général en chef fut extrême, car sa foi aux premières assurances de Bouchotte avait été entière.

L'armée, ainsi réduite dans ses moyens et modifiée dans sa composition, devait-elle réduire ses projets et modifier son plan d'attaque? Telle fut la question, qu'après lecture faite de la dépêche ministérielle, Houchard soumit à ses principaux officiers et au représentant du peuple Levasseur. Tous furent de l'avis qu'il ne fallait rien changer au plan précédemment adopté; qu'il était le meilleur et le plus fécond en résultats décisifs; qu'avec les troupes annoncées et celles disponibles dans les camps de Gaverelle, de la Madeleine et de Cassel, on pouvait rassembler à la hauteur de Lille près de 50,000 hommes; qu'avec cette masse nous accablerions promptement les Hollandais dans Me-

nin, et que, maîtres du pont sur la Lys, nous descendrions à Furnes en colonnes rapides, prenant à revers le corps d'observation du maréchal de Freytag, et ne laissant aux Anglais d'autre retraite que celle de la mer.

Cependant l'escadre de l'amiral Mackbridge n'était point arrivée, et le duc d'Yorck avait trouvé la flottille du capitaine Castaignier embossée sur la grande rade de Dunkerque. C'étaient huit canonnières armées de pièces de gros calibre, dont le feu prenait d'écharpe et à revers le flanc droit de la position des Anglais. Ce contre-temps, cette inexactitude de la part des marins les plus exacts de l'Europe contrarièrent, mais ne ralentirent pas les opérations du duc d'Yorck. Il accusa de ce retard les chefs de l'opposition parlementaire qui avaient désapprouvé cette expédition, et s'en vengea en obtenant la destitution de Mackbridge. Le duc de Richmond perdit en même temps ses fonctions de maître-général de l'ordonnance.

Le 24 au matin, le comte d'Alton attaqua le poste de Rosendal et en chassa le détachement qui le gardait. Une des extrémités de ce long village est située sur une hauteur, à plus de 1,500 toises de Dunkerque, tandis que la partie basse, où se retirèrent nos troupes, se trouve à une portée de canon de la ville. A dix heures, Souham et Hoche dirigèrent une colonne de 4,000 hommes contre les Hessois, et reprirent les positions abandonnées.

Dans ce combat, le général d'Alton fut blessé à mort. Le duc d'Yorck détacha au secours de son avant-garde le général Wurmb avec 4 bataillons et un régiment autrichien. A l'approche de ce renfort, Souham se replia sous le canon de la place.

Le 25, la tranchée fut ouverte, et la division d'Alvinzy établit un corps d'observation à Warhem, pour surveiller la garnison de Bergues. Devant Dunkerque, les travaux de sape s'effectuaient avec lenteur dans un terrain sablonneux où l'eau naissait partout à deux pieds de profondeur.

La première parallèle tracée, les Anglais élevèrent une batterie contre la ville, et placèrent sur les dunes deux autres batteries latérales, afin de répondre au feu des canonnières de Castaignier et le forcer à s'éloigner de la côte.

Le comité de salut public, qui s'exagérait, non les dangers, mais l'importance de Dunkerque, écrivit à Houchard *de ne plus songer à tourner le duc d'Yorck; que ce mouvement serait trop long et trop lent; qu'il nous éloignerait pendant trop de temps du but principal de nos opérations; qu'il fallait, par la ligne la plus courte, marcher droit aux Anglais, les attaquer, les battre, et délivrer Dunkerque.... Que le salut de la République était là...*

Cet ordre bouleversait toutes les précédentes combinaisons du général en chef. Cependant Houchard obéit sans murmures ni retards. Il renonça à un plan qu'on avait longtemps approuvé et fa-

vorisé; il y renonça avec une abnégation que son dévouement à ses devoirs explique, mais dont il faut néanmoins lui faire honneur.

La position de Cassel était le point de départ de notre nouvelle ligne d'opérations offensives. Le général Ransonnet demeura sur la Scarpe avec 12 bataillons et 2 régiments de cavalerie pour garder la communication d'Arleux à Douai et la position de Biache. Le reste de l'armée, ainsi que la division qui venait par Soissons et Arras, eurent ordre de se concentrer à Cassel.

Le 1^er^ septembre on apprit par le *Moniteur* la condamnation et le supplice de Custine (*). Cette nouvelle attrista les troupes; Houchard, qui la savait depuis la veille, l'avait reçue avec des marques non équivoques de douleur et d'effroi (**). A

(*) Extrait du *Moniteur* du 29 août 1793:

Paris, le 28 août.

Le tribunal criminel extraordinaire, après de longs débats, a condamné à mort Adam Philippe Custine, ci-devant général en chef des armées du Nord et des Ardennes. Il a eu la tête tranchée, ce matin, sur la place de la Révolution.

(**) Houchard voulut, en quittant l'armée de la Moselle pour celle du Rhin, voir et embrasser sa famille pour la dernière fois. Il passa donc à Sarrebourg, mais ne s'y arrêta que quelques instants. Dans cette courte entrevue il dissimula ses pressentiments à son épouse et à ses enfants. Cependant on ne put se tromper à la mélancolie répandue sur sa figure; et, bientôt interrogé par un de ses amis, il convint qu'il désespérait d'échapper au sort qui le menaçait. (Notice historique sur la vie du général Houchard par son fils, p. 59 et 60.)

partir de ce jour, le général en chef se préoccupa de la crainte de l'échafaud; et sa pensée ne put être distraite de cette sanglante perspective ni par le tumulte des camps, ni par le calme et la réflexion. Cette fâcheuse disposition d'esprit accabla les facultés de Houchard, et asservit ses volontés aux volontés des commissaires de la Convention, magistrats bien intentionnés, hommes braves sans doute, mais étrangers au métier des armes (*).

(*) Parmi ces conventionnels, M. Levasseur, député de la Sarthe, se fit remarquer par son activité, son bouillant courage et sa singulière aptitude pour le service militaire. Sa profession et ses études avaient été toutes chirurgicales; et néanmoins il sut en fort peu de temps manier les troupes et conduire nos soldats. Dans un combat, il n'y avait pas d'homme plus brave, mais son ardeur et son irascible patriotisme l'entraînaient souvent loin des règles de la prudence; son refrain était : En avant! en avant! et on avait peine à modérer son audacieuse témérité.

Il a été publié, sous le nom de ce représentant, des mémoires que doivent lire avec soin et méditer tous ceux qui pensent que le système politique de Robespierre est un procès jugé et non plaidé. Le second volume contient de nombreux détails de guerre, pendant les missions de M. Levasseur aux armées du Nord, de la Vendée et de Sambre-et-Meuse. On voit que l'éditeur et l'auteur se complaisent dans les récits militaires. Il ne faudrait peut-être pas accueillir aveuglément toutes les anecdotes qui y sont rapportées. Sans doute il n'est pas permis de témoigner trop d'incrédulité lorsqu'un homme d'honneur dit : J'ai tenu ou entendu ce propos; j'ai fait cette action. Mais ce livre contient des assertions tellement invraisemblables, que des prouesses de ce genre ne se rencontrent

Les insignes du commandement en chef s'humilièrent outre mesure devant l'écharpe tricolore des représentants du peuple; et cet abaissement douloureux pour tous les militaires ne fut pas aussi profitable qu'on le pense à la chose publique. Ainsi, dans l'espoir d'échapper à une responsabilité trop pesante, Houchard se donnait des maîtres et rendait chaque jour sa position plus dangereuse. Pour surcroît d'embarras, au moment où nos colonnes se dirigeaient de tous côtés sur Cassel, le commissaire-ordonnateur Petitjean fut suspendu de ses fonctions par les représentants du peuple. Cette arrestation, décidée sous le motif le plus frivole, nous priva inopinément de la coopération d'un homme connaissant à fond les ressources de la frontière. En effet, dès le lendemain, le successeur de Petitjean se déclara hors d'état de tenir les marchés et les engagements conclus pour la subsistance de l'armée; il fallut que le général en chef se rendît à Lille pour assurer l'approvisionnement des troupes : mais nos magasins et nos caisses militaires étaient alors si pauvres, qu'on ne put même pas se procurer la quantité d'avoine suffisante à la consommation ordinaire de notre cavalerie.

que dans l'Arioste, et que, pour les croire, il faudrait renoncer à la haute estime qu'avait universellement inspirée jusqu'à ce jour la vie de plusieurs de nos généraux.

CHAPITRE QUATORZIÈME.

Combats d'Houtkercke, de Bambecke et de Rexpoede. — Victoire d'Hondscoote. — Le duc d'Yorck lève le siége de Dunkerque.

Notre mouvement de concentration autour de Cassel, commencé le 2 septembre, devait s'achever le 5 au soir. Dans la matinée du 4, Houchard réunit son conseil de guerre en présence des commissaires Levasseur et Delbrel. Les 12,000 hommes de renfort arrivaient le lendemain : l'attaque générale sur les Anglais fut donc résolue pour le 6.

La ligne que nous occupions descendait de Bailleul à Cassel, et de Cassel à la mer : elle comprenait un développement de 10 lieues : à Worhmout, elle était interrompue depuis le 22 août par la division hanovrienne de Walmoden. L'armée se composait de 42,000 hommes, dont 4,000 de cavalerie, de 4 compagnies d'artillerie à cheval et de 30 pièces de position.

Pour remplir les instructions du comité de salut public, nous avions à choisir entre deux partis. L'un était de porter l'armée derrière la haute Colme et Dunkerque; puis de sortir de ce camp retranché et de marcher droit sur les dunes pour y combattre de front les Anglais; c'était prendre le taureau par les cornes, et ce moyen effraya les

principaux conseillers de Houchard. L'autre parti consistait à former une attaque qui, évitant les chances d'une bataille rangée, convînt mieux à la situation des troupes, à leur nombre, et à la qualité de nos soldats dont nous devions ménager le sang et redouter l'inexpérience. Il fut donc décidé qu'on manœuvrerait contre le corps d'observation.

Dans un pays où l'on voit à peine à cent pas devant soi, tellement il est coupé de haies, de fossés, de ruisseaux et de bois, l'opération générale, qui allait se passer sur un développement de 10 lieues, devait nécessairement se composer d'une foule d'opérations partielles. Nous calculâmes que l'action durerait trois ou quatre jours. Il fallait, pendant ce temps, donner des inquiétudes au prince d'Orange et au maréchal de Cobourg, afin qu'ils fussent dans l'impossibilité de détacher quelque corps au secours des Anglais. Houchard adressa en conséquence des instructions aux commandants des places fortes et des camps retranchés depuis Lille jusqu'à Maubeuge, pour qu'on effectuât sur toute cette ligne des retours offensifs pendant les journées des 7 et 8 septembre.

A la Madeleine, le général Béru était en position de surveiller et de tenir en respect les Hollandais dans Menin. Le général Declaye reçut l'ordre de sortir de Bouchain et de Cambrai avec 5,000 hommes et de marcher, mais avec précaution, sur les corps autrichiens cantonnés entre

Haspres et Solesmes. La division Ilher, qui s'était réfugiée sous le canon de Landrecies, devait se reporter en avant dans la direction de Preux-au-bois, et concerter ses mouvements avec ceux des généraux Tourville et Montchoisy sur la forêt de Mormal. Dans la matinée du 6, nos courriers revinrent du camp de Maubeuge. On nous écrivait que, dans un conseil de guerre où avaient assisté les représentants du peuple et les commandants des divisions, il avait été unanimement décidé de retarder jusqu'au 12 l'attaque sur les Autrichiens. Cette dépêche contenait en outre un plan très-développé, dans lequel on cherchait à démontrer la possibilité de délivrer le Quesnoy avec les troupes qui gardaient Cambrai, Landrecies et Maubeuge.

Il est mal aisé de se rendre un compte satisfaisant de cette étrange détermination : car il y avait une excessive imprudence à laisser, pendant six grands jours, le prince de Cobourg maître de se porter contre notre droite. Sans doute les généraux de Maubeuge ne comprirent pas toute l'importance de l'opération sur Dunkerque; mais du moins ils n'auraient pas dû se persuader que les 20,000 hommes, alors disponibles sur l'Escaut et sur la Sambre, suffiraient pour forcer les Autrichiens à lever le siége du Quesnoy.

Cette affligeante nouvelle parvint à Houchard au moment où nos colonnes, formées en cinq

corps d'attaque, débouchaient sur le terrain occupé par les Anglais.

L'avant-garde, commandée par le général d'Hédouville, était composée de 1,500 chevaux, de 4,500 hommes de troupes légères et des 3,000 chasseurs du Mont-Cassel aux ordres du colonel Vandamme. Elle partait de Steenwoorde et marchait en deux colonnes. Celle où se trouvait le général d'Hédouville se dirigeait sur Poperingue, et de Poperingue sur Rousbrugge, où elle devait passer l'Yser, tandis que Vandamme et ses 3,000 chasseurs, descendant à Reninghelst, faciliteraient la tentative de la division Dumesnil sur Ypres.

Cette division de 6,000 hommes formait notre extrême droite et venait du camp de Bailleul. Elle avait ordre de suivre le corps de Vandamme, aussitôt qu'il aurait défilé devant elle, puis de tourner sur Ypres, de l'incendier ou de l'enlever, si l'occasion favorable se présentait; dans tous les cas, de couper la communication avec Poperingue; 10 bouches à feu de gros calibre suivaient cette division.

Au centre, le général Jourdan avec 18,000 hommes dont 3,000 de troupes légères, commandés par Colaud, se portait de Cassel sur Houtkercke et conduisait un équipage de pontons pour effectuer le passage de l'Yser.

Sur la chaussée de Bergues à Cassel, la division Landrin, forte de 6,000 hommes, devait occuper le général Walmoden par de fausses attaques sur Worh-

mout pendant toute la journée du 6, et enlever ce poste le 7 à la pointe du jour. Enfin, à l'extrême gauche, le général Leclair, avec deux bataillons de la garnison de Bergues et 2,500 gendarmes à pied, tenait la défensive derrière la Colme. Leclair avait ordre de sortir de Bergues dès que Landrin aurait rétabli la communication, et de marcher le long du canal qui va à Hondscoote, lorsqu'il apprendrait soit par des rapports, soit par la direction des feux d'artillerie et de mousqueterie, qu'une action importante était engagée sur ce village.

L'armée d'observation ennemie se partageait en deux corps d'environ 8,000 hommes chacun, en ne comprenant pas le détachement qu'Alvinzy tenait à Warhem. Ce détachement et la division de Walmoden faisaient face aux généraux Leclair et Landrin : Freytag occupait, sur la rive droite de l'Yser, les positions d'Houtkercke et d'Herzéle ; et, sur l'autre rive, le village et les hauteurs de Bambecke.

Le 5, la garnison de Dunkerque attaqua les Anglais. Le lendemain, elle engagea un vigoureux combat, culbuta les gardes de tranchée, ruina quelques ouvrages, et produisit ainsi la plus utile diversion. Dans ces deux journées, l'armée du duc d'Yorck perdit 700 hommes, dont 400 du seul régiment autrichien de Jordis ; le colonel du génie Moncrif, directeur des travaux du siége, fut tué à cette dernière sortie.

A sept heures du matin, Jourdan détacha sur sa gauche le général Maingaud avec le 36e de ligne pour contenir l'ennemi dans Herzèle. Colaud reconnut la position d'Houtkercke et l'enleva à la baïonnette. Houtkercke était défendu par 2,000 Autrichiens et Hollandais, ayant en réserve un régiment d'infanterie anglaise. Les Autrichiens se retirèrent sur Ypres en passant par les bois de Saint-Six et par Poperingue où d'Hédouville n'était pas encore arrivé : les Anglais et les Hollandais se replièrent sur Herzèle et Bambecke.

Colaud, d'après ses instructions, descendait à Rousbrugge par Proven, lorsque Houchard, cédant, peut-être à tort, aux représentations d'Ernouf, donna ordre à Jourdan de rappeler son avant-garde et de se porter sur Herzèle. Le général Falkenhausen y commandait 4,000 Hessois ou Anglais, qui s'opiniâtrèrent dans la défense de leurs retranchements. Le village fut enlevé, perdu et repris par Jourdan. Falkenhausen se retira en bon ordre derrière l'Yser, sur la position de Bambecke. Le pont de pierre, qui conduit à ce village, était couvert par une bonne flèche, enveloppée d'abatis et armée de 3 pièces de trois. A l'autre rive, on avait établi, sur les flancs de la colline, deux batteries de petit calibre. Tout annonçait que l'ennemi avait l'intention de nous disputer vivement le passage de la rivière dont la rive gauche était occupée par 6,000 Anglais. Jour-

dan fit avancer 2 pièces de 8 qui canonnèrent la tête de pont : mais, à ce moment, un orage affreux, qui dura près de trois heures, ralentit nos attaques. Aussitôt que la pluie eut cessé de tomber par torrents, un bataillon du 36e passa le gué en amont de Bambecke et chargea vigoureusement la droite des Anglais. Ceux-ci, pressés en tête et en flanc, abandonnèrent leur position et reculèrent en désordre jusqu'à Rexpoede.

Il était six heures du soir, lorsque nous entrâmes dans Bambecke. Là, nous apprîmes que le général d'Hédouville n'avait rencontré partout qu'une faible résistance; et qu'après avoir franchi l'Yser à Rousbrugge, il se dirigeait sur Oost-Cappel, pour lier ses avant-postes à ceux de Jourdan.

Nos soldats, qui marchaient et combattaient depuis treize heures, avaient besoin de nourriture et de repos. Chacun pensait que nous emploierions les trois quarts d'heure de jour qui restaient à bien établir nos postes et nos bivouacs et à nous affermir sur le terrain que nous avions conquis. C'était l'intention de Houchard; mais, dans notre armée, la volonté du général en chef n'était pas le dernier mot du commandement supérieur; par delà il fallait encore en appeler aux décisions des représentants du peuple. Or le conventionnel Hentz venait de dire que *les hommes libres n'étaient jamais fatigués de combattre les esclaves des tyrans; qu'ainsi l'armée devait continuer son*

mouvement ; et Houchard donna aussitôt l'ordre de marcher sur Rexpoede. Nos troupes, animées par le désir de terminer cette longue journée, enlevèrent ce village avec ardeur. La nuit vint : elle était sombre et pluvieuse, et nos soldats se débandèrent dans les maisons pour s'abriter et prendre leur repas. Trois des bataillons de Jourdan et un régiment de cavalerie occupèrent Rexpoede; l'adjudant-général Ernouf, qui connaissait bien le pays, se chargea de démêler au milieu de la plus profonde obscurité quelques bons emplacements pour établir nos postes.

L'ennemi avait dispersé son infanterie dans les bois et les vergers qui avoisinent Rexpoede; sa cavalerie s'était établie derrière une forte batterie sur le chemin de Killem. Freytag, qui était accouru de son quartier-général d'Hondscoote, retint ses troupes aussi rapprochées de nous que possible; car, voyant ses détachements de gauche poursuivis et traqués, depuis le matin, de position en position, il avait rappelé sa division de droite; il en attendait l'arrivée, et craignait avec raison que, pendant la nuit, une des colonnes de Walmoden ne vînt à prendre sa direction sur Rexpoede et ne se compromît.

A dix heures, les Anglais attaquèrent Rexpoede avec une telle impétuosité que, dès la première charge, nos postes, rejetés en désordre, abandonnèrent 2 pièces de canon. Au milieu d'une nuit des plus sombres, nos soldats s'appelaient à

grands cris et tiraient de tous côtés et à tout hasard des coups de fusil, autant pour s'éclairer que pour se défendre. Bientôt les troupes des deux partis ne se reconnurent qu'à la voix : Coquebert de Montbret, que le général en chef envoyait à Oost-Cappel, fut fait prisonnier; Jourdan courut les plus grands périls, mais parvint à rétablir un peu d'ordre. Cependant notre cavalerie avait repoussé les gardes hanovriennes qui débouchaient par la rue principale; nos grenadiers avaient repris l'artillerie perdue au premier choc; le prince Adolphe d'Angleterre tomba blessé ainsi que le maréchal de Freytag, qui, dit-on, demeura un moment au pouvoir de nos cavaliers. A trois heures, nous étions rentrés dans nos postes autour du village; mais l'ennemi reformait ses colonnes et nous écrasait de mitraille et d'obus. Houchard se décida à la retraite; il fit replier les divisions de Jourdan sur Bambecke, repassa l'Yser dans la matinée, et vint prendre position entre Herzèle et Houtkercke.

Là, nous nous occupâmes à rassembler des vivres, des munitions, et à les distribuer aux bataillons qui tous avaient épuisé leurs sacs et leurs gibernes. Pendant cette journée de repos, nos soldats raccommodèrent leur chaussure ruinée par les mauvais chemins et nettoyèrent leurs armes qui en avaient grand besoin après les pluies battantes de la veille et de la nuit.

On a beaucoup blâmé ce mouvement rétrograde de Houchard: on a eu raison; quelques personnes lui en ont fait un crime et ont supposé une trahison: elles ont eu tort. La faute ne consistait pas à se retirer sur Herzèle, mais à marcher sur Rexpoede ainsi que l'avaient ordonné les représentants. En effet, si Houchard se fût arrêté, le 6 au soir, à Bambecke, et qu'il eût occupé la position en avant de ce village, il aurait lié les postes de Jourdan avec ceux du général d'Hédouville, et l'armée aurait eu le temps de s'établir de manière à passer tranquillement la nuit; le lendemain à la pointe du jour, nous aurions pu nous porter sur Hondscoote, où Freytag n'avait que 12,000 hommes au plus. Mais, à la suite du combat de nuit, notre corps de bataille se trouvait dans un désordre presque complet. Il faut faire la part des lieux, des temps et des circonstances. Sur un terrain aussi accidenté, nos colonnes communiquaient difficilement entre elles; les ordres arrivaient tard, souvent mal à propos, et quelquefois pas du tout. Notre armée était pleine d'ardeur, de patriotisme et de courage; mais on savait combien les troupes, au moindre revers, étaient promptes à s'effrayer; de récents exemples ne manquaient pas à cet égard, et on devait à la vigueur de Jourdan que la nocturne échauffourée de Rexpoede ne se fût pas changée en déroute. Nos soldats n'avaient pas d'expérience; et le service intérieur des corps se fai-

sait avec une excessive incurie. On négligeait de prendre les plus simples précautions; les chefs de corps et les officiers ne tenaient pas la main à ce que les soldats eussent leurs sacs et leurs gibernes garnis ; on laissait inutilement gaspiller une quantité énorme de munitions de tous genres; et c'est ainsi que, dans la matinée du 7, les divisions de Jourdan se trouvèrent sans pain, sans eau-de-vie et presque sans cartouches. Cependant les ordres les plus sévères avaient été donnés par ce général et par Houchard pour que les chefs de corps eussent le soin de faire prendre à chaque homme des vivres pour deux jours et 150 cartouches.

Tandis que nous reculions derrière l'Yser, d'Hédouville et Vandamme, qui s'étaient réunis le 6 au soir, avaient couché à Oost-Cappel, et marchèrent sur Rexpoede. Ils reprirent ce village à trois heures après midi. Le combat fut des plus vifs; et Walmoden, qui avait succédé à Freytag, se replia sur Hondscoote. A gauche, Landrin s'était emparé de Worhmout et de Wilder; Leclair débouchait de Bergues et chassait devant lui tous les postes ennemis placés le long de la basse Colme; mais, à droite, le général Dumesnil, soit hésitation, soit habitude de service, n'avait pas voulu se contenter de l'ordre verbal que lui avait porté Vandamme, et s'était obstiné à rester immobile dans son camp de Bailleul. L'occasion de surprendre Ypres ainsi perdue, il ne fallait plus songer à s'en

emparer, puisque cette ville avait reçu, pour surcroît de défenseurs, les 2,000 Autrichiens coupés à Houtkercke : néanmoins, comme elle était un point menaçant sur le flanc droit de nos opérations, Houchard envoya de nouveau à Dumesnil l'ordre de remplir sur-le-champ les instructions transmises, la veille, par Vandamme.

« L'inaction de la division Dumesnil, pendant la « journée du 6, est une des fautes qu'on a le plus « souvent reprochées à Houchard. J'entrerai, à ce « sujet, dans quelques explications particulières. « Voici les faits tels qu'ils se sont passés ; ce sera « une preuve ajoutée à tant d'autres, qu'à la « guerre les officiers d'état-major ne doivent s'en « tenir aux ordres verbaux que lorsqu'il y a im- « possibilité de les envoyer autrement.

« J'avais été chargé du détail pour la marche « des diverses colonnes. D'après les dispositions « de Houchard, Vandamme et Dumesnil étaient « destinés à se prêter, sur notre droite, un mutuel « appui. Mais la division du camp de Bailleul de- « vait attendre, pour commencer son mouvement, « que les chasseurs de Mont-Cassel eussent dé- « filé devant elle. Le 5 au soir, avant de quit- « ter Cassel, je fis venir à l'état-major le colonel « Vandamme, et nous combinâmes ensemble « sur la carte l'ordre de marche qu'il suivrait. Le « corps qu'il commandait passait à Reninghelst, et « j'engageai cet officier à prendre les devants pour

« aller prévenir Dumesnil des intentions de Hou-
« chard. Je crus que l'ordre serait ainsi mieux ex-
« pliqué et mieux compris verbalement que par
« écrit ; et je ne doutai pas qu'il ne fût aussitôt
« exécuté, puisqu'il était porté par un militaire
« du grade élevé et de l'habileté reconnue de Van-
« damme. Cependant Dumesnil ne s'en contenta
« pas, et ne suivit pas la colonne des chasseurs
« de Mont-Cassel (*Manuscrit du général Gay de*
« *Vernon*). »

Le 7, à six heures du soir, l'armée marcha sur Hondscoote. Vandamme qui, depuis la prise de Rexpoede, menait la tête de nos attaques, s'avança, pendant la nuit, vers la gauche de Killem. D'Hédouville se dirigea sur Bergues ; Jourdan et Colaud passèrent l'Yser, le premier au bac et sur le pont de Bambecke, le second à Rousbrugge. Le général en chef suivait la colonne de Jourdan. Le 8, vers sept heures du matin, elle parut à la vue d'Hondscoote, et s'arrêta pour ne pas s'engager avant l'arrivée des troupes de Colaud. Houchard envoya l'adjudant-général Gay de Vernon faire la reconnaissance de la position ennemie. Les gens du pays assuraient qu'elle n'était occupée que par 5,000 Anglais et 15 pièces d'artillerie. Ils se trompaient et nous trompaient.

Walmoden n'avait établi ni avant-postes, ni défenses extérieures. Néanmoins il était bien sur ses gardes, quoique, au premier abord, on eût été

tenté de le taxer d'imprudence; mais on ne tarda pas à apprendre qu'il avait usé de cette précaution dans la crainte qu'on n'enlevât promptement des vedettes, qui nous auraient appris l'arrivée d'un renfort de 6,000 Hessois et Anglais.

L'adjudant-général Gay de Vernon eut donc la facilité de voir de très-près la position ennemie, et s'approcha des retranchements de manière à compter jusqu'aux bouches à feu que renfermaient les batteries. Les détachements, chassés de Bambecke, de Rexpoede et de Worhmout, formaient, à Hondscoote, un corps de 12,000 hommes, qu'avaient rejoint, à minuit, 6,000 Hessois ou Anglais venus de l'armée de siége.

Le terrain monte en pente douce jusqu'à Hondscoote, dont tous les points accessibles étaient fraisés d'abatis, barricadés ou défendus par des ouvrages en terre. Six pièces de canon, des haies, des fossés et des bois couvraient la gauche de la position. Au centre, on avait creusé de larges coupures, et élevé, en travers de la route, un épaulement et une batterie de 8 pièces de position et de 4 obusiers, qui balayait une clairière où se croisent des chemins venant de Bergues, de Killem et d'Oost-Cappel. La droite s'appuyait à un bout de canal, sur le bord duquel on avait construit, derrière une flaque d'eau, une redoute armée de 2 canons. Auprès de la batterie du centre, l'ennemi avait négligé d'abattre quelques maisons.

A neuf heures, Colaud, étant arrivé en ligne, forma notre droite. Au centre, Jourdan se couvrit habilement des haies et des bois que traverse la route où marchait sa colonne. Vandamme reçut l'ordre de se réunir à Leclair, et de continuer ensemble leurs attaques le long de la basse Colme. Le mouvement du général d'Hédouville sur Bergues nous privait de 5,000 combattants et réduisait nos forces à moins de 21,000 hommes.

Il était impossible de cerner Hondscoote; aussi Walmoden conserva-t-il sur ses derrières deux communications convergentes: l'une, à droite de la Colme, passait par Houthem; l'autre, à gauche, longeait la Moëre.

Colaud engagea le combat. Jourdan fit passer en tête de sa colonne 10 pièces de canon pour répondre à la batterie qui lui était opposée. La position de notre artillerie n'était pas avantageuse; cependant son feu bien dirigé causa de grands ravages parmi les canonniers anglais, dont un nombre considérable fut blessé par les éclats de bois que nos boulets enlevaient des maisons voisines et qu'ils jetaient dans la batterie. Nos troupes se formèrent alors des deux côtés de la route; mais, en entrant dans les bois, elles rencontrèrent la division du général Cochenhausen, qui défendait les approches des retranchements. Là, se livra un furieux combat d'infanterie; l'ennemi résista pendant plus de deux heures sans perdre un pouce

de terrain; enfin nos soldats l'emportèrent : Cochenhausen reçut une blessure mortelle, et ses troupes furent ramenées derrière leurs retranchements.

Jourdan poursuivit ce succès, et donna ordre à sa division de marcher vite et sans tirer; à ce moment, un boulet lui rasa la poitrine et l'obligea à quitter le champ de bataille : Colaud et Maingaud tombèrent blessés. Ce fut un grand malheur que ces trois généraux eussent été atteints presqu'au même instant, et lorsqu'ils avaient donné à leurs soldats l'élan de la victoire.

Nos troupes, qui avaient besoin d'être encouragées et soutenues par l'exemple de leurs principaux chefs, s'arrêtèrent, reculèrent, et furent promptement éparpillées derrière les haies, les fossés, et dans les bois, pour se dérober aux coups de l'ennemi. En peu de temps la route et la clairière se dégarnirent, et les divisions de Jourdan se dispersèrent en tirailleurs. Ce n'était plus un combat régulier, mais une mêlée, une foule d'engagements singuliers et de duels où, suivant l'expression pittoresque du chef d'état-major Barthélemy, *on se poignardait.*

Notre position devint critique; l'infanterie anglaise gagnait du terrain sur nous; notre principale batterie pouvait être compromise en ne bougeant pas, et compromettait infailliblement le sort de la journée en se retirant, car le moindre

mouvement rétrograde de cette artillerie aurait été le signal de la déroute la plus complète. Houchard crut un moment que la bataille serait perdue. Dans cette extrémité, il fit tout ce qu'on devait attendre de sa vaillance; il mit le sabre à la main, ordonna à son nombreux état-major d'imiter cet exemple, et s'avança à la tête du 17e de cavalerie qu'il tenait en réserve. Ce régiment était superbe, et comptait plus de 500 chevaux; il arriva au grand trot et se déploya dans le meilleur ordre. A son approche, les Anglais s'arrêtèrent, nos canonniers reprirent courage, et 4 bataillons, environ 2,000 hommes, rassurés par la belle contenance du 17e de cavalerie et par la présence du général en chef, se reformèrent en ligne derrière notre batterie. Houchard avait invité les représentants du peuple Levasseur et Delbrel de se porter, l'un à la tête de la division de Jourdan, l'autre à la tête de la brigade de Colaud; ils acceptèrent cette dangereuse mission, et l'accomplirent avec un dévouement digne d'éloges. Le brillant courage de ces députés, la vue des panaches et des écharpes tricolores qui flottaient à leurs chapeaux, produisirent, comme toujours, un effet électrique. Bientôt les soldats s'animèrent les uns les autres par les cris mille fois répétés de Vive la nation! Vive la République! De la gauche à la droite ils s'excitaient mutuellement et chantaient à tue-tête *la Marseillaise* et *la Carmagnole*. Houchard ordonna de

marcher au pas de course et d'aborder, sans tirer, les retranchements ennemis.

Un bataillon de grenadiers-nationaux du Pas-de-Calais s'avança contre la gauche de la batterie qui couvrait le centre de la position d'Hondscoote. A ce moment, le feu des Anglais commença à se ralentir et nous vîmes qu'ils faisaient des mouvements de retraite. De notre côté, la charge battait de plus en plus chaudement à notre gauche sur le canal de Furnes; les grenadiers du Pas-de-Calais enlevèrent les retranchements et y pénétrèrent en même temps que les gendarmes à pied de Paris et les chasseurs de Mont-Cassel.

On dut en grande partie ce succès aux attaques vigoureuses de Vandamme et de Leclair. Ce dernier était sorti de Bergues, et avait marché droit sur Hondscoote. D'abord il eut à combattre le corps autrichien mis en observation à Warhem. Ce détachement, après une faible résistance, se replia derrière la petite Moëre. Lorsque Leclair déboucha sur la redoute, en avant du port d'Hondscoote, les volontaires de l'Orne, qui formaient sa tête de colonne, s'effrayèrent et se rompirent. Mais, derrière ces soldats novices, marchaient les gendarmes à pied de Paris et le 1er bataillon d'un de nos plus vieux et de nos meilleurs régiments, le 24e de ligne, autrefois régiment de Brie. A la vue de ce désordre, les soldats du 24e et les gendarmes se précipitent, traversent la flaque

d'eau, où ils enfoncent jusqu'à la poitrine, arrivent au pied de la redoute qu'ils entourent et qu'ils escaladent, en montant sur les épaules des uns des autres, ou en faisant des échelons avec leurs sabres et leurs baïonnettes qu'ils fichent dans l'escarpe. Là, un bataillon anglais de 500 hommes est pris ou tué; là, Leclair s'est réuni à Vandamme, et tous deux ont refoulé l'ennemi, l'ont chassé de poste en poste, et l'ont enfin acculé sur la batterie du centre : elle fut aussitôt envahie par nos soldats. Alors le combat cessa sur les avenues d'Hondscoote; il recommença dans la ville. Les régiments hanovriens qui fermaient la retraite s'y étaient retranchés; ils s'opiniâtrent à défendre sur la place du Marché, un grand corps de garde et les maisons environnantes; là nous éprouvâmes une vigoureuse résistance qui arrêta court la poursuite de Leclair; il fallut soutenir un combat à l'arme blanche; et ce ne fut qu'à trois heures du soir qu'enfin l'armée de Walmoden fut entièrement chassée de la position d'Hondscoote. Sur ces entrefaites arriva la division d'Hédouville. Ce général, auquel Houchard témoigna quelque mécontentement, avait marché près de la moitié de la journée sur le chemin de Bergues sans rencontrer d'ennemis, et s'était enfin décidé, mais un peu tard, à se rabattre du côté où, depuis le matin, il entendait une vive canonnade. On mit aussitôt cette division et les troupes légères de la droite à

la poursuite de Walmoden, qui se retirait sur Furnes par Houthem et le long de la grande Moëre. Le mouvement de d'Hédouville sur Bergues fut la faute la plus grave commise pendant ces trois journées. En effet, ce général avait été informé dans la soirée du 7, que l'intention de Houchard était de marcher le lendemain matin sur Hondscoote; qu'ainsi c'était à lui, d'Hédouville, à bien reconnaître ce qui se passait dans la direction de Bergues; que lui seul pouvait savoir si de ce côté il se trouvait quelque corps ennemi à craindre; que la chose ne semblait pas probable; et que d'ailleurs Vandamme et Leclair étaient là pour le maintenir. Houchard laissait d'Hédouville maître de choisir le parti le plus convenable, et lui recommandait de ne prendre conseil que des circonstances : mais que, dans le cas où il se déciderait à ne pas se porter du côté de Bergues, il devait, le 8 à la pointe du jour, venir prendre position entre Leyzel et Oost-Cappel.

Si d'Hédouville eût préféré ce dernier parti, il aurait rencontré le général en chef, se serait concerté avec lui, et sa division, au lieu d'aller inutilement battre l'estrade dans la direction de Bergues, aurait pu, pendant l'attaque d'Hondscoote, déborder la gauche des Anglais et tomber sur leur principale ligne de retraite, qui était le chemin de Houthem à Bulscamp.

Nos troupes étaient presque désorganisées par

une bataille qu'elles avaient livrée et soutenue en tirailleurs. On perdit plus de deux heures à débrouiller leur pêle-mêle. Pendant ce temps, Houchard alla reconnaître les bords de la grande Moëre. Nous y découvrîmes le débouché de la ligne de correspondance ennemie. Le général en chef reçut quelques rapports de l'autre rive, et jugea avec raison que le duc d'Yorck devait être en pleine retraite. Cette supposition s'accordait avec les nouvelles qui arrivaient de l'avant-garde. D'Hédouville mandait qu'il s'était arrêté à Houthem; que, devant lui, Walmoden prenait position à Bulscamp et s'y renforçait de manière à prouver que la principale armée anglaise approchait et défilait sur Furnes. On proposa alors à Houchard de faire passer sur la rive maritime de la Moëre, par le gué qu'avaient suivi les Hanovriens, un corps de 4,000 hommes de cavalerie et de chasseurs à pied, et de confier cette opération à Vandamme qui connaissait bien le pays. Mais, dans les circonstances importantes, il fallait, pour que Houchard se décidât à donner un ordre, que la présence des commissaires de la Convention autorisât, soutînt ou excitât ses résolutions. Malheureusement ils étaient demeurés dans Hondscoote avec le chef d'état-major Barthélemy, afin de presser la recomposition des bataillons : Houchard n'eut pas la force de s'arracher à ses habitudes de tâtonnement; il courut aux rensei-

gnements, questionna les habitants : les uns dirent que la traversée était facile; les autres que la grande Moëre avait tellement enflé, depuis deux jours, que le passage serait presque impossible à tenir. Houchard craignit de se compromettre et de compromettre sa cavalerie : néanmoins, comme il adoptait assez aisément les demi-moyens, il donna ordre à Vandamme de passer la Moëre avec 60 cuirassiers, et d'aller reconnaître et inquiéter les mouvements du duc d'Yorck.

Dans la matinée du 8, le prince anglais avait été attaqué par un détachement de la garnison de Dunkerque. Hoche, qui commandait la sortie, reprit Rosendal et écrasa la brigade autrichienne qui défendait ce village: à quatre heures du soir, le duc d'Yorck se décida à battre en retraite sur Furnes.

A minuit, Vandamme déboucha près de Gyvelde et se réunit à Hoche. Ensemble, ils attaquèrent l'arrière-garde anglaise et s'emparèrent d'une grande quantité de bagages. Ces trois journées coûtèrent à l'armée ennemie 6,000 hommes, 3 généraux, 3 drapeaux et 9 canons; notre perte s'éleva à 1,800 morts ou blessés.

A deux heures du matin, le duc d'Yorck, couvert par le corps de Walmoden, prenait position derrière le canal qui descend de Loo à Furnes. Cette même nuit, la division Landrin quitta les hauteurs de Wormouth et entra dans Dunkerque. Le lendemain, nous trouvâmes dans les camps

abandonnés par l'ennemi 2,000 tentes, 52 bouches à feu, presque toutes de 24, 300 milliers de poudre et un attirail complet de siége. Depuis quinze jours que la tranchée était ouverte devant une place entourée par des remparts de terre, les Anglais n'avaient achevé que la première parallèle. Une seule batterie de six pièces avait été armée, et commençait à tirer à boulets rouges (*).

Dumesnil, après une inutile tentative d'incendie sur Ypres, où, pendant trente-six heures, il avait jeté des obus et des boulets rouges, revint au camp de Bailleul. Walmoden se porta vers Dixmude; et nous apprîmes que Beaulieu se disposait à secourir l'armée anglaise. L'occupation d'Ypres par des forces considérables pouvait compromettre nos communications avec Cassel, et

(*) « On voit combien est absurde l'opinion que l'ignorance « des faits a répandue, que le général Houchard pouvait « *tourner l'armée anglaise et lui faire mettre bas les armes.* En « effet, le colonel Vandamme, dans la nuit du 8 au 9, ne « trouva plus entre Furnes et Dunkerque que l'arrière-garde « ennemie, ce qui fait voir que l'armée anglaise avait com- « mencé sa retraite au moment même que le corps chargé de « la défense d'Hondscoote effectuait la sienne par Houthem et « Bulscamp... On aurait pu, à la vérité, poursuivre cette ar- « mée jusqu'à Nieuport, Bruges et Gand; mais il était d'une « importance bien plus majeure de secourir le Quesnoy as- « siégé par le prince de Cobourg. »

(Gay de Vernon, Traité élémentaire d'art militaire, t. I^er, pag. 182).

nous placer dans la plus fâcheuse position; car l'expérience du passé avait prouvé, et la conduite de Pichegru, pendant la campagne suivante, a démontré qu'on ne peut pas, sans imprudence, se porter sur Nieuport et Ostende, lorsqu'on n'est pas maître d'Ypres (14, 15, 16, 17).

Houchard réunit son conseil : les représentants et les officiers qu'il y appela furent de l'avis unanime qu'il ne fallait pas s'enfoncer, dans un pays difficile, à la poursuite des Anglais; que, de ce côté, nous ne recueillerions que des avantages incertains et chèrement obtenus; qu'il en était d'autres plus nombreux, plus directs et plus réels que nos succès à Hondscoote pouvaient nous promettre; qu'ainsi nous devions, sans retard, nous tourner contre les Hollandais, les écraser dans Menin, puis revenir à Cambrai, marcher sur l'armée du prince de Cobourg et délivrer le Quesnoy.

CHAPITRE QUINZIÈME.

Combats de Menin.— Défaite des garnisons de Bouchain et de Cambrai. — Houchard est dénoncé et arrêté.

Le prince d'Orange avait disséminé son corps d'armée de manière à nous faciliter les moyens de le battre : à sa droite, le prince de Hesse défendait Commines et Werwick; la brigade de Gueusau était à Turcoing, celle de Reizenstein à Lannoy; le général autrichien Wartensleben avait quatre bataillons à Roncq et dans les redoutes d'Halluin; 6,000 Hollandais et Suisses occupaient Menin, où se trouvaient les quartiers du Stathouder et ceux du prince Frédéric.

Houchard fit répandre le bruit qu'il se préparait à attaquer Furnes avec toute son armée. En conséquence, on envoya de l'artillerie à l'avant-garde; et les généraux Leclair et Vandamme eurent ordre d'occuper les approches de cette ville et d'en couvrir les débouchés. Dans la matinée du 11, la division d'Hédouville et les chasseurs à pied de Colaud quittèrent Houthem, revinrent à Rousbrugge, et se portèrent par Poperingue sur Bailleul, où ils se réunirent à Dumesnil. Un corps de 12,000 hommes se mit en marche pour retourner prendre position à Gaverelle.

Dumesnil, d'Hédouville et Béru perdirent du temps à concerter leurs mouvements et à faire des

reconnaissances. Leurs attaques contre les avant-postes ennemis auraient pu donner l'éveil au prince d'Orange; il ne s'en alarma pas heureusement, et ses troupes restèrent dispersées et désunies. Le 12, d'Hédouville et Dumesnil, partis de Bailleul en deux colonnes, descendirent la rive gauche de la Lys, s'emparèrent de Messines et de Commines, et chassèrent les Hollandais de Werwick. Le prince de Hesse y fut grièvement blessé. Mais, dans la soirée, les gardes suisses et hollandaises, aux ordres du prince Frédéric, reprirent Werwick et s'y maintinrent.

Le 13, Béru détacha Macdonald à droite pour contenir les Autrichiens dans Lannoy, dirigea Dupont sur Turcoing, et marcha de sa personne contre les redoutes d'Halluin. Le prince d'Orange, attaqué de tous côtés par des forces supérieures, résista partout opiniâtrément; car il avait connaissance de la reddition du Quesnoy et il savait que le général Beaulieu arrivait par Courtray avec une division de 8,000 hommes. Déjà l'avant-garde autrichienne, commandée par le baron de Kray, s'était réunie, à Werwick, au prince Frédéric.

Dupont emporta Turcoing, où un bataillon entier de grenadiers hongrois fut enveloppé et fait prisonnier: Béru enleva le village de Roncq, tourna les redoutes d'Halluin, en chassa Wartensleben, et entra dans Menin pêle-mêle avec l'ennemi. A cette attaque, le 2^{e} bataillon de Paris et le 4^{e} de la lé-

gion batave se distinguèrent par une rare intrépidité.

L'armée hollandaise aurait été presque entièrement compromise, si d'Hédouville, comme ses instructions le portaient, eût rapidement descendu au pont de la Lys : c'est à ce moment décisif qu'il serait arrivé et qu'il aurait pu déboucher sur le flanc droit de l'ennemi. Pour achever la déroute des Hollandais et faire mettre bas les armes au détachement du prince Frédéric, il ne fallait que marcher vite et avoir le temps de se déployer. Mais d'Hédouville avait appuyé sur Werwick : car Dumesnil, qui s'était emparé de ce bourg dans la matinée, avait été contraint de l'abandonner; il l'attaqua de nouveau; nos colonnes furent repoussées, et l'impétuosité de nos soldats ne put vaincre la ténacité des Suisses et des Autrichiens qui en défendaient les retranchements. Le représentant Châsles se tint constamment à la tête d'un de nos bataillons, et eut la jambe cassée par un éclat d'obus. Dumesnil demanda du secours à d'Hédouville : celui-ci était accouru avec sa division. Vers trois heures, le prince Frédéric blessé et voyant la cavalerie de Kray fort maltraitée, fit replier sa division sur Menin, et de là sur Courtray. Le régiment des gardes-suisses couvrit cette retraite avec une résolution qui lui coûta cher, mais qui arrêta notre poursuite.

Le soir, le prince d'Orange rejoignit Beaulieu et

prit position à Moorsèle et à Bisseghem, en travers des communications de Menin et d'Ypres avec Courtray. L'armée hollandaise perdit, dans ces deux journées, 4,000 hommes, dont 1,500 prisonniers, et 48 pièces de canon abandonnées dans les retranchements (18).

Ce n'était peut-être pas à Hondscoote, à Armentières et à Lille que Houchard aurait dû passer les journées du 11, du 12 et du 13 septembre. On le pressa, mais en vain, de se rendre auprès de Dumesnil ou de Béru, pour donner à l'attaque combinée sur Menin une seule et même direction. Le rôle et la responsabilité du commandement en chef excédaient ses forces et l'effrayaient chaque jour davantage : lorsque sa présence sur le champ de bataille eût été si nécessaire, il se contenta d'envoyer des instructions à ses généraux; et cet intrépide guerrier se tint éloigné du combat. Dans la soirée du 13, Houchard reçut les rapports de Béru, de Dumesnil et de d'Hédouville. Ils renfermaient plus d'un point de contradiction. Béru se plaignait d'avoir été faiblement secondé : il disait avec raison que le succès du combat était placé à Menin et au pont de la Lys; que c'était là que d'Hédouville devait attaquer; qu'alors la meilleure partie des troupes du prince d'Orange, poussée de front, pressée en flanc, aurait été cernée et réduite à mettre bas les armes; que Dumesnil était assez fort, sinon pour enlever la position

des Hollandais, du moins pour les inquiéter, et que cela suffisait : qu'ainsi d'Hédouville ne devait pas retenir sa division à Werwick, comme il l'avait fait.

Ces allégations et quelques autres moins fondées prouvaient qu'il existait de la mésintelligence entre nos généraux divisionnaires; résultat fâcheux, qui arrive presque toujours lorsqu'on fait concourir à la même opération plusieurs chefs indépendants l'un de l'autre et égaux en grade; car le commandement militaire ne souffre ni partage ni interruption.

Houchard, qu'avaient repris ses irrésolutions accoutumées, crut qu'il était urgent de tenir un conseil de guerre; car le général en chef, enhardi mal à propos par le succès obtenu à Menin, pensait déjà à se détourner du plan de conduite précédemment adopté et voulait marcher sur le camp de Cisoing. En conséquence, il avait envoyé à d'Hédouville l'ordre de poursuivre vivement le prince d'Orange sur Courtray. Dans ce conseil, tout le monde désapprouva le projet de Houchard, chacun s'appuyant sur des motifs qu'on pouvait croire vraisemblables et qui ne se trouvèrent pas vrais. Car on raisonnait dans la supposition que le Quesnoy tenait encore et tiendrait une dizaine de jours; tellement nos émissaires et nos espions nous servaient mal, tellement leurs rapports étaient infidèles. Aussi l'étonnement fut

au comble, lorsqu'à l'arrivée des courriers nous apprîmes que cette place avait capitulé le 11 ; que le prince de Cobourg s'avançait sur Tournay, et que les attaques de l'armée de Maubeuge, combinées avec les sorties des garnisons de Landrecies, de Cambrai et de Bouchain, avaient complétement échoué.

On se rappelle que, d'après le plan envoyé à Houchard l'avant-veille de la bataille d'Hondscoote, les troupes laissées dans les places et dans les camps sur l'Escaut et sur la Sambre devaient, le 12 septembre, reprendre simultanément l'offensive contre les corps autrichiens qui leur étaient opposés. Le général en chef avait désapprouvé ce projet, comme ne s'accordant pas avec les mouvements de l'armée principale ; mais cette opération avait été approuvée par les commissaires de la Convention : elle fut donc mise à exécution.

Les fortes divisions des généraux Tourville et Montchoisy tentèrent de vigoureuses sorties pour déboucher hors du camp retranché de Maubeuge. Après des attaques sanglantes, mais inutiles, elles se virent plus étroitement resserrées. Le général Ilher se porta dans la forêt de Mormal, et fut repoussé par Collorédo. Une division, formée en deux colonnes et composée de 5,000 hommes d'infanterie, du régiment des hussards de la République et de 12 pièces de canon, sortit de Bouchain et de Cambrai, et se lança dans les plaines entre l'Escaut et la

Selles. Ces soldats faisaient presque tous partie de la dernière réquisition, et menaient à leur suite deux appareils de guillotine; genre de folie, trop souvent renouvelée, et qui donne un côté atroce et ridicule aux sublimes et énergiques mesures militaires prises par la Convention. Les hussards de la République étaient un ramas de valets et d'oisifs, dont les mœurs simples du gouvernement avaient dépeuplé les hôtels et les antichambres de Paris. Ces hommes encombraient le pavé; on les avait enrôlés et montés sur des chevaux de luxe : ce corps était superbe à voir un jour de parade.

Le général Declaye, qui commandait cette division, marchait avec une telle imprudence que beaucoup d'officiers étrangers, témoins de cette affaire, conservent encore l'opinion qu'il voulait perdre sa garnison. En effet, il alla donner tête baissée contre le centre des cantonnements de Bellegarde, et s'enferra de lui-même dans le piége qu'on ne songeait pas à lui tendre. Les postes ennemis se repliaient à mesure que nos colonnes s'avançaient; cependant, sur nos deux ailes, on voyait à quelque distance des masses de cavalerie se tenant immobiles. Les hussards de la République, qui marchaient à l'avant-garde, chassaient devant eux quelques détachements autrichiens; mais, au Saulzoir, ils trouvèrent à qui parler, et furent vigoureusement ramenés par les chevau-légers de Kinsky. A ce moment toute la cavalerie de Belle-

garde commença à s'ébranler : Declaye sentit la faute qu'il avait commise : il était trop tard pour la réparer ; il ordonna la retraite, qui d'abord s'effectua avec assez d'ordre ; mais, à la hauteur d'Avesne-le-Sec, il se sentit si vivement pressé qu'il s'arrêta et échelonna tant bien que mal sa division en deux carrés. Le terrain était des plus favorables aux manœuvres et aux attaques de la cavalerie : nos bataillons furent aussitôt enveloppés et chargés de front et en flanc par les chevau-légers de Kinsky, les hussards de l'Empereur, les cuirassiers de Nassau et le régiment émigré de Royal-Allemand. Nos jeunes soldats firent une courageuse résistance ; ils combattirent avec un acharnement extrême et les blessés tombaient aux cris de *Vive la république.* Néanmoins les carrés ne tardèrent pas à être enfoncés ; et Declaye perdit son artillerie, 1,500 tués, 2,000 blessés ou prisonniers et cinq drapeaux. M. de Jomini prétend que *ce combat*, ou pour mieux dire cette boucherie, *fit le plus grand honneur à la cavalerie autrichienne et au général Bellegarde* (*). Dans cette rencontre, la cavalerie autrichienne se conduisit vaillamment et avec son habileté accoutumée ; mais, pour 3,000 cavaliers aguerris et soutenus de très-près par une autre de leurs divisions, ce n'est vraiment pas un exploit digne de remarque que d'avoir tourné et

(*) Général Jomini, histoire critique, t. IV, p. 41.

rompu, au milieu d'une plaine immense, deux carrés d'infanterie presqu'entièrement composés de recrues. L'honneur que, dans ce combat, le général Bellegarde a pu recueillir, appartient en grande partie à l'incroyable impéritie du général Declaye.

Cette catastrophe et la reddition du Quesnoy avaient répandu l'alarme jusqu'à Péronne et Saint-Quentin où les coureurs autrichiens commençaient à se montrer. Des cris de détresse nous rappelaient en hâte de ce côté de la frontière : il fallait penser à remettre les garnisons de Bouchain et de Cambrai en état de défense, à rassurer Landrecies et à secourir Maubeuge.

Houchard envoya à d'Hédouville l'ordre de se replier sur Lille : cette division revint, le 15, mais en complète déroute. Ce jour-là, elle s'était avancée jusqu'à Bisseghem et avait rencontré l'avant-garde de Beaulieu. La ligne des Autrichiens était formée : de notre côté, soit confiance après d'heureuses journées, soit mollesse dans le commandement, nos brigades marchaient à une trop grande distance l'une de l'autre. Nos premiers bataillons s'engagèrent mal et furent culbutés : ils revinrent en désordre sur la seconde brigade qui se hâtait dans l'espoir de rétablir le combat. A ce moment, le comte d'Erbach, détaché d'Ypres, déboucha sur le flanc gauche de la route. Une terreur panique s'empara de nos soldats : l'épouvante courut de la tête à la queue de la colonne ; les cris de *sauve qui*

peut se firent entendre, et chacun ne songea qu'à regagner Menin à toutes jambes. D'Hédouville espérait y arrêter les fuyards; mais ils traversèrent la ville comme un torrent, et ne firent halte que sous la protection du camp de la Madeleine. Cette débandade était fâcheuse sans doute, mais elle n'apportait aucun changement dans les projets du général en chef. D'Hédouville se désespérait : chacun plaignit son malheur; et Houchard, dans son rapport au comité de salut public, justifia ce brave général autant qu'il fut en son pouvoir.

Du 15 au 20 septembre, 30 mille hommes reprirent position derrière la Scarpe et se concentrèrent au camp de Gaverelle. Cette armée avait à sa gauche la division Béru qui couvrait Lille; sur la frontière entre Dunkerque et Bailleul, les généraux Davesnes, Landrin et Souham commandaient 23 mille soldats et tenaient en échec le duc d'Yorck. Partout nos troupes montraient de l'ardeur et de la confiance : elles avaient acquis de l'expérience et de l'instruction; le comité de salut public nous promettait des renforts; bientôt nous devions être en nombre suffisant pour aller combattre le prince de Cobourg; et Houchard rêvait la gloire de délivrer Maubeuge comme il avait sauvé Dunkerque. Vaine chimère dont le berçaient son patriotisme et son courage! Car le conseil exécutif prononçait la destitution du général en chef, et le remplaçait par Jourdan.

Le 24 septembre, Houchard fut arrêté et conduit à l'Abbaye, où, peu de jours après, le suivirent le chef d'état-major Barthélemy, l'adjudant-général Gay de Vernon, et les généraux Demars, Dumesnil et d'Hédouville.

Le 26, les députés Hentz, Peyssard et Duquesnoy signèrent à Arras la plus terrible dénonciation. « Le général Houchard et son état-major « sont coupables aux yeux de l'homme le moins « pénétrant de n'avoir pas profité des victoires que « les braves soldats de nos armées ont remportées, « malgré les ordres perfides de l'état-major, qui « ne s'est pas même conformé au plan arrêté, et « qui avait tout combiné pour une déroute. Il « est suspendu et mis en arrestation.

« Nous avons trouvé sa correspondance avec « les princes étrangers : il en résulte que nos ar- « mées étaient confiées à l'ami de nos ennemis, à « la créature de Custine.

« Ainsi le duc d'Yorck, voyant que le soldat avait « rompu les mesures prises pour nous faire hacher « devant Hondscoote, a dit en se plaignant : « Nous sommes trahis. » L'armée est républicaine; « elle voit avec plaisir qu'un traître soit livré à la « justice, et que *les représentants du peuple veillent « sur les généraux.* »

A Paris et à la tribune de la Convention, chacun avait voulu exploiter la défaite des Anglais au profit de ses prétentions, de ses ressentiments ou de

ses principes politiques. Hentz vanta les conseils qu'il avait donnés ; Levasseur de la Sarthe dénonça d'Hédouville en termes injurieux; Jean Bon Saint-André accusa *d'incapacité et d'incivisme* Barthélemy et l'adjudant-général Gay de Vernon; Billaud Varennes demanda que *Houchard payât de sa tête sa lâche trahison ;* et Robespierre, irrité par les justes plaintes de Briez contre le comité militaire, fit un pompeux étalage des blessures que le cheval de Levasseur avait reçues, attribua tout l'honneur des journées d'Hondscoote aux représentants du peuple, et retourna contre Houchard et son état-major la dangereuse accusation qui l'avait forcé à se justifier devant une assemblée où déjà il affectait la dictature. La Convention accueillit les plus absurdes dénonciations et lança le décret qui livrait au tribunal révolutionnaire le général plébéien qui venait de vaincre le fils bien-aimé du roi d'Angleterre. Le 9 novembre, Houchard fut transféré à la Conciergerie; le 15, il comparut devant le tribunal, et, le lendemain, périt sur l'échafaud.

CONCLUSION.

Ainsi à quatre-vingts jours d'intervalle, les deux généraux en chef, qui s'étaient succédé dans le commandement des armées du Rhin et du Nord, se succédèrent sur l'échafaud. Quelle triste similitude de destinée pour deux hommes si différents!

Le comte de Custine appartenait, par sa naissance et sa fortune, à cette haute aristocratie contre laquelle l'esprit révolutionnaire s'était déchaîné, et que le pouvoir nouveau aurait voulu frapper d'un seul coup; mais Houchard, obscur plébéien, soldat parvenu, semblait devoir être au contraire le privilégié de la Révolution. Custine avait osé braver l'autorité des commissaires de la Convention; Houchard s'en était montré l'esclave le plus soumis. Quelques actes de despotisme militaire, les supplices de plusieurs volontaires et d'un capitaine fusillés sans jugements, les défaites de Francfort et de Bingen, l'abandon de Mayence, la déroute du 17 mai, et le prétendu désarmement de Lille, étaient autant de crimes imputés à Custine; tandis que Houchard avait battu les Anglais, délivré Dunkerque et souffert patiemment tous les désordres auxquels il avait plu aux fédérés et aux volontaires de s'abandonner. Cependant ils étaient l'un et l'autre traduits de-

vant les mêmes juges et accusés du même crime de trahison envers la patrie.

Le procès de Custine occupa neuf audiences; le tribunal, présidé par Coffinhal, n'était pas encore dans l'habitude de condamner sans entendre et sur la simple présentation des prévenus; il hésita; et cette hésitation, que les Jacobins et les Cordeliers traitèrent de coupable longanimité, leur arracha à plusieurs reprises des cris d'impatience et de rage. Celui de Houchard fut sommairement expédié; et là, du moins, Robespierre ne trouva pas le plus léger motif pour se plaindre de la lenteur des formes judiciaires. S'il y eut ainsi différence dans la marche des procès contre ces deux généraux, il y eut également contraste dans leur attitude en face du tribunal révolutionnaire et devant l'échafaud.

Custine se défendit avec énergie, quelquefois même avec violence; il plaida sa cause pendant plus de trois heures, répondant à tout, ne cédant sur rien, accusant ceux qui l'accusaient, et les déconcertant par sa fermeté et sa présence d'esprit. Bouchotte et Vincent avaient épuisé leurs portefeuilles et leurs cartons : il en ressortait que beaucoup de fautes avaient été commises, mais que pas une ne constituait un crime. Au banc des témoins on avait rassemblé des Palatins, des Hessois, des Alsaciens et une foule de jeunes officiers qui poursuivaient à l'envi Custine d'absurdes

allégations et se portaient juges de ses opérations militaires. D'autres voix, parmi lesquelles il est douloureux de reconnaître celles d'Aubert-Dubayet et de Kilmaine, se joignirent à ce concert d'accusations : Leveneur justifia Custine du crime de fédéralisme (19) ; Kléber le disculpa au sujet du billet secrètement remis par le capitaine Boos au général Doyré pendant le siége de Mayence. Mais, sur onze députés conventionnels appelés en témoignage dix l'accablèrent de leurs inexorables dépositions : Merlin de Thionville fut le seul qui chercha à l'excuser sur un grand nombre de charges. Dans cet assemblage de fautes réelles, de reproches non mérités et de noires calomnies, Fouquier-Thinville n'eut pas de peine à établir à sa manière la preuve d'une trahison calculée ; il eut même le talent de conclure son réquisitoire par un parallèle entre Dumouriez, transfuge chez les Autrichiens, et le général, qui, de plein gré, était venu répondre aux accusations de ses puissants adversaires et discuter avec eux les plans de ses opérations de guerre. Ce rapprochement mit fin à toutes les incertitudes ; et, le 27 août, à neuf heures du soir, Custine fut déclaré coupable sur les trois questions posées au jury, à la majorité de dix, neuf et huit voix sur onze. Interrogé avec une sorte d'humanité et un reste de déférence par Coffinhal, qui lui demanda s'il voulait présenter ou faire présenter par l'organe de ses avocats

quelques observations sur la loi dont l'accusateur public venait d'invoquer l'application, Custine jeta un regard triste et douloureux autour de lui, et, ne voyant plus son conseil et Tronçon-du-Coudray qui avaient quitté le tribunal, répondit: « Je « n'ai plus de défenseurs; ils se sont évanouis; « ma conscience ne me reproche rien; je mourrai « calme et innocent. » Il entendit avec la même fermeté sa condamnation à la peine capitale, et parut également indifférent au morne silence de l'auditoire et aux applaudissements frénétiques qui éclataient au dehors de la salle. Pendant la nuit, il reçut les secours religieux de l'abbé Lothinger, eut la consolation d'embrasser sa courageuse belle-fille, mademoiselle de Sabran, et écrivit à son fils, qui, quatre mois après, fut conduit au même échafaud:

« J'ignore comment je serai demain en allant à « la mort: nul homme ne peut répondre de lui: « mais je m'efforcerai, mon fils, d'être digne du « nom que je vous laisse. »

Paroles simples et touchantes qui prouvent la tranquillité de son âme par le doute même qu'elles expriment! On dit cependant qu'en allant de la Conciergerie au lieu du supplice, ses forces physiques trahirent son grand cœur, et qu'il éprouva quelques moments de transes et d'angoisses; transes et angoisses bien pardonnables; car la mort devait sembler affreuse à cet homme qui laissait après lui tout ce qui fait aimer la vie.

Houchard comparut devant le tribunal révolutionnaire comme une victime résignée; il ne chercha point à relever ses lauriers d'Hondscoote en présence des juges qui avaient mission de l'envoyer à la mort; mais, avec une candeur et une simplicité nobles, il rendit compte de ses actions, et termina sa défense en ces termes :

« Si l'on avait suspecté ma conduite après la « reddition de Mayence, m'aurait-on nommé à « l'armée du Nord? Lorsque j'y arrivai, vingt-deux « officiers des états-majors et un général venaient « d'être destitués : je ne connaissais personne ou « presque personne. L'armée était effrayée d'avoir « été chassée du camp de César. J'ai toujours été « attaché aux succès de la Révolution. Étant de- « venu de simple capitaine de dragons général « en chef, quel espoir aurais-je eu en trahissant « la nation, en passant chez l'ennemi? *Il m'aurait* « *haché par morceaux* pour tout le mal que je « lui ai fait. J'ai pu faire des fautes; quel est le gé- « néral qui n'en fait pas? Mais je n'ai jamais été un « traître. Les jurés me jugeront dans leur âme et « conscience : quant à moi, je puis dire que la « mienne est pure et tranquille. »

Condamné unanimement comme traître envers la République qu'il aimait jusqu'à l'adoration et qu'il avait servie de toutes ses facultés, il alla au supplice sans murmures, sans abattement, et monta sur l'échafaud sans faiblesse et sans orgueil.

Les Mémoires de M. Levasseur de la Sarthe, publiés en 1829, ont acquis une sorte d'importance historique qu'il serait injuste de ne pas reconnaître et impossible de ne pas constater. Ils sont écrits avec une profonde conviction et forment le factum le plus énergique en faveur de la politique intérieure et extérieure du parti de la Montagne; il n'est donc pas étonnant que plusieurs historiens modernes aient adopté les jugements de M. Levasseur sur les individus comme sur les événements. Nous essayerons de détruire certaines allégations mensongères, dirigées contre Custine et contre Houchard.

Le dixième chapitre de ces Mémoires est consacré en grande partie à rapporter les charges qui, dans l'opinion de M. Levasseur, décidèrent la condamnation de Custine.

« A la vue des pièces qui motivèrent *mon vote*, « il y a trente-six ans, ma conviction reste la même « aujourd'hui, et je ne puis douter, en dépit des « assertions de tous les historiens, que Custine ne « fût un traître ! Je suis encore à concevoir com- « ment on a pu si lestement l'absoudre !.... Une « charge plus grave que toutes les autres résultait « de la correspondance du général Favart. Ce « brave officier affirmait avoir fait observer à « Custine que la place de Mayence était encom- « brée d'artillerie qui ne pouvait pas être servie « par la garnison; il l'invitait à retirer de la ville

« assiégée ces canons inutiles, pour qu'en cas de « malheur ils ne tombassent pas du moins entre « les mains des ennemis de la République. Cus- « tine s'était refusé à plusieurs reprises à cette « mesure de précaution; et, sur l'insistance de « Favart, il lui avait répondu le billet suivant : Je « persiste dans mes précédentes dispositions, gé- « néral, et pour peu que vous vouliez y réfléchir, « il vous sera très-aisé de vous convaincre com- « bien il est facile, même dans le cas désastreux « que vous supposez, d'exécuter la manœuvre de « retraite des pièces de canon des routes vers les « chemins couverts de la place. »

« Et cependant toute notre artillerie, à la red- « dition de Mayence, était tombée dans les mains « de l'ennemi !!! (*). »

A l'exception du texte de ce billet de Custine, cet alinéa renferme presque autant d'erreurs que de phrases. Quoique ce ne soit peut-être pas le lieu d'examiner si Mayence *était encombrée ou non d'artillerie*, cependant le lecteur doit se rappeler que l'armée du Rhin avait laissé dans cette place et dans Cassel 270 bouches à feu, qui, assurément, *pouvaient bien être servies par une garnison* forte de 22,000 hommes. Les coalisés ne crurent pas que cet armement fût trop considérable : car, à la fin de 1793, ils avaient réuni pour la

(*) Mémoires de Levasseur de la Sarthe, tome Ier, p. 319 et 320.

défense de Mayence 448 canons, mortiers ou obusiers; et le gouvernement consulaire, au mois de germinal an VIII, ordonna que ce nombre ne serait réduit qu'à la quantité de 368 pièces d'artillerie (*).

Mais Favart était-il en position de pouvoir donner le conseil que M. Levasseur lui attribue? Non; car cet officier-général ne faisait partie ni de l'armée du Rhin, ni de la garnison de Mayence : à cette époque, il commandait Lille. Certainement M. Levasseur n'a pas pris le soin de lire la correspondance qu'il cite, et d'où *résulte à ses yeux la charge la plus grave contre Custine;* car il se serait assuré, dès la première ligne, que la lettre, contenant les représentations de Favart, avait été écrite de Lille, et que la *criminelle* réponse de Custine partait du quartier-général de Cambrai. Nous avons vu que la première était datée du 25 juin 1793, et la seconde, du 2 juillet suivant. Il y avait donc plus de cinq semaines que Custine avait quitté le commandement de l'armée du Rhin. On doit s'étonner que M. Levasseur ait pu commettre une semblable méprise. En effet, Favart ne provoquait pas le déplacement d'une artillerie inutile pour la défense de la ville qu'il commandait; il priait au contraire le général en chef de ne pas enlever de Lille les 76 bouches à feu qu'on destinait à l'ar-

(*) Général Andréossy, Campagne de l'armée gallo-batave, page 244.

mement des camps de la Madeleine et de César.

Ainsi ce billet adressé au général Favart a servi de lame à deux pointes : il a déterminé la *conviction* des accusateurs de Custine et a *motivé leur vote*. A l'examen de la même pièce, Levasseur a déclaré et déclare que Custine *était un traître, parce qu'il avait refusé de retirer de Mayence les canons inutiles et que, par cette coupable manœuvre, il avait livré aux Prussiens une nombreuse artillerie;* tandis que Robespierre soutenait que, *seulement pour avoir voulu dégarnir Lille, Custine méritait la mort* (*).

Dans les temps de troubles et de discordes civiles, un homme vertueux et plein d'honneur peut, certes, se laisser entraîner par des préventions trop malheureusement inséparables de la marche politique qu'il a cru devoir suivre : s'il se trompe, c'est avec conviction, avec conscience, c'est au nom du bien général ; car chaque parti, chaque fraction de parti et par conséquent chaque individu est persuadé qu'il représente, qu'il personnifie le véritable intérêt public ; mais, lorsque après trente-six ans écoulés, on rédige de graves matériaux pour l'histoire, lorsque surtout on prétend ne dire que ce qu'on a vu, comment ne cherche-t-on pas la vérité avec plus de soin, et comment écrit-on avec tant d'inattention et de légèreté ?

(*) Thiers, Histoire de la Révolution, t. V, p. 298.

M. Levasseur blâme amèrement les dispositions et la conduite de Houchard pendant la bataille d'Hondscoote : à ses yeux prévenus, les fautes du général en chef sont des trahisons calculées, et ses moments d'hésitation des accès de lâcheté..... Houchard, un lâche !... Oh ! comment l'encre de M. Levasseur ne s'est-elle pas séchée, comment la plume ne lui est-elle pas tombée des mains, lorsqu'il a voulu écrire une pareille injure ? Ceux qui ont suivi Houchard au feu, et M. Levasseur l'y accompagnait à Hondscoote, savent que ce général devenait moins timide à mesure que le péril allait croissant et que la mitraille s'épaississait. Sans doute, comme chef d'armée, il a commis de nombreuses fautes que dans ce Mémoire on n'a pas cherché à cacher. Mais elles appartiennent non moins aux circonstances qu'à Houchard. A cette époque, qui était consommé dans l'art de la guerre ? Quel général n'a pas commis à peu près les mêmes fautes ? Aujourd'hui on les relève et on les compte avec l'expérience du temps et des événements accomplis. Mais alors les généraux en chef n'avaient que du patriotisme, du zèle et du dévouement à la cause qu'ils défendaient (*). Que M. Levasseur se juge par ses propres paroles. Or, voilà de quelle manière il s'ex-

(*) Observations du maréchal Jourdan aux Mémoires du maréchal Gouvion-Saint-Cyr, p. 1ère.

prime aux pages 78 et 79 du tome second de ses Mémoires :

« Le duc d'Yorck avait rassemblé dans la plaine « la plus grande partie de ses troupes; il avait « couvert le village d'Hondscoote par une re- « doute, forte de onze pièces de canon. Cette « redoute était destinée à battre à la fois le che- « min de Bergues, qui se prolongeait en deux « branches divergentes, et les trois chemins qui « conduisent à Blanheim; une autre redoute, élevée « à l'entrée du petit port d'Hondscoote, balayait « toute la route de Warem; la plaine du côté de « Moërs et du côté d'Hondscoote était entièrement « inondée; il fallait donc, pour attaquer l'armée « anglaise, braver le feu de ses deux redoutes, en « traversant un terrain d'une demi-lieue avec de « l'eau jusqu'à la ceinture. *Malgré ces obstacles*, « *qui ont longtemps fait regarder ce pays comme* « *inabordable*, *et qui ont arrêté*, *pendant plusieurs* « *mois*, *le célèbre Turenne devant Dunkerque*, l'ar- « mée française commença l'attaque avec la plus « grande valeur..... J'étais au milieu du corps d'ar- « mée de Jourdan, déchirant la cartouche avec « les soldats, et ne désespérant pas du succès de « la journée. »

Puisque la position des Anglais était si formidable, puisque M. Levasseur, dès le commencement de l'affaire, ne désespérait pas du succès, puisque Houchard avait tant de difficultés à vain-

cre, et que néanmoins *il n'a été arrêté que pendant trois jours par des obstacles qui ont arrêté, pendant plusieurs mois, le maréchal de Turenne*, comment ses actions ont-elles pu être taxées de trahison ?

Presque tous les écrivains, et M. Levasseur plus qu'un autre, ont accusé Houchard d'avoir, soit par incapacité réelle, soit par une coupable connivence, laissé échapper le duc d'Yorck, lorsqu'il pouvait prendre ce prince et son armée comme dans un filet. On a vu que mon père croyait cette accusation absurde: son jugement aura pu sembler suspect aux lecteurs; mais certes aucun d'eux ne sera tenté de récuser l'opinion de M. de Jomini, qui, dans ses écrits, ne fait pas preuve d'indulgence, lorsqu'il s'agit de critiquer les opérations des premiers généraux de la République.

« Dès que le général Walmoden avait eu le temps « de se retirer sur Furnes, il est incontestable que « Houchard n'avait plus les moyens suffisants pour « pousser l'ennemi; le duc d'Yorck, s'étant réuni « le 9 au matin au corps hanovrien, présentait « une masse de 33,000 hommes, à laquelle le gé- « néral français n'avait pas de forces égales à op- « poser. En vain, dira-t-on, qu'il importait pré- « cisément d'arriver à Furnes avant la jonction « des deux corps; cette opération eût été plus que « téméraire avec des moyens insuffisants; car si les « Hanovriens fussent revenus sur leurs pas, comme

« on doit le présumer, tandis que le duc d'Yorck « eût assailli les Français par Adinkerque, la perte « de ces derniers eût été certaine.

« Ainsi Houchard, répréhensible pour sa con- « duite pendant les premières journées, fut à l'a- « bri de tout reproche relativement à la pour- « suite (*) ».

Les mémorables siéges de Mayence et de Valenciennes fournissent aux militaires de nombreux sujets de méditations, d'excellentes leçons et de beaux exemples, car à cette époque nos troupes avaient déjà acquis un degré d'instruction suffisant. Et d'abord nous remarquerons que dans ces places le commandement supérieur des deux armes, spécialement chargées des moyens de défense, fut remis à des officiers-généraux du génie. « À Mayence, « dit le maréchal Gouvion-Saint-Cyr, il y eut parmi « les membres influents du conseil de défense deux « systèmes qui furent vivement discutés. L'un, « conforme à l'ancienne pratique et qui avait pour « lui le général Doyré, consistait à se défendre « derrière les ouvrages de la place en tirant d'eux « ses principaux moyens. L'autre, qui était celui « de Meunier et qui comptait beaucoup de par- « tisans, consistait à tirer ses principales forces de « l'activité et du courage des troupes, en les por- « tant de préférence hors de l'enceinte, non-seu-

(*) Jomini, Histoire critique, t. IV, p. 71 et 72.

« lement de la place, mais des ouvrages avancés, « au moyen de sorties multipliées, et protégeant « leur retraite avec les ouvrages et l'artillerie de « la place. Ces deux systèmes ont été essayés jus- « qu'à la mort de Meunier, après laquelle on voit « que l'opinion de Doyré prit définitivement le « dessus (*). » Pendant le siége de Valenciennes, le général Tholosé, moins audacieux que Meunier, plus hardi que Doyré, n'essaya pas de faire prévaloir un système à l'exclusion de l'autre; il engagea les membres du conseil de défense à suivre, selon les circonstances, ce que chacune de ces méthodes de résistance avait d'applicable; aussi nos troupes se tinrent tantôt derrière les remparts de la place, tantôt elles marchèrent fièrement contre l'ennemi, et arrêtèrent les progrès de ses travaux par de vigoureuses sorties.

Le commandant de Mayence a capitulé faute de viande, et à la veille de manquer de fourrages; mais la garnison avait encore pour huit jours de farine, du vin en abondance, et si Doyré eût résisté jusqu'au premier août, il aurait été vraisemblablement délivré par les mouvements combinés des armées de Houchard et d'Alexandre de Beauharnais; en rendant Valenciennes, Ferrand n'a cédé qu'à la plus impérieuse nécessité; les Prussiens décernèrent de grands honneurs militaires à la vaillante

(*) Mémoires du maréchal Gouvion-Saint-Cyr. tome Ier, p. 294, 295.

garnison de Mayence; peut-être l'auraient-ils moins vantée si son commandant s'était montré moins facile à négocier et moins prompt à signer les articles de la capitulation. A Dieu ne plaise que nous songions à diminuer le mérite du général Doyré et sa belle réputation d'ingénieur! Mais a-t-il fait tout ce qu'il devait faire pour connaître la position des armées du Rhin et de la Moselle? Il nous est permis d'en douter. Un décret de la Convention déclara que les généraux et la garnison de Mayence avaient bien mérité de la patrie; les 18,000 Mayençais devinrent alors les soldats les plus honorés de l'armée; ils furent réunis aux 3,500 hommes sortis de Valenciennes, et allèrent ensemble combattre l'insurrection de la Vendée. Doyré, Aubert-Dubayet, Kléber, Beaupuy et Bois-Gérard demeurèrent à la tête de nos troupes et y répandirent un nouveau lustre; les défenseurs de Valenciennes eurent un sort tout différent : Lauriston émigra pour échapper à un décret d'arrestation et mourut sur la terre étrangère; Ferrand et Tholosé destitués, incarcérés, leurs familles persécutées, ne sortirent de prison qu'après la réaction du 9 Thermidor : mais Ferrand ne fit plus partie du cadre de l'armée, et tholosé ne recouvra le grade de général de brigade, qu'il avait gagné sur les brèches de Valenciennes, qu'en acceptant à l'âge de soixante-sept ans le commandement du génie dans l'armée expéditionnaire de Saint-Domingue;

il y mourut de la fièvre jaune, ainsi que son fils aîné.

En parcourant l'histoire de nos malheurs, ne semble-t-il pas qu'une destinée étrangement fatale ait poursuivi presque tous les militaires qui, dans le cours de leur carrière, ont combattu avec succès les armées britanniques? Faudrait-il attribuer ce concours de terribles circonstances à l'entêtement du hasard? Beaucoup de bons esprits ont pensé le contraire; aussi grand nombre d'historiens, d'hommes d'État et de graves penseurs ont reconnu, ou cru reconnaître, dans le retour fréquent et la similitude de ces catastrophes privées, l'influence secrète de l'Angleterre. On ne doit pas se persuader, disaient-ils, que le pouvoir en 1793, parce qu'il s'était avili, parce qu'il s'était égaré jusque dans les dernières classes de la multitude, frappait à tort et à travers toutes les têtes élevées et les bras les plus utiles à la République. La Terreur a été une période de formation horrible, sanglante; elle a été le moyen âge de la révolution, elle s'est personnifiée dans l'exécrable Robespierre. Mais le sang qu'elle a versé, les débris qu'elle a entassés, ont fécondé les germes du développement révolutionnaire; mouvement de peu de durée, de beaucoup d'action, et par conséquent de beaucoup de violences, qui de plein saut outre-passa le but, renversa la liberté, tomba dans un abîme de despotisme, et par l'excès des maux produisit de grands

biens, battit en ruine une foule de théories séduisantes et inexécutables, mit en jeu toutes les forces vives de la nation, et devint si désordonné et si hideux, qu'il se fit honte à lui-même, et rendit impossible le retour d'un semblable bouleversement intérieur.

Les hommes qui rapportent une partie de nos malheurs publics à la funeste influence des étrangers croient que par l'effet d'une conséquence commune à nos époques de discordes intestines, le plus riche, le plus empressé, le plus souple et le plus persévérant de nos ennemis, l'Angleterre, était l'allié secret ou déclaré de tous les partis qui déchiraient la France, mais leur allié à des degrés différents. Ses agents, disent-ils, étaient sur nos rivages, sur nos frontières, dans nos états-majors, dans les clubs, aux Jacobins, aux Cordeliers et même dans la foule qui, chaque jour, entourait le pied de la guillotine. Le 21 janvier, un homme, qui est demeuré inconnu, s'était élancé sur l'échafaud où venait d'être immolée la royale victime; et, avec les apparences d'une joie féroce, avait trempé un mouchoir blanc dans le sang du monarque; trois jours après ce mouchoir sanglant était à Londres. Voulait-on l'exposer aux regards des plus fiers et des plus énergiques patriciens de l'Europe et soulever contre les démocrates français la formidable aristocratie anglaise, comme autrefois Marc-Antoine avait appelé aux combats

le peuple romain en lui montrant la robe ensanglantée de César?

A la mort de Louis XVI, la Grande-Bretagne, la Suède, la Russie, la Prusse, l'Allemagne, Naples, l'Espagne et la Hollande étaient coalisées, et leurs armées prêtes à entrer en campagne. Mais, tandis que, de sa main puissante, l'Angleterre ébranlait les troupes les plus aguerries du continent européen, son œil vigilant et inexorable suivait les traces des hommes qui avaient imprimé quelque injure à ses drapeaux: « Il ne faut jamais « pardonner à ceux qui commencent les révolu- « tions, et cela dans le sens le plus absolu, sans « distinction ni des événements ni des personnes, » avait dit en plein parlement M. Windham, secrétaire d'état pour la guerre, l'ami, le collègue de Pitt. Or, quels généraux marchaient en tête des armées de la République? Rochambeau, Lafayette, Lameth, Biron, Custine, Alexandre de Beauharnais, Arthur de Dillon. C'étaient les mêmes guerriers qui, treize années auparavant, avaient aidé l'aigle américaine à briser la chaîne du léopard britannique; c'étaient ceux qui avaient arraché une colonie d'opprimés à sa tyrannique métropole: ils avaient donc consommé deux révolutions.

Les ressentiments du gouvernement anglais sont essentiellement aristocratiques, et, par conséquent, fiers, terribles, faciles à émouvoir, difficiles à apaiser. Que le cabinet de Saint-James soit

wigh ou tory, il ne fait qu'un avec la nation, s'associe à tous les préjugés populaires, même les plus grossiers, et ne pardonne jamais une atteinte portée à son honneur ou à sa puissance. La Grande-Bretagne est la terre classique de l'orgueil, du privilége et d'un patronage qui resserre continuellement les liens entre les grands et les petits. Pour nos voisins d'outre-mer, la Liberté est un bien dont ils sont jaloux, et dont ils veulent jouir seuls; chez eux, le patriotisme est soutenu par un attachement passionné à certains avantages qu'ils croient devoir à leur position, à leurs facultés physiques et à leurs vertus; avantages dont ils jugent que les autres peuples sont indignes. Aussi les Anglais ont, en politique, un point d'honneur national inexorable et vindicatif à l'excès; car, dans les luttes où leur aristocratie est vaincue, les affronts descendent jusqu'aux racines sur lesquelles repose la puissance de la Nation. Or, les nations ressemblent aux individus comme le nombre aux unités qui le composent; les nations ont leur amour-propre, dont les prétentions plus vives que les passions, plus irritables que les intérêts, les exaltent, les excitent et souvent les détournent de la direction la plus utile à suivre. Ainsi, la Grande-Bretagne, qui n'avait qu'une trahison de plus à payer, celle de Toulon, et une victoire navale à recueillir pour régner paisiblement sur les mers, se laissait entraîner par l'ar-

deur inconsidérée de trois de ses jeunes princes et courait après la gloire bien secondaire d'une bataille gagnée sur le continent. Le trident de Neptune n'était pas encore son partage, que déjà elle aspirait à ressaisir l'épée jadis victorieuse à Poitiers, à Bleinheim et à Malplaquet.

Combien dut être profonde l'impression produite à Londres par la défaite du duc d'Yorck et la délivrance de Dunkerque! C'était plus qu'une bataille perdue: c'était une affaire où l'amour-propre national avait saigné par tous les pores, où les bannières royales de l'Angleterre avaient reculé devant des drapeaux plébéiens; c'était un affront qui devait à tout prix retomber promptement sur son auteur; suivant l'énergique expression de Houchard, *il aurait mérité d'être haché en morceaux par les ennemis de la République.*

Mais, répondent les contradicteurs de cette opinion, si l'Angleterre avait exercé sur notre révolution une action si honteuse et si directe, on aurait découvert cette influence, on l'aurait étalée au grand jour, et jamais elle n'a été dévoilée. Cependant, quinze années se sont écoulées durant lesquelles une foule de voix intéressées ou officieuses ont enrichi ou déshonoré nos annales par une multitude d'aveux si extraordinaires, qu'une révélation de ce genre devait naturellement et nécessairement y trouver sa place. D'ailleurs, après les premiers massacres, qui, par hasard, avaient atteint les

meilleurs officiers de la marine française, l'ambassadeur d'Angleterre, au nom de son gouvernement, ne s'était-il pas hâté de repousser d'odieuses imputations? M. de Calonne n'avait-il pas écrit au roi dans le même sens justificatif? M. Necker, n'a-t-il pas attesté « qu'il avait fait « l'impossible pour découvrir les agents secrets de « l'Angleterre, et que toutes les recherches de la « police, ordonnées et suivies pendant son mi- « nistère, servirent à prouver que l'influence de « l'Angleterre n'était pour rien dans les trou- « bles civils de la France? » Et madame de Staël, fortifiant de sa puissante autorité historique l'autorité de son père, n'ajoute-t-elle pas : « Jamais on « n'a pu trouver la moindre trace d'une connexion « entre le parti populaire et le gouvernement an- « glais (*)? » Mais, dans cette question, de quel poids peuvent être la dénégation intéressée de l'ambassadeur et la justification présentée par M. de Calonne, agent avoué des étrangers? M. Necker et madame de Staël, admirateurs solidaires et outrés de la politique extérieure de l'Angleterre et de son respect pour la morale chrétienne, ne sont-ils pas également suspects de partialité? M. Thiers, dans son *Histoire de la Révolution*, où les jugements sont si nets et si tranchés, hésite à adopter cette opinion de M. Necker : « Ce « qu'on peut dire de mieux, écrivait-il, c'est

(*) Considérations sur la Révolution française, chap. 10.

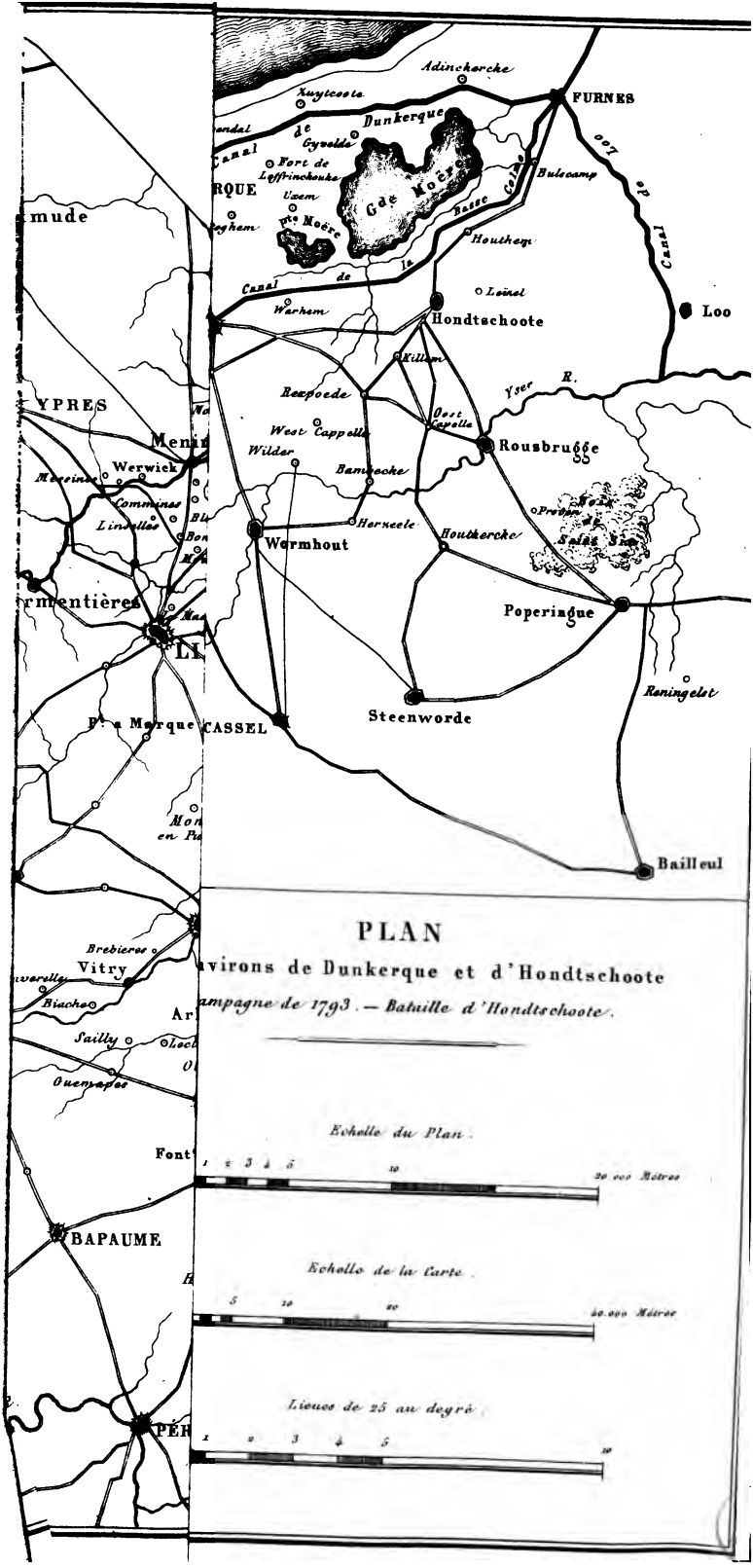
« que le temps, qui découvre tout, n'a rien dé-
« couvert à cet égard. » Lafayette, si bien placé pour connaître les mystérieuses intrigues, croyait aux machinations de cette influence secrète, et les avait dénoncées à la tribune; le peuple y croyait et y croit encore; le peuple, ce tout le monde dont l'intelligence est si fine et dont les instincts sont presque infaillibles. Aussi, quand même cette opinion ne serait pas clairement prouvée, il ne faudrait cependant pas la reléguer au nombre de ces absurdes préjugés populaires qui, venus d'en bas, méritent d'être renvoyés sans examen à leur source. Car, nous le répétons, l'amour-propre chez les nations comme chez les individus se nourrit et se développe aux mêmes conditions; il a ses mêmes ténèbres et ses mêmes mystères, dont on ne peut ni percer l'obscurité ni sonder toute la profondeur. « Là, dit le moraliste Larochefou-
« cauld, l'amour-propre est à couvert des yeux
« les plus pénétrants, il fait mille insensibles tours
« et retours; là il est souvent invisible à lui-même;
« il y conçoit, il y nourrit, il y élève, sans le savoir,
« un grand nombre d'affections et de haines. Il
« en forme de si monstrueuses que, lorsqu'il les
« a mises au jour, il les méconnaît et ne peut se
« résoudre à les avouer. »

Cette maxime ne semble-t-elle pas écrite exprès pour trancher la question qui nous occupe ? Le gouvernement anglais, irrité des blessures faites à

l'amour-propre national, aurait éprouvé, sans le vouloir, sans le savoir, de monstrueuses affections et des haines implacables; il aurait dévoué certains hommes au feu de ses ressentiments. Ainsi Custine, Biron, Arthur de Dillon, Alexandre de Beauharnais ont porté leurs têtes sur l'échafaud; ainsi Houchard, soixante jours après une éclatante victoire, a marché au supplice; ainsi Rochambeau, condamné par le tribunal révolutionnaire, n'a échappé à la mort que par un de ces miraculeux hasards qui disposent les esprits à croire au dogme de la fatalité; ainsi Lafayette et Lameth ont payé, dans les cachots d'Olmutz, le glorieux surnom de fils adoptifs de la liberté américaine; ainsi..... Arrêtez-vous, dirons-nous aux hommes qui voient le bras de l'Angleterre levé sur toutes ces catastrophes sanglantes : arrêtez-vous; mieux vaut fermer le registre de vos pénibles souvenirs, regarder nos plaies en oubliant de quelle main elles viennent, aujourd'hui que le temps les a cicatrisées, aujourd'hui que la liberté constitutionnelle est le sang qui coule dans les veines de la France et de l'Angleterre, aujourd'hui qu'entre ces deux grandes nations il ne s'agit plus d'exterminer une rivale, mais de se garantir mutuellement le degré de force et de puissance qui doit être et qui est le gage de la paix du monde.

Nous nous croyons à l'abri de l'aveuglement causé par le vertige des interprétations forcées;

mais il nous semble que si le temps n'a rien découvert de positif au sujet des funestes effets de l'influence secrète de l'Angleterre, s'il n'a pas dévoilé un corps de preuves matérielles et irréfragables, il a du moins fait naître un ensemble de présomptions graves, concordantes, qui ont saisi à la fois les esprits et les consciences du plus grand nombre. Cependant, et nous nous hâtons de le dire, quel que soit l'empire des opinions généralement adoptées, gardons-nous d'attribuer de pareilles vengeances à la nation britannique, elle en est incapable; mais laissons cette honte à quelques hommes puissants, gonflés de mauvaises passions oligarchiques et à cette tourbe d'agents corrupteurs, d'observateurs corrompus, chèrement salariés, qu'on ne pouvait ni diriger ni désavouer à propos, et qui poussaient la multitude parisienne aux plus déplorables excès, afin d'assurer contre la France le triomphe complet d'un système politique que l'Angleterre a maintenant flétri, et qu'elle a répudié comme étant indigne de sa gloire et nuisible aux intérêts de sa vraie grandeur.


Adinckercke
Furnes
Dunkerque
Canal de Furnes à Loo
Fort de Leffrinckouke
Uxem
Pte Moëre
Gde Moëre
Bulscamp
Houthem
Canal de la Basse Colme
Loo
Loo
Canal de Warhem
Warhem
Hondtschoote
Killem
Yser R.
Rexpoede
West Cappelle
Oost Cappelle
Rousbrugge
Wilder
Bambecke
Herzeele
Wormhout
Houthercke
Poperingue
Steenworde
Cassel
Baillieul
Ypres
Werwick
Comines
Lindelles
Armentières
Brebieres
Vitry
Biache
Sailly
Ouenvaples
Bapaume
PLAN
virons de Dunkerque et d'Hondtschoote
ampagne de 1793. — Bataille d'Hondtschoote.
Echelle du Plan.
1 2 3 4 5 10
20 000 Mètres
Echelle de la Carte.
5 10 20
40.000 Mètres
Lieues de 25 au degré.
1 2 3 4 5
10

SUPPLÉMENTS.

N. B. Nous aurions désiré placer, parmi les suppléments, des situations détaillées des armées du Rhin, du Rhin et Moselle et du Nord à différentes époques des campagnes de 1792 et 1793 : il a été impossible de nous procurer à cet égard des documents exacts. On sait que pendant ces deux années une incroyable confusion régnait dans les états-majors : quant aux tableaux généraux que nous avons donnés sur la composition de nos armées et des armées ennemies, nous n'en garantissons pas l'authenticité, mais nous croyons qu'ils ne renferment pas d'erreurs importantes. Peut-être aussi se sera-t-il glissé quelque inexactitude dans la désignation des régiments par numéros : ces fautes étaient inévitables; car il est des corps, principalement dans la cavalerie, qui, pendant l'année 1792, ont changé jusqu'à trois fois de numéro : nous aurions pu leur conserver les anciens noms qu'ils portaient; ce moyen nous aurait été plus facile et plus commode, nous avons préféré l'autre qui nous a paru plus conforme aux habitudes du temps et à la correspondance de Custine et Houchard.

SUPPLÉMENTS.

N° 1.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, UNE ET INDIVISIBLE.

COMITÉ DE SALUT PUBLIC. — SECTION DE LA GUERRE.

Extrait du registre des arrêtés du Comité de salut public de la Convention nationale, du 16 thermidor de l'an II de la République française, une et indivisible.

Le Comité de salut public arrête que Gay-Vernon, ancien adjudant-général à l'armée du Nord et qui est en état d'arrestation à Paris, sera mis en liberté, et qu'il pourra se retirer où il le jugera à propos.

Signé : CARNOT, C. A. PRIEUR, R. LINDET, BRÉARD, DELMAS, ESCHASSÉRIAUX, FOURCROY, THURIOT, P.-A. LALOY, C. COCHON, MERLIN de Douai.

N° 2.

Le général Ernouf, chef d'état-major des armées du Nord et des Ardennes, au citoyen Gay-Vernon, député à la Convention nationale.

Au quartier-général à Beaumont, le 7e jour du 2e mois de l'an II de la République française, une et indivisible.

. . . . . .

Vous me demandez mon sentiment sur le citoyen Vernon, votre frère. Je l'ai dit aux députés de la Convention près l'armée du Nord; je l'ai dit aux députés composant le Comité central à Arras; je l'ai dit à tous ceux qui ont voulu m'entendre: la République a fait une perte par la destitution du citoyen Vernon. Il est rare de trouver des sujets qui possèdent autant de talents. Je vous dirai que le général en chef Jourdan et moi nous le regrettons tous les jours.

Le citoyen Jourdan disait encore dernièrement: « Je « voudrais qu'on m'eût laissé Vernon, et je suis bien « persuadé qu'on ne lui aurait rien reproché. »

Voici les bonnes qualités du citoyen votre frère: je vous parlerai de ses défauts avec la même franchise.

Le citoyen Vernon a l'âme trop aimante, et s'attachait trop fortement à ses supérieurs. Cet attachement lui fermait les yeux sur leurs défauts; il ne voulait jamais les voir coupables: il se suscitait mille querelles pour eux. Voilà la cause de ses malheurs. Il ne manquait au citoyen Vernon, pour être heureux, que d'avoir servi avec un général qui eût adoré sa patrie. Je suis intime-

ment persuadé que votre frère croyait combattre pour elle en servant Custine. Il avait l'âme trop belle pour pouvoir démêler les perfidies d'un courtisan aussi rusé que lui. Je désire à votre frère toutes sortes de prospérités ; il est heureux de pouvoir vivre tranquille. Cependant la République gagnerait beaucoup s'il pouvait être rappelé aux armées, intimement convaincu qu'on n'a jamais pu prouver rien d'incivique contre sa conduite.

N° 3.

Le général Carnot à M. Gay de Vernon, colonel du génie.

Paris, 24 floréal an XIII.

J'ai reçu de votre part, mon cher et ancien camarade, des mains de M. Perronneau, votre imprimeur, un exemplaire de l'ouvrage que vous venez de mettre au jour. Je n'ai pu encore que le parcourir avec une extrême rapidité, mais il m'a paru renfermer une multitude d'objets très-importants et traités avec autant de méthode que de clarté et de précision. Vous y développez tout ce que vous n'aviez pu que traiter superficiellement dans votre premier ouvrage. Ce livre instructif ne sera bien apprécié que par ceux qui savent par expérience, combien il en coûte pour acquérir les connaissances qu'il contient, les rechérches qu'il a fallu faire pour suivre chaque découverte depuis son principe, le bon esprit nécessaire pour choisir dans une infinité de ma-

tériaux, et enfin le travail opiniâtre qu'exige l'arrangement de tout ce système d'instruction, pour que chaque chose s'offre à l'œil d'une manière nette et satisfaisante. Tous ces objets me paraissent très-bien remplis, et je me propose, pour ma propre satisfaction, d'en faire une étude suivie. Recevez donc, mon cher et ancien camarade, mes félicitations sur cette production digne d'un bon citoyen, qui sacrifie tous ses instants à l'instruction de ses frères d'armes et à la prospérité de son pays.

N° 4.

Le lieutenant-général baron Evain à M. Gay de Vernon, capitaine à l'état-major général de l'armée du Nord.

Bruxelles, 8 mars 1832.

MONSIEUR,

J'ai appris, en visitant l'établissement géographique de M. Vandermaëlen, que l'on réimprimait avec votre approbation l'excellent ouvrage sur l'art militaire de M. Gay de Vernon, votre père.

Cette publication sera un service rendu aux officiers de toutes les armes, en mettant à la portée de tous un traité qui ne se trouve plus que dans quelques bibliothèques.

Mais, depuis l'époque où M. Gay de Vernon fit imprimer ce cours, plusieurs branches de l'art militaire ont pris un développement qui rend leur état actuel tout autre que celui exposé. L'artillerie est plus particulièrement dans ce cas.

Je me ferai, Monsieur, un plaisir de faire connaître dans un appendice les modifications éprouvées par une arme à laquelle ma carrière a été consacrée. Je pense que ce serait remplir les intentions de M. votre père, qui voulait offrir un tableau succinct mais complet de la science. Toutefois, je voudrais, avant de remettre ce travail à M. Vandermaëlen, savoir s'il n'y a rien dans ce projet qui puisse contrarier vos vues.

Je vous serais obligé, Monsieur, de me faire connaître votre pensée sur ce point.

N° 5.

Le maréchal Gouvion-St-Cyr à M. Gay de Vernon, capitaine d'état-major.

Villiers la Garenne, le 20 janvier 1829.

J'ai reçu, mon cher Vernon, vos souhaits et votre lettre du nouvel an. J'y comptais ; mais je ne vous en remercie pas moins. Je vois que dans votre département on fait des vœux pour une bonne loi municipale et départementale : c'est très-bien, et surtout très-facile à espérer. La session approche, et on parle de dissensions dans le ministère et du projet d'en former un nouveau. Si ces bruits se confirment, les espérances des bons Français seront encore ajournées.

Lechartier (*) a dû vous dire que *j'avais trouvé très-*

(*) Maréchal de camp et ancien premier aide de camp du Maréchal.

bien les fragments historiques que vous m'avez envoyés; et combien je regrette de ne les avoir pas connus plus tôt pour en faire usage. Mais le premier volume de mes mémoires se trouve déjà imprimé. Cet ouvrage est maintenant arrêté par la faillite d'un imprimeur de province à qui je l'ai confié. Dieu sait quand je le reverrai! Le mauvais temps m'a donné encore une nouvelle attaque de goutte; mais elle est terminée. Quant à vous, mon cher Vernon, continuez à vous bien porter, et conservez toujours bonne espérance pour les progrès de la raison publique.

N° 6.

(On sait combien le siége de Mayence a coûté d'efforts aux troupes coalisées, et nous pensons que les lecteurs seront peut-être curieux de connaître le rapport de Custine sur les opérations et les circonstances qui décidèrent le commandant de cette place à nous ouvrir ses portes sans coup férir. Ce rapport est à la date du 21 octobre 1792.)

Le général Custine au Président de la Convention.

Citoyen Président, j'ai l'honneur d'envoyer à la Convention nationale les détails qui ont précédé et accompagné la prise de Mayence, dont je suis en possession.

Parti le 16 au soir du camp d'Edesheim, je suis arrivé ici le 18 au soir. La pluie avait commencé à deux heures de l'après-midi; le temps était affreux; j'avais fait vingt-deux lieues en deux marches. Je me suis décidé à cantonner les troupes dans le plus riche et le plus beau pays. Dès le 18, à la pointe du jour, j'étais maître du

pont volant d'Oppenheim ; les troupes qui s'en sont emparées ont fait dix-huit lieues en moins de vingt-quatre heures. Cette rapidité était nécessaire pour empêcher la destruction de ce pont par les ennemis ; et il devait servir trop utilement à mes projets ultérieurs, pour ne pas tout faire pour sa conservation.

Le 19 au matin, j'ai campé les troupes, la droite à Hechtsheim, la gauche au Rhin, passant par les villages de Dalheim, le moulin de Gonsenheim et la tête du bois de Monbach. Je me suis rendu maître des coteaux de vignes qui se trouvent au-dessus des hauteurs du moulin de Gonsenheim, en y campant mes grenadiers. J'ai en même temps poussé des troupes légères en avant pour me faciliter la reconnaissance de la place ; quelques hussards autrichiens que j'avais chassés de Worms devant moi, étaient à cette époque hors de Mayence, et la cavalerie ne pouvant les atteindre, on leur a envoyé quelques coups de canon de mon artillerie volante, feu que j'ai incessamment ordonné de cesser. Ces hussards disparus, je me suis approché à cent cinquante toises des saillants des redoutes avancées ; c'était le seul moyen que j'eusse de connaître parfaitement cette place, dont les ouvrages bien palissadés dérobent la vue du corps de la place à l'assiégeant.

Je ne tardai pas à reconnaître que je n'avais qu'un seul moyen de m'en emparer, celui d'en imposer à ses défenseurs. Ils consistaient en treize cents hommes de troupes des Cercles, dont faisaient partie quelques restes de l'armée mayençaise, échappés de Spire, consistant à peu près en cinquante hommes. Le reste, troupes de Fulde, et les contingents de la maison de Nassau et

autres, 1,000 Autrichiens et un corps de chasseurs et valets des nobles dont le ministre de Prusse devait prendre le commandement; enfin la bourgeoisie de l'université, à laquelle le magistrat avait fait prendre les armes; le tout composant six mille hommes. J'étais non-seulement instruit avec précision des forces qui étaient dans la ville, de la nombreuse artillerie qui bordait les remparts, mais encore de la situation positive de cette importante forteresse. J'avais su me procurer, avec de grandes certitudes et par l'intelligence et la grande audace du jeune Stamm, guide de cette armée, la connaissance précise des points qui avaient été négligés dans la place.

Je me suis donc résolu sans balancer à faire aux grenadiers que je commande, le tableau de mes dispositions pour l'attaque de Mayence. J'avais pris avec moi et fait descendre sur le Rhin tous les bacs et bateaux depuis Worms jusqu'ici; je m'étais muni d'échelles. Le tableau du danger, que je me gardai bien de diminuer, au lieu d'étonner les grenadiers, a enflammé leur courage; alors, sûr de mes moyens, mes dispositions faites, j'ai envoyé, le 20 au matin, ma sommation au commandant par le colonel Houchard; je joignis à cette sommation une lettre au bourgmestre. Je joins ici copie de cette sommation et de cette lettre. J'ajoutai au colonel Houchard d'assurer le commandant que rien n'était impossible aux hommes que je commandais; que les ayant consultés, ils brûlaient d'une ardeur extrême d'assurer la gloire du nom français par la conquête d'une place aussi importante. La réponse du gouverneur a été qu'il voulait se défendre; qu'au moins il de-

mandait jusqu'au 21 pour s'y préparer. Ils n'avaient cessé de canonner sur nos postes depuis quarante-huit heures, quoiqu'en vain ; des boulets de trente-six venaient mourir jusqu'à deux cents pas du camp. La canonnade ne cessait ni jour, ni nuit. La précaution que j'avais prise de les inquiéter, pendant la nuit, avait établi une mousqueterie qui durait depuis plusieurs heures, et qui avait tué un soldat et en avait blessé deux autres. Il fallait faire cesser les incertitudes du gouverneur. Je me suis décidé à lui écrire une seconde lettre, et, à sept heures du soir, j'ai reçu de lui la réponse et la proposition de capitulation, dont vous trouverez ici la rédaction finale. Je n'ai pas voulu consentir à laisser les troupes entièrement en liberté, et j'ai exigé que ces troupes, même celles de l'Empereur, ne servissent point d'un an contre la République française, ni ses alliés. Je ne pouvais rien exiger de plus, lorsque la forteresse était encore intacte. J'ai cru même devoir, pour la gloire de la République, ne pas faire de conditions plus dures. Elles auraient pu nous montrer comme des guerriers féroces, altérés de sang et de pillage.

Cette utile conquête est due à la haute idée qu'ont inspirée la prise de Spire, la valeur des soldats français qui y ont combattu, l'ordre qui règne dans l'armée et qui inspire dans l'Allemagne le respect le plus profond pour les armes de la République. Je m'estimerais heureux si l'opinion qu'a inspirée la longue expérience d'un vieux soldat qui les commande, pouvait y être entrée pour quelque chose ; car épargner même le sang de nos ennemis sera pour moi, au milieu des horreurs de la guerre, la jouissance la plus douce. Sur la crainte

témoignée par les Autrichiens et leur désir extrême de sortir de la place, dans la crainte d'être égorgés, ainsi que le leur ont persuadé leurs officiers, j'ai consenti à leur sortie, avant l'arrivée des troupes françaises, pour éviter les horreurs dont les Autrichiens menaçaient Mayence. Je ne puis pas encore vous donner des détails sur les munitions, approvisionnements de guerre et de bouche et sur l'artillerie que renferme la place, mais la quantité en est considérable.

Je m'estime heureux, citoyen président, d'avoir pu contribuer encore, par la prise de Mayence, au maintien et à la gloire de la République française.

Capitulation pour la reddition de la ville de Mayence.

Nous soussignés, Dominique Munier, maréchal des camps et armées de la République française, et Anne René Joseph Pétigny, commissaire des guerres desdites armées, chargés des pleins pouvoirs du général Custine, pour régler les articles de la capitulation de la ville de Mayence, d'une part; et Maurice Kalkhoff, conseiller-intime du prince-archevêque de Mayence, et Rodolphe Eickenmayer, major du génie, chargés des pleins pouvoirs de M. le général de Gimnich, pour procéder à ladite capitulation, réunis à cet effet, avons arrêté les articles suivants :

Art. 1^er^. Les troupes mayençaises et autres troupes des Cercles qui y sont jointes, sans aucune exception, sortiront librement et avec les honneurs de la guerre; elles pourront se retirer partout où bon leur semblera; elles emmèneront avec elles leur caisse militaire, leur

artillerie, leurs effets et bagages ; il leur sera donné tous les passe-ports dont elles pourraient avoir besoin.

Art. 2. La garnison étant formée de quatre bataillons, ne pourra emmener plus de quatre pièces de campagne avec les chevaux et caissons nécessaires au service de ces pièces. Il lui sera fourni le nombre de voitures ou bateaux nécessaires pour transporter ses équipages.

Art. 3. Lesdites troupes mayençaises et des Cercles s'engagent à ne servir ni contre la République française, ni contre ses alliés, pendant l'espace d'une année, à compter de ce jour.

Art. 4. Toute l'artillerie de la place, les plans, les mémoires relatifs aux fortifications, les munitions de guerre et de bouche, et autres magasins ou établissements militaires, qui peuvent exister dans la ville de Mayence, y seront laissés, et la remise en sera faite aux commissaires que le général de l'armée française proposera à cet effet.

Art. 5. Tous les malades qui sont dans les hôpitaux militaires continueront à y être traités aux frais de leurs corps, et leur seront ensuite renvoyés après leur rétablissement, avec passe-ports et sauf-conduits.

Art. 6. Le général français, immédiatement après la ratification réciproque de la capitulation, fera occuper par deux compagnies de grenadiers français la porte du pont du Rhin et celle de Gau.

Art. 7. Le ministre, les dicastères, le haut et le bas clergé, et toutes les personnes attachées au service de l'Électeur, auront la faculté de se retirer avec leurs effets. Tout habitant de Mayence, absent ou présent, jouira du même droit, et il sera accordé à chacun d'eux les passe-ports et sauf-conduits qu'ils demanderont.

Art. 8. Le général français met sous la sauvegarde de la loi, les propriétés particulières des individus, et en garantit la sûreté, conformément aux principes fondamentaux de la constitution française.

Fait et arrêté par nous, commissaires susdits, au camp de Marienborn, sous Mayence, le 21 octobre 1792, l'an premier de la République française.

Signé : KALKHOFF, conseiller-intime de Son Altesse électorale de Mayence; EICKENMAYER, ingénieur-major; le citoyen maréchal de camp MUNIER; PÉTIGNY, commissaire des guerres.

Ratifié par moi, gouverneur de Mayence, le 21 octobre 1792. *Signé :* De GIMNICH.

Et plus bas : CUSTINE.

N° 7.

Le général Biron au général Custine.

Strasbourg, le 9 novembre 1792, l'an Ier de la République.

Je vous envoie, mon ami, la copie de la lettre du ministre que je viens de recevoir; elle vous prouvera que toutes les troupes de l'armée que je commande sont à vos ordres : ceux que vous m'adresserez seront promptement exécutés. Je vous jure que cette disposition du ministre ne me donne personnellement aucune humeur, et que toutes les manières de contribuer avec vous au succès des armes de la République ne cesseront jamais de me convenir et de m'être agréables.

Vous sentez bien, mon cher ami, que je dois raisonnablement cesser d'être responsable de la sûreté du Haut-Rhin et de ses places, puisqu'un autre peut disposer des troupes qui y sont employées. Je le mande au ministre et au comité extraordinaire de la Convention nationale. Je crois que vous serez content de Beurnonville, à qui le commandement de l'armée du centre est maintenant confié. A la manière dont je l'ai vu servir, je crois pouvoir vous répondre qu'il fera avec grand zèle et une grande exactitude tout ce que vous lui prescrirez.

N° 8.

Le général Custine au général Van-Helden. (Extrait.)

Au quartier-général de Mayence, 27 novembre 1792.

Il faut que le poste de Bergen, soit en infanterie, soit en cavalerie, soit formé de votre garnison. Vous lui commanderez la plus grande surveillance; vous le relèverez tous les jours de distribution. Il se repliera sur vous en cas d'attaque en force, en avertissant le poste de cordon de Houchard; et vous me donnerez avis de ce que vous saurez. Je vous enverrai après-demain un bataillon de plus et quelques petits canons de trois et de six livres de balles; mais, en cas d'attaque, pour la défense de Francfort, vous forcerez, malgré toutes représentations, le magistrat de laisser prendre artillerie et munitions pour votre défense.

Vous ferez ensabotter des boulets et faire des paquets de poudre pour gargousses. Vous désarmerez même la garde de la ville, si vous le jugez nécessaire, même si vous le trouvez utile. Il n'en faut pas parler avant que le moment d'exécuter soit arrivé ; je prends sur moi la responsabilité.

N° 9.

Le général Van-Helden au général Custine. (Extrait.)

A Francfort, le 30 nov. 1792, l'an 1er de la République.

Vous savez, mon général, qu'un commandant ne peut point se trouver partout ; la connaissance que vous avez de l'histoire militaire me dispense entièrement de vous rappeler combien de places fortes et bien munies de tout ce qui fut nécessaire à leur défense, ont été perdues par la négligence de quelques postes, ou par accident et des malheurs imprévus. La ville de Berg-op-zoom, dont la défense fut des plus belles et des plus opiniâtres jusqu'au jour de l'assaut, comme il est prouvé tant par la perte énorme que l'armée française a essuyée devant cette place, que par les sommes immenses que ce siége a coûté à la France, et qui ne fut prise ce jour-là que par la négligence de ceux qui étaient de garde à la sortie capitale, sous la courtine du polygone attaqué, en fournit un exemple très-frappant. Et sans parler d'exemples antérieurs, l'histoire des guerres du Grand

Frédéric, écrite par lui-même, en fournit bien d'autres encore.

Je me trouve aussi en devoir de vous prévenir encore, mon général, que si dans vos dispositions vous avez tablé la résistance de Francfort, il faut que le secours que vous me faites espérer arrive promptement, attendu que sans cela cette résistance ne pourra être de longue durée ; non-seulement par la raison que je n'ai que deux petites pièces d'artillerie avec un seul caisson de gargousses, et seulement environ trente cartouches par homme, mais encore par d'autres raisons qui sont faciles à saisir, et qu'il serait assez inutile de vous développer.

Jusqu'ici, mon général, je n'ai eu qu'à me louer du magistrat, et je n'ai aucune raison ni indices de soupçonner les bourgeois de Francfort de quelques desseins sinistres contre nous, quoique cependant il n'est pas bien difficile de s'apercevoir qu'ils sont très-agités d'inquiétudes causées par les cohortes nombreuses et tant de bouches à feu qui se trouvent aussi près de leur ville ; mais il vous est connu que la populace est très-nombreuse à Francfort ; qu'indépendamment des natifs de la ville, il se trouve toujours ici quelques milliers de garçons de métiers, tous étrangers, Prussiens, Hessois, Palatins et autres ; et qu'en outre il y a une grande quantité de juifs, qui, à l'arrivée du colonel prussien, qui est venu pour me sommer, ont fait éclater tant de joie, que, si le Messie était arrivé à Francfort, ces Israélites n'auraient pu en montrer davantage. Et peut-on s'assurer, mon général, qu'avec toute la bonne volonté possible, le magistrat et les bons bourgeois pourraient contenir un aussi grand nombre, lorsque l'artillerie

ennemie commencerait à tirer contre la ville et y faire des dégâts?

Je vous ai rendu compte de ce qui s'est passé jeudi matin, lorsque, suivant vos ordres, j'ai fait forcer la porte de l'arsenal de la ville; et vous avez vu vous-même ce jour-là, combien le peuple est nombreux ici, et comment il peut s'attrouper promptement en grand nombre.

Il est vrai que depuis la déclaration que vous avez faite au magistrat de garantir la ville d'un siége, qu'on a eu soin de faire afficher partout, et dont j'ai l'honneur de vous remettre ci-joint un imprimé, les esprits me paraissent un peu tranquillisés; mais je ne puis cependant vous faire illusion que depuis l'histoire de l'arsenal on se méfie toujours de moi, et que je suis observé de près; et que je ne puis pas même sortir de chez moi, sans être entouré et suivi de quelque monde. Et je dois vous observer encore, mon général, que depuis ce temps-là tous les préparatifs qui indiqueraient le dessein de vouloir soutenir une attaque, si toutefois on pouvait en faire, sont devenus tout à fait impossibles, tant par la trop grande supériorité du nombre des gens de la ville sur la garnison, que par la proximité de l'ennemi; et d'après tout ce que je viens d'avoir l'honneur de vous dire, il n'est point douteux que ma situation est épineuse à tous égards.

Il vous est connu, mon général, qu'un petit attroupement qui, en 1747, eut lieu à Gênes, à l'occasion de l'embarquement de quelque artillerie, eut pour suite, que le marquis de Botta, avec sa nombreuse garnison autrichienne, fut chassé de ladite ville par les bourgeois, qui, suivant toutes les relations, n'y pensaient pas même un moment avant que cet attroupement ait commencé.

Me trouvant par hasard à Bruxelles, en décembre 1789, j'y ai vu moi-même que quelques bourgeois, qui furent longtemps sans chef, ont contraint le général d'Alton d'évacuer cette ville et de partir précipitamment avec tout son état-major, toute son artillerie et toute la garnison autrichienne, composée de sept à huit mille hommes d'infanterie et d'un bon régiment de cavalerie, sans qu'il ait même pu sauver sa cassette, contenant sa correspondance avec l'empereur, ni une quantité prodigieuse de fusils tout neufs, ni les magasins considérables d'effets d'habillements et autres objets de toute espèce, qui furent abandonnés aux Belges insurgents.

Et m'étant trouvé enfin, en 1790, à la malheureuse et sanglante affaire de Nancy, j'y ai vu combien de militaires français ont été tués ou blessés par des coups sortant des fenêtres, des greniers et des caves; et j'ai encore devant les yeux ce que nous serions devenus tous, si le régiment du Roi, composé de quatre bataillons complets, ne se fût soumis dans un moment où on s'y attendait le moins.

Ces trois exemples, et principalement les deux derniers, dont j'ai été témoin de très-près, m'ont amplement prouvé de quoi sont capables les habitants, lorsqu'ils veulent se défaire d'une garnison, ou lorsqu'ils veulent s'opposer à l'entrée d'une troupe dans leur ville, et m'imposent le devoir d'agir avec la plus grande circonspection; mais je vous prie d'être persuadé que je ne me laisserai point abattre par les dangers, tout imminents qu'ils puissent paraître, et que je ferai tout ce qui me sera possible de faire dans la position où je me trouve

placé. Au reste, je me fie entièrement sur votre prompt secours en cas d'attaque, et soyez assuré, je vous en prie, mon général, que depuis longtemps je possède assez de philosophie pour ne point craindre de mourir : mais ce que je crains le plus, c'est d'être fait prisonnier de guerre et réduit à une inactivité, insupportable à tous ceux qui de cœur et d'âme sont attachés à leur état et à la chose publique.

N° 10.

Le général Custine au président de la Convention nationale. (Extrait.)

Mayence, 7 décembre 1792.

Citoyen président, je ne puis dissimuler à la Convention nationale l'insigne trahison qui a donné lieu à la reprise de Francfort, à l'assassinat de nos frères d'armes; trois cents d'entre eux sont tombés sous les couteaux des assassins, en combattant glorieusement pour la cause de la liberté.

J'envoie à la Convention nationale un de ces couteaux pris dans les mains d'un de ces malheureux, et apporté par un soldat qui l'avait arraché, et qui a trouvé le moyen de s'échapper de Francfort au milieu des horreurs du carnage. Les couteaux étaient tous du même modèle; près de dix mille hommes en étaient armés; cent cinquante charpentiers, destinés à ouvrir

les portes, étaient arrivés de Nassau, appartenant au Landgrave, dans deux bateaux; et le sieur Van-Helden, qui commandait Francfort, ose dire n'avoir point été instruit de cette arrivée, non plus que de la fabrication et de l'arrivée de ces couteaux; ce commandant ose se vanter d'avoir fait son devoir, et d'avoir reçu les éloges de ses ennemis! Et dans une heure et demie, une ville qui a des fossés remplis de douze pieds d'eau, larges de seize toises, a été emportée par le peu de soin qu'il avait pris pour être informé d'avance de ce qui se tramait sur la sûreté de ses postes.

J'aime à penser que le peuple a été plus aveuglé que criminel, et qu'accoutumé à courber sous le joug des Autrichiens, il les a crus des géants.

Le roi de Prusse, pour récompense, les a fait désarmer, et leur a fait défense de rester dans les rues trois ensemble.

J'ose recommander à l'humanité de la Convention nationale et du peuple français les députés de Francfort : leur liberté, leur sûreté seront ma plus douce récompense.

N° 11.

Armée du Nord. — Ordre du jour.

Cambrai, 30 juin 1793, an II de la République.

Sur la demande expresse du général d'armée, les représentants du peuple ont consenti à faire lire à tous les

soldats républicains les calomnies aussi atroces qu'absurdes insérées dans différents journaux, notamment dans celui rédigé par Laveaux, sous la dénomination de journal de la Montagne.

Les soldats liront sans doute avec indignation l'article qui regarde leur général en chef. La fausseté des prétendus faits arrivés dans cette armée doit fixer leur jugement sur cette pièce atroce qui inculpe avec le général le citoyen représentant du peuple Hoffmann, l'un des républicains le plus zélé et le plus pur de la Convention nationale. Le général en chef, sûr du bon esprit qui anime l'armée du Nord et des Ardennes dont le commandement lui est confié, a sollicité les représentants du peuple de lui faire les détails des manœuvres ténébreuses de ces hommes qui veulent perdre la chose publique en désorganisant tout, certain que des républicains s'empresseraient de désigner l'homme assez ennemi des lois de son pays, pour imiter un semblable exemple parmi eux.

Le général de brigade, chef de l'état-major de l'armée. DESBRULYS.

N° 12.

Le général Kilmaine au président de la Convention nationale.

Cambrai, le 30 juillet 1793.

Depuis trois jours, le canon ne se fait plus entendre

du côté de Valenciennes..... Les rapports de lundi m'annoncent que les ennemis ont pris possession de cette place importante..... Les ennemis ont divisé leurs forces ; ils ont doublé leurs postes du côté du Quesnoy et de Maubeuge, et dirigé le reste de leurs forces du côté de Lille. En vain dira-t-on aujourd'hui qu'il fallait secourir et Condé et Valenciennes ; nous n'avions pas de moyens. Comment faire des entreprises de ce genre sans troupes à cheval ? La cavalerie agissante de l'armée du Nord n'est que d'environ cinq mille hommes.

N° 13.

Le général Kilmaine au ministre de la guerre.

Au quartier-général de Vitry, le 9 août 1793.

« Hier matin une colonne de 22,000 hommes a tourné notre position par Crèvecœur et Hennecourt et s'est portée derrière nous. Au même moment on a attaqué toutes nos positions à la fois : les postes ont tous tenu; mais comme l'ennemi prenait à revers le camp de Paillencourt ainsi que tous les autres postes, j'ai été obligé de changer subitement de position. J'ai pris pour la nuit celle des hauteurs de Fontaine-Notre-Dame pour faciliter la retraite de tous les postes de l'Escaut et de la Censée; mais, comme cette po-

sition n'est pas tenable, j'ai été obligé de prendre celle des hauteurs de Biache-Saint-Waast; j'ai été suivi dans cette retraite par 6,000 hommes de cavalerie : je n'en avais que 2,500; nous les avons chargés trois fois, nous leur avons tué 60 hommes et fait 90 prisonniers. Notre audace les a dégoûtés, quoiqu'ils fussent trois fois notre nombre, et nous sommes entrés tranquillement dans nos cantonnements.

« J'ai rassemblé ici toutes nos forces, qui ne pouvaient jamais l'être dans une position aussi étendue et aussi mauvaise que celle que nous avions. L'avant-garde et les flanqueurs de gauche sont entre le canal de Douai et la Censée : toutes nos forces sont réunies, et j'espère que nous célébrerons le 10 août de manière à ne pas faire plaisir à l'ennemi. Toute la cavalerie s'est comportée en héros; les Anglais ont plus particulièrement senti le poids de nos sabres; nous n'avons eu que trois hommes blessés; personne de tué.

« Deux batteries, qui nous amenaient une pièce de 12, ont été rencontrées par la colonne ennemie, qui leur a pris la pièce par la faute des charretiers qui ont coupé les traits. Les batteries se sont fait jour, et n'ont perdu que quelques hommes faits prisonniers. (Suivent les noms des officiers et soldats qui se sont distingués.)

« Nous sommes bien, quoique sans viande et sans pain; demain nous en trouverons: Bouchain et Cambrai sont approvisionnés, Landrecies et le Quesnoy le sont aussi; je me charge de Lille et de Douai, si les renforts annoncés arrivent.

N° 14.

L'adjudant-général Barthélemy au ministre de la guerre.

Au quartier-général à Hondschoote, le 8 septembre 1793.

Je vous annonce que les troupes de la République ont battu l'ennemi, avant-hier et aujourd'hui. Une colonne, celle formant le corps d'armée, est partie de Steenwoorde, une autre de Bailleul, une autre encore de Wormouth; toutes, jusqu'à présent, ont battu et chassé l'ennemi. Avec dix-huit mille hommes, nous venons de forcer Hondscoote, qui était défendu par quinze mille ennemis, la plupart Anglais : ils étaient bien retranchés. Ce pays-ci est abominable pour faire la guerre; il est coupé de haies, de bois et de fossés. On ne voit pas à quatre pas devant soi; on ne se bat pas; on *se poignarde*. Tout l'avantage, dans un tel pays, est pour celui qui attend. Nous avons pris à l'ennemi trois ou quatre drapeaux, cinq pièces de canon, des caissons, des bagages, tué beaucoup de monde, et fait des prisonniers, parmi lesquels se trouvent plusieurs hommes marquants, entre autres un général hanovrien. L'affaire a été très-longue et très-chaude; elle a été terminée à la baïonnette, comme celle des jours précédents : ce moyen est infaillible avec des républicains. Toutes les troupes ont bien donné.

Nous avons eu de notre côté des blessés, mais peu de tués. Parmi les blessés nous avons des hommes de tous les grades, depuis les soldats jusqu'aux généraux.

Les citoyens Levasseur et Delbrel ont été, dans toutes les affaires, représentants du peuple et soldats. Le représentant Levasseur a eu un cheval tué sous lui ; son collègue Delbrel a couru les mêmes chances, mais il a été plus heureux. Je ne puis pas vous donner d'autres détails, parce qu'il nous faut tout notre temps pour des dispositions ultérieures.

Je dois cependant vous dire que la garnison de Bergues a fait des sorties brillantes ; qu'une partie s'est réunie à nous, et que cette ville est libre.

Malheureusement le siége de Dunkerque est peut-être levé ; je dis malheureusement ; car, s'il ne l'était pas, les Anglais le payeraient bien cher : ils seraient obligés de mettre bas les armes ; sans cela, ils seraient hachés ou noyés dans l'eau salée.

N° 15.

Bulletin de Dunkerque.

Du 8 septembre au soir, vers 9 heures.

A cinq heures et demie nous avons eu la certitude que l'ennemi a évacué son camp et qu'il a fait sa retraite ; il ne tardera pas à être suivi de près, car, dans ce moment, nous recevons l'avis qu'il arrive ici à 7 heures

une colonne de 10,000 hommes, qui, avec notre garnison, va le suivre sous les ordres du général de division Landrin.

Les membres du conseil-général de la commune de Dunkerque. Signé : DÉSAUGUE, BLORIZ, EMMERY.

N° 16.

Le général Houchard au ministre de la guerre.

Dunkerque, le 10 septembre 1793.

Enfin, les vœux de la nation sont remplis; Dunkerque n'a plus devant ses murs les soldats de la tyrannie; l'attaque du village de Hondscoote, qui s'est convertie en une bataille de la plus grande conséquence, a fini par mettre la déroute parmi les ennemis. *Dans la nuit du* 8 *au* 9, voyant que nous étions maîtres de Hondscoote, *ils ont fait leur retraite de devant Dunkerque à minuit;* il en était temps pour eux, car le général Landrin entrait à cinq heures dans Dunkerque, pour se réunir à la brave garnison, et pour leur livrer combat. Si ce renfort n'avait pas suffi, je m'y serais transporté moi-même avec 10,000 hommes, et j'aurais recommencé le combat, le soir même; ils ont évité cette peine aux soldats de la République, et se sont retirés sur Furnes, laissant en notre possession leurs bouches à feu et munitions. Jamais victoire n'a été plus complète et mieux méritée. Les troupes de la Ré-

publique, en général, se sont conduites avec la plus grande valeur. Je vous donnerai des détails une autre fois, car je suis horriblement pressé, et les rapports particuliers ne sont pas arrivés.

N° 17.

L'adjudant-général Barthélemy au ministre de la guerre.

Au quartier-général d'Armentières, le 13 septembre 1793.

Depuis ma lettre datée d'Hondscoote, après l'expédition du 8, vous avez eu des détails bien intéressants sur tous les faits qui en sont bien résultés. Le 9, le général Houchard vous a écrit de Dunkerque la retraite des Anglais, laissant une immense artillerie, beaucoup de munitions et de bagages; leur déroute a été complète, et nos troupes ont appris à cette bataille ce que vaut leur courage, et l'avantage qu'elles ont sur les soldats des rois. *Cette retraite des Anglais devant Dunkerque a été trop précipitée pour qu'on ait eu le temps de leur fermer le passage.* Leur perte a été énorme, et dans une proportion vraiment étonnante par rapport à la nôtre. Ils ont perdu un grand nombre d'officiers; deux de leurs généraux ont été enterrés à Hondscoote. Un des fils du roi d'Angleterre, le prince Adolphe, a été grièvement blessé à cette affaire.

On assure que le général d'Alton a été tué devant Dunkerque.

Au lieu de cinq pièces de canon prises à Hondscoote, il y en a eu huit; ce qui fait soixante avec les cinquante-deux laissées devant Dunkerque.

Le général Houchard a laissé au camp retranché devant cette place un corps considérable, qui ne manquerait pas de dégoûter l'ennemi des nouvelles tentatives qu'il pourrait y faire; il a également laissé des forces imposantes depuis Dunkerque jusqu'à la Lys; et, sans perdre de temps, il a dirigé le reste de l'armée, forte de 30,000 hommes environ, sur le camp de Menin, habité par les Hollandais, en plus grande partie. Le général Hédouville, qui commande l'avant-garde de ce corps, vient de repousser tous les avant-postes avec une grande impétuosité, et *sans doute il est à Menin dans ce moment.* Les troupes du camp de la Madeleine se battent aussi, dès ce matin; elles ont attaqué le camp de Cisoing : le canon a ronflé, mais nous n'avons pas encore de nouvelles. Soyez assuré, citoyen ministre, que nous ne respirerons que quand tous nos ennemis auront été battus, que nous suivrons l'ardeur des troupes, et que nous ne négligerons aucun moyen de renouveler leurs triomphes.

N° 18.

Le général Houchard au ministre de la guerre.

Lille, le 13 septembre 1793.

Comme je vous l'ai mandé de Dunkerque, citoyen ministre, l'avant-garde, commandée par le général Hédouville, s'est réunie au corps qui était du côté d'Ypres, et s'est portée sur les Hollandais, le long de la Lys; ils ont été battus hier à Messines et Commines; et le général Béru les a chassés de Roncq aujourd'hui 13.

Les attaques ont marché de front; il n'y a pas de doute qu'elles n'aient été extrêmement heureuses, car je trouve ici plus de 800 prisonniers et vingt pièces de canon. Tout le monde dit que nos troupes sont dans Menin et se portent vers Courtray; je n'en sais pas davantage aujourd'hui. Je n'ai pu me porter à ces attaques, à cause des dispositions générales que j'ai à faire; mais j'espère prendre ma revanche.

J'apprends dans l'instant, par Levasseur, représentant du peuple, que Werwick est au pouvoir de nos troupes, que l'action qui a eu lieu ce matin a été extrêmement chaude et rude. Le représentant Châles a été blessé à la jambe, d'un éclat d'obus. Le général Béru s'est emparé de Menin, où les ennemis ont abandonné quarante pièces de canon et du bagage.

N° 19.

Le général Leveneur au Comité de salut public.

Au quartier-général d'Abancourt, le 27 juillet 1793.

Ayant vu dans les journaux que le général Custine avait été inculpé à la Convention, pour avoir donné, le 30 juin dernier, pour mot d'ordre : *Condorcet, Paris, Constitution :* je dois rendre à la vérité le témoignage que le général n'y a aucune part, puisqu'il n'était point à l'armée ce jour-là. Voici exactement le fait : L'usage est depuis longtemps à l'armée (cet usage abusif a été introduit par Dumouriez) que les généraux ne donnent pas le mot d'ordre tous les jours ; ils en font une série ordinairement de 15 jours, qu'ils déposent entre les mains du chef de l'état-major, qui le fait passer journellement aux différentes divisions de l'armée. Custine était parti, vers le 18 juin, de l'armée, pour une tournée sur la partie maritime de la Flandre, me laissant, en son absence, le commandement de l'armée du Nord et des Ardennes ; la série des mots d'ordre finissait deux jours après, il oublia de la renouveler ; en sorte qu'après son départ, le général chef de l'état-major, Desbrulys, me demanda de lui en donner une pour huit jours. Je lui dis : Faites-m'en vous-même une série jusqu'à la fin du mois : envoyez-la-moi, et je l'approuverai ; ce qu'il fit. Le mot d'ordre pour le 30 était : *Condorcet, Paris, Constitution.* Je lui écrivis sur-le-champ qu'il fallait qu'il changeât ce dernier mot, parce qu'il avait l'air

d'annoncer un parti. Il me dit qu'il en mettrait un autre pour ce jour-là, ce qu'il n'a point exécuté; en sorte que je fus bien étonné d'apprendre, le 30 au soir, que le mot d'ordre donné était celui que j'avais proscrit; mais il n'était plus temps de le changer.

Le général Custine revint le lendemain à l'armée. Ne voulant pas qu'il crût qu'en son absence j'avais donné un mot d'ordre qu'il aurait fortement désapprouvé, je lui écrivis une lettre pour l'instruire de ce que dessus : il doit l'avoir dans ses papiers.

Il résulte clairement de tout cela, que le général Custine n'a aucune part à ce mot d'ordre, et qu'il ne peut être inculpé pour cet objet.

Comme j'avais connaissance directe de ce fait, j'ai cru devoir à la vérité de vous l'exposer, vous priant d'y donner la publicité nécessaire pour la justification de l'accusé.

ERRATA.

Page 70, lignes 7 et 8, *au lieu de* Hocheim, *lisez* Hochheim.
Page 125, ligne 2, — essaya de reprendre, *lisez* essayer de reprendre.